



Conseil de sécurité

Distr. générale
1^{er} juin 2017
Français
Original : anglais

Lettre datée du 1^{er} juin 2017, adressée au Président du Conseil de sécurité par le Groupe d'experts créé par la résolution **1973 (2011)** du Conseil de sécurité

Le Groupe d'experts créé par la résolution **1973 (2011)** du Conseil de sécurité a l'honneur de faire vous tenir ci-joint, en application du paragraphe 13 de la résolution **2278 (2016)**, le rapport final sur ses travaux.

Le rapport a été communiqué, le 5 mai 2017, au Comité du Conseil de sécurité créé par la résolution **1970 (2011)** concernant la Libye, qui l'a examiné le 19 mai.

Je vous serais obligé de bien vouloir porter le texte de la présente lettre et du rapport à l'attention des membres du Conseil de sécurité et les publier comme document du Conseil de sécurité.

Le Coordonnateur du Groupe d'experts
créé par la résolution **1973 (2011)**
(*Signé*) Steven **Spittaels**

Expert
(*Signé*) Naji **Abou-Khalil**

Expert
(*Signé*) Kassim **Bouhou**

Expert
(*Signé*) Moncef **Kartas**

Expert
(*Signé*) David **McFarland**

Expert
(*Signé*) Juan Alberto **Pintos Servia**



Rapport final du Groupe d'experts sur la Libye créé par la résolution 1973 (2011)

Résumé

Le Groupe d'experts, qui suit la transition politique en Libye, s'est intéressé plus particulièrement au fait que l'Accord politique libyen, qui n'a pas été approuvé par la Chambre des députés, n'a pas été mis en œuvre dans son intégralité, ce qui compromet la légitimité du Gouvernement d'entente nationale nommé par le Conseil de la présidence. Les deux Premiers Ministres rivaux, Abdallah el-Thinni et Khalifa el-Ghweil, continuent de contester la direction à la tête du pays par le Président du Conseil de la présidence, Fayez al-Serraj. Le Conseil a eu beaucoup de mal à mettre en œuvre les politiques sociales et économiques, ce qui a eu pour effet de renforcer davantage l'opposition, armée ou non, à son autorité.

Pour sortir de l'impasse politique, la Mission d'appui des Nations Unies en Libye a élaboré en octobre 2016 une nouvelle feuille de route qui vise à modifier l'Accord politique libyen. Elle a ainsi donné lieu à une initiative de dialogue régionale, parrainée par l'Algérie, l'Égypte et la Tunisie. Toutefois, les divisions régionales continuent de faire obstacle à un règlement politique en Libye.

La crise politique a été aggravée par la recrudescence des conflits armés. Bien que Syrte et certains secteurs de Benghazi aient été libérés de l'État islamique d'Iraq et du Levant, les conditions de sécurité se sont globalement détériorées en Libye. Signe de cette insécurité, la lutte croissante à Tripoli entre les groupes armés locaux et ceux rattachés à Misrata a fragilisé l'autorité du Conseil de la présidence et fait peser une menace sur la sécurité des habitants de la capitale.

Les opérations militaires menées par l'Armée nationale libyenne, les Compagnies de défense de Benghazi et les groupes armés de Misrata dans le sud et le croissant pétrolier ont exposé les populations locales à la montée de la violence, y compris les frappes aériennes. Le recrutement de mercenaires étrangers par des groupes armés et la persistance des activités des mouvements extrémistes sont deux autres menaces à la sécurité observées par le Groupe d'experts.

Les groupes armés, dont certains ont reçu un mandat ou, à tout le moins, sont reconnus par la Chambre des députés ou le Conseil de la présidence, n'ont fait l'objet d'aucun contrôle judiciaire véritable, ce qui a eu pour effet d'augmenter les violations des droits de l'homme auxquelles ils ont pris part, notamment les enlèvements, les détentions arbitraires et les exécutions sommaires. Parmi les cas ayant fait l'objet d'une enquête du Groupe d'experts figurent notamment des exactions commises contre des habitants de Tripoli et de Benghazi, des prisonniers de guerre et des migrants.

Le Groupe a pu confirmer que des groupes armés avaient, dans plusieurs cas, pris part à des violations réelles ou potentielles de l'embargo sur les armes. L'accès permanent de ces groupes à du matériel militaire et à des éléments connexes est également attesté par la recrudescence des conflits armés qui prend notamment la forme de frappes aériennes. À cet égard, le Groupe a établi que les groupes armés de l'est de la Libye et de Misrata avaient renforcé leurs capacités aériennes par des transferts de matériel, la réparation d'appareils auparavant inutilisables et l'agrandissement des bases aériennes militaires, et souligné que les deux factions bénéficiaient d'un appui de l'étranger.

Le Groupe a pu en outre établir que plusieurs livraisons avaient été effectuées, en violation de l'embargo sur les armes, de ce qu'on décrit souvent comme du matériel non létal. La mise en place et l'utilisation de matériel de ce type dans le contexte libyen ont considérablement accru l'insécurité et fait, sans conteste, de nouvelles victimes. C'est notamment le cas des véhicules (blindés) et du matériel d'interception électronique.

En l'absence de capacités de gestion des armes et des munitions, le risque de détournement demeure une préoccupation majeure qui justifie la mise en place d'un embargo rigoureux sur les armes. Les groupes armés libyens se livrent au trafic d'armes à l'intérieur du pays et à travers ses frontières, et la Libye demeure une importante plaque tournante des mouvements d'armes illicites à destination des pays voisins. Si le Groupe d'experts a confirmé des saisies d'armes au Niger et Tunisie, l'absence d'accès aux saisies effectuées dans d'autres pays demeure problématique.

Le Groupe estime que les principales institutions financières et économiques de la Libye restent scindées et pâtissent d'un manque de contrôle et de plusieurs affaires de détournement. Le Conseil de la présidence est apparu divisé s'agissant de l'organisation et des nominations dans plusieurs institutions et a vu ses décisions contestées. Par conséquent, sur le plan de la loyauté, le personnel reste partagé entre des autorités concurrentes qui tentent chacune de procéder à leurs propres nominations. Ces divisions continuent de menacer la stabilité de la Libye, comme en témoigne la polémique sur les politiques adoptées par la Banque centrale de Libye à Tripoli et plusieurs mesures unilatérales prises par sa filiale de l'est.

Le Groupe d'experts a mis au jour l'existence de directions rivales et de leurs soutiens politiques qui s'emploient à consolider leur position par différentes stratégies, y compris par des actions en justice et grâce à l'appui de groupes armés. À Tripoli, l'ingérence des groupes armés dans la direction et les finances des institutions telles que la Libyan Investment Authority et la Libyan Post, Telecommunications and Information Technology Company est à la fois inquiétante et intenable.

Malgré ce contexte négatif, le secteur pétrolier s'est stabilisé. Les parties belligérantes se sont, dans une large mesure, abstenues d'endommager les installations pétrolières et ont systématiquement confié à la National Oil Corporation la gestion des terminaux alors même que la région a changé de mains à plusieurs reprises. Malheureusement, l'accord de réunification des pôles est et ouest de la National Oil Corporation n'a pas pu être appliqué, en dépit des efforts considérables déployés par les deux directions de la société, qui ont toutefois débouché sur une augmentation de la production de pétrole.

La division persistante de la National Oil Corporation débouchera vraisemblablement sur de nouvelles tentatives d'exportation illicite de pétrole brut. Les sanctions prévues par la résolution [2146 \(2014\)](#) ont été appliquées une seule fois. Dans le même temps, la National Oil Corporation, dans l'est du pays, a tenté pour la première fois de faire sortir clandestinement de Libye une cargaison de produits dérivés.

Les groupes armés et les réseaux criminels continuent d'exploiter différentes sources de financement, telles que le trafic de migrants et le trafic de carburant. Le Groupe d'experts a recensé des réseaux, le long de la côte occidentale, qui se livrent à ces deux activités.

Plusieurs enquêtes menées sur le gel des avoirs montrent la complexité des ressources financières mises à disposition de certains individus inscrits sur la Liste de personnes et entités visées par des sanctions, dont le bénéficiaire réel se cache derrière de nombreux hommes de paille et sociétés écrans. Elles montrent aussi que

les opérations en faveur des personnes inscrites sur la Liste mettent parfois en jeu d'importantes sommes d'argent. Le Groupe d'experts a en outre enquêté sur les avoirs libyens volés et aux mains de personnes inscrites sur la Liste ou menacés de détournement, ou les deux. L'identification et le recouvrement éventuel de l'intégralité de ces fonds nécessiteront d'abondantes ressources et une détermination sans faille. Les enquêteurs libyens devront avoir reçu pour ce faire un mandat incontestable d'une autorité incontestée.

Table des matières

	<i>Page</i>
I. Rappel des faits	7
A. Mandat et désignation	7
B. Méthode	7
C. Coopération avec les organisations et les parties prenantes	7
D. Appui administratif et calendrier de présentation des rapports	9
II. Évolution politique et critères connexes	10
A. Divisions au sein du Conseil de la présidence	10
B. Deux gouvernements supplémentaires	11
C. Insistance de la Chambre des députés, décidée à modifier l'Accord politique libyen	12
D. Pouvoir militaire de l'Armée nationale libyenne	12
III. Faits nouveaux survenus sur le plan de la sécurité et critères connexes	13
A. Suite des événements de Syrte et statut de l'État islamique d'Iraq et du Levant	13
B. Combats à Benghazi	14
C. Événements survenus à Tripoli et dans l'ouest du pays	16
D. Affrontements dans le sud	18
E. Affrontements dans le croissant pétrolier	19
IV. Évolution de la situation politique et des conditions de sécurité	20
A. Participation de mercenaires	20
B. Influence régionale des groupes de mercenaires armés	21
C. Conseillers militaires à Tripoli	21
V. Actes contraires au droit international des droits de l'homme ou au droit international humanitaire, ou qui constituent des atteintes aux droits de l'homme	21
A. Enlèvements, détention arbitraire et torture	21
B. Massacres	23
C. Exécutions sommaires de détenus	23
D. Attaques sans discrimination	24
E. Violations des droits fondamentaux des migrants	24
VI. Application de l'embargo sur les armes	24
A. Aperçu	24
B. Transferts de matériel en Libye pendant la révolution (février-septembre 2011)	25
C. Transferts de matériel après la révolution (septembre 2011-août 2014)	26
D. Transferts ou transferts éventuels de matériel vers la Libye et formations dispensées et assistance technique fournie dans le pays depuis les mesures prises en août 2014 pour renforcer l'embargo sur les armes	27
E. Appui international à la Libye	44

F.	Nouveaux transferts de matériel vers la Libye	47
G.	Transferts de matériel en provenance de la Libye	54
VII.	Prévention des exportations illicites de pétrole brut en application de la résolution 2146 (2014)	57
VIII.	Unité des institutions étatiques et détournement de fonds publics.	58
A.	La National Oil Corporation	59
B.	La Banque centrale de Libye	61
C.	La Libyan Investment Authority	63
D.	La Libyan Post, Telecommunications and Information Technology Company	64
E.	La Libyan African Investment Portfolio	65
F.	La Libyan Foreign Investment Company	66
IX.	Financement des groupes armés.	66
A.	Contrebande de carburant.	66
B.	Trafic de migrants et traite des personnes.	69
C.	Ingérence des groupes armés dans les affaires des institutions publiques	70
D.	Commerce local d'armes	70
X.	Application du gel des avoirs	70
A.	Avoirs gelés.	70
B.	Avoirs volés.	74
XI.	Mise en œuvre de l'interdiction de voyager	74
XII.	Recommandations	74
Annexes*		78

* Les annexes sont distribuées uniquement dans la langue de l'original et n'ont pas été revues par les services d'édition. Du fait de la limitation du nombre de pages recommandée dans les rapports des mécanismes de surveillance, le Groupe d'experts a fourni un complément d'information concernant plusieurs enquêtes. On trouvera le tableau des sigles et des abréviations à l'annexe 1.

I. Rappel des faits

1. Dans le présent rapport figurent les conclusions du Groupe d'experts sur la Libye jusqu'en avril 2017. L'annexe 2 comporte un aperçu de l'évolution du régime des sanctions contre la Libye.

A. Mandat et désignation

2. On trouvera des détails sur le mandat et la désignation des membres du Groupe d'experts à l'annexe 3.

B. Méthode

3. Le Groupe d'experts entend se conformer aux normes recommandées par le Groupe de travail informel du Conseil de sécurité sur les questions générales relatives aux sanctions dans son rapport (S/2006/997, annexe). Ces normes engagent à s'appuyer sur des documents vérifiés et authentiques, des éléments de preuve concrets et des observations faites sur le terrain par des experts, y compris des photographies chaque fois que possible. Quand une inspection physique est impossible, le Groupe s'efforcera de corroborer les informations à l'aide de multiples sources indépendantes pour répondre aux plus hautes normes et privilégiera les déclarations des acteurs principaux et des témoins directs des événements. Le Groupe entend être aussi transparent que possible mais, lorsque l'identification des sources exposerait celles-ci ou d'autres personnes à des risques inacceptables pour leur sécurité, il s'abstiendra de révéler la source de l'information et versera les éléments de preuve correspondants aux archives sécurisées de l'ONU.

4. Le Groupe s'attache à faire preuve d'impartialité dans le cadre des enquêtes menées sur les violations commises par quelque partie que ce soit.

5. Par souci d'équité, le Groupe d'experts s'efforcera, s'il y a lieu et si possible, de mettre à la disposition des parties tous renseignements figurant dans le rapport sur les actes dont elles pourraient être appelées à répondre, pour qu'elles puissent les examiner, formuler des observations et y répondre dans un délai donné. Soucieux de respecter le droit de réponse et l'impératif de précision, il examinera la possibilité de joindre à ses rapports un énoncé des objections soulevées, accompagné d'un résumé et d'une évaluation de leur crédibilité.

6. Le Groupe garantit l'indépendance de ses travaux contre toute tentative de compromettre son impartialité ou de donner l'impression qu'il a un parti pris.

C. Coopération avec les organisations et les parties prenantes

7. On trouvera à l'annexe 4 la liste des institutions, organisations et personnes consultées, à l'annexe 5 le relevé de la correspondance expédiée et à l'annexe 6 le degré de réactivité des États Membres.

1. États Membres

8. Depuis la publication de son dernier rapport final (S/2016/209) en mars 2016, le Groupe d'experts a effectué des visites officielles afin de s'entretenir avec des représentants des autorités compétentes et autres parties prenantes dans les pays suivants : Allemagne, Autriche, Égypte, Émirats arabes unis, États-Unis

d'Amérique, Libye, Malte, Niger, Qatar, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Soudan, Suède, Tchad, Tunisie et Turquie.

9. En outre, le Groupe a pu se déplacer afin de rencontrer différents interlocuteurs, notamment la diaspora libyenne dans les capitales suivantes : Bruxelles, N'Djamena, Le Caire, Paris, Rome, Amman, Beyrouth, Tripoli, Rabat, Tunis, Londres, ainsi qu'à Johannesburg (Afrique du Sud), Genève, Istanbul (Turquie), Misrata et Tobrouk.

10. Au cours de la période considérée, le Groupe s'est rendu dans tous les pays voisins de la Libye, à l'exception de l'Algérie. Ses demandes de visites dans ce pays sont restées lettre morte pour la quatrième année consécutive. Il s'est bien entretenu avec des interlocuteurs libyens à Skhirat (Maroc), conformément à son mandat, mais la Mission permanente du Maroc auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York lui a demandé de mettre un terme à ses déplacements et de quitter le pays, ce qu'il a fait. Le Groupe a évoqué la question avec la Mission permanente pour éviter qu'un tel incident ne se reproduise.

2. Libye

11. Le Groupe d'experts s'est rendu quatre fois en Libye depuis qu'il a été reconduit dans ses fonctions en mai 2016. Les vols assurés de manière régulière par la Mission d'appui des Nations Unies en Libye (MANUL) dans le pays ainsi que le soutien et la souplesse dont a fait preuve cette dernière à son égard lui ont octroyé un plus grand accès. Compte tenu de la précarité persistante des conditions de sécurité, les délégations de l'ONU continuent de faire l'objet de restrictions sur leurs déplacements. Les visites du Groupe se sont donc limitées à des missions d'une journée, ce qui a réduit sa capacité d'explorer les pistes intéressantes et d'assurer un suivi des contacts noués en Libye. Outre les voyages effectués en Libye, le Groupe s'est entretenu à distance avec des interlocuteurs présents dans ce pays.

12. Le 16 juin 2016, le Groupe d'experts s'est rendu à Tripoli et s'est entretenu de ses travaux avec des membres du Conseil de la présidence et du Comité provisoire de sécurité. Les réunions se sont tenues à l'aéroport de Mitiga et à la base navale d'Abou Sitta. Le 20 juillet, le Groupe d'experts s'est rendu à Misrata, où il s'est réuni avec des commandants qui avaient participé à des opérations militaires contre l'État islamique d'Iraq et du Levant (EIIL) à Syrte. Le 15 novembre, le Groupe s'est entretenu avec une délégation de la Chambre des députés à Tobrouk. Le 19 janvier 2017, le Groupe s'est rendu à la base navale à Tripoli pour la deuxième fois afin de s'entretenir avec des représentants de la Banque centrale de Libye et le Ministre de la défense, nommés par le Conseil de la présidence. Trois autres visites en Libye ont été annulées pour des raisons diverses, telles que l'indisponibilité de l'avion, des incidents de sécurité au lieu de destination et l'indisponibilité des interlocuteurs libyens. Même si d'importantes informations ont été recueillies, les missions d'une journée n'ont pas donné lieu à une inspection physique du matériel saisi ou à une visite des lieux de stockage d'armes et de munitions.

13. Le Groupe d'experts a toujours du mal à trouver des interlocuteurs libyens qui puissent s'exprimer avec autorité et fournir des informations à titre officiel. Le Conseil de la présidence a de faibles capacités opérationnelles et son contrôle sur l'administration est très limité. En outre, d'autres centres de pouvoir restent actifs et reçoivent l'appui à la fois de la population et des groupes armés.

3. Entités des Nations Unies

14. Le Groupe est en contact régulier avec la MANUL. Il a rencontré à plusieurs reprises le Représentant spécial du Secrétaire général, Martin Kobler, et a multiplié

les échanges avec les principales composantes de la MANUL, y compris sa Cellule d'analyse conjointe, qui est son interlocuteur. Les travaux du Groupe ont également bénéficié d'un surcroît d'informations fournies par la Mission dont l'appui, sur les plans de la logistique et de l'échange de renseignements, a été essentiel pour l'aider à s'acquitter efficacement de son mandat. Le Groupe aurait tout à gagner d'une communication plus fréquente des documents.

15. Le Groupe d'experts a échangé des points de vue avec l'Équipe d'appui analytique et de surveillance des sanctions créée par la résolution [1526 \(2004\)](#), le Groupe d'experts sur la République populaire démocratique de Corée, le Groupe d'experts sur le Soudan, le Groupe d'experts sur le Soudan du Sud, l'Office des Nations Unies contre la drogue et le crime, l'Institut interrégional de recherche des Nations Unies sur la criminalité et la justice et le Service de la lutte antimines du Département des opérations de maintien de la paix.

16. Le Groupe d'experts a contribué à établir le rapport du Secrétaire général sur la menace que représentent, pour la Libye et les pays voisins, y compris au large des côtes libyennes, les combattants terroristes étrangers recrutés par l'EIL (Daech), Al-Qaïda et les personnes, groupes, entreprises et entités qui leur sont associés, comme l'a demandé le Conseil de sécurité dans sa résolution [2292 \(2016\)](#).

4. Autres organisations

17. Après l'adoption de la résolution [2292 \(2016\)](#), le Groupe d'experts s'est entretenu avec des délégations de l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED opération SOPHIA) à Bruxelles et Rome et reste en contact avec elle.

18. En novembre 2016, le Groupe d'experts a été informé à N'Djamena des activités de l'opération Barkhane, une opération antiterroriste menée par la France en collaboration avec cinq pays du Sahel, qui vise notamment à prévenir les mouvements illicites d'armes et de matériel connexe dont pourraient tirer profit les groupes extrémistes. Le Groupe espère vivement continuer à recevoir des informations pertinentes sur les saisies d'armes ou les mouvements suspects.

19. Le Groupe d'experts a également procédé à un échange de vues avec des représentants de la Cour pénale internationale et des organisations non gouvernementales.

D. Appui administratif et calendrier de présentation des rapports

20. Le personnel d'appui spécialisé du Secrétariat a permis de réduire considérablement le temps consacré par le Groupe d'experts aux tâches administratives et logistiques. Le Groupe se déclare reconnaissant d'avoir obtenu une prorogation de son mandat de 12 à 15 mois et recommande que cette durée de mandat soit conservée. Ces changements essentiels par rapport à la période précédente lui ont permis de se concentrer sur ses enquêtes avec plus d'efficacité et d'organiser toutes les visites nécessaires en Libye et dans les pays voisins, comme l'atteste son programme de voyages.

21. Si les délais de traitement des voyages du Groupe se sont améliorés, les restrictions qui pèsent sur les règles et procédures actuelles continuent de nuire à son efficacité. Le problème le plus pressant tient au fait que les billets sont réservés sur la base du tarif de l'itinéraire le plus économique et le plus direct disponible, dans certaines tranches horaires et uniquement en tenant compte des dates de début et de fin des réunions, plutôt qu'en fonction des horaires des vols et des

correspondances les plus rationnels. Par conséquent, la durée moyenne des voyages s'est considérablement rallongée, ce qui écourte le temps passé sur les lieux.

22. Malgré les déplacements fréquents du Groupe d'experts dans des lieux à haut risque dans lesquels il mène des enquêtes sensibles, en application du mandat que lui a confié le Conseil de sécurité, ses membres n'ont toujours pas accès à une assurance suffisante dans les zones de conflit. Ils sont tenus, d'après leur mandat, de se rendre dans des pays où l'assurance maladie et l'assurance médicale de voyage ne couvrent ni les soins ni les évacuations. Si les experts bénéficient d'une assurance de l'ONU contre les actes de malveillance, ils ne sont pas pris en charge en cas d'accident ou de maladie soudaine dans certains pays à haut risque (voir recommandation 16).

II. Évolution politique et critères connexes

23. Depuis son arrivée à Tripoli le 30 mars 2016, le Conseil de la présidence, dirigé par Faiez Mustafa Serraj, n'a pas réussi à exercer pleinement son autorité, tel que le prévoit l'Accord politique libyen.

24. Le Conseil de la présidence n'est pour l'heure pas parvenu à convaincre la Chambre des députés de confirmer un Gouvernement d'entente nationale ou de lancer des politiques économiques et sociales de grande envergure. À Tripoli, le conflit persistant du Conseil avec les groupes armés radicaux dirigés par Khalifa el-Ghweil et sa dépendance à l'égard de groupes armés locaux¹ pourraient fragiliser le soutien de puissants alliés à Misrata, tels que le conseil municipal de la ville². Soucieux de contenir les problèmes politiques posés par la Chambre des députés et M. Ghweil, M. Serraj prône un dialogue politique avec ses adversaires, sous les auspices du Conseil³.

A. Divisions au sein du Conseil de la présidence

25. Le Conseil de la présidence connaît des divisions internes persistantes. Des membres tels que Moussa el-Koni et Ammar el-Aswad ont fait part au Groupe de leur scepticisme sur la composition et le fonctionnement du Conseil (voir annexe 7). Les divisions sont apparues plus vives encore lorsque M. Koni a démissionné en janvier 2017, tout en reconnaissant sa propre responsabilité dans l'« échec » du Conseil.

26. Le Groupe d'experts constate que l'autorité de M. Serraj est en permanence contestée par tous les vice-présidents. Les membres du Conseil de la présidence Ali Faraj el-Qatrani et Fathi el-Mejbari, originaires de l'est du pays, se sont opposés à plusieurs initiatives politiques de M. Serraj afin de réduire son pouvoir politique. Les liens supposés entre le Ministre de la défense Mahdi el-Barghathi, nommé par le Conseil, et les Brigades de défense de Benghazi semblent avoir enfermé un peu plus le Conseil dans des positions irréconciliables.

¹ Pour garantir sa propre sécurité et contribuer au maintien de l'ordre à Tripoli, le Conseil de la présidence doit s'appuyer sur des « forces de sécurité » locales, composées de groupes armés tels que la Force Rada, la Brigade des révolutionnaires de Tripoli et la Brigade Ghnewa.

² « Misrata says relations with PC frozen; road to Tripoli is blockaded », *Libya Herald*, 18 mars 2017, disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2017/03/18/misratans-say-relations-with-pc-frozen-gate-into-city-from-tripoli-is-blockaded/.

³ « M. Serraj : Je soumettrai au Parlement libyen un nouveau gouvernement et nous accueillons M. Haftar », *Al Arabiya*, 28 septembre 2016, disponible à l'adresse suivante : www.alarabiya.net/ar/north-africa/libya/2016/09/28/الليبي-للبرلمان-جديدة-حكومة-سأقدم-السر-اج-بحفتر-ونرحب.html.

27. Lors de leurs entretiens avec le Groupe d'experts, des représentants des tribus du sud et des membres de l'ancien régime ont dénoncé la faible représentativité du Conseil de la présidence.

B. Deux gouvernements supplémentaires

28. Le Premier Ministre du Gouvernement de salut national, Khalifa el-Ghweil, continue de compromettre l'Accord politique libyen. Il a tenté de rétablir la situation qui régnait avant l'Accord, en lançant une série d'attaques contre les ministères et le siège du Haut Conseil d'État à l'hôtel Rixos, qui ont échappé au contrôle du Gouvernement de salut national après l'arrivée du Conseil de la présidence⁴. Le retour de M. Ghweil a contraint le Conseil à s'appuyer davantage sur les groupes armés basés à Tripoli pour défendre les institutions. Le Gouvernement de salut national a été affaibli en mars 2017, à la suite de son éviction de Tripoli et des informations selon lesquelles M. Ghweil aurait été blessé.

29. M. Ghweil s'est opposé aux tentatives du Conseil de la Présidence de constituer une Garde présidentielle en créant une Garde nationale⁵, composée de groupes armés de Misrata et de Tripoli hostiles au Gouvernement d'entente nationale. La création de cette unité a déclenché une série d'affrontements armés à Tripoli. Les groupes armés qui soutiennent M. Ghweil, tels que la Garde nationale, la Brigade Marsa el-Koubra et les groupes appuyés par l'ancien Groupe islamique combattant libyen ont affronté des groupes de Tripoli, tels que la Force spéciale de dissuasion, la brigade Abou Salim et la Brigade des révolutionnaires de Tripoli (voir par. 55). Ces derniers ont fait preuve d'opportunisme dans le soutien qu'ils apportent au Conseil, garantissant sa sécurité en échange d'une reconnaissance et d'un appui financier (voir recommandation 1).

30. Le 13 février 2017, la cérémonie de réouverture de l'aéroport international de Tripoli, présidée par M. Ghweil et Salah Badi, a pris des allures de démonstration de force. Dans le même temps, M. Ghweil et son homologue de l'est, Abdallah el-Thinni, Premier Ministre du gouvernement provisoire, ont organisé des pourparlers politiques contre l'avis du Conseil de la présidence⁶.

31. À Beïda, M. Thinni continue de s'opposer au Conseil de la présidence, notamment en tentant de garder le contrôle des missions diplomatiques de la Libye⁷.

32. MM. Thinni et Ghweil n'ont cessé de critiquer le Conseil de la présidence, accusé d'« abandonner la Libye aux mains de puissances étrangères ». En janvier 2017, M. Thinni a publié un communiqué selon lequel « le Gouvernement d'entente nationale était sous la protection de milliers de soldats italiens » (voir annexe 8). En outre, d'après M. Thinni, les opérations militaires menées par l'Armée nationale libyenne étaient le seul moyen de régler la crise en Libye⁸.

⁴ « Des groupes armés dirigés par Khalifa el-Ghweil contrôlent les Ministères de la défense et de la justice en Libye », *Al Weeam*, 12 janvier 2017, disponible à l'adresse suivante : www.alweeam.com.sa/444293/تسي-الغويل-خليفة-بقيادة-مسلحة-مجموعات.

⁵ « Affrontements entre le Gouvernement d'entente nationale et les forces du Gouvernement de salut national à Tripoli », *Afrigatenews*, 8 février 2017. Disponible à l'adresse suivante : www.afrigatenews.net/content/طر-ابلس-في-والوفاق-الإنقاذ-قوات-بين-معارك.

⁶ Voir www.youtube.com/watch?v=I29vZHAf0zs&feature=youtu.be.

⁷ « M. Thinni rencontre le Consul général du Soudan en Libye », *Libya al-Mostakbal*, 26 décembre 2016, disponible à l'adresse suivante : www.libya-al-mostakbal.org/10/12543/القنصل-يلتقي-الثني-السودان-العالم-ليبيا-لدى-السودان.

⁸ Hadi Fornaji, « Thinni spurns calls for political dialogue, says 'military solution' is only answer to Libya crisis », *Libya Herald*, 8 avril 2017, disponible à l'adresse suivante :

C. Insistance de la Chambre des députés, décidée à modifier l'Accord politique libyen

33. Le Président de la Chambre des députés, Aguila Saleh, est un opposant résolu au Conseil de la présidence actuel et à ses fonctions exécutives. En septembre 2016, il a exhorté les membres de la Chambre à cesser toute collaboration avec les ministères relevant de l'autorité du Conseil⁹.

34. Réagissant aux appels de M. Serraj en faveur d'une reprise du dialogue politique, M. Saleh a insisté pour que des négociations directes aient lieu avec le Haut Conseil d'État. La Chambre des députés a nommé une commission de 15 membres chargée de négocier un amendement à l'Accord politique libyen, conformément à la Déclaration du Caire¹⁰. La principale préoccupation de M. Saleh est l'organisation des forces armées, notamment la nomination d'un Commandant suprême et la délimitation de ses pouvoirs (art. 8 de l'Accord politique libyen). Il semble qu'il souhaite confier le maximum de pouvoirs à l'Armée nationale libyenne et à Khalifa Haftar.

35. La Chambre des députés est partagée, un groupe important étant opposé aux positions intransigeantes adoptées par M. Saleh. L'attaque menée en mars 2017 contre le croissant pétrolier par les Brigades de défense de Benghazi et la décision prise ensuite par la Chambre de cesser toute poursuite du dialogue avec la partie ouest du pays a creusé ces divisions.

36. Le Groupe a rencontré des membres de la Chambre des députés en novembre 2016. Certains ont estimé que le Conseil de la présidence ne reposait sur aucune base constitutionnelle et que ses membres n'étaient ni élus ni approuvés par la Chambre. En outre, le Conseil était « dominé par les membres de Fajr Libya » et soutiendrait la cause islamiste. La Chambre a également recommandé que des changements soient apportés au régime de sanctions imposé à la Libye, notamment la levée de l'embargo sur les armes qui frappe l'Armée nationale libyenne (voir annexe 9).

D. Pouvoir militaire de l'Armée nationale libyenne

37. La nomination par la Chambre des députés d'un Gouverneur militaire pour la région de Derna-Ben Jawad a constitué un fait politique majeur, qui a conduit au remplacement des maires civils par des militaires. Le Gouverneur militaire Abd el-Razzak el-Nadhouri, également le chef d'état-major de l'Armée nationale libyenne, a notamment décidé de restreindre dans une grande mesure les libertés publiques dans l'est de la Libye. Il a par exemple pris un arrêté interdisant la tenue à Benghazi de manifestations sans son autorisation écrite.

38. L'Armée nationale libyenne a arrêté ou intimidé des dizaines de militants, membres de la Chambre des députés, des services judiciaires et des services de sécurité dans le secteur qui s'étend de Tobrouk à Ben Jawad, afin de museler l'opposition politique.

www.libyaherald.com/2017/04/08/thinni-spurns-calls-for-political-dialogue-says-military-solution-is-only-answer-to-libya-crisis/.

⁹ « Saleh demande [aux parties prenantes] de ne pas coopérer avec les ministres du Gouvernement d'entente nationale et de poursuivre la coopération avec le Gouvernement provisoire », *Al-Marsad*, 26 septembre 2016, disponible à l'adresse suivante : <http://almarsad.co/2016/09/26/الحوكمة-وزراء-مع-التعامل-لعدم-يدعو-صالح/>.

¹⁰ « Description détaillée de l'accord Haftar-Serraj conclu au Caire », *Al-Arabiya*, 15 février 2017, disponible à l'adresse suivante : www.alarabiya.net/ar/north-africa/2017/02/15/الكاملة-التفاصيل/.
<http://www.alarabiya.net/ar/north-africa/2017/02/15/الكاملة-التفاصيل/>.html. القاهرة-في-السراج-حفترا-لاتفاق

39. Le 16 février 2017, Abd el-Razzak el-Nadhouri a pris un arrêté interdisant aux femmes de moins de 60 ans non accompagnées de voyager¹¹. En 2013, une fatwa semblable avait été émise par le mufti Gharyani. En outre, tous les Libyens ont désormais l'obligation, avant de voyager, d'obtenir une habilitation de sécurité délivrée par les services de sécurité intérieure (voir annexe 10).

40. La montée en puissance de l'influence salafiste, associée au pouvoir de l'Armée nationale libyenne, accroît le contrôle exercé sur la société. En janvier 2017, la saisie d'une cargaison de livres par le Département d'enquête criminelle de Marj a été sanctionnée par la commission des dotations islamiques (*awqaf*), s'appuyant sur l'autorité du Ministère de l'information et de la culture. Cet épisode a révélé l'influence des dignitaires religieux madkhalistes¹² dans l'est de la Libye sur les institutions étatiques¹³. Le chef de la commission, Massoud el-Nadhouri, a été choisi par le cheik saoudien Oussama el-Outaibi en 2014 pour diffuser les enseignements de l'obédience salafiste-madkhaliste (voir annexe 11). Ce choix a été avalisé par Rabih el-Madkhali, grand érudit saoudien, spécialiste du salafisme¹⁴.

III. Faits nouveaux survenus sur le plan de la sécurité et critères connexes

A. Suite des événements de Syrte et statut de l'État islamique d'Iraq et du Levant

41. Les dernières phases de l'opération Bouniyan Marsous à Syrte n'ont pas été sans difficultés. Selon les contacts militaires à Misrata, elles ont été interrompues du 28 octobre au 2 novembre 2016 faute de munitions. Le commandement a fait pression sur le Conseil de la présidence pour obtenir 30 millions de dinars libyens, qu'il a utilisés pour acquérir des munitions sur le marché noir à Sabha.

1. Actes commis en faveur d'une personne ou d'une entité inscrite sur la Liste, ou en son nom ou sur ses instructions

42. L'EIIL avait établi une administration structurée à Syrte. Le Groupe d'experts a rassemblé à titre de preuve des textes de propagande et d'autres documents décrivant le fonctionnement des systèmes collectifs de banque, la gestion des armes et la vie familiale (voir annexe 12). Il a également obtenu des documents de Syrte indiquant que l'EIIL aurait acquis des munitions auprès d'Oussama Jadran, le frère d'Ibrahim Jadran. Il enquête en outre pour savoir si ces munitions provenaient des forces de surveillance des champs pétrolifères (voir par. 76 et annexe 22).

¹¹ « M. Nadhouri : l'interdiction faite aux femmes libyennes de voyager sans tuteur a été décidée pour des considérations de sécurité nationale », *Al-Wasat*, 20 février 2017, disponible à l'adresse suivante : <http://alwasat.ly/ar/news/libya/133492/>.

¹² Version stricte du salafisme apolitique quiétiste, désignant la doctrine du spécialiste saoudien Rabih el-Madkhali; elle exige l'obéissance absolue aux dirigeants.

¹³ « La vérité sur les livres saisis à Marj », *Al-Wasat*, 22 janvier 2017, disponible à l'adresse suivante : <http://alwasat.ly/ar/news/culture/130772/>.

¹⁴ « Recueil des recommandations formulées par les cheiks en faveur de certains étudiants religieux dans la région de l'est-Marj », *Bayenah Salaf*, 16 septembre 2014, disponible à l'adresse suivante : <http://bayenahsalaf.com/vb/showthread.php?t=22097>.

2. Actes qui mettent en danger la paix

Statut de l'EIL

43. La défaite de l'EIL à Syrte a permis à Misrata de contester l'image présentée par M. Haftar, qui dépeint l'Armée nationale libyenne comme la seule force libyenne qui combatte le terrorisme. Elle a consolidé la légitimité internationale du Conseil de la présidence, et plusieurs gouvernements étrangers ont félicité M. Serraj d'avoir écarté cette menace des rives de la Méditerranée¹⁵.

44. L'EIL continue de menacer la sécurité de l'ensemble de la région. La présence de cellules dans les environs de Syrte, par exemple à Jiza, Ghreïbat, Ouadi Zamzam, Souk el-Khamis, Aoueïnat et Idrir se manifeste par de brèves incursions de « technicals » équipés de mitrailleuses (14,5 mm)¹⁶. Dans le cadre de l'opération Bouniyan Marsous, une force antiterroriste a été chargée d'arrêter les personnes suspectées de terrorisme et de les déférer à une cour martiale ad hoc¹⁷.

Tensions entre les forces de l'opération Bouniyan Marsous

45. Il existe de fortes tensions entre les diverses composantes de l'opération Bouniyan Marsous chargées de rétablir la sécurité à Syrte et de contribuer aux opérations de déminage, situation qui menace la stabilité de la ville.

46. Une brigade associée à l'opération et composée principalement de combattants de Misrata garde les entrées principales de la ville (voir annexe 13)¹⁸. Une autre unité, le bataillon salafiste 604, surveille le centre-ville. La plupart de ses soldats, originaires de Syrte, sont de tendance madkhaliste. Ces hommes ont été formés et équipés par la Force spéciale de dissuasion d'Abd el-Raouf Kara, basée à Tripoli. Toutefois, ils entretiennent aussi des rapports étroits avec le commandement général de l'Armée nationale libyenne par l'intermédiaire de leur émir, Abd el-Hamid Ibrahim ben Rajeb el-Ferjani, celui-ci étant issu de la même tribu que M. Haftar, à savoir les Ferjan. Des membres de ce bataillon auraient fait le trajet Tripoli-Beida à plusieurs reprises.

47. Le 16 janvier 2017, le bataillon 604 a cherché à dissuader les Frères musulmans et les groupes armés affiliés à l'ancien Groupe islamique combattant libyen de chercher à ouvrir un deuxième front contre les « forces de l'Est »¹⁹.

B. Combats à Benghazi

48. La guerre d'usure menée par l'Armée nationale libyenne s'est heurtée à la résilience de groupes armés extrémistes tels que Ansar el-Charia Benghazi

¹⁵ « Le Ministère britannique des affaires étrangères félicite la présidence d'avoir enlevé Syrte des griffes de l'organisation », *Ean Libya*, 15 décembre 2016, disponible à l'adresse suivante : www.eanlibya.com/archives/104584

¹⁶ « Contrôle des déplacements des agents de Daech à Zamzam, Ouadi Tininay, Ourban et Souk el-Khamis », *Al-Wasat*, 8 janvier 2017, disponible à l'adresse suivante : <http://alwasat.ly/ar/news/libya/129438/>

¹⁷ « El-Ghasri : le personnel de l'opération Bouniyan Marsous participera à la lutte contre le terrorisme », *Libya el-Mostakbal*, 5 janvier 2017, disponible à l'adresse suivante : www.libya-al-mostakbal.org/88/13121/مكافحة-لجهاز-سينضمون-المرصوص-البنيان-من-عناصر-الغصري-الإرهاب.html

¹⁸ « Proposal : military force to be tasked with securing Sirte main entrances », *Libya Observer*, 17 décembre 2016, disponible à l'adresse suivante : www.libyaobserver.ly/news/proposal-military-force-be-tasked-securing-sirte-main-entrances

¹⁹ « Bataillon 604 : les frères musulmans et le Groupe islamique combattant cherchent à ouvrir un nouveau front contre les forces de l'est de la Libye », *Al-Wasat*, 16 janvier 2017, disponible à l'adresse suivante : <http://alwasat.ly/ar/news/libya/130172/>

(QDe.146) et la Choura des révolutionnaires de Benghazi. L'Armée nationale libyenne a remporté de relatives victoires militaires dans les zones de Souk el-Hout, Bou Sneib et Sabri. En mars 2017, elle est parvenue à contrôler la majeure partie de Benghazi, y compris Qaouarcha et Qanfouda. Elle a tué l'un des derniers dirigeants de la Choura, Jalal Makhzoum, dont le corps mutilé a été traîné dans les rues de Benghazi²⁰.

49. Les opérations de l'Armée nationale libyenne sont lourdement tributaires d'un approvisionnement extérieur en armes, comme l'a reconnu Saqr el-Jarouchi, le commandant de l'armée de l'air. Celui-ci a indiqué que le fils de M. Haftar, Saddam, avait été envoyé en mission à l'étranger en compagnie d'Ayoub el-Ferjani, de l'Armée nationale libyenne, pour garantir le maintien de cet approvisionnement²¹. La question est suivie de près par les collaborateurs les plus proches de Haftar. Des sources du front ont expliqué au Groupe d'experts qu'il leur était impossible de se procurer des munitions à moins de s'engager sans réserve à soutenir les ambitions nationales de l'Armée nationale libyenne.

50. L'Armée nationale libyenne a été accusée plusieurs fois d'avoir laissé des combattants de l'EIIL s'échapper de Benghazi pour rejoindre la localité de Bani Walid. Le haut-gradé de l'Armée interrogé à ce sujet n'a pas démenti ces allégations²².

51. La Choura des révolutionnaires de Benghazi a continué de recruter à Misrata au moins jusqu'en janvier 2017. Une usine de la Libyan Iron and Steel Company sert de point de rassemblement aux combattants (voir annexe 14). C'est là qu'ils reçoivent leur première solde (2 000 dinars) et une arme. Un homme d'affaires de Misrata, Achraf ben Ismaïl, a supervisé le transport et les soins médicaux destinés aux combattants de Benghazi, dont des membres d'Ansar el-Charia Benghazi (QDe.146). En décembre 2016, le Conseil municipal de Misrata a interdit tout soutien militaire à la Choura. Celle-ci a donc cherché d'autres « chaînes d'approvisionnement », notamment auprès de la tribu des Mahamid, dans le sud du pays.

52. À la fin de novembre 2016, l'opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED opération SOPHIA) a inspecté un chalutier libyen, le *Luffy*, qui faisait voile depuis Benghazi vers Misrata. L'opération a indiqué au Groupe d'experts que le *Luffy* avait été affrété par des « forces contrôlées par le Gouvernement d'entente nationale » à des fins humanitaires et que le navire jouissait de l'immunité de l'État souverain. Il n'avait donc pas été arraisonné au titre de la résolution 2292 (2016). Des membres de l'opération étaient toutefois montés à bord du navire à plusieurs reprises sur invitation et ils y avaient constaté à chaque fois la présence de combattants blessés et d'armes. Le capitaine avait indiqué aux membres de l'opération que les armes n'étaient destinées qu'à assurer la défense du navire. D'après les sources locales, le *Luffy* appartiendrait à un officier de la garde côtière membre du Conseil militaire de Misrata. Ces sources indiquent encore que le chalutier transportait régulièrement des combattants blessés et des armes emballées (mortiers, armes antichar – voir recommandations 1 et 3).

²⁰ Voir <https://youtu.be/2FpGAPW8iLw>.

²¹ Voir <https://youtu.be/WFqD010pwuI>.

²² Voir www.youtube.com/watch?feature=youtu.be&v=TywCfngz.

C. Événements survenus à Tripoli et dans l'ouest du pays

1. Actes qui mettent en danger la paix

Concurrence entre les brigades rattachées à Misrata ou à Tripoli

53. Des affrontements entre des groupes armés rattachés à Misrata ou à Tripoli continuent de porter atteinte à l'autorité du Conseil de la présidence, de compromettre la sécurité dans la capitale libyenne et de faire des victimes civiles. Ces affrontements sont dus à plusieurs raisons.

54. D'une part, les actes de racket et les enlèvements commis par les groupes fidèles à Misrata ont alimenté les tensions. En mars 2017, par exemple, des habitants des quartiers de Qourji, Ghout el-Chaal et Andalos ont bloqué des voies et attaqué des bâtiments protégés par des brigades rattachées à Misrata et à Jadou. Ces manifestations ont dégénéré en affrontements armés entre la Brigade des révolutionnaires de Tripoli et la Brigade Abou Salim, d'une part, et les brigades de Misrata loyales à Ghweil, de l'autre (voir annexe 15). Ces dernières ont été chassées des zones de Qoussour, Fallah et Qarqarech.

55. D'autre part, les différentes factions se disputent les institutions. Par exemple, la Brigade des révolutionnaires de Tripoli s'est emparée en août 2016 de l'antenne des renseignements généraux à Andalos, où elle a mis la main sur des archives importantes²³; en réaction, une force commandée par Salah Badi a été dépêchée de Misrata pour reprendre les positions perdues. Le commandant de l'opération Bouniyan Marsous a jugé la situation comme suit : « Syrte était un piège destiné à affaiblir nos forces à Tripoli. Cette bataille nous a fait perdre de nombreux hommes et véhicules. Nous cherchons à présent à résoudre la situation ».

56. Si le Conseil de la présidence n'arrive pas à imposer son contrôle et son autorité, ces rivalités pourraient déboucher sur de nouveaux affrontements, en dépit de la signature, le 15 mars 2017, de l'Accord de Tripoli (annexe 16).

Meurtre de notables

57. Le meurtre de Nader el-Omrani, un éminent érudit de Dar el-Ifta', a encore exacerbé les tensions. Plusieurs médias rapportent qu'Abd el-Hakim Meqdach, précédemment affilié à Abd el-Raouf Kara, serait impliqué dans l'assassinat. Ces attaques accentuent encore la division de Tripoli en zones contrôlées par différents groupes armés ennemis et restreignent la liberté de circulation sans que les notables n'y fassent exception.

Liens avec des réseaux criminels

58. Le long du littoral, entre Tripoli et la frontière tunisienne, de nombreux groupes armés sont impliqués dans la traite de personnes et la contrebande de carburant, qui les ont considérablement enrichis (voir par. 251). L'année dernière, ces réseaux criminels se sont affrontés à plusieurs reprises, directement ou indirectement (voir annexe 17). À Zaouïa, ces heurts ont fait des dizaines de victimes en 2016 et en 2017. Des groupes armés qui participent à des activités criminelles défient l'autorité des pouvoirs publics locaux, comme le Conseil municipal de Sabrata, et constituent une menace contre la paix (voir annexe 18).

59. Le 17 août 2016, une vedette rapide a attaqué un navire de Médecins sans frontières au large des côtes libyennes. Deux officiers de la garde côtière de Dalla

²³ « Les forces loyales au Gouvernement d'entente nationale s'emparent d'un poste des renseignements généraux à Tripoli », Libya Channel, 14 août 2017, disponible à l'adresse suivante : www.libyaschannel.com/2016/08/14/مق-على-تسيطر-الوفاق-الحكومة-مواالية-قوات/.

étaient impliqués dans l'attaque. Les deux attaquants identifiés, qui étaient mêlés à des affaires de contrebande, répondaient aux ordres d'Abd el-Rahman Milad, alias Bija, chef de la garde côtière de Zaouïa.

2. Attaques contre un port, une installation ou un bâtiment public en Libye

60. Le 14 octobre 2016, une coalition de groupes armés a aidé Khalifa el-Ghweil à retourner au siège du Haut Conseil d'État, sis à l'hôtel Rixos de Tripoli²⁴. Le 12 janvier 2017, le Gouvernement de salut national a pris le contrôle de plusieurs ministères, y compris de la défense et de la justice. Ghweil a mis à profit l'animosité de certains groupes armés, basés à Tripoli, contre le Conseil de la présidence et l'ambivalence ressentie par d'autres groupes armés (notamment l'ancien Groupe islamique combattant libyen) à l'égard de l'Accord politique libyen. La Brigade des révolutionnaires de Tripoli et la Brigade Abou Salim, censées être alliées du Conseil de la présidence, ont refusé, contre rémunération, de dénoncer le retour d'El-Ghweil à Tripoli.

61. Le 18 mars 2017, des membres de la Brigade Bouni chargés de protéger l'aéroport de Mitiga ont attaqué le siège du Conseil de la présidence à Abou Sitta et ont tenté d'expulser le Conseil de Tripoli. Ce groupe est dirigé par des proches de Moustafa Nouh et d'Abd el-Hakim Belhaj.

62. Le 10 avril 2017, une force de 10 « technicals » a attaqué la résidence du gouverneur de la Banque centrale de Libye à Tripoli. Selon des sources de cette institution, l'attaque aurait été commise par la Brigade des révolutionnaires de Tripoli et la Brigade Abou Salim avec la participation de Hachem Bichr. Il arrive fréquemment que des groupes armés cherchent à intervenir dans les affaires des institutions financières pour servir leurs intérêts politiques ou financiers, y compris par des menaces (voir par. 191 et suivants).

63. Le 10 octobre 2016, un groupe armé proche de Ghweil a attaqué l'Autorité du registre civil et tué son directeur, Sadiq el-Nouheïssi. Des groupes armés se sont introduits à plusieurs reprises dans les bureaux de cette autorité pour falsifier les registres de manière à émettre des passeports illégalement.

64. L'attaque contre le Conseil municipal de Misrata, le 13 avril 2017, est le signe d'un regain des tensions entre les factions politiques irréconciliables de la ville, qui se retournent les uns contre les autres. Les points de désaccord concernent l'Accord politique libyen, le dialogue avec les régions de l'Est, les liens avec les mouvements radicaux et la situation dans le sud du pays.

3. Actes commis en faveur d'une personne ou d'une entité inscrite sur la Liste, en son nom ou sur ses instructions

65. Toutes les parties libyennes, y compris Ansar el-Charia Benghazi (QDe.146) et Ansar el-Charia Syrte, se sont disputé le contrôle de l'Autorité du registre civil et des administrations chargées de délivrer les passeports. Elles ont ainsi réussi à en émettre illégalement, notamment au bénéfice de combattants étrangers, ce qui a permis à ces derniers de quitter le pays. Le Groupe d'experts a examiné des copies de passeports délivrés illégalement et a pu confirmer l'identité d'un Soudanais, qui a obtenu ses papiers à Misrata et s'est rendu en Turquie en mai 2015 (voir annexe 19). En août 2015, les autorités turques ont soumis les Libyens à l'obligation

²⁴ « Khalifa el-Ghweil, chef du Gouvernement 'révolutionnaire' de salut national », Al-Jazira, 29 octobre 2017, disponible à l'adresse suivante : www.aljazeera.net/encyclopedia/icons/2016/10/27/الثائرة-الليبية-الإنقاذ-حكومة-رئيس-الغوييل-خليفة.

d'obtenir un visa pour se rendre dans le pays et ainsi cherché à réduire les risques en matière de sécurité créés par les événements politiques en Libye²⁵.

66. Les combattants étrangers d'Ansar el-Charia Benghazi (QDe.146) et d'Ansar el-Charia Syrte ont été accueillis en plusieurs lieux, notamment à Tripoli. Ils ont participé à des opérations de déstabilisation comme l'attaque contre le Haut Conseil d'État dans cette ville en octobre 2016. Des combattants étrangers étaient présents en octobre 2016 dans les zones de Ghabat el-Nasr et de Hadaba, respectivement contrôlées par Tareq el-Gadban et Khaled el-Charif, qui avaient tous deux eu de l'influence dans le Groupe islamique combattant libyen.

67. Malgré ses liens passés avec certains représentants locaux de l'EIIL, en 2016, la Brigade Anas el-Dabbachi de Sabrata a activement combattu ce groupe et a remis un membre haut placé de son commandement à la Force spéciale de dissuasion à Tripoli. Il est difficile d'établir si elle a continué depuis lors d'entretenir des rapports avec des entités inscrites sur la Liste de l'ONU.

D. Affrontements dans le sud

68. L'escalade sans précédent de la violence dans le sud de la Libye à partir d'avril 2017, qui s'est notamment traduite par des frappes aériennes entre forces aériennes rivales, est un autre signe de la persistance des luttes de pouvoir. L'implication manifeste du Conseil de la présidence et du Ministre de la défense désigné par lui, dans l'ordre d'attaquer des forces de l'Armée nationale libyenne en déplacement vers Tamanhint, a encore accentué le fossé politique (voir annexe 20).

69. Tamanhint est la dernière position militaire tenue par Misrata au Sud. L'engagement des Compagnies de défense de Benghazi et de la Brigade Bouclier du Sud a empêché le commandant de l'Armée nationale libyenne, Mohamed ben Nayel, de prendre Tamanhint pendant les dernières violences, qui pourraient néanmoins connaître une nouvelle flambée. Il est à craindre que les liens entre certains éléments des Compagnies de défense de Benghazi et de la Brigade Bouclier du Sud, respectivement, et Ansar el-Charia Benghazi (QDe.146) et Al-Qaida (QDe.004), déstabilisent encore la région et attirent davantage l'attention de la communauté internationale sur le sud de la Libye (voir annexe 21).

70. La tribu des Tébou, déçue du manque de soutien de l'Armée nationale libyenne, est de plus en plus désunie. Par exemple, Hassan Moussa et Ali Sidi, deux commandants militaires influents à Koufra, ont chacun combattu en mars 2017 pour une faction différente (les Compagnies de défense de Benghazi et l'Armée nationale libyenne, respectivement). Les dissensions sont également de plus en plus marquées parmi les Aoulad Souleïman, qui ont combattu aux côtés des deux factions ennemies pendant les affrontements de Tamanhint.

71. La situation demeure très tendue à Koufra : 10 000 Tébou, pour la plupart des civils, sont toujours assiégés par des brigades zoueï.

72. À Aoubari, malgré le cessez-le-feu signé à Doha en novembre 2015²⁶, les pourparlers entre les dirigeants tébou et touaregs ont révélé la persistance de tensions qu'avivent encore la division du pays et le manque de coopération du Conseil de la présidence dans le sud du pays.

²⁵ « La Turquie impose une obligation de visa aux Libyens », TRT en arabe, 27 août 2015, disponible à l'adresse suivante : www.trtarabic.tv/الليبيين-على-الدخول-تأشيرة-تفرض-تركيا/.

²⁶ « Ban félicite le Qatar de son rôle dans l'accord intervenu entre les tribus libyennes », Al Jazeera, 11 novembre 2015, disponible à l'adresse suivante : www.aljazeera.net/news/arabic/2015/11/25/ليبيا-قبائل-اتفاق-في-قطر-بدور-بشيد-بان/.

73. Des groupes armés auparavant rétribués en qualité de forces régulières se livrent à présent de plus en plus à des activités illicites pour financer leur présence militaire dans le sud de la Libye.

E. Affrontements dans le croissant pétrolier

1. Menace contre la paix

74. La violence des combats pour le contrôle du croissant pétrolier a atteint son apogée, ces derniers mois, et prend de plus en plus la forme d'un conflit entre les forces de l'est et de l'ouest. Les Compagnies de défense de Benghazi, qui sont appuyées par Barghati (lui-même désigné par le Conseil de la présidence), ont accueilli des combattants venant de Tripoli, Misrata, Khoms et Zlitan et des membres de la Brigade Bouclier du Sud. Cette situation menace gravement la stabilité et l'intégrité territoriale de la Libye.

75. Les événements qui se sont produits dans le croissant pétrolier de septembre 2016 à mars 2017 ont montré la vulnérabilité de la population locale face à des groupes armés solidement équipés et financés. Le recrutement et la mobilisation de populations locales accentue encore les divisions, comme cela s'est vu pendant la dernière attaque des Compagnies de défense de Benghazi contre des terminaux pétroliers en mars 2017, lors de laquelle des dizaines de membres de la tribu Magharba recrutés par chacun des belligérants ont d'abord été arrêtés par ces Compagnies puis par l'Armée nationale libyenne. Le comportement arbitraire de ces groupes risque de pousser les populations locales à tomber plus facilement sous la coupe de groupes armés extrémistes.

2. Actes commis en faveur d'une personne ou d'une entité inscrite sur la Liste, en son nom ou sur ses instructions

76. Les organisations liées à Al-Qaida étaient déjà présentes dans le croissant pétrolier avant 2011, en particulier dans la zone de Naufaliya. Elles se sont renforcées avec la création de sections d'Ansar el-Charia à Syrte et à Ajdabiya, où elles ont bénéficié de ressources publiques fournies par Khaled el-Charif et Ibrahim Jadran²⁷. Un document de l'EIIL obtenu par le Groupe d'expert révèle l'existence de liens entre Oussama Jadran et le commandant de l'EIIL Abou-Oussama el-Tounsi. Ce dernier a été tué en octobre 2016 au cours de l'opération Bouniyan Marsous et son nom réapparaît dans un autre document de l'EIIL obtenu dans ce même cadre (voir annexe 22).

77. D'après des sources du Ministère de la défense à Tripoli, les cellules de l'EIIL ont essaimé dans tout le croissant pétrolier, notamment à Bani Walid et à Naufaliya. La présence dans cette dernière ville d'Ahmed el-Hasnaoui (lié à Al-Qaida) pendant la dernière attaque des Compagnies de défense de Benghazi en mars 2017 soulève une série d'interrogations quant aux rapports entre cette organisation et les cellules de l'EIIL. L'opposition entre ces deux groupes est moins prononcée en Libye, ce qui pourrait faciliter l'absorption d'éléments de l'EIIL fuyant Syrte par des groupes liés à Al-Qaida (voir annexe 21).

78. Le Groupe d'experts a été informé du déplacement de groupes armés extrémistes dans la région montagneuse qui s'étend de Lout à Abou Njeïm, à l'extrême sud du croissant pétrolier.

²⁷ Les membres d'Ansar el-Charia à Syrte ont perçu leur solde en tant que membre de brigades affiliées au Ministère de la défense, par exemple la brigade Farouq de Misrata.

3. Attaques contre un port, une installation ou un bâtiment public en Libye

79. Des groupes armés étrangers venus du Tchad et du Soudan ont été mêlés à un vol de véhicules appartenant à des compagnies pétrolières, qui ont ensuite été vendus sur le marché de Tina, au Soudan.

80. L'insécurité actuelle, associée à la fermeture des terminaux pétroliers par les forces de surveillance des champs pétrolifères d'Ibrahim Jadran pendant deux ans, jusqu'à leur reprise en main par l'Armée nationale libyenne en septembre 2016, ont entraîné une dégradation générale des infrastructures par manque d'entretien.

IV. Évolution de la situation politique et des conditions de sécurité

81. Pour sortir de l'impasse politique, en octobre 2016, la MANUL a présenté une nouvelle feuille de route dont se sont inspirées l'Algérie, l'Égypte et la Tunisie pour élaborer une initiative tripartite. La déclaration du Caire ultérieurement adoptée en février 2017 n'a pas produit de résultat immédiat²⁸. Si les pays de la région où le Groupe d'experts s'est rendu ont tous considéré que la crise libyenne était une priorité et ont unanimement soutenu l'Accord politique libyen, leurs avis et opinions divergeaient encore considérablement à plusieurs égards. Certains pays de la région ont appuyé d'autres processus politiques²⁹.

82. Les divisions régionales empêchent toute solution politique en Libye. Deux alliances régionales se sont constituées à propos de la Libye. L'Égypte, les Émirats arabes unis et le Tchad ont dans l'ensemble fait converger leurs positions, de même que le Qatar, le Soudan et la Turquie.

A. Participation de mercenaires

83. Les ingérences étrangères en Libye ont pris une forme plus directe avec la présence de plus en plus marquée des mercenaires tchadiens et soudanais. Leurs agissements dans le croissant pétrolier menacent directement la sécurité et la stabilité économique du pays (voir annexe 23). Les mercenaires sont mêlés à des activités criminelles, notamment la traite de personnes et le trafic de drogues. En outre, les attaques répétées contre des personnes et leurs biens, commises par des groupes armés étrangers dans le sud de la Libye, ont accru le sentiment de vulnérabilité et de méfiance des populations locales à l'égard de l'Armée nationale libyenne et de la Troisième Force de Misrata.

84. D'anciens commandants de l'Armée de libération du Soudan – faction Minni Minawi ont confirmé au Groupe d'experts que, sous l'influence d'intermédiaires arabes et d'anciens agents du régime et grâce à des transferts de fonds, des commandants influents du Darfour et le commandement général de l'Armée nationale libyenne avaient opéré un rapprochement. Le Groupe a également été informé que des commandants de l'Armée de libération du Soudan – faction Minni Minawi avaient été reçus à Marj à la mi-octobre 2016.

²⁸ « Toutes les précisions sur l'accord conclu au Caire par Haftar et Serraj », Al-Arabiya, 15 février 2017, disponible à l'adresse suivante : www.alarabiya.net/ar/north-africa/2017/02/15/التفاصيل-الكاملة-القاهرة-في-السراج-حفتر-لاتفاق-الكاملة.html.

²⁹ « Le Front de salut national tunisien demande l'appui financier et médiatique des Émirats arabes unis », Al Arabi 21, 19 janvier 2017, disponible à l'adresse suivante : <http://m.arabi21.com/story/979349/الإمارات-من-وإعلاميا-ماليا-دعما-تطلب-التونسية-الإنقاذ>.

85. Des groupes tchadiens ont également été accueillis dans des bases contrôlées par Misrata à Ahjar el-Saouda et à Sabha. Ils sont à l'origine du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad, qu'ils ont fondé en avril 2016 après avoir été récompensés de leur mobilisation en Libye par un important appui financier et militaire³⁰. Le mouvement affirme avoir participé uniquement aux combats contre l'EIIL et que toutes les parties, y compris l'Armée nationale libyenne, auraient cherché à les recruter. Les enquêtes du Groupe d'experts ont cependant révélé que ces troupes avaient participé à une attaque menée par les Compagnies de défense de Benghazi en mars 2017, où elles avaient perdu l'un de leurs principaux commandants.

B. Influence régionale des groupes de mercenaires armés

86. Le Soudan a fait part au Groupe d'experts de sa crainte que certains groupes armés soudanais ayant pris part aux hostilités en Libye ne portent atteinte aux efforts de paix au Darfour. Au cours d'une rencontre avec le Groupe d'experts, les autorités de N'Djamena ont relativisé l'influence des rebelles tchadiens en Libye mais le 6 janvier 2017, le Tchad annonçait la fermeture de ses frontières avec la Libye pour empêcher l'infiltration de combattants rebelles tchadiens après des frappes aériennes de l'Armée nationale libyenne contre des positions du Front pour l'alternance et la concorde au Tchad à Joufra en décembre 2016. Le 19 janvier 2017, les autorités françaises ont imposé des sanctions financières à Mahamat Nouri et à Mahdi Ali Mahamat, les fondateurs de ce groupe, pour une période de six mois. La France n'a pas précisé au Groupe si ces mesures étaient liées aux activités des mercenaires du Front en Libye (voir annexe 23).

C. Conseillers militaires à Tripoli

87. Le Groupe d'experts a confirmé la présence d'experts militaires palestiniens à Tripoli. Le responsable palestinien interrogé à ce sujet a démenti toute activité en Libye. Il a cependant confirmé que huit membres de sa faction, qui appartenaient à la diaspora palestinienne en Libye, avaient été arrêtés à Tripoli dans le courant de l'année 2016. Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur l'affaire.

V. Actes contraires au droit international des droits de l'homme ou au droit international humanitaire, ou qui constituent des atteintes aux droits de l'homme

88. Le Groupe d'experts continue de recevoir fréquemment des informations faisant état de violations graves des droits de l'homme. Le non-respect de l'état de droit et l'absence de contrôle institutionnel sur les groupes armés, dont certains continuent d'agir en vertu d'un mandat officiel, ont entraîné une détérioration de la situation des droits de l'homme (voir recommandation 13).

A. Enlèvements, détention arbitraire et torture

89. Les conditions de détention demeurent inhumaines dans l'ensemble de la Libye; des centres de détention, officiels ou non, sont sous le contrôle de groupes armés, qui procèdent à des arrestations et des détentions sans respecter la procédure

³⁰ « Le 'FACT', nouvelle rébellion créée dans le nord du Tchad », *Journal du Tchad*, 12 avril 2016, disponible à l'adresse suivante : www.journaldut Chad.com/article.php?aid=9047.

régulière. Le Groupe d'experts a été informé de nombreux cas d'enlèvement et de détention arbitraire commis par des groupes armés à des fins politiques ou matérielles. Hommes politiques, militants, employés de banques et journalistes sont des cibles fréquentes.

1. Est de la Libye

90. Le Groupe d'experts a entendu des témoignages attestant l'existence d'une « section secrète de la prison de Qarnada » à Chahat. Les victimes ont déclaré avoir été enlevées par un groupe armé local dirigé par Ahmed el-Gharour, lequel a trouvé la mort à Ajdabiya en mars 2017. Elles auraient ensuite été remises à l'Armée nationale libyenne et retenues dans une section secrète de Qarnada, où elles auraient été privées d'installations sanitaires et soumises à des tortures psychologiques; certaines auraient été « sauvagement battues ». Mounir Belaz et Rabih el-Charif (qui font partie de la brigade salafiste Taouhid) superviseraient, d'après les témoignages, cette section secrète. La garde du périmètre de la prison a été officiellement confiée à Belaz par le chef d'état-major de l'Armée nationale libyenne, Abd el-Razzak el-Nadhouri. Il existe dans les zones rurales du district de Benghazi d'autres centres de détention secrets de l'Armée nationale libyenne, sous la garde de Sala el-Houeïdi et Mahmoud el-Warfalli. Aucune liste des prisonniers n'est en général transmise aux organisations de défense des droits de l'homme ni aux familles des détenus.

91. Le Groupe d'experts a également eu connaissance de cas de tortures et d'un cas d'agression sexuelle survenus à Koueïfiya, dans la section contrôlée par les services de sécurité intérieure, qui est dirigée par le colonel Mohamed Idriss el-Seaiti (voir annexe 24).

2. Ouest de la Libye

92. Le Groupe d'experts a reçu des preuves de mauvais traitements, de tortures et de privation de services médicaux commis dans la prison de Hadba, à Tripoli. L'un des directeurs de la prison, Khaled el-Charif, se serait servi de la détention d'anciens cadres du régime dans cette prison comme moyen de pression sur d'autres membres de ce régime, pendant les pourparlers de réconciliation nationale, qui ont eu lieu à Doha en avril 2016. Plusieurs responsables pénitentiaires seraient directement mêlés à des violations des droits de l'homme (voir annexe 25).

Groupes armés affiliés au Gouvernement de salut national

93. Des groupes armés affiliés au Gouvernement de salut national seraient impliqués dans plusieurs affaires d'enlèvement et de torture. Le service de sécurité présidentielle, dirigé par Mohammed Salem Dimona, aurait fait usage de centres de détention dans la zone de Felah (centre de détention du Service de la lutte contre l'immigration illégale) et dans le secteur de l'hôtel Rixos (voir annexe 26). Dimona, qui s'est installé à l'aéroport international de Tripoli en mars 2017, serait directement responsable de plusieurs enlèvements, y compris de personnalités de premier plan.

Groupes armés affiliés au Conseil de la présidence

94. Le Groupe d'experts a entendu des témoignages faisant état d'enlèvements, de détentions arbitraires et de torture de journalistes et de militants, exactions auxquelles serait mêlé Haytham el-Tajouri. Cet homme est à la tête de la Brigade des révolutionnaires de Tripoli, qui est devenue la Première division chargée de la sécurité à l'Administration centrale des services de sécurité après avoir été investi d'un mandat officiel par le Gouvernement de salut national, puis le Gouvernement d'entente nationale (voir annexes 27 et 28 et recommandation 1).

95. La Force spéciale de dissuasion, dirigée par Abd el-Raouf Kara, dispose d'un centre de détention à Mitiga, où quelque 300 à 500 individus suspectés d'affiliation à des « organisations terroristes » seraient tenus à l'écart des autres sections. La liste de ces prisonniers n'a pas été transmise aux organisations de défense des droits de l'homme, qui n'ont pu se rendre dans la section « politique ». Le Groupe d'experts a eu connaissance de tortures et de mauvais traitements mais n'a pas pu vérifier ces allégations.

96. À Warchefana, les enlèvements contre rançon sont légion. Au début de 2016, le chef d'une brigade de la tribu, Nasr el-Din Bou Omayed, a exécuté un agent libyen qu'il détenait dans un centre non officiel. Ces enlèvements sont parfois des actes de représailles ou servent de monnaie d'échange pour aider la tribu à obtenir la libération d'un des siens, enlevé par des groupes armés à Tripoli.

B. Massacres

97. Les 22 juillet et 28 octobre 2016, 14 et 10 cadavres ont respectivement été trouvés à Benghazi. Les victimes, qui portaient des traces de blessures par balle et de tortures, avaient manifestement été exécutées. Le Groupe d'experts croit savoir qu'au moins 10 victimes ont été identifiées et que certaines avaient été portées disparues dans des zones contrôlées par l'Armée nationale libyenne. Les agents de l'Armée, interrogés par le Groupe, ont indiqué que l'enquête relevait de la compétence du gouverneur militaire de la région de Derna-Ben Jawad.

98. Le 11 juin 2016, les corps de 11 fidèles de l'ancien régime ont été retrouvés à Tripoli. Ils avaient été retenus au centre de détention de Roueïmi et une juridiction de Tripoli avait ordonné leur mise en liberté le 8 juin 2016. L'administration pénitentiaire aurait délibérément retardé leur libération et les aurait remis à un groupe armé, qui les aurait exécutés. Le 8 juin 2016, Dar el-Ifta' avait rejeté la mise en liberté des fidèles de l'ancien régime, qu'elle avait jugée contraire au droit islamique³¹.

C. Exécutions sommaires de détenus

99. À Syrte et à Benghazi, des groupes armés ont procédé à l'exécution sommaire de prisonniers de guerre, au mépris flagrant des Conventions de Genève de 1949³².

100. Deux vidéos diffusées sur les médias sociaux montrent des membres de l'Armée nationale libyenne, dont le colonel Mahmoud el-Warfalli, exécutant sommairement quatre prisonniers appartenant à la Choura des révolutionnaires de Benghazi. L'Armée a indiqué au Groupe d'experts que Warfalli avait été placé en détention. Toutefois, le 9 avril 2017, le colonel semblait encore diriger les forces spéciales de l'Armée. En juin 2016, le Groupe avait déjà eu connaissance de tels actes (voir annexe 29). Les commandants salafistes de l'Armée ont publiquement demandé l'exécution des « mécréants »³³.

101. Des brigades rattachées à l'opération Bouniyan Marsous ont également commis des exécutions sommaires à Syrte. Selon un commandant de l'opération en

³¹ « Aux premiers jours du mois sacré du ramadan, 12 vérités à se remémorer pour en tirer les leçons », Ifta.Ly, 5 juin 2016, disponible à l'adresse suivante : <https://ifta.ly/web/index.php/2013-04-23-10-53-45/3352-12factsinramadan>

³² Article 3 de la Convention de Genève du 12 août 1949 et article 4. 2. a) du Protocole additionnel II du 8 juin 1977.

³³ Voir www.youtube.com/watch?v=wFQJxu2W6Zc.

fonctions sur le terrain, les victimes se compteraient par dizaines. Le Groupe d'experts continue d'enquêter sur ces affaires.

D. Attaques sans discrimination

102. L'EIIL et la Choura des révolutionnaires de Benghazi ont bombardé à plusieurs reprises des quartiers de la ville habités par des civils et contrôlés par l'Armée nationale libyenne. Ces groupes ont fréquemment eu recours à des engins explosifs improvisés dans des zones résidentielles, qui ont fait de nombreux morts et blessés parmi les civils³⁴.

103. Par ailleurs, plusieurs civils pris au piège dans les zones de Qanfouda et de Derna sont morts, le commandement de l'Armée nationale libyenne s'étant désintéressé de leur sort. Les négociations visant à évacuer en lieu sûr les civils retenus à Qanfouda ont échoué, faute d'un véritable intérêt de la part de l'Armée et de la Choura des révolutionnaires de Benghazi.

E. Violations des droits fondamentaux des migrants

104. De nombreuses violences ont été signalées à l'encontre des migrants, notamment des exécutions, des tortures et des cas de privation de nourriture, d'eau et d'accès aux installations sanitaires. L'Organisation internationale pour les migrations (OIM) a également indiqué que des migrants subsahariens avaient été réduits en esclavage³⁵. Des contrebandiers, mais aussi les Services de lutte contre l'immigration illégale et les gardes-côtes sont directement impliqués dans ces violations graves des droits de l'homme (voir aussi par. 245).

105. Abd el-Rahman Milad (alias Bija) et d'autres gardes-côtes auraient directement participé au sabordage de bateaux de migrants par arme à feu. À Zaouïya, Mohammed Kochlaf a ouvert un centre de rétention rudimentaire pour migrants dans une raffinerie. Le Groupe d'experts a rassemblé des informations sur les violences commises à leur encontre par plusieurs individus (voir annexe 30) ainsi que sur les conditions de vie déplorable des centres de rétention pour migrants de Khoms, Misrata et Tripoli (voir par. 93 et annexe 31).

VI. Application de l'embargo sur les armes

A. Aperçu

106. Les transferts illicites d'armes en direction et en provenance de la Libye se sont poursuivis régulièrement. Les sorties, qui concernent principalement des armes légères et de petit calibre, continuent d'être modérées, mais les armements introduits dans le pays sont de plus en plus perfectionnés. L'aide extérieure, apportée aux groupes armés sous forme d'appui direct, de formation et d'assistance technique, a elle aussi augmenté. Au moins deux groupes armés actifs en Libye ont renforcé leurs forces aériennes et en ont fait usage pour se battre entre eux ou pour s'attaquer à d'autres groupes armés. Le Groupe d'experts a examiné l'imagerie

³⁴ « Three children die in Gwarsha explosion: update », *Libya Herald*, 2 mai 2016, disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2016/05/02/four-children-die-in-gwarsha-explosion

³⁵ OIM, « L'OIM découvre des 'marchés aux esclaves' qui mettent en péril la vie des migrants en Afrique du Nord », 11 avril 2017, disponible à l'adresse suivante : <http://www.iom.int/fr/news/loim-decouvre-des-marches-aux-esclaves-qui-mettent-en-peril-la-vie-des-migrants-en-afrique-du-nord>.

satellitaire commerciale des aéroports et aérodromes concernés pour détecter des signes de nouvelles capacités aériennes.

107. Le processus politique, que l'embargo sur les armes était destiné à appuyer, ne s'est pas déroulé comme on l'espérait; les rapports entre groupes armés et entités politiques demeurent transactionnels et transitoires. Le Gouvernement d'entente nationale n'a pas encore fourni d'informations sur la structure des forces de sécurité placées sous son contrôle et n'a donné aucune preuve de son autorité sur elles.

108. Ces questions montrent qu'il faut maintenir un embargo sur les armes pour lequel soient clairement précisées les forces armées et les forces de sécurité qui pourraient légitimement bénéficier d'exceptions et de dérogations.

B. Transferts de matériel en Libye pendant la révolution (février-septembre 2011)

109. Le Groupe d'experts a continué d'enquêter sur les livraisons d'armes et de munitions qui ont eu lieu pendant la révolution.

1. Tunisie

110. Les insurgés du front occidental dépendaient du ravitaillement acheminé depuis Benghazi jusqu'en Tunisie par la mer, puis transporté jusqu'au massif de Nafoussa³⁶. Après une réunion avec le général Abd el-Fattah Younis, décédé depuis, et des représentants étrangers à la mi-avril 2011, l'organisation d'une livraison majeure avait été décidée en faveur du front occidental³⁷.

111. Il ressort des huit comptes rendus obtenus par le Groupe d'experts qu'une quarantaine de tonnes de matériel militaire auraient été livrées par mer aux frais du Qatar à Zarzis, puis acheminées sous escorte des forces armées tunisiennes jusqu'au poste de Dhehiba-Wazen, à la frontière libyenne³⁸. Le Groupe a conclu qu'une cargaison était parvenue par voie maritime au port de Zarzis avant la fin d'avril 2011. En outre, dans un entretien accordé à la chaîne de télévision Al-Arabiya, l'ancien Premier ministre du Gouvernement de transition tunisien, Béji Caïd Essebsi, a confirmé que le Qatar avait reçu l'autorisation de transférer du matériel militaire à la Libye à partir de la base militaire de Remada (Tunisie)³⁹, à environ 52 kilomètres du poste frontière de Dhehiba-Wazen⁴⁰.

112. De mai à juin 2011, la bande d'atterrissage en terre au sud de Zintan a été nivelée pour permettre aux avions-cargos militaires comme le C-17 de se poser sans danger. Depuis lors, la plupart des livraisons vers le front occidental ont été faites

³⁶ Matt Robinson, « Qatari weapons reaching rebels in Libyan mountains », Reuters, 31 mai 2011, disponible à l'adresse suivante : www.reuters.com/article/us-libya-weapons-idUSTRE74U3C520110531; Elizabeth Dickinson, « The gun smuggler's lament », *Foreign Policy*, 2 novembre 2015, disponible à l'adresse suivante : <http://foreignpolicy.com/2015/10/02/the-gun-smugglers-lament-libya-zawiya-osama-kubbar-qatar-weapons-arms-proxy/>.

³⁷ « Libya conflict: France airdropped arms to rebels », BBC News, 29 juin 2011, disponible à l'adresse suivante : <http://www.bbc.com/news/world-africa-35744737>.

³⁸ Wolfram Lacher et Ahmed Labnouj, « Factionalism resurgent: the war in the Jabal Nafusa », in *The Libyan Revolution and its Aftermath*, sous la direction de Peter Cole et Brian McQuinn (Oxford University Press, 2015), page 257 et suivantes.

³⁹ Code de la base militaire aérienne de Remada : DTTD. Voir <http://ourairports.com/airports/DTTD/>.

⁴⁰ Voir www.youtube.com/watch?v=y9O4VMEFFhM; cette information a été confirmée par M M. Abd el-Hakim Belhaj et Ali Muhammad el-Sallabi qui ont tous deux eu un rôle important dans l'achat de matériel militaire pendant la révolution, voir www.youtube.com/watch?v=02vhWVAIL6Y et www.youtube.com/watch?v=ea-e4KtYs0M.

par voie aérienne, sans passer par la Tunisie (voir [S/2012/163](#), par. 94 et [S/2013/99](#), par. 70 à 91).

2. Turi

113. Le Groupe d'experts a déjà évoqué Marc Turi et la société Turi Defense Group dans ses rapports (voir [S/2016/209](#), par. 112 et annexe 23) dans le cadre d'une tentative d'exportation d'armes en Libye en 2011.

114. Un procès engagé par le Ministère de la justice des États-Unis contre M. Turi aurait dû commencer le 8 novembre 2016 à Phoenix (Arizona). L'affaire a été classée sans suite en octobre 2016, décision en partie motivée, selon le procureur, par un « jugement rendu pendant la phase de communication des pièces par la cour de district »⁴¹. La demande conjointe de non-lieu figure à l'annexe 32. Le Groupe d'expert prend note de la formulation de ce document, selon lequel « bien que les parties ne s'accordent pas sur les faits de la cause et que la défense ne reconnaisse aucun comportement délictueux, celle-ci admet toutefois que les chefs d'accusation sont fondés sur des éléments réels », à savoir l'existence de réseaux destinés à importer des armes en Libye.

115. Le Groupe d'experts s'est adressé sans succès aux États-Unis pour obtenir des détails supplémentaires; ses tentatives de prendre contact avec les mandataires en justice de M. Turi sont restés lettre morte.

3. Réseau italien

116. La police en Italie a arrêté en janvier 2017, trois Italiens accusés d'avoir introduit en contrebande des hélicoptères et des armes, notamment des missiles sol-air, des fusils d'assaut et des missiles antichar, en Libye (et en République islamique d'Iran) entre 2011 et 2015⁴².

117. L'affaire est encore devant la justice en Italie et le Groupe d'experts poursuit son enquête.

118. Le Groupe d'experts avait déjà fait état de transferts d'armes depuis l'Italie en 2011 (voir [S/2015/128](#), annexe 17). Il pourrait y avoir un rapport entre les transferts d'armes qui auraient eu lieu de l'île de Santo Stefano vers Benghazi et les déclarations d'un ancien révolutionnaire qui a confirmé au Groupe avoir reçu depuis l'Italie une cargaison d'armes « en provenance des Balkans ».

C. Transferts de matériel après la révolution (septembre 2011-août 2014)

119. Le Groupe d'experts s'est déjà inquiété des retombées que pourraient avoir les transferts de matériel militaire en l'absence d'une procédure d'achats transparente et traçable. Plusieurs accords prévoyant des certificats d'utilisateur final ont été signés par Khaled el-Charif, qui était alors Vice-Ministre de la défense, et certains ont été notifiés au Comité, comme cela a été évoqué dans un précédent rapport ([S/2015/123](#), par. 112 à 117 et 134). À ce jour, ce matériel continue d'être détourné (voir annexe 33).

⁴¹ Kenneth Vogel et Josh Gerstein, « Obama DOJ drops charges against alleged broker of Libyan weapons », *Politico*, 5 octobre 2016, disponible à l'adresse suivante : www.politico.com/story/2016/10/marc-turi-libyan-rebels-hillary-clinton-229115.

⁴² « Italy police arrest four for smuggling arms to Iran, Libya », *Malta Today*, 31 janvier 2017, disponible à l'adresse suivante : www.maltatoday.com.mt/news/world/73976/italy_police_arrest_four_for_smuggling_arms_to_iran_libya#.WOD3TBLyvgE.

120. Dans le même ordre d'idées, le Groupe d'experts continue d'enquêter sur l'achat présumé par deux entreprises libyennes privées de matériel militaire à l'intention de la Cellule de sécurité conjointe de Benghazi, créée en 2013, qui rassemble les forces spéciales de Benghazi, le Bouclier de Libye et plusieurs groupes armés extrémistes. Une société jordanienne aurait servi d'intermédiaire et le matériel aurait été transporté par l'entremise de la filiale libyenne d'une société immatriculée aux États-Unis. Aucune notification en matière de dérogation n'a été adressée au Comité au sujet du matériel militaire commandé. Le Groupe poursuit son enquête. Des informations supplémentaires sont fournies au Comité séparément.

D. Transferts ou transferts éventuels de matériel vers la Libye et formations dispensées et assistance technique fournie dans le pays depuis les mesures prises en août 2014 pour renforcer l'embargo sur les armes

121. Des armes et des munitions continuent d'être livrées à différentes parties belligérantes, avec l'implication d'États Membres et d'intermédiaires. On constate aussi un accroissement de l'appui direct fourni par les États Membres et les acteurs armés étrangers aux fins notamment de l'établissement d'installations militaires.

1. Renforcement de l'aviation de l'Armée nationale libyenne

Hélicoptères Mi-24p

122. Le Groupe d'experts a appris que des hélicoptères d'attaque avaient été livrés à l'Armée nationale libyenne en avril 2015. Il a également reçu des photographies montrant, dans une base militaire de l'est de la Libye, un hélicoptère Mi-24P portant en queue le numéro d'immatriculation 785 et le numéro de série 21785. Il a retracé l'origine de l'appareil au Bélarus, dont les autorités ont confirmé qu'un hélicoptère Mi-24p portant ces marques avait été transféré aux Émirats arabes unis en 2014, dans le cadre de la livraison de quatre hélicoptères du même modèle. Le Bélarus avait alors délivré un certificat d'utilisateur final et fait enregistrer le transfert dans le Registre des armes classiques des Nations Unies pour 2015 ([A/70/168](#), p. 6).

123. Le Comité n'a pas reçu de demande de dérogation pour le transfert de cet hélicoptère et le Bélarus n'a reçu des Émirats arabes unis aucune demande d'autorisation de réexportation. Le Groupe d'experts a écrit aux Émirats pour obtenir des informations détaillées sur le transfert de l'hélicoptère d'attaque en Libye, mais n'a à ce jour reçu aucune réponse.

Figure 1
**Hélicoptère Mi-24p portant en queue le numéro d'immatriculation 785
et muni de marques libyennes.**



Source : confidentielle.

Figure 2
Gros plan du numéro de série 21785



Source : confidentielle.

Base aérienne de Khadem

124. Les images ci-après montrent l'évolution, depuis 2014, de la base aérienne de Khadem (partie est de la Libye) et l'augmentation des moyens aériens qui l'accompagne.

Figure 3
**Imagerie satellitaire de la base aérienne de Khadem en juillet 2014 (à gauche)
et en mars 2017 (à droite)**



Source : DigitalGlobe, WorldView – les 1^{er} et 2 juillet 2014, et WorldView-les 2 et 3 mars 2017.

Figure 4
**Imagerie satellitaire de Khadem, aire de trafic principale, en juillet 2014 :
on ne voit aucune cellule ou autre aire de trafic**



Source : DigitalGlobe, WorldView-les 1^{er} et 2 juillet 2014.

Figure 5
Imagerie satellitaire de Khadem et aire de trafic principal, en juin 2016 : développement des infrastructures et présence de drones Wing Loong (voir annexe 34), d'avions d'attaque au sol AT-802 (voir paragraphe 126 et suivants) et d'hélicoptères UH-60.



Source : DigitalGlobe, WorldView-les 1^{er} et 24 juin 2016.

Figure 6
**Imagerie satellitaire de Khadem et aire de trafic principale en octobre 2016 :
on voit de plus en plus d'AT-802; construction de nouveaux hangars,
probablement pour camoufler d'autres moyens aériens**



Note : D'après le Jane's Defence Weekly, six AT-802 étaient présents à Khadem en juillet 2016 (voir ci-après).

Source : DigitalGlobe, WorldView-les 3 et 16 octobre 2016⁴³.

⁴³ Jeremy Binnie, « UAE's forward operating base in Libya revealed », *IHS Jane's Defence Weekly*, 28 octobre 2016, disponible à l'adresse suivante : www.janes.com/article/64980/uae-s-forward-operating-base-in-libya-revealed.

Figure 7
**Imagerie satellitaire de Khadem et aire de trafic principale en décembre 2016 :
on voit encore plusieurs UH-60 et un seul AT-802; la capacité des hangars
a considérablement augmenté**



Source : DigitalGlobe, WorldView-les 3 et 30 décembre 2016.

Figure 8
**Imagerie satellitaire de Khadem et aire de trafic principale en mars 2017 :
la capacité des hangars a encore augmenté; on ne voit aucun fuselage.**



Source : DigitalGlobe, WorldView-les 2 et 3 mars 2017.

Figure 9

Imagerie satellitaire de Khadem et aire de trafic sud en juillet 2014 (à gauche) et en mars 2017 (à droite) : des travaux d'ingénierie importants ont été consacrés à la création d'une deuxième aire de trafic et de nouveaux hangars et il est donc sans doute prévu d'accueillir de nouveaux moyens aériens



Source : DigitalGlobe, WorldView-les 1^{er} et 2 juillet 2014, et WorldView-les 2 et 3 mars 2017.

Caserne et entrée

Figure 10

Imagerie satellitaire de Khadem et zone d'entrée en juillet 2014

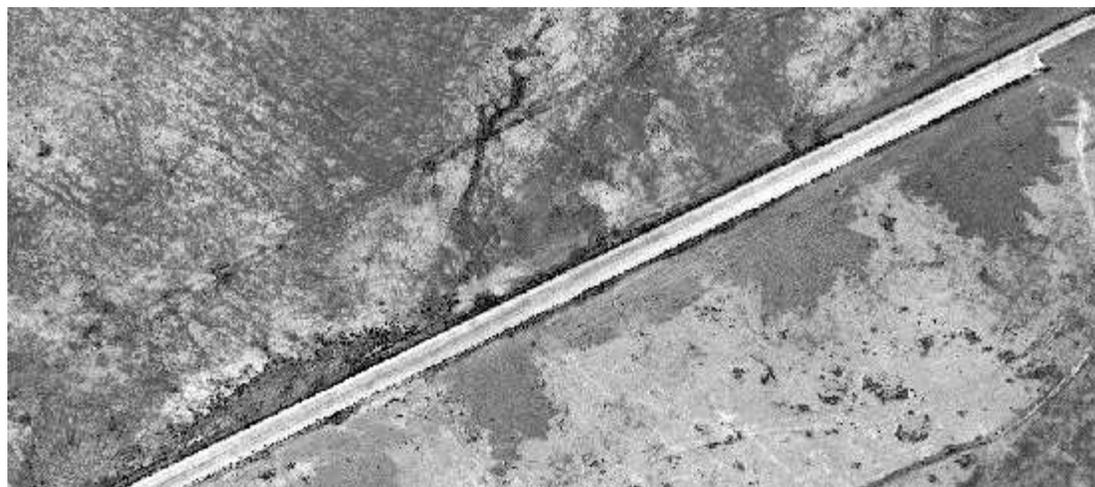


Figure 11
Imagerie satellitaire de Khadem : zone d'entrée et bâtiments adjacents à la route en mars 2017



Source : DigitalGlobe, WorldView-les 2 et 3 mars 2017.

Figure 12
Imagerie satellitaire de Khadem : zone d'entrée et bâtiment de sécurité chevauchant la route en mars 2017



125. Les images ci-dessus montrent que des bâtiments ont été construits pour accueillir une activité plus soutenue dans la base aérienne et que d'importants travaux de sécurité ont été effectués à l'entrée pour en contrôler l'accès.

Avion AT-802i

126. Le Groupe d'experts a reçu des preuves photographiques de la présence d'un avion AT-802i dans une base de l'Armée nationale libyenne située dans l'est de la Libye. La société Iomax USA Inc. a conçu un avion, destiné à l'origine à l'agriculture et à la lutte contre les incendies, qui a été ensuite adapté à des fins anti-insurrectionnelles et à la protection des frontières, qu'elle commercialise actuellement sous la marque « Archangel ». Le Groupe a obtenu confirmation du fait que, jusqu'en février 2017, cette société avait eu pour seul client les Émirats arabes unis, qui avaient acquis 48 unités construites à leur intention.

127. La première génération d'avions Archangel consistait en un aéronef à moteur unique construit par la société américaine Air Tractor. L'appareil représenté dans la photographie ci-après fait partie d'une livraison aux Émirats arabes unis datant de mars 2011.

Figure 13

Avion AT-802i portant à l'aile le numéro d'immatriculation 2282



Source : Military Edge (http://militaryedge.org/wp-content/uploads/2014/07/AT-802_UAE.jpg.)

128. Le premier appareil AT-802i aperçu en Libye, qui portait à l'aile le numéro 2287⁴⁴, faisait partie de la même livraison de mars 2011 aux Émirats arabes unis. Cet avion présente six points d'accrochage d'intrados et une tourelle destinée à recevoir un système infrarouge à vision frontale, montée sur un système de nacelle souple de marque Iomax.

⁴⁴ Voir www.airport-data.com/aircraft/2287.html.

Figure 14
**Avion AT-802i aperçu en Libye et portant à l'aile le numéro
 d'immatriculation 2287 (à droite) et un pavillon effacé**



Source : Arnaud Delalande.

129. On trouvera des renseignements sur l'aéronef de transport aperçu à Khadem à l'annexe 35. Sa présence doit sans doute être mise en rapport avec les informations selon lesquelles plusieurs compagnies aériennes immatriculées en République de Moldova auraient transporté des officiers et des chefs de groupes armés de l'Armée nationale libyenne dirigée par M. Haftar (voir recommandation 5).

130. On trouvera des précisions sur l'évolution des bases aériennes d'Abraq et de Zinan aux annexes 36 et 37.

Nouvelles tentatives

131. Le Groupe d'experts s'inquiète d'éventuels transferts multiples destinés à masquer le fait que l'Armée nationale libyenne était l'utilisateur final réel. Il enquête à l'heure actuelle sur une affaire en cours dans laquelle des hélicoptères Mi-24v auraient été proposés à l'aviation de l'Armée dirigée par M. Haftar sans adresser de demande de dérogation au Comité (voir annexe 38).

Appui international à l'Armée nationale libyenne

Émirats arabes unis

132. Les Émirats arabes unis ont fourni leur soutien à l'Armée nationale libyenne à la fois par un ravitaillement en matériel (voir par. 122 et suivants) et par un appui direct (voir par. 124 et suivants) et ont ainsi considérablement augmenté l'appui aérien dont celle-ci dispose. Le Groupe d'experts n'a reçu aucune réponse des Émirats à ses interrogations.

France

133. La présence de militaires français en Libye a été publiquement reconnue par le Ministère français de la défense, lorsque trois soldats ont perdu la vie dans l'écrasement d'un hélicoptère de l'Armée nationale libyenne près de la ville de Benghazi⁴⁵. Les trois soldats auraient participé à une mission de renseignement dans l'est de la Libye. La France a indiqué au Groupe d'experts que ses activités militaires en Libye étaient conformes au droit international.

Autres formes d'appui

134. Lors des récentes frappes aériennes effectuées dans le croissant pétrolier en vue d'aider l'Armée nationale libyenne à conserver plusieurs terminaux pétroliers récemment repris, les capacités de bombardement nocturne affichées apparaissent hors de portée de l'aviation de cette armée. Des sources confidentielles indiquent qu'un État de la région serait responsable. L'enquête du Groupe d'experts se poursuit.

2. Renforcement de l'aviation de Misrata

Enquêtes concernant les moyens aériens et les mercenaires

135. Depuis 2016, des attaques aériennes continuent d'être lancées à partir de la base aérienne de Misrata. Deux chasseurs à réaction Mirage F1 en état de fonctionner étaient pilotés par au moins trois mercenaires étrangers. Les trois avions auraient effectué des frappes de mars jusqu'à la troisième semaine de juillet 2016. L'un des pilotes a perdu la vie lorsque son avion s'est écrasé, le 2 juin 2016, après un raid contre l'EIL à Syrte. Depuis cet accident, un seul appareil Mirage F1 est encore opérationnel à Misrata.

136. Le Groupe d'experts a réussi à déterminer l'identité du pilote, un Portugais dont la résidence permanente était établie en Allemagne. Ce dernier État n'a cependant livré aucune information et il a donc été impossible d'obtenir des pistes sur les entités ayant commandé et payé les services du pilote en Libye.

137. Une équipe d'ingénieurs équatoriens est chargée de l'entretien de l'appareil. Contactées par le Groupe d'experts, les autorités équatoriennes ont nié toute connaissance de telles activités. Le Groupe est parvenu à remonter jusqu'à un compte bancaire utilisé pour payer les ingénieurs, mais l'Équateur n'a pas donné suite aux demandes de précisions qui lui ont été adressées.

138. Les ingénieurs ont été recrutés par la société Gateway to MENA for Logistics Services, immatriculée en Jordanie (voir annexe 39). Aux termes du contrat, le représentant de la société est Sergiu Banari, de nationalité moldave. La République de Moldova a confirmé que M. Banari avait des liens avec le marchand d'armes Rami Ghanem, qui est américano-jordanien. M. Ghanem est également impliqué dans le recrutement de l'équipe équatorienne. Il a été arrêté en Grèce le 8 décembre 2015, après avoir apparemment tenté d'expédier des armes illégalement au Hezbollah⁴⁶.

139. La société a admis avoir « fourni certains services au Gouvernement d'entente nationale » et fait état de dissensions avec un « ancien employé », mentionné dans le

⁴⁵ « French Government acknowledges 'secret war' in Libya as three soldiers killed fighting ISIL militants », *The Telegraph*, 20 juillet 2016, disponible à l'adresse suivante : www.telegraph.co.uk/news/2016/07/20/three-french-soldiers-killed-in-libya-as-government-acknowledges/.

⁴⁶ « Police arrest a 49-year-old man for arms smuggling », TO VIMA, 9 décembre 2015, disponible à l'adresse suivante : www.tovima.gr/en/article/?aid=760510.

rapport final du Groupe d'experts en 2016 et identifié comme l'un des pilotes du Mirage F1 opérant depuis Misrata (voir S/2016/209, par. 169).

140. Plusieurs compagnies immatriculées au Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ont effectué régulièrement, par l'intermédiaire de la Latvijas Pasta Bank (Lettonie), des virements en espèces au bénéfice d'Équatoriens ayant appartenu à l'armée de l'air de leur pays. On a observé des versements réguliers à leur profit de juin à décembre 2015. Les ingénieurs et pilotes percevaient respectivement près de 10 000 dollars et 20 000 dollars par mois. Le Groupe d'experts a prié sans succès l'Équateur et le Royaume-Uni de lui fournir davantage d'informations bancaires.

141. Le Groupe d'experts a appris que, après l'arrestation de Ghanem, des individus originaires de Misrata avaient directement retenu les services de l'équipe équatorienne. Certains ont été identifiés (annexe 39, par. 7). Plusieurs sources ont confirmé qu'Abdoul Salam Fakroum, un homme d'affaires connu de Misrata, avait participé aux aspects logistiques de l'hébergement de certains membres de l'équipe dans la ville, à l'extérieur de la base. C'est également lui qui aurait fourni aux pilotes les coordonnées des cibles à attaquer, tout du moins jusqu'au début des opérations contre l'EIIL à Syrte.

Base aérienne de Misrata

142. La base aérienne de Misrata a vu ses infrastructures et ses moyens aériens se développer depuis 2014. La figure 15 ci-dessous montre l'évolution de la zone nord de l'aire de trafic principale de l'aéroport depuis 2014.

Figure 15

Imagerie satellitaire de la base de Misrata, zone nord de l'aire de trafic principale, en février 2014 (image supérieure) et en mars 2017 (image inférieure)





Source : DigitalGlobe, GeoEye-Les 1^{er} et 15 février 2014, et WorldView-les 2 et 4 mars 2017.

143. La base est désormais dotée de voies de circulation en dur et les places de stationnement sont protégées par une levée de terre où sont concentrés les avions G2-Galeb et L-39. On peut aussi voir un hélicoptère d'attaque Mi-24/Mi-35 et deux hélicoptères Mi-2. Le Groupe n'a pas pu établir si l'élargissement de la flotte aérienne était lié à des transferts à l'intérieur du pays. D'après ses analyses, il est improbable que de nouveaux aéronefs aient été livrés : d'anciens appareils hors service ont sans doute été remis en état. Cela dénote que des pièces de rechange ont été transférées et qu'une assistance technique a été fournie.

Figure 16
**Imagerie satellitaire de la base de Misrata, aire de trafic principale
en février 2014 (image supérieure) et en mars 2017 (image inférieure)**



Source : DigitalGlobe, GeoEye-les 1^{er} et 15 février 2014 et WorldView-les 2 et 4 mars 2017.

144. On constate aussi, d'après les images de l'aire de trafic principale (voir figure 16), qu'elle est de plus en plus empruntée par des aéronefs militaires depuis 2014, y compris des hélicoptères de type Mi-24/35 et, probablement, Mi-8. Un avion de chasse MiG-25 a également été déplacé sur l'aire de trafic principale (en bas à droite de l'image).

Figure 17
Imagerie satellitaire de la base de Misrata, aire de trafic sud,
en février 2014 (image supérieure) et en mars 2017 (image inférieure)



Source : DigitalGlobe, GeoEye-les 1^{er} et 15 février 2014, et WorldView-les 3 et 4 mars 2017.

145. L'aéronef stationné à l'extrémité Nord-Est de l'aire de trafic sud (voir figure 17) est probablement hors service, mais on estime que les deux MiG-23 stationnés plus au centre (avec les ailes rétractées dans un cas) sont opérationnels. On peut voir une nouvelle aire de stationnement bétonnée dans la partie supérieure gauche.

Appui international à l'opération Bouniyan Marsous

Frappes aériennes

146. À la fin d'Odyssey Lightning, l'armée des États-Unis a déclaré le 20 décembre 2016⁴⁷ qu'elle avait procédé à 495 frappes aériennes en Libye dans le cadre de cette opération, commencée le 1^{er} août 2016. Ces frappes aériennes sont censées avoir eu pour cible les installations de commandement et de contrôle de l'EIL ainsi que ses positions de combat, ses véhicules piégés, son matériel du génie, ses chars, ses armes lourdes et ses véhicules. Une grande majorité des frappes aériennes menées dans ce cadre a eu lieu dans la zone de Syrte. Les États-Unis ont affirmé à plusieurs reprises que ces frappes aériennes avaient été effectuées « à la demande du Gouvernement libyen d'entente nationale et en coordination avec lui »⁴⁸.

Forces spéciales

147. Le Groupe d'experts a reçu des informations concordantes selon lesquelles des forces spéciales de l'Italie, du Royaume-Uni et des États-Unis soutiendraient les forces de l'opération Bouniyan Marsous, à qui ils fourniraient une assistance technique et un appui direct. Aucun des pays impliqués ne s'est exprimé au sujet des enquêtes du Groupe concernant la présence de leurs forces spéciales sur le sol libyen⁴⁹.

E. Appui international à la Libye

148. Au paragraphe 10 de sa résolution [2095 \(2013\)](#), le Conseil de sécurité prévoit une dérogation à l'embargo sur les armes pour « les fournitures de matériel militaire non létal et toute assistance technique, formation ou aide financière ayant pour but exclusif l'aide au Gouvernement libyen pour la sécurité ou le désarmement » et « entrant exclusivement dans le cadre de l'aide en matière de sécurité et de désarmement accordée au Gouvernement d'entente nationale et aux forces de sécurité qu'il contrôle », au douzième alinéa du préambule de sa résolution [2292 \(2016\)](#). Dans cette résolution, il prie de nouveau le Gouvernement d'entente

⁴⁷ Commandement des forces des États-Unis en Afrique, « AFRICOM concludes Operation Odyssey Lightning », communiqué de presse du 20 décembre 2016, disponible à l'adresse suivante : www.africom.mil/media-room/pressrelease/28564/africom-concludes-operation-odyssey-lightning.

⁴⁸ Commandement des forces des États-Unis en Afrique, « US air strikes in support of GNA », 4, 7, 8 et 17 août 2016, disponible à l'adresse suivante : www.africom.mil/media-room/pressrelease/

⁴⁹ « Des Libyens rapportent que des soldats italiens se battent à leurs côtés contre l'État Islamique », *La Repubblica*, 10 août 2017, disponible à l'adresse suivante : www.repubblica.it/esteri/2016/08/10/news/soldati_italiani_in_libia_sirte-145702675/; Anthony Loyd, « British special forces destroy suicide truck », *The Times*, 26 mai 2016, disponible à l'adresse suivante : www.thetimes.co.uk/article/british-special-forces-destroy-suicide-truck-8dpx3r3qt; Hayder Al-Khoei, Ellie Geranmayeh et Mattia Toaldo, « After ISIS : How to Win the Peace in Iraq and Libya » (Londres, European Council on Foreign Relations, 2017), disponible à l'adresse suivante : www.ecfr.eu/publications/summary/after_isis_how_to_win_the_peace_in_iraq_and_libya_7212; Nick Paton Walsh, « U.S. Special Forces take the fight to ISIS in Libya », CNN, 26 mai 2016, disponible à l'adresse suivante : <http://edition.cnn.com/2016/05/18/middleeast/libya-isis-us-special-forces/>.

nationale « de nommer un référent qui sera chargé de fournir au Comité, s'il lui en fait la demande, des informations utiles pour ses travaux sur la structure des forces de sécurité placées sous son contrôle », conformément au paragraphe 6 de la résolution 2278 (2016). Au moment de l'établissement du présent rapport, aucune information n'avait été fournie.

149. Les résolutions ne prévoient pas d'autre mécanisme permettant de déterminer quelles sont les forces de sécurité qui ont été placées sous le contrôle du Gouvernement d'entente nationale. Compte tenu des problèmes liés au processus politique et du caractère transactionnel et transitoire des allégeances des groupes armés, y compris de ceux qui fournissent actuellement un appui au Conseil de la présidence, le Groupe d'experts considère qu'aucun groupement ne peut bénéficier de cette dérogation à ce stade. Au vu de ce qui précède, il estime que les livraisons de matériel militaire non létal et la fourniture de toute assistance technique, formation ou aide financière à un groupe armé, sans l'approbation du Comité, contrevient à l'embargo sur les armes.

1. Activités de formation

Gardes-côtes

150. L'Opération militaire de l'Union européenne dans la partie sud de la Méditerranée centrale (EUNAVFOR MED Opération SOPHIA) aurait dispensé, à compter d'octobre 2016, un module de formation dans un premier temps à 78 Libyens à bord de deux navires de l'opération. Il a été indiqué que ce module avait été axé sur l'acquisition de compétences maritimes de base et de compétences spécialisées plus avancées⁵⁰. Il a également été indiqué que la formation était dispensée aux gardes-côtes libyens et à la marine libyenne. Il a été indiqué par la suite que 89 personnes avaient été formées dans le cadre du premier module de formation⁵¹.

151. Un deuxième module de formation a commencé à être dispensé le 30 janvier 2017 à 20 stagiaires des gardes-côtes libyens et de la marine libyenne⁵². Dans la déclaration publiée par l'Union européenne, il a de nouveau été indiqué que seules 78 personnes avaient été formées dans le cadre du premier module. Il a également été indiqué que le premier mémorandum d'accord avait été signé avec les « gardes-côtes de la marine libyenne » et non avec la marine et les gardes-côtes en tant qu'entités distinctes, comme l'Union européenne les désigne ailleurs dans la même déclaration et dans ses autres annonces publiques. Au dix-huitième alinéa du préambule de sa résolution 2312 (2016), le Conseil a pris note de la décision du Conseil de l'Union européenne de confier à l'Opération la mission supplémentaire de contribuer à la formation des gardes-côtes libyens et de la marine libyenne dans le domaine du maintien de l'ordre en mer. Toutefois, l'opération n'a pas présenté

⁵⁰ Service européen pour l'action extérieure, « EUNAVFOR MED Operation Sophia starts training of Libyan coastguard and Libyan navy », 27 octobre 2016, disponible à l'adresse suivante : <https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/13195/eunavfor-med-operation-sophia-starts-training-of-libyan-navy-coast-guard-and-libyan-navy-en>.

⁵¹ Service européen pour l'action extérieure, « EUNAVFOR MED opération SOPHIA: M^{me} Mogherini, HR/VP, participe à la cérémonie de remise des diplômes aux participants au premier programme de formation destiné aux forces navales et aux gardes-côtes libyens », 7 février 2017, disponible à l'adresse suivante : https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/20288/node/20288_fr.

⁵² Service européen pour l'action extérieure, « Operation Sophia : package 2 of the Libyan navy coastguard and Libyan navy training launched today », 30 janvier 2017, disponible à l'adresse suivante : <https://eeas.europa.eu/headquarters/headquarters-homepage/19518/operation-sophia-package-2-libyan-navy-coast-guard-and-libyan-navy-training-launched-today-en>.

d'exposé sur ses activités au Comité, comme indiqué dans le rapport du Président du 6 décembre 2016 (voir [S/PV.7827](#)).

152. Ni les gardes-côtes ni la marine n'ont été signalés au Comité comme faisant partie des forces de sécurité placées sous le contrôle du Gouvernement d'entente nationale. De plus, la question du contrôle a été soulignée dans de nombreux rapports évoquant l'implication des gardes-côtes dans des activités criminelles (voir par. 104), notamment ceux de la MANUL qui a indiqué que des migrants et des représentants d'organisations non gouvernementales internationales qui menaient des opérations de recherche et de sauvetage avaient également fait état d'interceptions dangereuses et potentiellement mortelles par des hommes armés qui appartiendraient aux gardes-côtes libyens. Après avoir été interceptés, les migrants étaient souvent battus, dépouillés de leurs biens et emmenés dans des centres de rétention ou dans des habitations ou exploitations agricoles privées, où ils étaient assujettis à du travail forcé, des viols et autres violences sexuelles⁵³.

153. Ces informations mettent en évidence les préoccupations dont il a été fait part au Groupe d'experts pour savoir dans quelle mesure les antécédents des stagiaires avaient été vérifiés.

Garde présidentielle

154. La France a dispensé une formation à la protection rapprochée à l'une des unités de la Garde présidentielle à Tripoli. Le Comité croit comprendre que la formation sera dispensée en plusieurs étapes et qu'environ 80 personnes seront formées d'ici à la mi-2017.

Conclusion

155. L'Union européenne et la France ont indiqué au Groupe d'experts que la formation avait été dispensée à la demande du Conseil de la présidence et de M. Serraj. Elles ont toutes deux invoqué le paragraphe 10 de la résolution [2095 \(2013\)](#) pour justifier la formation, sans faire référence aux résolutions ultérieures. Selon le Groupe, il est difficile de déterminer qui peut bénéficier de la dérogation car les interprétations des résolutions sont divergentes (voir recommandations 1, 2, 3 et 15).

2. Personnel militaire italien

156. La mise en place d'un hôpital militaire italien à l'aéroport de Misrata se serait accompagnée du déploiement d'au moins 100 militaires armés⁵⁴. La présence de personnel militaire armé chargé de protéger l'hôpital a été confirmée dans les communications officielles avec le Groupe d'experts. Aucune demande de dérogation ni notification n'a été adressée au Comité.

⁵³ Mission d'appui des Nations Unies en Libye et Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme, « Detained and dehumanized : report on human rights abuses against migrants in Libya », 13 décembre 2016, disponible à l'adresse suivante : <http://unama.unmissions.org/Portals/UNAMA/Documents/Kabul%20Conference%20Communiqu%C3%A9.pdf>.

⁵⁴ Hayder Al-Khoei, Ellie Geranmayeh et Mattia Toaldo, « *After ISIS : How to Win the Peace in Iraq and Libya* » (Londres, European Council on Foreign Relations, 2017), disponible à l'adresse suivante : www.ecfr.eu/publications/summary/after_isis_how_to_win_the_peace_in_iraq_and_libya_7212; « Libye : Pinotti a indiqué que l'hôpital italien de Misrata était opérationnel », ANSA Med, 24 octobre 2016, disponible à l'adresse suivante : www.ansamed.info/ansamed/it/notizie/rubriche/cronaca/2016/10/20/libia-pinotti-operativo-ospedale-italiano-amisurata_fafbc21c-49b4-48b8-8907-d3e9960893ee.html.

F. Nouveaux transferts de matériel vers la Libye

1. Munitions d'artillerie guidées

157. La photographie du projectile d'artillerie ci-après a été prise par la Choura des révolutionnaires de Benghazi et publiée le 30 octobre 2016 sur les médias sociaux. La Choura a indiqué dans un premier temps que le projectile était une roquette de fabrication américaine. L'image a ensuite été analysée par le *Jane's Defence Weekly*, qui a fait part de ses résultats⁵⁵. Il a été déterminé qu'il s'agissait d'un projectile de type Krasnopol, fabriqué par la société KBP Instrument Design Bureau. Aucune demande de dérogation ni notification n'a été adressée au Comité.

Figure 18

Photographie de la munition d'artillerie guidée récupérée à Benghazi



Source : IHS Jane's, 31 octobre 2016.

Inscriptions sur le projectile :

1/121 (numéro de lot)

2014 (année de fabrication)

A-IX-I (charge explosive)

158. En réponse aux demandes de renseignements du Groupe d'experts, la Fédération de Russie a indiqué que les projectiles d'artillerie guidés de type Krasnopol étaient conçus par la société AO Shipunov KBP Instrument Design Bureau à Toula et fabriqués par la société AO Kalashnikov Concern à Ijevsk. Toutefois, en 2014, la société AO Kalashnikov Concern n'avait pas fabriqué de projectiles de type Krasnopol ou vendu ces projectiles à des clients étrangers. La Fédération de Russie a également indiqué que la charge explosive affichée n'était pas celle utilisée dans ce type de projectile et que la société AO Kalashnikov Concern, en tant que fabricant, n'inscrivait pas le numéro de lot de cette manière.

159. Le Groupe d'experts a également enquêté sur la possibilité que la munition soit un projectile de type GP-1 ou GP-6, fabriqué par la société China North Industries Corporation, qui a les mêmes caractéristiques externes que les projectiles

⁵⁵ Jeremy Binnie et Neil Gibson, « Evidence of guided artillery usage seen in Libya », *IHS Jane's Defence Weekly*, 31 octobre 2016, disponible à l'adresse suivante : www.janes.com/article/65066/evidence-of-guided-artillery-usage-seen-in-libya.

de type Krasnopol. À ce jour, aucune réponse n'a été fournie par la Chine et l'enquête se poursuit.

2. Livraison de véhicules blindés de transport de troupes et d'autres véhicules

160. Le Groupe d'experts a confirmé de nouvelles informations⁵⁶ faisant état de livraisons de véhicules blindés à l'Armée nationale libyenne à Tobrouk, le 17 avril 2016. D'après le connaissance, la cargaison comptait 93 véhicules blindés de transport de troupes et 549 véhicules blindés et non blindés. Les 93 véhicules blindés de transport de troupes comprenaient probablement 75 véhicules de type Panther T6, fabriqués par la société Minerva Special Purpose Vehicles, et 18 véhicules de type Tygra, fabriqués par la société Mezcal (filiale de la première société), qui sont toutes deux sises aux Émirats arabes unis.

161. Les véhicules blindés de transport de troupes faisaient partie des mêmes contrats mentionnés par le Groupe d'experts dans l'un de ses précédents rapports (S/2016/209, annexes 29 et 30). Ces contrats avaient été conclus par l'intermédiaire de la société Ard al-Theqa General Trading⁵⁷, sise aux Émirats arabes unis, et désignaient le Ministère libyen de l'intérieur en tant qu'utilisateur final. Un représentant de la société Mezcal a confirmé au Groupe, en 2015, qu'il avait déjà envoyé 10 véhicules de type Tygra à Tobrouk.

162. Les enquêtes menées par le Groupe d'experts ont montré que les véhicules avaient été transportés par le navire *Bahri Abha* (n° OMI 9620944) depuis les Émirats arabes unis. Le navire est immatriculé en Arabie saoudite et appartient à une société de transport maritime détenue par l'État saoudien. Le Groupe a contacté les autorités saoudiennes, qui ont confirmé l'envoi et lui ont fourni les connaissances (voir annexe 40). Le navire a quitté le port de Jabal Ali (Émirats arabes unis) le 24 mars 2016 et amarré à Tobrouk le 17 avril 2016.

163. Sur les 549 véhicules, 195 camionnettes Toyota Land Cruiser avaient été chargées au Port islamique de Djedda (Arabie saoudite). Les images qui suivent montrent la livraison de véhicules blindés de transport de troupes, ainsi que des ateliers où les armes sont montées sur les véhicules.

⁵⁶ Abdulkader Assad, « A huge number of vehicles and ammunition for Haftar's militias arrive in Tobruk », *Libya Observer*, 24 avril 2016, disponible à l'adresse suivante : www.libyaobserver.ly/news/huge-number-vehicles-and-ammunition-haftar %E2 %80 %99s-militias-arrive-tobruk.

⁵⁷ Un autre intermédiaire, Mohammed Tag, travaillant pour le compte de l'Armée nationale libyenne, a utilisé le même nom de société.

Figure 19

Photographie de la livraison de véhicules de type Panthera T6 à Tobrouk

Source : www.elbalad.news/2159540?bar=1.

164. Pour les groupes armés en Libye, les pick-up de la marque Toyota (principalement à cabine simple de type HZJ 79) semblent être encore plus importants que les véhicules blindés car il est facile de les équiper de diverses armes de soutien à l'infanterie, notamment des mitrailleuses de calibre 12,7 mm et 14,5 mm et des fusils sans recul de calibre 106 mm. Selon le Groupe d'experts, ces véhicules doivent être considérés comme du matériel militaire lorsque leur utilisateur final est une unité de sécurité armée (voir recommandation 2).

165. Le Groupe d'experts a reçu par ailleurs des informations d'États Membres indiquant que les groupes armés libyens échangeaient des pick-up contre des armes et des munitions et les utilisaient pour payer des mercenaires.

166. Pendant la période considérée, le Groupe d'experts a reçu des informations selon lesquelles d'importantes livraisons de pick-up de la marque Toyota et de véhicules blindés 4x4 avaient été effectuées à Tobrouk le 16 janvier et le 4 avril 2017 (voir annexe 41).

Figure 20
Photographie des véhicules de la marque Toyota livrés à Tobrouk le 16 janvier 2017



Source : médias sociaux.

Figure 21
Photographie des véhicules de la marque Toyota livrés à Tobrouk le 17 avril 2017



Source : médias sociaux.

Figure 22

Photographie d'un atelier à Tobrouk où a lieu le montage d'armes sur des véhicules civils; il existe des ateliers semblables dans le reste du pays, notamment à Misrata



Source : Page Facebook de l'Armée nationale libyenne (www.facebook.com/armylibya1/photos).

Figure 23

Photographie d'un atelier de l'Armée nationale libyenne où des mitrailleuses de calibre 12,7 mm et 14,5 mm avec des boucliers sont montées sur les véhicules



Source : <https://libertedecrire.wordpress.com/2017/03/07/daily-reports-of-the-oil-crescent-war-in-libya/#jp-carousel-3856>.

Figure 24

Photographie, prise le 7 mars 2017, d'une Toyota portant encore le film blanc de protection sur le capot et équipée d'une mitrailleuse antiaérienne de calibre 14,5 mm, qui appartient à une brigade alliée de l'Armée nationale libyenne en route pour la région du croissant pétrolier



Source : Ibid.

Figure 25

Photographie d'un défilé de la brigade Abou Salim en mars 2017 montrant des pick-up neufs



Source : « Deterrent force refuses military ruling », *Libya Prospect*, 17 mars 2017, disponible à l'adresse suivante : <http://libyaprospect.com/index.php/2017/03/17/deterrent-force-refuses-military-ruling/>.

Figure 26
Photographie de la Garde nationale libyenne autoproclamée défilant à bord de nouveaux véhicules à Tripoli



Source : « Libyan national guard parade in Tripoli », *Libya Observer*, 9 février 2017, disponible à l'adresse suivante : www.libyaobserver.ly/videos/libyan-national-guard-parade-tripoli.

Figure 27
Photographies des Compagnies de défense de Benghazi et de nouveaux pick-up dans la région du croissant pétrolier



Source : « Benghazi defence brigades quit Jufra as PC defence minister orders action against LNA », *Libya Herald*, 9 avril 2017, disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2017/04/09/benghazi-defence-brigade-quit-jufra-as-pc-defence-minister-orders-action-against-lna/; « Defense brigades announces controlling Al-Magroun », *Libya Prospect*, 15 juillet 2017, disponible à l'adresse suivante : <http://libyaprospect.com/index.php/2016/07/15/defense-brigades-announces-controlling-al-magroun/>

167. Des informations complémentaires concernant un possible envoi de pick-up à un groupe armé dans la partie ouest du pays ont été communiquées séparément au Comité.

3. Matériel d'interception

168. Le Groupe d'experts a reçu confirmation que du matériel d'interception et de brouillage avait été livré à Tripoli depuis l'adoption de la résolution 2174 (2014) en août 2014. Il s'est procuré copie d'une lettre de plainte adressée à l'un des fournisseurs du matériel par la Libyan Post, Telecommunications and Information

Technology Company (voir annexe 42). Il a également interrogé un acheteur libyen qui s'est rendu plusieurs fois à Marbella (Espagne) pour obtenir ce matériel.

169. Le matériel a été déployé dans plusieurs quartiers de Tripoli, contrôlés par différents groupes armés, notamment la Force nationale mobile, la Force spéciale de dissuasion, la Garde nationale et la brigade Abou Salim. Ces groupes ont été impliqués dans de graves violations des droits de l'homme et des activités criminelles. La capacité de mettre sur écoute des téléphones portables et de lire des messages privés accroît leur efficacité opérationnelle et leur donne un avantage tactique considérable sur leurs rivaux. Fait plus important encore, dans une ville où les cambriolages de banques, les enlèvements et les meurtres sont fréquents, la facilité d'accès à du matériel permettant de suivre les mouvements des civils constitue une grave menace contre la paix et la sécurité. Le Groupe d'experts a reçu des informations indiquant que ce matériel avait servi à des fins de chantage et pour organiser des enlèvements (voir recommandation 4).

4. Sociétés de sécurité privées

170. Le Groupe d'experts examine actuellement des informations faisant état de la présence d'entreprises de services de sécurité en Libye, notamment des renseignements précis concernant le recours aux services de la société russe RSB Group pour déminer des installations de la société Libyan Cement Company à Benghazi (voir annexe 43).

G. Transferts de matériel en provenance de la Libye

1. Tunisie

171. Le 7 mars 2016, des membres de l'EIIL ont lancé une attaque majeure contre des postes de la police et de la Garde nationale, ainsi qu'un camp militaire, situés dans la ville de Ben Gardane (sud de la Tunisie) qui se trouve à 20 kilomètres de la frontière libyenne. Les forces de sécurité tunisiennes ont saisi un nombre considérable d'armes et, dans le cadre des enquêtes qui ont suivi, repéré plus de six caches d'armes dans le secteur de Ben Gardane, près de la frontière libyenne. Le Conseil de sécurité a « condamné avec la plus grande fermeté l'attaque terroriste commise le 7 mars ..., qui a coûté la vie à 12 membres des forces de sécurité tunisiennes et à 7 civils, et fait au moins 17 blessés »⁵⁸. En avril 2017, les autorités tunisiennes ont clos les enquêtes et inculpé 77 personnes.

172. Les forces armées tunisiennes ont autorisé le Groupe d'experts à accéder au matériel que les forces de sécurité avaient saisi après l'attaque, en mars et en avril 2016, dans le secteur de Ben Gardane (voir annexe 44).

Fusils de chasse de type Torun

173. Avec l'appui des autorités tunisiennes, le Groupe d'experts a répertorié plusieurs fusils à canons superposés produits par la société Torun Silah Sanayi, qui avaient été saisis en mars 2016 dans une cache d'armes découverte après l'attaque à Ben Gardane et introduits en contrebande dans le pays depuis la Libye.

174. D'après les précisions demandées par le Groupe d'experts aux autorités turques, la société Torun Silah Sanayi aurait vendu les fusils de chasse à la société Yassine Middle East Company, un revendeur de fusils de chasse sis à Beyrouth.

⁵⁸ Déclaration à la presse faite par le Conseil de sécurité sur l'attaque terroriste en Tunisie (SC/12273-AFR/3340), 8 mars 2016, disponible à l'adresse suivante : <http://www.un.org/press/fr/2016/sc12273.doc.htm>.

Selon les autorités turques, la déclaration en douane indique que ces fusils ont été chargés sur le navire *Haddad I*, qui a été intercepté par les gardes-côtes grecs en septembre 2015. Le matériel à bord du *Haddad I* a été saisi par la Grèce (voir également [S/2016/209](#), par. 153).

175. Toutefois, les numéros de série relevés par le Groupe d'experts en Tunisie ne semblent pas correspondre à la fiche d'empotage fournie par la société Torun Silah Sanayi par l'entremise des autorités turques. Le Groupe a également relevé des incohérences entre les éléments ressortis des enquêtes préliminaires de la police grecque et les documents fournis précédemment par les autorités turques (voir [S/2016/209](#), annexe 34). Il semble peu probable que les fusils aient été transférés en Libye après avoir été saisis par la Grèce à bord du *Haddad I*. Le Groupe a demandé des précisions aux autorités turques et grecques.

Figure 28

**Photographie des fusils de chasse à canons superposés
de type Torun (2015) saisis par la Tunisie**



Source : Groupe d'experts, janvier 2015.

Figure 29
Photographie des fusils de chasse à canons superposés de type Torun (2015) saisis par la Tunisie



Source : Groupe d'experts, janvier 2017.

176. Un autre objet présentant un intérêt a été saisi : un dispositif de vision nocturne de type Night Owl NONB2FF, numéro de série 50003063 qui, selon les marquages, aurait été fabriqué au Bélarus.

177. Il ressort des recherches menées par le Groupe d'experts que la société Night Owl Optics est sise au Texas. Les États-Unis n'ont pas donné suite à la demande d'informations du Groupe.

178. On trouvera d'autres exemples d'objets saisis à l'annexe 44.

Figure 30
Photographies du dispositif de vision nocturne fabriqué par la société Night Owl Optics



Source : Groupe d'experts, janvier 2017.

2. Égypte

179. Les autorités égyptiennes ont fourni une liste des armes, triées par type et par quantité, qui ont été saisies du 1^{er} janvier au 11 novembre 2016, alors qu'elles étaient introduites en contrebande depuis la Libye. Le plus grand nombre d'armes récupérées était de 1 395 fusils de chasse. Aucun autre détail n'a été communiqué, et le Groupe d'experts continue de dialoguer avec les autorités égyptiennes afin d'obtenir des précisions supplémentaires pour pouvoir déterminer qui avait fourni ces armes au départ. On trouvera la liste complète à l'annexe 45.

3. Niger

180. Les autorités nigériennes ont indiqué que le trafic d'armes en provenance de la Libye avait diminué en 2017; elles ont toutefois soulevé plusieurs questions, telles que les migrants utilisés comme « mules » pour transporter des armes et les Tébou qui font le lien entre l'EIL en Libye et Boko Haram. On trouvera des précisions sur les transferts vers le Niger à l'annexe 46.

4. Mali

181. Le Groupe d'experts a reçu à maintes reprises des informations de Touaregs selon lesquelles le groupe Ansar el-Haqq, dirigé par Mohammed Ingallah et basé à Aoubari, aurait livré des armes au groupe Ansar Eddine (QDe.135) au Mali, notamment des armes légères, comme les fusils d'assaut de type Zastava M80, des armes antichars et des explosifs. Les opérations seraient coordonnées par le fils de Mohammed Ingallah.

5. Algérie

182. Le Groupe d'experts a examiné les informations fournies par les autorités algériennes sur les saisies effectuées, mais n'a pas pu inspecter physiquement le matériel (voir annexe 47).

VII Prévention des exportations illicites de pétrole brut en application de la résolution 2146 (2014)

183. Le 27 avril 2016⁵⁹, le navire *Distya Ameya* (n° OMI 9077343) a été le premier à être inscrit sur la Liste des sanctions pour avoir violé les mesures édictées au paragraphe 10 de la résolution 2146 (2014) en vue d'empêcher les tentatives d'exportation illicite de pétrole brut depuis la Libye. Après avoir été désigné, le pétrolier est retourné en Libye pour décharger sa cargaison à Zaouïa et a achevé cette opération le 6 mai 2016. À la suite d'une demande faite par l'État du pavillon, l'Inde, et de l'approbation tacite de la Libye, le Comité a radié le navire de la Liste le 16 mai 2016 (voir annexe 48).

184. Il convient de noter qu'au moment de la tentative d'exportation, le Conseil de la présidence n'avait pas encore désigné son propre référent, comme l'exige la résolution 2146 (2014). L'affaire a donc été présentée au Comité par le Représentant permanent de la Libye auprès de l'Organisation des Nations Unies.

185. Le 4 novembre 2016, par l'intermédiaire de la Mission permanente de la Libye, le Comité a reçu une communication d'Abdellah Ateiga, qui s'est présenté comme le référent désigné par le Conseil de la présidence (sans fournir de coordonnées), dans laquelle il mettait en garde contre une possible tentative de vente illégale de pétrole brut. Le Comité a demandé ses coordonnées, mais la Mission permanente de la Libye a indiqué au Groupe d'experts qu'aucune information pertinente n'avait été fournie par Tripoli (voir annexe 49).

186. La cargaison mentionnée par M. Ateiga a été confirmée par la National Oil Corporation dans l'est du pays. La société a expliqué au Groupe d'experts qu'elle

⁵⁹ La National Oil Corporation dans l'ouest du pays a informé le Conseil de la présidence de cette affaire le 21 avril 2016. Voir le communiqué de la National Oil Corporation, « NOC acts to block illicit export of oil from Libya by parallel administration », 22 avril 2016, disponible à l'adresse suivante : <http://noc.ly/index.php/en/new-4/1452-noc-acts-to-block-illicit-export-of-oil-from-libya-by-parallel-administration>.

avait donné l'ordre à la société Arabian Gulf Oil Company, l'une de ses filiales, de préparer l'équivalent de 2 millions de barils pour qu'ils soient expédiés en Égypte le 11 novembre 2016. Le Groupe a eu accès à certains documents concernant le navire qui devait transporter la cargaison, mais son nom et son numéro OMI avaient été rayés (voir annexe 49).

187. Des sources à la National Oil Corporation dans l'est du pays ont déclaré que la cargaison avait été « proposée par l'Égypte » dans le cadre d'un mémorandum d'accord signé le 29 décembre 2015, la veille de l'approbation de l'Accord politique libyen. L'Égypte a indiqué qu'elle n'avait pas donné son accord à la cargaison, mais a reconnu l'existence du mémorandum. Toutefois, elle n'avait pris aucune mesure pour mettre en œuvre ce mémorandum ou tout autre contrat.

188. Abdella Ateiga n'a pas communiqué de nom de navire au Comité et, à la connaissance du Groupe d'experts, la cargaison n'a jamais été livrée.

189. Une autre tentative d'exportation de pétrole brut par la National Oil Corporation dans l'est du pays est liée à un contrat que celle-ci avait signé avec la société Europa Shipping SA. Il est indiqué dans le contrat que du pétrole brut devait être expédié depuis Marsa el-Hariqa entre le 25 et le 30 novembre 2016 (voir annexe 50). La quantité de pétrole brut qui devait être exporté, comme indiqué dans le contrat, était de 3 millions de barils tirés des champs pétrolifères de Sarir et de Masala. À ce jour, le pétrole n'a pas été exporté.

190. La National Oil Corporation dans l'ouest du pays est au courant de ces tentatives et a mis en garde publiquement les entreprises qui tentent d'accéder au commerce du pétrole libyen⁶⁰. Les autorités de la partie est ont publié une contre-déclaration le 27 mars 2017 (voir annexe 51).

VIII. Unité des institutions étatiques et détournement de fonds publics

191. Le Groupe d'experts constate que les principales institutions financières libyennes restent plus que jamais divisées. À l'exception peut-être de la National Oil Corporation, le contrôle exercé sur leurs infrastructures, actifs et personnels s'est encore fragmenté, ce qui a réduit les possibilités de surveillance et accru le risque de détournement.

192. Le Conseil de la présidence est loin d'être uni sur la question de l'organisation et des nominations dans les institutions clefs. Par exemple, Fathi el-Mejbari a tenté de remplacer Moustafa Sanalla à la tête de la National Oil Corporation et Ahmed Maetig a préconisé à plusieurs reprises le renvoi de Faisal Gergab de la Libyan Post, Telecommunications and Information Technology Company. En outre, lorsque le Conseil de la présidence est parvenu à une décision, celle-ci a par la suite été contestée à l'extérieur de l'institution et le mandat du Conseil remis en cause.

193. Par conséquent, sur le plan de la loyauté, certains fonctionnaires restent partagés entre plusieurs autorités concurrentes qui ont tenté chacune de procéder à leurs propres nominations. Les directions rivales et leurs soutiens politiques s'emploient à renforcer leurs positions au moyen de différentes stratégies, y compris en intentant des actions en justice et en recherchant l'appui de groupes armés, qui ont souvent un effet déstabilisateur (voir recommandation 14).

⁶⁰ Voir le communiqué de la National Oil Corporation, « National Oil Corporation warns oil market against illegal contracts », 26 mars 2017, disponible à l'adresse suivante : <http://noc.ly/index.php/en/new-4/2148-national-oil-corporation-warns-oil-market-against-illegal-contracts>.

194. Les sources consultées par le Groupe d'experts s'accordent à dire que les ingérences de la part des groupes armés se multiplient à Tripoli. Les directions rivales des institutions recherchent parfois activement les services de groupes armés pour faire valoir leurs prétentions. Parfois, ces derniers se rendent indispensables. Il arrive que des personnes qui sont affiliées à ces groupes soient intégrées dans le personnel ou la direction des institutions.

195. Le Bureau de l'audit de la Libye s'est dit très inquiet des incidences budgétaires qu'entraînent ces divisions persistantes. Il a indiqué au Groupe d'experts que les dépenses publiques demeuraient trop élevées, pointant en particulier le nombre excessif d'agents de l'État. En outre, les Gouvernements de MM. Ghweil et Thinni continuent de conclure des contrats au nom de l'État libyen. Le Conseil de la présidence lui-même s'est livré à des dépenses injustifiées, comme en témoigne le transfert de 42 millions de dollars effectué au profit d'Ibrahim Jadhraan à la mi-2016. L'affaiblissement des institutions libyennes, à l'issue de nombreux procès portant sur des millions de dollars, souvent intentés avec l'aide de ressortissants libyens qui cherchent à en tirer profit, figure également au nombre des préoccupations soulevées. Enfin, on relève de fréquentes tentatives de vente d'actifs d'institutions et d'entreprises libyennes afin d'obtenir des liquidités. Tant que l'unité et la stabilité ne seront pas rétablies, ces problèmes ne pourront pas être réglés.

196. Le Groupe d'experts a, lors de plusieurs dizaines d'entretiens, été saisi de nombreuses accusations de détournement de fonds publics, souvent formulées par des sources internes. Compte tenu de la complexité de ces affaires, de l'accès limité à la Libye et des ressources mises à sa disposition, le Groupe n'a tout simplement pas la possibilité de mener des enquêtes approfondies sur ces accusations et de se prononcer avec certitude sur leur bien-fondé.

A. La National Oil Corporation

1. L'institution

197. Les tentatives visant à unifier la National Oil Corporation sous le « patronage » du Conseil de la présidence ont fait quelques progrès, même si peu de résultats concrets ont été obtenus après la signature, le 16 mai 2016 à Vienne, de l'accord initial. Le 13 mars 2017, la National Oil Corporation dans l'est du pays s'est finalement retirée de l'accord.

198. L'accord politique signé à Vienne entre les deux institutions rivales⁶¹ (voir annexe 52) et l'accord technique subséquent conclu à Istanbul⁶² représentaient un grand pas en avant dans une Libye en proie aux divisions. Il n'a toutefois pas été suffisamment soutenu. D'une part, la Chambre des députés ne s'est pas clairement engagée en sa faveur (voir par. 202). D'autre part, les différends internes au Conseil de la présidence ont entravé l'allocation des ressources financières dont la National Oil Corporation avait besoin pour⁶³ couvrir les dépenses de fonctionnement

⁶¹ Libby George et Ahmad Ghaddar, « Libya to resume oil shipments from Hariga after talks », Reuters, 16 mai 2016, disponible à l'adresse suivante : www.reuters.com/article/libya-oil-exports-idUSL5N18D46D.

⁶² Patrick Markey « In sign of progress, Libya's rival NOC companies agree to merge », Reuters, 3 juillet 2016, disponible à l'adresse suivante : www.reuters.com/article/us-libya-security-energy-idUSKCN0ZJ0H7.

⁶³ Ahmad Ghaddar et Libby George, « Libya needs big spend to boost vital oil revenue-NOC boss », Reuters, 13 août 2016, disponible à l'adresse suivante : <http://af.reuters.com/article/investingNews/idAFKCN1000AR>.

associées à la production de pétrole. Le désaccord entre la National Oil Corporation et le Conseil a perduré pendant toute la période considérée⁶⁴.

199. Des sources aux conseils d'administration concurrents ont confirmé au Groupe d'experts que les contacts entre les deux présidents rivaux, Moustafa Sanalla et Naji el-Maghrebi, avaient été noués avant la mise en place du Conseil de la présidence à Tripoli. Les négociations ont connu plusieurs revers, notamment lorsque le *Distya Ameya* est entré dans le port de Marsa el-Hariqa pour charger du pétrole brut afin d'honorer un contrat passé avec la National Oil Corporation dans l'est du pays. Le pétrolier est reparti avec sa cargaison le 26 avril 2016, 20 jours seulement avant la signature de l'accord à Vienne et après la tenue de négociations entre les présidents des conseils d'administration à Malte, en Tunisie et en Turquie. Jusqu'en mai 2016, la National Oil Corporation dans l'est du pays a poursuivi ses tentatives visant à conclure des marchés analogues⁶⁵, tandis que la National Oil Corporation dans l'ouest du pays tentait d'empêcher les sociétés pétrolières de négocier avec son homologue (voir annexe 53).

200. Réagissant à l'inscription du *Distya Ameya* sur la Liste, les autorités dans l'est du pays ont riposté en empêchant, le 3 mai 2016, le *Seachance* de charger du pétrole brut à Marsa el-Hariqa comme le prévoyait pourtant un contrat signé par la National Oil Corporation dans l'ouest⁶⁶.

201. Selon la National Oil Corporation dans l'est du pays, l'incident du *Distya Ameya* ne visait pas à torpiller les négociations mais s'inscrivait dans un processus engagé depuis plusieurs mois. Cet incident pourrait également refléter un manque de communication à l'intérieur de la National Oil Corporation dans l'est ou une mesure unilatérale prise par des membres de son Conseil d'administration (voir par. 250).

202. Lorsqu'il a été présenté à la Commission de l'énergie de la Chambre des députés par la National Oil Corporation dans l'est du pays, l'Accord de Vienne n'a pas reçu un accueil favorable. La Commission s'est dite préoccupée par deux questions : le partage des recettes et le fait que M. Maghrebi deviendrait son seul représentant au Conseil d'administration de la société unifiée. La Chambre des députés a continué de tenir des propos négatifs sur l'accord (voir annexe 54). MM. Sanallah et Maghrebi ont subi, tout au long des débats, de fortes pressions des parties prenantes.

203. L'exaspération de la National Oil Corporation dans l'est du pays devant la réticence de son homologue à déplacer le siège de la société à Benghazi et l'absence de progrès dans la mise en œuvre d'autres aspects de l'Accord de Vienne ont conduit à la fin de 2016 à une « suspension » de l'unification. Le 13 mars 2017, la National Oil Corporation dans l'est du pays a annoncé dans un communiqué son retrait de l'accord (voir annexe 55). En outre, le 27 mars 2017, le Vice-Premier Ministre du Gouvernement Thinni a indiqué dans un communiqué destiné au secteur pétrolier que la National Oil Corporation basée à Benghazi était la seule institution libyenne habilitée à passer des marchés pétroliers (voir annexe 51). La veille, la

⁶⁴ « NOC given no money to pay salaries, let alone invest : Mustafa Sanalla », *Libya Herald*, 22 mars 2017, disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2017/03/22/noc-given-no-money-to-pay-salaries-let-alone-invest-mustafa-sanalla.

⁶⁵ Laura Hurst et Hatem Mohareb, « National Oil in west Libya warns about illicit sales from east », *Bloomberg*, 7 février 2016, disponible à l'adresse suivante : www.bloomberg.com/news/articles/2016-02-07/national-oil-in-west-libya-warns-about-illicit-sales-from-east.

⁶⁶ « Eastern NOC blocks Tobruk tanker loading », *Libya Herald*, 3 mai 2016, disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2016/05/03/eastern-noc-blocks-tobruk-tanker-loading/.

National Oil Corporation dans l'ouest du pays avait dit le contraire aux sociétés disposées à traiter avec son homologue de l'est⁶⁷.

204. En octobre 2016, la National Oil Corporation dans l'est du pays avait déjà repris ses activités parallèles, et la Commission avait été informée d'une nouvelle tentative d'expédition de pétrole (voir par. 185 et suivants).

205. Malgré la persistance de deux Conseils d'administration, la National Oil Corporation dans l'ouest du pays semble jouer un rôle prépondérant, sur les plans institutionnel et technique. En dépit de la signature de l'Accord de Vienne et d'un léger rapprochement, les deux rivaux ont manqué une bonne occasion de servir d'exemple à d'autres institutions qui ont également des doublons. En outre, le fait que tous deux continuent de fonctionner en parallèle augmente la probabilité de transactions illicites.

2. Installations

206. Après que l'Armée nationale libyenne a pris le contrôle des terminaux et des puits de pétrole dans le centre du pays en septembre 2016 (voir par. 80), le contrôle des installations a été « confié » à la National Oil Corporation (alors) unifiée, qui a repris les exportations de pétrole brut. Après l'offensive menée par les Brigades de défense de Benghazi au début de mars 2017, le contrôle des terminaux est resté aux mains de la National Oil Corporation unifiée⁶⁸. Lorsque l'Armée nationale libyenne en a repris le contrôle, le 14 mars 2017, le port pétrolier de Sidra a repris ses activités en tant que National Oil Corporation dans l'ouest du pays⁶⁹.

207. Il convient de noter que les parties belligérantes ont transféré à trois reprises le contrôle des installations pétrolières à la National Oil Corporation dirigée par M. Sanallah, y compris après l'annulation de l'Accord de Vienne par la National Oil Corporation dans l'est du pays.

208. Irrégulière pendant la période considérée, la production de pétrole a augmenté ces derniers mois, principalement en raison de la réouverture, après de longues négociations, des vannes de Rayayina, ce qui a permis aux gisements de Charara et de Fil de reprendre la production et l'acheminement du pétrole brut à la raffinerie de Zaouïa et au complexe de Mellita⁷⁰. Cependant, cette situation n'est pas stable et de nouvelles interruptions sont à prévoir⁷¹.

B. La Banque centrale de Libye

209. Depuis la publication du rapport final précédent du Groupe d'experts, la Banque centrale de Libye reste divisée (voir S/2016/209, par. 217 à 226). Deux

⁶⁷ National Oil Corporation, « National Oil Corporation warns oil market against illegal contracts », communiqué du 26 mars 2017, disponible à l'adresse suivante : <http://noc.ly/index.php/en/new-4/2148-national-oil-corporation-warns-oil-market-against-illegal-contracts>.

⁶⁸ Fadi Fornaji, « NOC lifts force majeure at eastern oil terminals », *Libya Herald*, 15 septembre 2016, disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2016/09/15/noc-lifts-force-majeure-at-eastern-oil-terminals.

⁶⁹ Abdulkader Assad, « Essidra oil port resumes exports after end of clashes », *Libya Observer*, 26 mars 2017, disponible à l'adresse suivante : www.libyaobserver.ly/inbrief/essidra-oil-port-resumes-exports-after-end-clashes.

⁷⁰ National Oil Corporation, « NOC confirms re-opening of Sharara and El Feel fields », communiqué du 20 décembre 2016, disponible à l'adresse suivante : <http://noc.ly/index.php/en/new-4/1919-noc-confirms-re-opening-of-shahara-and-el-feel-fields>.

⁷¹ Moutaz Ali, « Oil output plunges a third with closure of El-Fil and Sharara pipeline », *Libya Herald*, 28 mars 2017, disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2017/03/28/oil-input-plunges-a-third-with-closure-of-El-Fil-and-Sharara-pipeline.

personnes continuent de revendiquer le poste de gouverneur de la Banque, dont les activités sont essentiellement gérées depuis Tripoli, sous la direction de Sadiq el-Kabir. À Beïda, Ali Salim el-Hibri dirige la succursale de l'est de la Banque, tout en continuant de revendiquer le poste de gouverneur.

210. M. Kabir, qui gère les comptes de la Banque et la majorité de son personnel, contrôle de fait le financement du Conseil de la présidence. Il manifeste peu d'empressement à soutenir le Conseil, ce qui a conduit M. Serraj à porter contre lui une série d'accusations publiques, dont celle de fauteur de troubles⁷². M. Kebir et Tarik Yousef el-Magariaf, membre du Conseil d'administration de la Banque, ont indiqué au Groupe d'experts, que de leur point de vue, le Conseil lui-même était responsable des retards pris dans le financement. Ils ont déclaré qu'ils pouvaient accepter les ordres de paiement émanant uniquement du Ministère des finances et non pas directement des membres du Conseil. Ils ont ajouté que le budget d'urgence établi par le Conseil était de piètre qualité et insuffisamment détaillé.

211. Le Conseil de la présidence et la Banque centrale de Libye dans l'ouest du pays ont également eu d'autres échanges de vue, notamment sur la dévaluation du dinar libyen⁷³. Alors que le Conseil insistait sur la nécessité d'une dévaluation, plaçant cette question au centre des pourparlers de Rome et de Londres, la Banque centrale de l'ouest s'y est refusée. M. Magariaf a expliqué au Groupe que la Banque y était par principe favorable mais que le Conseil devait tout d'abord mettre en place plusieurs mesures de renforcement.

212. M. Hibri est considéré par le Gouvernement Thinni et la Chambre des députés comme le gouverneur de la Banque centrale de Libye. Bien qu'il n'exerce aucun contrôle sur le siège de la Banque à Tripoli et sur les recettes tirées des exportations de pétrole, son poids sur les finances publiques est considérable, ce qui met en ergue la scission que traverse l'institution.

213. Premièrement, à la suite de plaintes répétées pointant l'insuffisance des transferts de fonds en provenance de Tripoli (voir S/2016/209, par. 219), La Banque centrale de Libye dans l'ouest du pays a décidé d'imprimer ses propres billets. Elle a pour cela fait appel à une société différente du prestataire habituel de la Banque. Si d'indéniables efforts ont été consentis pour produire des billets presque identiques, d'importantes différences demeurent (voir annexe 56). Confronté également à une pénurie de liquidités dans la capitale, le Conseil de la présidence a approuvé la mise en circulation de ces billets et, partant, l'initiative de la Banque centrale dans l'est⁷⁴. Pourtant, la Banque centrale dans l'ouest du pays a bloqué la distribution de ces billets dans la capitale.

214. Deuxièmement, les administrateurs dans l'est du pays ont affirmé qu'une part importante des salaires à l'est n'avait pas été payée par la Banque centrale de Libye de l'ouest du pays. Ils ont estimé qu'à la fin de l'année 2016, M. Hibri avait décaissé plus de 3 milliards de dinars provenant de prêts commerciaux pour

⁷² Sami Zaptia, « Serraj blames Hafter, Saleh, Elkaber and Ghariani for Libya's problems », *Libya Herald*, 2 novembre 2016, disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2016/11/02/serraj-blames-hafter-salah-elkaber-and-ghariani-for-libyas-problems.

⁷³ La valeur du dinar sur le marché noir était bien inférieure à 3 dinars libyens par rapport au dollar américain au début d'avril 2016, juste après l'arrivée du Conseil de la présidence à Tripoli. Elle avait cependant pratiquement doublé pour dépasser les 5 dinars libyens à la fin du mois de juillet 2016, avant de subir une nouvelle hausse pour atteindre 7 dinars en mars 2017.

⁷⁴ Ajnadin Mustfa et Moutaz Ali, « PC decides it will now accept the east's new 'Russian' banknotes », *Libya Herald*, 26 mai 2016, disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2016/05/26/pc-decides-it-will-now-accept-the-east-s-new-russian-banknotes/.

résoudre le problème. Ces emprunts creusent la dette publique et devront être remboursés par un futur gouvernement unifié.

215. Les tentatives visant à unifier les deux branches concurrentes de la Banque, malgré quelques progrès en 2016, ont fini par échouer. MM. Kebir et Hibri se sont rencontrés à deux reprises en Tunisie au milieu de l'année, mais une troisième réunion prévue en Libye a été annulée. Il est peu probable qu'une solution soit trouvée à brève échéance. D'une part, la Banque centrale de Libye dans l'est du pays entend obtenir plusieurs concessions majeures : la conclusion d'un accord sur la distribution des billets (sous leurs deux variantes); l'augmentation des autorisations de lettres de crédit émises par la Banque à destination de l'est, qui, selon elle, ne dépassent pas actuellement 17 % du total au niveau national; le rétablissement de l'accès de la branche de l'est au système informatique de la Banque; et la prise en charge intégrale par la Banque de certaines dépenses de la branche de l'est. D'autre part, la réunification et le compromis ne semblent pas être une priorité de la branche de l'ouest qui manifestement se trouve dans une position plus favorable.

C. La Libyan Investment Authority

216. L'autorité exercée sur la Libyan Investment Authority est contestée depuis l'arrivée du Conseil de la présidence à Tripoli et cette contestation s'est accompagnée, à plusieurs reprises, de l'usage de la force.

217. Dans un premier temps, le Conseil de la présidence a maintenu les voies de communication avec les deux directeurs généraux rivaux, à savoir Hassan Bouhadi, qui exerce ses fonctions depuis le bureau maltais de l'Autorité, et Abdoumagid Breich, basé à Tripoli.

218. Lors d'un premier incident, le Gouvernement Thinni a contraint M. Bouhadi à approuver la nomination d'un nouveau directeur général, Ali Chamek. Le 25 juillet 2016, M. Bouhadi a été arrêté par le Département d'enquête criminelle de Benghazi et a fait l'objet d'intimidations et d'une interdiction de voyager, jusqu'à ce qu'il organise une réunion du conseil d'administration, qui a voté en faveur de M. Chamek (annexe 57). Le Gouvernement Thinni aurait dépêché « l'envoyé » Abdel Majid Mlekta, également chef d'un groupe armé, pour exercer de nouvelles pressions. Il semble que la mise à l'écart de M. Bouhadi soit liée à ses contacts avec le Conseil de la présidence. La résistance dans l'est du pays contre une éventuelle prise de contrôle de l'Autorité par le Conseil a été menée publiquement au moyen d'un boycottage par le député et membre du Conseil, M. Qatrani (voir annexe 58).

219. À la suite de ces événements, le Conseil de la présidence a désigné un nouveau « Comité directeur provisoire » qui ferait fonction à la fois de directeur général et de conseil d'administration jusqu'à ce qu'il parvienne à transférer la structure de gouvernance de l'Autorité à Tripoli au moyen de la procédure officielle réglementaire. Le Comité directeur était dirigé par un ancien membre du conseil d'administration de l'Autorité, Ali Mahmoud.

220. La nomination du Comité directeur a provoqué plusieurs incidents : M. Mahmoud s'est vu refuser l'accès des bureaux de l'Autorité à Tripoli, où M. Breich n'était pas disposé à quitter ses fonctions. Dans une lettre adressée au Groupe d'experts, M. Breich a affirmé que la décision du Conseil de la présidence de nommer le Comité directeur n'était pas valable car elle n'était pas conforme à la législation libyenne. Il a saisi le Tribunal administratif de Tripoli.

221. Le Comité directeur a contraint M. Breich à quitter les bureaux de l'Autorité avec l'aide de membres du personnel qu'il a identifiés comme faisant partie du

« Bureau de la sécurité et de la sûreté de la Tripoli Tower » et qui sont généralement armés. Tout le secteur de la Tripoli Tower était à l'époque sous le contrôle de la Force spéciale de dissuasion de M. Kara.

222. Le 5 février 2017, M. Breich a repris possession des bureaux de l'Autorité après un jugement rendu par le Tribunal administratif de Tripoli rejetant la nomination du Comité directeur par le Conseil de la présidence. Il était assisté pour son retour d'un petit groupe d'hommes qui semblaient être aux ordres de M. Kara. Le Comité directeur et le Conseil ont déclaré que ces hommes étaient armés, ce qu'a démenti M. Breich. En tout état de cause, il est clair pour le Groupe d'experts que c'est le personnel de sécurité qui contrôle la Tripoli Tower et détermine, en dernier ressort, qui occupe le siège de l'Autorité, une situation qui n'est pas tenable.

223. À la suite de la décision du Tribunal administratif de Tripoli, le Conseil de la présidence a remplacé le « Comité directeur provisoire » par un « Comité de gestion provisoire », dans une réplique exacte du décret précédent. Le Conseil a pris contact avec tous les hauts fonctionnaires et, se référant à M. Breich, a déclaré que « toutes relations avec des personnes ou organismes dépourvus de la capacité légale et légitime sont interdites, conformément aux décisions pertinentes du Conseil de la présidence » (voir annexe 62).

224. Entre-temps, le Comité de gestion a déménagé de la Tripoli Tower pour regagner une zone placée sous la protection d'un groupe armé commandé par Abd el-Gadir Roueyati.

225. Les divisions persistantes de la Libyan Investment Authority ont provoqué un regain d'incertitude chez le personnel, confronté à des pressions de toutes parts. Cette situation a conduit le 8 février à une grève dans les bureaux de Tripoli⁷⁵. La division de l'Autorité est l'un des principaux facteurs qui empêchent de traiter les informations persistantes faisant état de (tentatives de) détournements.

226. Entre-temps, tous les avoirs de l'Autorité qui étaient détenus hors de Libye avant le 16 septembre 2011 continuent d'être gelés, en application des résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. MM. Bouhadi et Breich ont confirmé au Groupe d'experts que la situation de gel des avoirs avait incité les banques et les gestionnaires de fonds à ne pas tenir compte des directives formulées par l'Autorité, attitude qui semble avoir été renforcée par l'incertitude entourant la question de savoir qui représente de manière légitime le fonds souverain.

227. Le Groupe d'experts a précédemment signalé la rigidité du régime de sanctions actuel et le fait que les avoirs de l'Autorité perdaient de la valeur lorsque les placements venaient à échéance du fait qu'ils ne pouvaient pas être réinvestis (voir S/2016/209 par. 252 et suivants). Cette situation n'a pas évolué, ce qui a irrité les administrateurs de l'Autorité. Il sera toutefois difficile de modifier le régime des sanctions et de régler ces questions de gestion tant que le fonds restera divisé. Le gel des avoirs n'a été contesté par aucune des parties en cause.

D. La Libyan Post, Telecommunications and Information Technology Company

228. La Libyan Post, Telecommunications and Information Technology Company est également une institution stratégique clef qui risque de se scinder ou de subir des

⁷⁵ Sami Zaptia, « Mass staff walkout at LIA's Tripoli Tower HQ in protest at continued disputed chairmanship », *Libya Herald*, 9 février 2017, disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2017/02/09/mass-staff-walkout-at-lias-tripoli-tower-hq-in-protest-at-continued-disputed-chairmanship.

détournements de fonds. Elle pèse 20 milliards de dollars, dont 7 milliards en actifs de trésorerie dans des banques à Tripoli. En 2015 et 2016, son chiffre d'affaires représentait plus de 10 % du budget libyen. Elle est également un gros employeur et compte plus de 17 000 salariés.

229. Le contrôle de l'entreprise est essentiellement assumé par la direction nommée en 2013, basée tout d'abord à Beïda, puis à Malte depuis août 2014. Cette direction, assurée par le Président Faisal Gergab, est également reconnue par le Conseil de la présidence (voir annexe 59) et peut se déplacer assez librement dans tout le pays, y compris à Tripoli. Néanmoins, son autorité, contestée à l'est comme à l'ouest du pays, ne s'étend pas à l'ensemble de ses filiales. Elle n'a en outre pas accès au siège de Tripoli.

230. La plus forte contestation de cette direction émane de personnes qui ont des liens avec le Gouvernement de salut national. En octobre 2014, ce dernier a nommé un « Comité directeur » provisoire, dirigé par Majdi el-Chibani, pour tenter de remplacer la structure traditionnelle de gouvernance de l'entreprise. M. Chibani et son remplaçant, M. Adel Markows, étaient tous deux sous l'autorité de l'ancien Ministre des télécommunications du Gouvernement de salut national, Sami el-Fantazi, également commandant de la Force nationale mobile (voir par. 169), un groupe armé. M. Fantazi est toujours à la tête du Ministère des télécommunications et ses forces contrôlent le siège de l'entreprise, sise rue Zaouïa.

231. Le Groupe d'experts a reçu des informations selon lesquelles M. Fantazi et le « Comité directeur » transféraient, depuis 2014, les actifs de la société au Gouvernement de salut national. Le Groupe d'experts enquête sur des documents et l'allégation selon laquelle ils ont apporté une aide financière directe au Gouvernement de salut national à au moins deux occasions (voir annexe 60).

232. Le Gouvernement Thinni a également cherché à renforcer son contrôle sur la structure de gouvernance institutionnelle de l'entreprise, reproduisant le modèle de la Libyan Investment Authority. Il semble toutefois que ces tentatives aient échoué.

E. La Libyan African Investment Portfolio

233. Filiale de la Libyan Investment Authority, La Libyan African Investment Portfolio figure séparément sur la Liste. Il s'agit d'un fonds d'investissement d'une valeur totale de plus de 3 milliards de dollars. Compte tenu de son lien institutionnel avec l'Autorité, elle est en proie aux mêmes divisions, quoique dans une moindre mesure.

234. En 2014, lors de l'opération Fajr, le directeur général de l'époque, Ahmed Kachada, a transféré les bureaux du fonds à Malte. Le Gouvernement de salut national a nommé une nouvelle direction, ce qui a créé deux institutions parallèles. Bien que le contrôle du fonds semble pour l'essentiel exercé par M. Kachada, son autorité a maintes fois été contestée, et il est même arrivé que certaines filiales aient pris, semble-t-il, leurs instructions auprès de la direction rivale. Par ailleurs, M. Kachada se voit également refuser l'accès au siège de la Tripoli Tower par la Force spéciale de dissuasion, commandée par M. Kara.

235. Contrairement au Comité directeur de la Libyan Investment Authority, M. Kachada a gagné son procès contre ses rivaux de Tripoli, ce qui, pour l'instant, ne l'a pas aidé à obtenir l'accès à la Tripoli Tower.

236. La situation de la Libyan Investment Authority est révélatrice des agissements et des intérêts des groupes armés. Plusieurs cas d'ingérence des groupes armés ont été rapportés. Tout comme la Libyan Post, Telecommunications and Information

Technology Company, la Libyan African Investment Portfolio et ses filiales ont accès à des liquidités et des ressources considérables en Libye, ce qui leur a permis, par exemple, de « faciliter » le règlement des frais de voyage et dépenses de fonctionnement du Conseil de la présidence. Toutefois, cela fait aussi d'elles des cibles évidentes pour les groupes armés et les personnalités politiques en quête de financement. On trouvera à l'annexe 61 un récapitulatif des incidents ainsi que les pièces justificatives correspondantes.

F. La Libyan Foreign Investment Company

237. La Libyan Foreign Investment Company, qui officie sous l'acronyme LAFICO, est la filiale de la Libyan Investment Authority qui compte le plus grand nombre d'entités. Toutefois, elle ne possède pas beaucoup d'avoirs en Libye même et, de manière générale, ne dispose que de peu de liquidités, ce qui en fait un candidat moins propice aux tentatives de détournement. De fait, la LAFICO continue de mener ses activités depuis la Tripoli Tower, dans une relative stabilité. Son poste de directeur général, occupé par Khaled Algonsel, n'est pas contesté.

238. Si l'acronyme LAFICO n'apparaît actuellement pas dans la Liste, le nom complet de la société y figure, sous une appellation de la Libyan Investment Authority (LYe.001), accompagné du sigle LFIC⁷⁶. Son inscription sous cette appellation est erronée. Comme indiqué précédemment (voir S/2013/99, par. 225), il s'agit en réalité d'une filiale et non d'un prédécesseur de la Libyan Investment Authority. La confusion susceptible de découler de cette erreur n'a pas eu d'incidence sur les activités de la société. Hormis quelques-unes de ses filiales situées au Royaume-Uni (Baroque Investments Limited et Ashton Global Investments Limited), dont les avoirs ont été gelés en vertu d'une inscription sur une liste distincte de l'Union européenne, la LAFICO a librement accès à ses avoirs. Néanmoins, plusieurs États Membres ont demandé au Comité des éclaircissements sur les filiales de la société (voir recommandation 7).

IX. Financement des groupes armés

239. Les groupes armés peuvent compter sur diverses sources de financement, dont la plupart ont été mises au jour dans les précédents rapports du Groupe d'experts. Pendant la période considérée, le Groupe a concentré son enquête sur quatre sources importantes : la contrebande de carburant, la traite des personnes, l'ingérence dans les affaires des institutions et le commerce local d'armes. Ses constatations antérieures concernant les revenus générés par d'autres activités criminelles et les financements publics sont toujours d'actualité.

A. Contrebande de carburant

1. Par voie maritime

240. La National Oil Corporation a décidé de lutter activement contre la contrebande de carburant. Brega Petroleum, l'une de ses filiales, a mis sur pied un comité de contrôle du pétrole et des dérivés du pétrole chargé d'étudier le problème; sur la base de ses constatations, la National Oil Corporation a pris des mesures contre certaines entreprises et personnes⁷⁷ au début de l'année 2017. Plus

⁷⁶ Il semble que la société n'utilise pas ce sigle mais continue d'utiliser l'acronyme LAFICO.

⁷⁷ Abdulkader Assad, « Attorney General's office issues arrest warrants, travel bans against several government officials », *Libya Observer*, 26 janvier 2017, disponible à l'adresse suivante :

exactement, elle a accusé les forces de surveillance des champs pétrolifères de la raffinerie de Zaouïa de prendre part à des opérations de contrebande de carburant (voir recommandation 11)⁷⁸.

241. Le Groupe d'experts continue de surveiller les navires aux itinéraires suspects dans les environs de la ville côtière de Zouara. Les personnes et sociétés mentionnées dans les rapports précédents sont toujours en activité (voir S/2016/209, par. 205 et 206). En 2016, les gardes-côtes libyens ont saisi dans le même secteur plusieurs navires ayant servi dans des affaires de contrebande de carburant (voir annexe 63) :

Nom	N°OMI	Pavillon	Date de la saisie	Section de l'annexe 63
<i>Captain Khayyam</i>	8927814	<i>Sierra Leone</i>	13 février 2016	A
<i>San Gwann</i>	8987515	<i>Togo</i>	10 mai 2016	B
<i>Temeteron</i>	8917170	<i>Belize</i>	28 juin 2016	C

242. Les réseaux criminels fournissent des informations aux gardes-côtes pour empêcher les gangs rivaux de mener à bien des opérations de contrebande. Les gardes-côtes de Zaouïa trempent également dans ce trafic⁷⁹.

243. Les navires suivants ont retenu l'attention du Groupe d'experts pendant la période considérée :

Nom	N°OMI	Pavillon	Section de l'annexe 64
<i>Sukran C</i>	9280196	Turquie	A
<i>Selay</i>	8870865	Turquie	B
<i>Haci Telli</i>	9353163	Turquie	C
<i>Hulin</i>	9447043	Malte	D
<i>Transnav Hazel</i>	9452268	Inconnu	E
<i>Aqasia</i>	9556753	Malte	F
<i>Bukhara</i>	9015345	Palaos	G
<i>Sichem Singapore</i>	9322061	Malte	H

244. Le 17 juillet 2016, la Commission de l'économie, du commerce et de l'investissement⁸⁰ de la Chambre des députés a publié une déclaration, adressée aux autorités maltaises, rappelant que les produits subventionnés ne peuvent pas être exportés (voir annexe 65). Le 25 octobre 2016, la National Oil Corporation dans l'ouest du pays a adressé au Ministère des affaires étrangères une lettre dans laquelle elle lui a demandé de rappeler aux pays voisins qu'elle est la seule entité habilitée par la loi à importer ou à exporter du pétrole brut et ses dérivés (voir annexe 66).

[www.libyaobserver.ly/economy/attorney-general %E2 %80 %99s-office-issues-arrest-warrants-travel-bans-against-several-government](http://www.libyaobserver.ly/economy/attorney-general-%E2%99%99s-office-issues-arrest-warrants-travel-bans-against-several-government).

⁷⁸ Abdulkader Assad, « PFG relinquishes Al-Zawiya refinery, NOC moves to secure it », *Libya Observer*, 7 janvier 2017, disponible à l'adresse suivante : www.libyaobserver.ly/news/pfg-relinquishes-al-zawiya-refinery-noc-moves-secure-it.

⁷⁹ Tom Kington, « EU navies find training Libyan coastguard no easy task », *Defense News*, 20 mars 2017, disponible à l'adresse suivante : www.defensenews.com/articles/eu-navies-find-training-libyan-coast-guard-no-easy-task.

⁸⁰ Présidé par Ali Faraj el-Qatrani, membre du Conseil de la présidence.

245. Comme indiqué au paragraphe 240, le chef des forces de surveillance des champs pétrolifères de Zaouïa, Mohamed Kochlaf, aussi connu sous les noms de Kasib et Gsab (voir par. 105 et 258), est impliqué dans des opérations d'achat de carburant destiné à des contrebandiers. Il est également à la tête de la milice « Nasr »⁸¹. Son frère, Walid Kochlaf, aussi appelé Walid el-Hadi el-Arbi Kochlaf, s'occupe du volet financier de leurs activités. Le chef des gardes-côtes de Zaouïa, Abd el-Rahman Milad, alias Bija (voir aussi les paragraphes 59, 105 et 258), collabore étroitement avec Kochlaf dans des affaires de contrebande de carburant.

246. Ibrahim Hneich, qui dirige son propre groupe armé, est lui aussi un contrebandier notable opérant à Zaouïa⁸².

247. À l'autre bout de la chaîne du commerce de carburant, des entreprises de courtage prennent contact avec des propriétaires de navires par des voies de communication classiques pour acheter du pétrole en Libye (voir annexe 67). Lorsqu'elle est mise au courant de ces offres, la National Oil Corporation contacte les entreprises en question pour leur rappeler la nature illégale des contrats proposés.

248. Les capitaines de navires reçoivent des contrebandiers des documents en apparence officiels. Certains d'entre eux, lorsqu'ils sont contactés à la suite de la saisie d'un de leurs navires, invoquent ces documents comme preuve de la légalité de la cargaison.

249. À la connaissance du Groupe d'experts, l'affaire du *Sichem Singapore* (voir annexe 64, section H) constituait la première tentative de vente d'un produit extrait et transformé (en pétrole lourd) en Libye. Toujours selon les informations dont dispose le Groupe, il s'agissait également de la première tentative de contrebande depuis la côte est. Ces faits inédits montrent que le problème peut rapidement prendre de l'ampleur en l'absence de véritables moyens de dissuasion (voir recommandation 10).

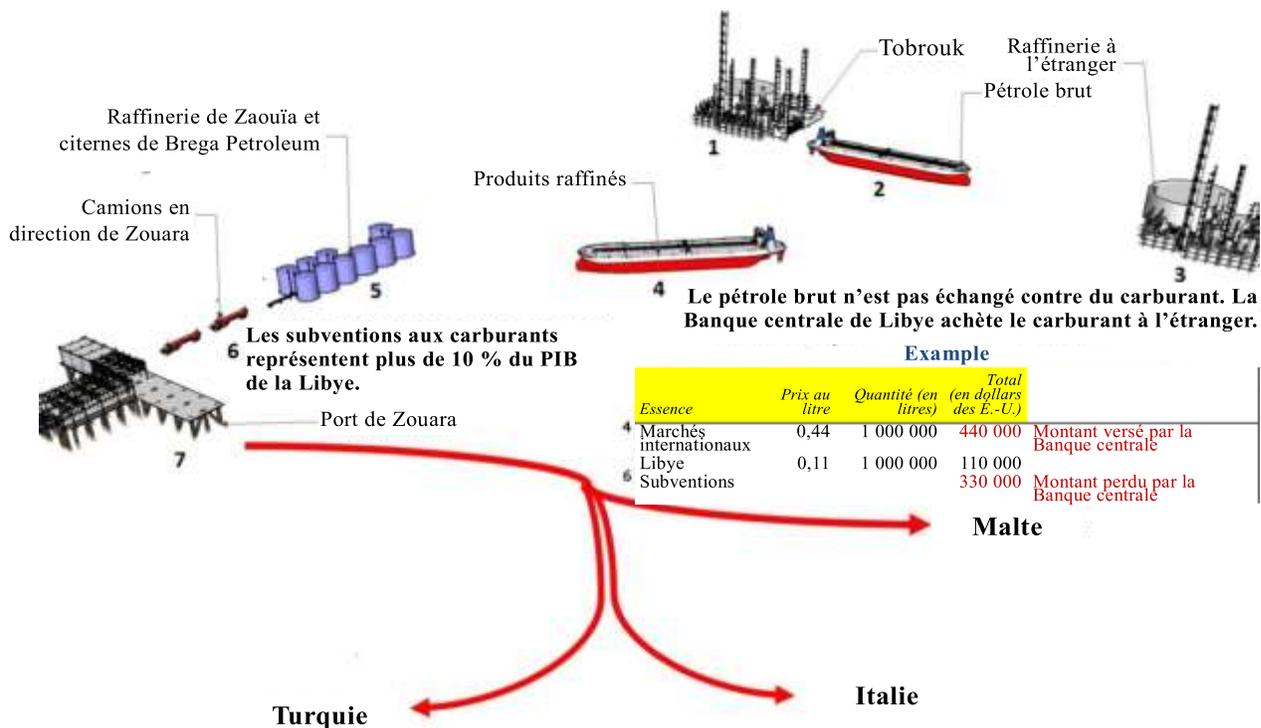
250. La National Oil Corporation dans l'est du pays a nié toute implication dans l'affaire, bien qu'au moins un des membres de son conseil d'administration semble l'avoir été. Il pourrait donc y avoir au sein du conseil des dissensions qui ont amené certains de ses membres à prendre des mesures unilatérales (voir par. 201).

251. La figure 31 illustre le préjudice financier subi par la Libye du fait de la contrebande de carburant, qui pèse à la fois sur la production de pétrole brut et sur le système de subventions aux carburants.

⁸¹ Sami Zaptia, « PFG western division Nasr brigade withdraws from Zawia refinery after Sanalla public accusation of fuel smuggling collusion », *Libya Herald*, 5 janvier 2017, disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2017/01/06/pfg-western-division-nasr-brigade-withdraws-from-zawia-refinery-after-sanalla-public-accusation-of-fuel-smuggling-collusion.

⁸² Moutaz Ali, « Zawia elders attempt new ceasefire as clashes erupt again », *Libya Herald*, 9 novembre 2016, disponible à l'adresse suivante : www.libyaherald.com/2016/11/09/zawia-elders-attempt-new-ceasefire-as-clashes-erupt-again.

Figure 31
Cycle du pétrole libyen



Source : Groupe d'experts.

2. Par voie terrestre

252. Le carburant est transporté de Zaouïa à Zouara, Ajeilat, Riqdalin et Joumeil, puis acheminé par voie terrestre jusqu'à la Tunisie.

253. Le comité de contrôle du pétrole et des dérivés du pétrole a effectué une visite sur le terrain à Ras Adjir et à Zouara en juillet 2016. Son rapport a été présenté au Conseil de la présidence par l'intermédiaire de la National Oil Corporation et porte sur la contrebande par voies terrestre et maritime (voir annexe 68). Ce commerce est également devenu une source de préoccupation pour les autorités tunisiennes.

254. Récemment, on a appris que des mesures avaient été prises pour endiguer les flux illicites⁸³.

B. Trafic de migrants et traite des personnes

255. Le trafic de migrants et la traite des personnes font partie des mêmes circuits que d'autres trafics, notamment d'armes, de drogues et d'or. Les groupes armés y participent activement ou prélèvent une commission. Pratiquement rien n'est fait pour lutter contre le phénomène, faute de forces de sécurité fiables.

⁸³ Abdulkader Assad, « Fuel and gas crisis committee confirms success of anti-fuel-smuggling campaign », *Libya Observer*, 1^{er} avril 2017, disponible à l'adresse suivante : www.libyaobserver.ly/news/fuel-and-gas-crisis-committee-confirms-success-anti-fuel-smuggling-campaign.

1. Ouest de la Libye

256. Les migrants en provenance d'Agadez (Niger) sont regroupés dans des entrepôts situés à Qatroun, Aoubari, Sabha et Mourzouq, où plusieurs groupes « facilitent » le trafic, moyennant une commission. Les passeurs tébou et touaregs permettent aux migrants de traverser la frontière sud. Les chefs tébou, tels que Adamu Tchéké et Abou Bakr el-Souqi, prélèvent un droit de passage sur le tronçon reliant la frontière à Sabha. Les chefs touaregs, notamment Cherif Aberdine⁸⁴, contrôlent la route qui mène à Mourzouq.

257. À Sabha, des membres de la tribu Aoulad Souleïman organiseraient le trafic. Quant au trajet de Ghadamès à Bani Walid et Nalout, il est souvent fait mention des noms des Zintanais Mohamed Maatoug et Ali Salek, d'importants trafiquants de migrants (et de cannabis).

258. Sur la côte, les principaux facilitateurs sont basés à Zaouïa, Zouara et Sabrata. Il s'agit notamment des chefs de groupe armé Mohamed Kochlaf et Ahmed Dabbchi (alias Amou). Le chef des gardes-côtes Abd al-Rahman Milad (alias Bija) collabore avec Kochlaf (voir par. 59, 105 et 245)⁸⁵. Le principal lieu de départ semble être Talil Beach, plage située dans un complexe touristique à Sabrata.

2. Est de la Libye

259. La route de l'Est est gérée par des « fixeurs » venus d'Érythrée, d'Éthiopie et de Somalie, qui recensent les candidats au départ et s'occupent des aspects financiers. Les passeurs libyens organisent le transport sur leur territoire. Les migrants qui ont effectué ce trajet mentionnent systématiquement que des hommes en tenue encadraient leurs déplacements.

260. Dans la région frontalière de Koufra, la coordination serait assurée par les Tébou, les Zoueï et des membres des Forces d'appui rapide du Soudan déployés le long de la frontière⁸⁶.

261. Jusqu'en 2016, la plupart des migrants étaient emmenés de Koufra à Ajdabiya, où ils étaient placés sous l'autorité du commandant des forces de surveillance des champs pétrolifères, Ibrahim Jadhra. Un Érythréen détenu à Ajdabiya pendant un an a confié au Groupe d'experts que les migrants étaient mis à contribution par les forces de surveillance des champs pétrolifères pour des opérations de déminage alors qu'ils n'avaient reçu aucune formation militaire et ne portaient pas d'équipement de protection. Les forces de surveillance ont fini par le transférer dans un autre groupe armé à Sabrata.

262. Le Groupe d'experts enquête sur plusieurs virements bancaires effectués par des proches de migrants installés en Suède. Ces dépôts sont versés sur les comptes bancaires suédois des passeurs, puis transitent par des réseaux parabancaires hawalas situés au Soudan et à Doubaï (Émirats arabes unis), où l'argent est blanchi.

⁸⁴ Il peut s'agir d'un alias utilisé par le passeur en référence à Cherif Abidine, ancien conseiller du Président nigérien et passeur notoire, décédé en février 2016.

⁸⁵ Nancy Porsia, « The kingpin of Libya's human trafficking mafia », TRT World, 22 février 2017, disponible à l'adresse suivante : www.trtworld.com/magazine/the-kingpin-of-libyas-human-trafficking-mafia-301505.

⁸⁶ Suliman Baldo, « Border control from hell : how the EU's migration partnership legitimizes Sudan's 'militia State' », The Enough Project, avril 2017, disponible à l'adresse suivante : www.enoughproject.org/files/BorderControl_April2017_Enough_Finals.pdf.

C. Ingérence des groupes armés dans les affaires des institutions publiques

263. Les groupes armés s'ingèrent de plus en plus dans les affaires des institutions publiques. Les constatations du Groupe d'experts à ce sujet figurent à la section VIII.

D. Commerce local d'armes

264. Le commerce d'armes à l'intérieur de la Libye est une importante source de revenus pour divers groupes armés. Le Groupe d'experts a reçu des informations selon lesquelles des marchés de Zintan, Misrata, Ajdabiya et Waw étaient le théâtre d'un commerce actif d'armes. On peut également y trouver des systèmes d'artillerie plus avancés. Un système antichar Milan en état de fonctionnement y est par exemple vendu avec quatre missiles pour 9 000 dollars. Dans certains cas, les armes sont proposées avec les services de combattants.

265. Les armes sont également vendues sur des marchés virtuels. Le Groupe d'experts continue de surveiller les offres de vente publiées sur les pages Facebook libyennes. L'organisation Small Arms Survey a récemment mis en lumière la présence des groupes armés et de leurs membres sur ces marchés (voir annexe 33)⁸⁷.

266. Enfin, des groupes armés modifient également à des fins militaires du matériel non létal tel que des pick-up ou des fusils et munitions à blanc (voir par. 164 et annexe 46).

X. Application du gel des avoirs

A. Avoirs gelés

1. Mutassim Qadhafi

267. Le Groupe d'experts s'emploie à analyser les comptes bancaires de trois sociétés écrans suspectes et imbriquées, basées à Malte et ayant appartenu à Mutassim Qadhafi (LYi.014), aujourd'hui décédé. La première, Mezen International Limited, n'était plus active au moment du gel des avoirs de Qadhafi, et ne présente un intérêt que parce qu'elle prouve que les trois sociétés étaient liées. En juin 2010, lorsque le principal compte de la société a été clôturé, le solde restant, soit plus de 55 millions d'euros, a été transféré vers une deuxième société, Capital Resources Limited, dont les comptes maltais ont été bloqués au titre des sanctions.

268. Cependant, la principale source d'approvisionnement du compte de la société Mezen en 2010 était une troisième entreprise, Moncada International Limited, d'où ont été transférés cette année-là plus de 40 millions d'euros en trois versements. En outre, deux semaines avant la clôture du compte de la société Mezen, 3 millions d'euros ont été virés sur le compte de la société Moncada. Les autorités maltaises ont fait savoir au Groupe d'experts que Moncada avait été radiée du registre des sociétés en septembre 2013. Néanmoins, l'analyse des comptes de l'entreprise révèle que des sommes d'argent considérables ont été transférées après le 26 février 2011, alors que Qadhafi était inscrit sur la Liste. Du 26 février au 14 juillet 2011, 10 millions d'euros ont été virés depuis le compte de la société Moncada, qui n'a jamais été bloqué. Le Groupe a récemment écrit aux autorités maltaises pour

⁸⁷ N.R. Jenzen-Jones et Ian McCollum, « Web trafficking : analysing the online trade of small arms and light weapons in Libya », Working Paper n° 26, Small Arms Survey, avril 2017.

souligner qu'il était crucial de retracer le parcours de cet argent et d'enquêter sur sa provenance.

269. Par ailleurs, le Groupe d'experts a demandé aux autorités italiennes ce qu'il était advenu d'un appartement de luxe qui aurait appartenu à Mutassim Qadhafi. Le bien immobilier, d'une valeur de 5,5 millions d'euros, semble avoir été acheté par une société écran, Diamond VIP Service SRL. L'un des associés de cette société, Saleh R. KH. Drah, était un directeur de Moncada International Limited. Le titre de propriété est au nom d'Ali Ahmed Beinen, lui aussi associé de Diamond VIP. Beinen est soupçonné par des avocats libyens d'avoir été un proche collaborateur de Qadhafi. En outre, au cours du mois précédant l'achat de l'appartement, Beinen a reçu 91 000 euros d'honoraires de la part de Moncada pour des services de consultation. La locataire actuelle de l'appartement, Vanessa Hessler, a déclaré publiquement avoir entretenu une liaison avec Qadhafi. Elle a également intenté une action en justice contre Beinen devant un tribunal de Rome, affirmant que l'appartement lui avait été offert par Qadhafi, le véritable propriétaire du bien (voir annexe 69). Les autorités italiennes ont répondu au Groupe que rien ne permettait actuellement de relier le bien immobilier à Qadhafi, et qu'il ne pouvait donc pas être gelé.

2. Saadi Qadhafi

270. Le Groupe d'experts poursuit son enquête sur les sources d'approvisionnement d'un compte de la société ougandaise Aurelius Holdings, dont les fonds étaient détenus au nom de Saadi Qadhafi (voir [S/2016/209](#), par. 268 à 270) et devaient être transférés du Niger vers l'Ouganda. Le solde du compte était de plus de 1 million de dollars, dont la majeure partie provenait de quatre transactions : trois virements bancaires et un dépôt en espèces. Tous les transferts effectués sur ce compte constituaient des violations du gel des avoirs.

271. Le déposant du transfert en espèces est l'Ougandais Paul Nkangi, assistant personnel de Habib Kagimu, qui était le codirecteur d'Aurelius et l'un des deux signataires du compte bancaire de la société. Plusieurs déclarations contradictoires ont été faites quant aux moyens d'obtention de ces espèces, et le Groupe d'experts n'a pu en confirmer aucune. Le Groupe est au courant que Qadhafi avait accès à des fonds d'au moins 2 millions de dollars lorsqu'il résidait au Niger (voir annexe 70), dont d'importantes sommes en espèces.

272. Le Groupe d'experts a établi que l'un des transferts effectués sur le compte d'Aurelius provenait de la société Al-Firdaws International Trading Company, sise en Tunisie. Les autorités tunisiennes ont confirmé au Groupe l'implication de Firdaws et l'ont informé que les comptes de la société avaient été gelés en raison de soupçons de blanchiment d'argent. Il est important de noter que 600 000 dollars ont été déposés en espèces sur le compte de Firdaws le jour où 400 000 dollars ont été transférés de ce même compte vers celui de la société Aurelius.

273. Le Groupe d'experts a également répertorié une seconde société depuis laquelle un versement a été effectué sur le compte d'Aurelius : Adena Way General Trading. Cette entreprise sise aux Émirats arabes unis est dirigée par un Libyen, Adel Abdalla Omar Deyab. Ses comptes aux Émirats ne faisaient état d'aucun versement à Aurelius et ont été clôturés en août 2014. Toutefois, elle détient un deuxième compte en Tunisie, et c'est depuis ce compte qu'a été fait le versement au profit d'Aurelius, le prétexte invoqué étant le paiement d'une cargaison de thé. L'analyse des comptes situés aux Émirats a révélé des transferts réguliers, entrants et sortants, de montants importants et relativement ronds, typiques d'opérations de blanchiment d'argent. Elle a également permis d'établir un lien avec le compte tunisien d'Adena Way. Avant d'être débité du montant envoyé à Aurelius, le compte

tunisien d'Adena Way a été crédité d'un paiement provenant d'une société libyenne. Le Groupe enquête sur ce transfert.

274. Le Groupe d'experts n'a pas pu déterminer l'origine du troisième virement. Il a demandé à deux reprises aux autorités ougandaises de lui fournir des copies de tous les documents bancaires pertinents et de l'aider à organiser une rencontre avec Nkangi et Kagimu. Ces sollicitations sont restées sans réponse.

275. La diversité des sources d'approvisionnement du compte de la société Aurelius, ouvert pour permettre à Saadi Qadhafi de se rendre en Ouganda au besoin, témoigne de la complexité de l'organisation des finances de membres de l'ancien régime. Elle montre également que nombre des transactions effectuées sont des dépôts en espèces de montants substantiels. La recherche de ces fonds nécessitera des ressources considérables et des efforts tenaces. De l'avis de Groupe d'experts, elle ne sera possible qu'une fois que la Libye sera à nouveau stable et qu'une autorité incontestée délivrera aux enquêteurs du pays un mandat indiscutable (voir recommandations 8 et 9).

3. Hannibal Qadhafi

276. Il ressort des informations reçues par le Groupe d'experts qu'avant la révolution de 2011, pendant des années, Hannibal Qadhafi recevait régulièrement des sommes importantes de la part d'un groupe d'au moins quatre sociétés, à savoir : Mariner for Maritime Transport, Golden Delta Mariner Shipping, Diamond Delta Mariner Shipping et Um al-Houqol. Ces sociétés partagent des liens étroits pour ce qui est de leurs actionnaires, leur direction et leur emplacement.

277. Dans le cas de Mariner for Maritime Transport, il existe des documents (voir annexe 71) prouvant que M. Qadhafi siégeait au conseil de l'entreprise. Des sources libyennes le soupçonnent toutefois d'en avoir été le véritable propriétaire.

278. Les revenus de Mariner semblent provenir principalement du secteur pétrolier et gazier libyen, entre autres de la National Oil Corporation, de Mabruk Oil Operations, de la raffinerie de pétrole et de gaz de Zaouïa et de la Brega Marketing Company. Des versements mensuels de plusieurs centaines de milliers d'euros et de dollars des États-Unis ont en outre été effectués depuis les comptes de ces sociétés vers divers lieux. On a déterminé que certaines de ces opérations, inscrites sous des descriptifs peu plausibles comme « prêt personnel », étaient en fait des versements directs sur le compte personnel d'Hannibal Qadhafi. Le Groupe d'experts peine à saisir la nature des services que Mariner aurait prêté aux dites sociétés pour justifier ces versements, si tant est que ces services soient réels.

279. Après le 26 février 2011, les transferts de fonds vers les différents comptes de Mariner ont cessé⁸⁸. Les dirigeants de la société ont toutefois continué de participer à nombre d'entreprises internationales dotées de comptes ou d'activités à l'étranger, y compris à Chypre, en Italie et en Tunisie. Les activités véritables de ces entreprises, dont les noms sont souvent analogues, ne sont pas claires, mais des montants très importants – des millions en devises – ont continué de transiter par ces comptes au cours des années qui ont suivi la révolution. Certains de ces mouvements semblent suspects : on observe ainsi qu'une société dissoute le 21 octobre 2009 continue d'émettre des dividendes substantiels et de faire des virements.

280. Ces mouvements suspects font penser que les entités impliquées pourraient être ou avoir été des sociétés écrans. Compte tenu des liens établis précédemment

⁸⁸ À l'exception d'un versement effectué par la raffinerie de gaz et de pétrole de Mellita pour une valeur de 1 137 000 euros en avril 2011.

entre ces sociétés, leurs dirigeants et Hannibal Qadhafi, il se pourrait que ces personnes continuent de gérer les fonds pour le compte d'individus inscrits sur la Liste, contrevenant ainsi au gel des avoirs. Le Groupe d'experts poursuit son enquête auprès des États Membres concernés.

4. Royaume-Uni

281. Le Groupe d'experts a interrogé le Royaume-Uni au sujet d'une enquête en cours sur les avoirs d'individus proches du régime déchu, mais ses tentatives sont jusqu'ici restées infructueuses.

B. Avoirs volés

282. Le Groupe d'experts enquête en outre sur les avoirs libyens volés qui sont soit contrôlés par une personne ou une entité inscrite sur la Liste, soit menacés de détournement, soit les deux. De tels avoirs ont été signalés dans plusieurs pays d'Afrique. En ce qui concerne les fonds contrôlés par des individus inscrits sur la Liste, le gel est impératif. S'agissant des fonds que l'une des factions politiques rivales en Libye cherche à obtenir, il faut se prémunir contre tout détournement ou tout usage destiné à financer des actes menaçant la paix et la sécurité dans le pays. Dans tous les cas, la plus grande transparence est de mise (voir recommandation 6).

283. L'urgence de recenser et d'immobiliser ces avoirs est l'un des principaux motifs pour lesquels une Cellule de recouvrement d'avoirs volés a été recrée à la Banque centrale en août 2016 : elle est sous l'autorité directe du Gouverneur de la Banque centrale à Tripoli et fonctionne en coopération avec le département du contentieux du Ministère de la justice libyen et le bureau du procureur général. Le Groupe n'est pas convaincu que les trois parties concernées soient entièrement dévouées aux efforts de la Cellule. Celle-ci a activement cherché à contacter certains acteurs. Il ne semble pas que le Conseil de la présidence ait participé à créer la Cellule ou à définir ses orientations (voir recommandation 8).

284. On trouvera à l'annexe 72 de plus amples renseignements sur les enquêtes du Groupe d'experts en matière d'avoirs volés, dont la nouvelle Unité de recouvrement d'avoirs volés libyenne est également saisie.

XI. Mise en œuvre de l'interdiction de voyager

285. Le Groupe d'experts a formulé les observations ci-après concernant l'emplacement actuel et les mouvements des individus inscrits sur la Liste.

286. Safia Farkash Al-Barassi (LYi.019) a confirmé qu'elle résidait actuellement en Égypte, mais a demandé une dérogation pour se rendre à Oman pour des raisons humanitaires. Le Comité a approuvé sa requête.

287. Le Groupe d'experts a confirmé la présence d'Hannibal Qadhafi (LYi.010) au Liban. D'après les informations fournies par ce pays, M. Qadhafi aurait résidé « en République arabe syrienne en tant que réfugié politique », puis aurait été « enlevé par un groupe armé et emmené illégalement au Liban le 6 décembre 2015 ». Après avoir été libéré par ses ravisseurs, M. Qadhafi a été détenu par la Section du renseignement de la Direction générale des Forces de sécurité intérieure libanaises.

288. D'autres sources ont confirmé qu'Hannibal Qadhafi avait auparavant séjourné à Damas. La République arabe syrienne n'a pas donné suite à la demande d'information que lui a adressé le Groupe d'experts. D'après le Liban, le déplacement de M. Qadhafi dans ce pays s'est déroulé à l'insu des autorités

libanaises et sans leur aval, ce que corroborent d'autres sources : il ne constitue donc pas une violation mais un cas de non-respect.

289. D'après les informations disponibles, il semblerait en revanche que l'arrivée d'Hannibal Qadhafi en République arabe syrienne constitue une violation de l'interdiction de voyager.

XII. Recommandations

290. Le Groupe d'experts recommande les mesures suivantes :

Embargo sur les armes

Au Conseil de sécurité

Recommandation 1. Clarifier, dans l'intérêt de tous les États Membres, quel mécanisme ceux-ci pourraient employer pour repérer les forces nationales de sécurité contrôlées par le Gouvernement d'entente nationale qui pourraient bénéficier de l'exception pour cause d'assistance technique, de formation ou d'aide financière prévue au paragraphe 10 de la résolution [2095 \(2013\)](#) [voir par. 29, 52, 94 et 155]

Recommandation 2. Tout en maintenant l'exception pour cause d'assistance technique, de formation ou d'aide financière prévue au paragraphe 10 de la résolution [2095 \(2013\)](#), éliminer celle prévue au même paragraphe concernant les fournitures de matériel militaire non létal ayant pour but exclusif l'aide au Gouvernement libyen pour la sécurité ou le désarmement, en revenant, pour ce qui est de ce matériel, à la procédure décrite au paragraphe 13 a) de la résolution [2009 \(2011\)](#) [voir par. 155 et 164]

Au Comité

Recommandation 3. Rendre publiquement disponible, après que le référent désigné au titre de la résolution [2278 \(2016\)](#) la lui aura communiquée, la structure des forces de sécurité placées sous le contrôle du Gouvernement d'entente nationale, ce qui serait utile aux États Membres qui veulent autoriser la fourniture d'une assistance en matière de sécurité à la Libye [voir par. 52 et 155]

Recommandation 4. Envisager de reclasser le matériel d'interception électronique comme matériel militaire aux fins du régime de sanctions imposé à la Libye et d'en informer l'ensemble des États Membres [voir par. 169]

Aux États Membres

Recommandation 5. Intensifier la coopération régionale en matière de contrôle aérien de façon à dissuader tout contournement par voie aérienne de l'embargo sur les armes, à détecter les violations et à en rendre compte au Comité [voir par. 129]

Gel des avoirs

Au Conseil de sécurité

Recommandation 6. Faire obligation aux États Membres de l'informer de la présence sur leur territoire d'avoirs volés libyens avant de les remettre au Gouvernement libyen, et de tout rapport que ceux-ci pourraient entretenir avec des individus ou des entités inscrits sur la Liste [voir par. 282]

Au Comité

Recommandation 7. Supprimer l'expression « Autre(s) nom(s) connu(s) : Libyan Foreign Investment Company (LFIC) » sous l'entrée concernant la Libyan Investment Authority (LIA) (LYe.001) dans la Liste récapitulative relative aux sanctions ou, à défaut, ajouter à la rubrique « Autre(s) nom(s) connu(s) » la mention « Libyan Foreign Investment Company (LAFICO) » [voir par. 238]

À la Libye

Recommandation 8. Fournir l'accès, le soutien et les ressources nécessaires à la Cellule de recouvrement d'avoirs volés de la Banque centrale de Libye [voir par. 275]

Aux États Membres

Recommandation 9. Fournir l'accès et le soutien nécessaires à la Cellule de recouvrement d'avoirs volés de la Banque centrale de Libye [voir par. 275 et 283]

Mesures liées aux tentatives visant à exporter illégalement du pétrole brut à partir de la Libye

Au Conseil de sécurité

Recommandation 10. Étendre l'application des mesures prévues dans la résolution [2146 \(2014\)](#) aux tentatives d'exporter illicitement des dérivés du pétrole extraits et raffinés en Libye [voir par. 249]

Recommandation 11. Étendre l'application des mesures prévues dans la résolution [2146 \(2014\)](#) aux tentatives d'exporter illicitement des produits pétroliers précédemment importés en Libye [voir par. 240]

Critères de désignation

Au Comité

Recommandation 12. Examiner les renseignements que le Groupe d'experts a fournis séparément sur des individus répondant aux critères de désignation énoncés dans les résolutions pertinentes du Conseil.

Recommandation 13. Concourir à mettre fin au climat actuel d'impunité en Libye en proposant la désignation de ceux qui commettent de graves

violations des droits de l'homme et du droit international humanitaire au titre du régime des sanctions imposé à la Libye [voir par. 88]

À la Libye :

Recommandation 14. Envisager la question évoquée dans le rapport final précédent du Groupe d'experts (voir [S/2016/209](#), recommandation 18), à laquelle le Comité avait donné suite en envoyant une lettre à la Mission permanente de la Libye auprès de l'Organisation des Nations Unies, pour ce qui est de la Banque centrale de Libye, de la Libyan Investment Authority et de Libyan Post, Telecommunication and Information Technology Company. À cet égard, en ce qui concerne la National Oil Corporation, le Groupe d'experts propose d'adopter éventuellement les mesures ci-après, qui sont susceptibles d'aider à rétablir l'unité des institutions financières étatiques : déplacer dès que possible le siège de la National Oil Corporation à Benghazi; intégrer les anciens membres du conseil de la National Oil Corporation de l'est dans la nouvelle administration unifiée; restaurer l'accès de la succursale de l'est de la Banque centrale au système informatique central; et entamer des pourparlers à Tripoli au titre de l'article 15 de l'Accord politique libyen, qui concerne les institutions mentionnées ci-avant [voir par. 193]

Généralités

Au Comité

Recommandation 15. Mettre à jour les directives du Comité pour tenir compte de l'état actuel du régime de sanctions imposées à la Libye [voir par. 155]

Aux États Membres

Recommandation 16. Porter à l'attention de la Cinquième Commission de l'Assemblée générale la nécessité d'allouer des crédits pour permettre aux experts qui font partie d'organismes de surveillance des sanctions d'avoir accès à une assurance de santé et d'évacuation sanitaire complémentaire, lorsqu'ils se rendront dans des pays à haut risque (« assurance contre les risques de guerre »). [voir par. 22]

Annexes

Contents

	<i>Page</i>
Annex 1	Abbreviations and acronyms 81
Annex 2	Overview of the evolution of the Libyan sanctions regime 83
Annex 3	Mandate and appointment 85
Annex 4	Institutions/individuals consulted 86
Annex 5	Outgoing correspondence 88
Annex 6	Table showing level of responsiveness by Member States or Organizations to requests for information and/or visit from the Panel sent from 25 January 2016 until 7 April 2017 91
Annex 7	Umar al-Aswad criticizing the PC and the CBL 93
Annex 8	Abdullah al-Thinni accuses the PC of being protected by Italian Special Forces deployed in Libya and handing the country to foreign powers (10 January 2017) 96
Annex 9	Handwritten and signed letter from the HoR's Defence and Security Committee to the Panel, 15 November 2016 98
Annex 10	Military Rule of the LNA 100
Annex 11	List of Salafi Ulemas vetted by Usama al Utaibi in 2014 and authorized to teach Salafi-Madkhali creed in eastern Libya 101
Annex 12	ISIL organization 102
Annex 13	Brigade ABAM securing Sirte 104
Annex 14	Libyan Iron and Steel Company (LISCO) plant in Misrata (December 2016) .. 105
Annex 15	List of armed groups that supported Khalifa al-Ghweil 107
Annex 16	Tripoli agreement signed on 15 March 2017 108
Annex 17	Links between armed groups, criminal groups and the Coast guard in Zawiya 109
Annex 18	Communiqué by Municipality of Sabratha issued on 27 March 111
Annex 19	Illegally issued passports delivered in Misrata in May 2015 112
Annex 20	PC-affiliated Minister of Defense orders the Air Force to deter and destroy any warplane attacking Tamanhint Air Base, 6 April 2017 114
Annex 21	Third Force, BDB and the South Shield Coalition, links with the BRSC and listed organizations 115
Annex 22	List of arms transfers from Libyans brokers to ISIL 118
Annex 23	Presence of foreign armed groups in Libya since 2013 121
Annex 24	Letters of appointment issued by Abd al-Razak al-Nadhuri 126

Annex 25	The list of al-Hadba prison supervisors involved in torture and other abuses against prisoners	128
Annex 26	Presidential Security	129
Annex 27	Tripoli Revolutionaries Brigade	130
Annex 28	Official documents on the establishment and mandates of the First Security Division (<i>al-Ferqa al-Amniya al-Oula</i>), under the command of Haytham al-Tajuri	131
Annex 29	Fronts Commander of the Special Forces	135
Annex 30	Human rights violations against migrants in Zawiyah	139
Annex 31	Migrant detention centres	140
Annex 32	Marc Turi	143
Annex 33	Zastava M93 on the black market	147
Annex 34	Unmanned Aerial Vehicles (UAVs)	150
Annex 35	Transport aircraft at al-Khadim airbase	153
Annex 36	Build-up of Rotary Wing assets - Labraq	160
Annex 37	Zintan airbase	161
Annex 38	Czech Mi-24v	163
Annex 39	Crews of Mirage F1 in Misrata	164
Annex 40	Armoured vehicles transferred to Libya	171
Annex 41	Vehicles Delivered to Tobruk for LNA Affiliated Armed Groups	176
Annex 42	Interception equipment	181
Annex 43	Private Security Company Activity	182
Annex 44	Tunisian seizures of materiel from Libya	183
Annex 45	Egyptian seizures of materiel from Libya	191
Annex 46	Transfers to Niger	192
Annex 47	Weapons seized in Algeria allegedly from Libya	191
Annex 48	Distya Ameya	198
Annex 49	Unknown vessel	204
Annex 50	Contract with eastern NOC	206
Annex 51	Statement of eastern NOC entitlement	211
Annex 52	The Vienna Agreement	212
Annex 53	Western NOC efforts to prevent deals	214
Annex 54	Reluctance against the Vienna Agreement	217
Annex 55	Repeal of the Vienna Agreement	220

Annex 56	Eastern vs. western banknotes	221
Annex 57	Letter from Abdallah al-Thinni to his ‘Minister of Interior’	227
Annex 58	Letter by al-Qatrani	228
Annex 59	PC letter to LPTIC subsidiaries concerning position of CEO	229
Annex 60	Documentation indicating that LPTIC company funds were transferred to the Ministry of Telecommunication	230
Annex 61	Armed group interference at the LAIP	232
Annex 62	PC letter to high-ranking civil servants on the management of the LIA	243
Annex 63	Impounded vessels.	244
Annex 64	Vessels of interest	249
Annex 65	HoR statement	276
Annex 66	NOC letter to the Libyan Ministry of Foreign Affairs	277
Annex 67	Brokering companies.	279
Annex 68	Fuel smuggling by land.	283
Annex 69	Excerpt of a summary of a court case brought against the registered owner of the flat.	294
Annex 70	Excerpt of police report of complaint filed by Saadi Qadhafi	295
Annex 71	Hannibal Qadhafi on the Board of Mariner for Maritime Transport	296
Annex 72	Stolen assets under the control of a listed individual and/or at risk of misappropriation.	297

Annexe 1 Abbreviations and acronyms

AAS	Ansar al-Sharia / Ansar al-Charia
ABAM	Al-Bunyan al-Marsous
AGOCO	Arabian Gulf Oil Company
APC	Armoured personnel carrier
AQIM	Al-Qaida in the Islamic Maghreb
ASB	Abu Salim Brigade
BDB	Benghazi Defence Brigades
BRSC	Benghazi Revolutionaries Shura Council
CBL	Central Bank of Libya
CID	Criminal Investigation Department
Committee	Security Council Committee established pursuant to resolution 1970 (2011) concerning Libya
Council	United Nations Security Council
CRA	Civil Registration Authority
DCIM	Department to Counter Illegal Migration
EU	European Union
EUNAVFOR MED	European Union Naval Forces Mediterranean
EUR	Euro
FACT	Front pour l'Alternance et la Concorde au Tchad
FLIR	Forward Looking Infra Red
GNA	Government of National Accord
GTM	Gateway to Mena
HoR	House of Representatives
HSC	High State Council
ICRC	International Committee of the Red Cross
ISIL	Islamic State in Iraq and the Levant
LC	Letters of credit
LIA	Libyan Investment Authority
LIFG	Libyan Islamic Fighting Group
LISCO	Libyan Iron and Steel Company
LNA	Libyan National Army
LPA	Libyan Political Agreement
LPTIC	Libya's Post, Telecommunication and Information Technology Company
LYD	Libyan dinar
MANPADS	Man Portable Air Defence System
MGDB	Military Governor of the Derna-Ben Jawad Region
MoU	Memorandum of Understanding
MSF	Médecins sans frontières
MSPV	Minerva Special Purpose Vehicles
NGO	Non-governmental organization
NMF	National Mobile Forces

NOC	National Oil Corporation
NSG	National Salvation Government
Panel	Panel of Experts
PC	Presidency Council
PFG	Petroleum Facilities Guard
RSF	(Sudanese) Rapid Support Forces
SALW	Small Arms and Light Weapons
SDF	Special Deterrence Force
SLA/MM	Sudan Liberation Army/Minni Minawi
SRSF	Special Representative of the Secretary-General
StAR	Stolen assets recovery
TAC	Tripoli Administrative Court
TRB	Tripoli Revolutionaries Brigade
TSC	Temporary Security Committee
UN	United Nations
UNICRI	United Nations Interregional Crime and Justice Research Institute
UNMAS	United Nations Mine Action Service
UNODC	United Nations Office on Drugs and Crime
UNSMIL	United Nations Support Mission in Libya
USD	United States Dollar
VBIED	Vehicle-borne improvised explosive device

Annexe 2 Overview of the evolution of the Libyan sanctions regime

1. By resolution 1970 (2011), the Security Council expressed grave concern at the situation in Libya, condemned the violence and use of force against civilians and deplored the gross and systematic violation of human rights. Within that context, the Council imposed specific measures on Libya, under Chapter VII of the Charter of the United Nations, including the arms embargo, which relates to arms and related materiel of all types, including weapons and ammunition, military vehicles and equipment, paramilitary equipment, and spare parts for the aforementioned, in addition to the provision of armed mercenary personnel. The arms embargo covers both arms entering and leaving Libya. The Council also imposed a travel ban and/or an asset freeze on the individuals listed in the resolution. Furthermore, the Council decided that the travel ban and the asset freeze were to apply to the individuals and entities designated by the Committee established pursuant to resolution 1970 (2011) concerning Libya involved in or complicit in ordering, controlling or otherwise directing the commission of serious human rights abuses against persons in Libya.
2. By resolution 1973 (2011), the Security Council strengthened the enforcement of the arms embargo and expanded the scope of the asset freeze to include the exercise of vigilance when doing business with Libyan entities, if States had information that provided reasonable grounds to believe that such business could contribute to violence and use of force against civilians. Additional individuals subject to the travel ban and asset freeze were listed in the resolution, in addition to five entities subject to the freeze. The Council decided that both measures were to apply also to individuals and entities determined to have violated the provisions of the previous resolution, in particular the provisions concerning the arms embargo. The resolution also included the authorization to protect civilians and civilian populated areas under threat of attack in Libya. In addition, it included a no-fly zone in the airspace of Libya and a ban on flights of Libyan aircraft.
3. On 24 June 2011, the Committee designated two additional individuals and one additional entity subject to the targeted measures. By resolution 2009 (2011), the Security Council introduced additional exceptions to the arms embargo and removed two listed entities subject to the asset freeze, while allowing the four remaining listed entities to be subjected to a partial asset freeze. It also lifted the ban on flights of Libyan aircraft.
4. By resolution 2016 (2011), the Security Council terminated the authorization related to the protection of civilians and the no-fly zone. On 16 December 2011, the Committee removed the names of two entities previously subject to the asset freeze.
5. In resolution 2040 (2012), the Council directed the Committee, in consultation with the Libyan authorities, to review continuously the remaining measures with regard to the two listed entities – the Libyan Investment Authority and the Libyan Africa Investment Portfolio – and decided that the Committee was, in consultation with the Libyan authorities, to lift the designation of those entities as soon as practical.
6. In resolution 2095 (2013), the Council further eased the arms embargo in relation to Libya concerning non-lethal military equipment.

7. By resolution 2144 (2014), the Council stressed that Member States notifying to the Committee the supply, sale or transfer to Libya of arms and related materiel, including related ammunition and spare parts, should ensure such notifications contain all relevant information, and should not be resold to, transferred to, or made available for use by parties other than the designated end user.
8. By resolution 2146 (2014), the Council decided to impose measures, on vessels to be designated by the Committee, in relation to attempts to illicitly export crude oil from Libya and authorized Member States to undertake inspections of such designated vessels.
9. By resolution 2174 (2014), the Council introduced additional designation criteria and requested the Panel to provide information on individuals or entities engaging or providing support for acts that threaten the peace, stability or security of Libya or obstructing the completion of the political transition. The resolution strengthened the arms embargo, by requiring prior approval of the Committee for the supply, sale or transfer of arms and related materiel, including related ammunition and spare parts, to Libya intended for security or disarmament assistance to the Libyan government, with the exception of non-lethal military equipment intended solely for the Libyan government. The Council also renewed its call upon Member States to undertake inspections related to the arms embargo, and required them to report on such inspections.
10. By resolution 2213 (2015), the Council extended the authorizations and measures in relation to attempts to illicitly export crude oil from Libya until 31 March 2016. The resolution further elaborated the designation criteria listed in resolution 2174 (2014).
11. By resolution 2214 (2015), the Council called on the 1970 Committee on Libya to consider expeditiously arms embargo exemption requests by the Libyan government for the use by its official armed forces to combat specific terrorist groups named in that resolution.
12. By resolution 2259 (2015), the Council confirmed that individuals and entities providing support for acts that threaten the peace, stability or security of Libya or that obstruct or undermine the successful completion of the political transition must be held accountable, and recalled the travel ban and assets freeze in this regard.
13. By resolution 2278 (2016) the Council extended the authorizations and measures in relation to attempts to illicitly export crude oil, while calling on the Libyan Government of National Accord (GNA) to improve oversight and control over its oil sector, financial institutions and security forces.
14. On 27 April 2016, the Committee designated a vessel illicitly exporting crude oil. The designation was lifted on 12 May 2016.
15. By resolution 2292 (2016), the Council authorized, for a period of twelve months, inspections on the high seas off the coast of Libya, of vessels that are believed to be carrying arms or related materiel to or from Libya, in violation of the arms embargo.
16. To date the Committee has published four implementation assistance notices which are available on the Committee's website.¹

¹ Available under <http://www.un.org/sc/committees/1970/notices.shtml>.

Annexe 3 Mandate and appointment

1. By resolution 2278 (2016), the Council extended the mandate of the Panel of Experts established pursuant to resolution 1973 (2011) for a period of 15 months, to carry out the following tasks: to assist the Committee in carrying out its mandate as specified in paragraph 24 of resolution 1970 (2011); to gather, examine and analyse information from States, relevant United Nations bodies, regional organizations and other interested parties regarding the implementation of the measures decided upon in resolution 1970 (2011), 1973 (2011) and modified in resolutions 2009 (2011), 2040 (2012), 2095 (2013), 2144 (2014), 2146 (2014), 2174 (2014) and 2213 (2015) in particular incidents of non-compliance; to make recommendations on actions that the Council, the Committee, the Libyan government or other States may consider to improve implementation of the relevant measures; and to provide to the Council an interim report on its work no later than 180 days after its appointment and a final report no later than 15 June 2017 with its findings and recommendations.

2. In resolution 2095 (2013) the Council also encouraged the Panel, while mindful of the responsibility of the United Nations Support Mission in Libya (UNSMIL), to assist the Libyan authorities to counter illicit proliferation of all arms and related materiel of all types, in particular heavy and light weapons, small arms and man-portable surface-to-air missiles (MANPADS), and to secure and manage Libya's borders, to continue to expedite its investigations regarding sanctions non-compliance, including illicit transfers of arms and related materiel to and from Libya, and the assets of individuals subject to the assets freeze established in resolutions 1970 (2011) and 1973 (2011) and modified in resolution 2009 (2011), 2040 (2012) and 2095 (2013) and encouraged UNSMIL and the Libyan government to support Panel investigatory work inside Libya, including by sharing information, facilitating transport and granting access to weapons storage facilities, as appropriate.

3. In resolution 2146 (2014), the Council expanded the Panel's mandate to the measures imposed by that resolution and directed the Panel to monitor the implementation of these measures.

4. In resolution 2174 (2014) the Council requested the Panel to provide information on individuals and entities who meet additional designation criteria related to acts that threaten the peace, stability or security of Libya, or obstruct or undermine the successful completion of its political transition.

5. Following the adoption of resolution 2278 (2016), five of the Panel's experts were appointed on 12 May 2016 and the sixth on 31 May 2016.

Annexe 4 Institutions/individuals consulted

List of institutions/individuals consulted

This list excludes certain individuals, organizations or entities with whom the Panel met, in order to maintain the confidentiality of the source(s) and not to impede the ongoing investigations of the Panel.

Austria	
<i>Government</i>	Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Interior, Ministry of Justice
Belgium	
<i>Embassies</i>	Libya
<i>Organisations</i>	EEAS
Chad	
<i>Embassies</i>	France, Italy, USA, Libya
<i>Organizations</i>	Operation Barkhane, Intelligence Fusion Cell
<i>Government</i>	Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Defence, Ministry of Interior
Egypt	
<i>Government</i>	Ministry of Foreign Affairs
<i>Organizations</i>	Justice First Foundation
France	
<i>Government</i>	Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Defence
Germany	
<i>Government</i>	Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Defence, Ministry of Interior
<i>Organizations</i>	US AFRICOM
Italy	
<i>Organizations</i>	EUNAVFOR, Combined Fusion Cell on Libya, San Egidio Community
Libya	
<i>Government</i>	Presidency Council, House of Representatives, Temporary Security Committee, Operation Room Sirte-Misrata, Misrata Military Council, Misrata Municipal Council
Malta	
<i>Government</i>	Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Justice
Niger	
<i>Government</i>	Ministry of Foreign Affairs, Ministry of the Interior, Ministry of Defence
Qatar	
<i>Government</i>	Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Defence
Sudan	
<i>Government</i>	Ministry of Foreign Affairs, National Intelligence and Security Service
Sweden	
<i>Government</i>	Ministry of Foreign Affairs
Switzerland	
<i>Organizations</i>	Small Arms Survey
Tunisia	
<i>Government</i>	Ministry of Foreign Affairs, Ministry of Defence

<i>Organizations</i>	UNSMIL, UNMAS, International Crisis Group, Libya Institute for Advanced Studies
<i>Embassies</i>	France, Spain, UK
Turkey	
<i>Government</i>	Ministry of Foreign Affairs
United Arab Emirates	
<i>Government</i>	Ministry of Foreign Affairs
United Kingdom	
<i>Government</i>	Foreign & Commonwealth Office, Home Office, Ministry of Defence, Department for International Development
USA	
<i>Government</i>	State Department, Department of Justice, Department of the Treasury
<i>Organizations</i>	UNIDIR

Annexe 5 Outgoing correspondence

Panel official outgoing correspondence to Member States since the drafting of submission of its last final report (S/2016/209)

OC no.	Addressee	About	Date
2213 mandate			
18	United Arab Emirates	Assets Freeze	12-Feb-16
19	Tunisia	Assets Freeze	12-Feb-16
20	Malta	Oil measures, Designation Criteria, Arms Embargo	12-Feb-16
21	Security Council	Final report	4-Mar-16
22	CBL	Assets Freeze	23-Mar-16
23	Lebanon	Travel Ban	29-Mar-16
2278 mandate			
24	Individual; cc: Committee Chair	Individual's reply to Panel's investigations	31-Mar-16
25	Committee Chair	Info about Vessel Distya Ameya	22-Apr-16
26	Committee Chair	Vessel Distya Ameya update	26-Apr-16
27	Lebanon	Travel Ban	27-Apr-16
28	Committee Chair	Arms Embargo	28-Apr-16
29	Egypt	Visit	23-May-16
30	Libya	Visit and visas	27-May-16
31	Libya	Visit	3-Jun-16
32	Libya	Visa	15-Jun-16
33	Morocco	Visit	17-Jun-16
34	Chad	Arms Embargo queries and visit	17-Jun-16
35	Sudan	Arms Embargo queries and visit	17-Jun-16
36	Greece	Designation Criteria	17-Jun-16
37	Committee Chair	FTF report inputs res. 2292	7-Jul-16
38	Libya	Arms Embargo, Visit	8-Jul-16
39	Spain	Arms Embargo	8-Jul-16
40	Algeria	Arms Embargo queries and visit	13-Jul-16
41	Committee Chair	Technical updates to IAN 3	13-Jul-16
42	Chad	Visit and visas	15-Jul-16
43	Lebanon	Visit	15-Jul-16
44	Chad	Visit	28-Jul-16
45	Ghana	Assets Freeze	3-Aug-16
46	United Arab Emirates	Arms Embargo queries and visit	4-Aug-16
47	Libya	Arms Embargo	4-Aug-16
48	Tunisia	Oil measures, Designation Criteria	5-Aug-16
49	Germany	Arms Embargo	9-Aug-16
50	Libya	Arms Embargo	9-Aug-16
51	US	Arms Embargo	9-Aug-16
52	US	Arms Embargo	9-Aug-16
53	UK	Arms Embargo	9-Aug-16

OC no.	Addressee	About	Date
54	France	Arms Embargo	9-Aug-16
55	Jordan	Arms Embargo	12-Aug-16
56	United Arab Emirates	Visit	16-Aug-16
57	Syria	Travel Ban	1-Sep-16
58	Jordan	Travel Ban	1-Sep-16
59	Oman	Travel Ban	1-Sep-16
60	Saudi Arabia	Arms Embargo	16-Sep-16
61	Tunisia	Visit	16-Sep-16
62	Malta	Assets Freeze	21-Sep-16
63	Libya	Assets Freeze	27-Sep-16
64	SC President	Interim report	28-Sep-16
65	Caracal International LLC	Arms Embargo	3-Oct-2016
66	Committee Chair	Arms Embargo	3-Oct-2016
67	Czech Republic	Arms Embargo	4-Oct-2016
68	Egypt	Visit	4-Oct-2016
69	Niger	Visit	4-Oct-2016
70	Chad	Visit	4-Oct-2016
71	Ecuador	Arms Embargo	12-Oct-2016
72	United States	Arms Embargo	14-Oct-2016
73	Germany	Visit	14-Oct-2016
74	Spain	Arms Embargo	14-Oct-2016
75	Sudan	Arms Embargo	18-Oct-2016
76	Committee Chair	Recommendation 8	26-Oct-2016
77	Committee Chair	Input on request for guidance on Arms Embargo	31-Oct-2016
78	United States	Arms Embargo	7-Nov-2016
79	Malta	Assets Freeze	7-Nov-2016
80	Committee Chair	2146 focal point letter	8-Nov-2016
81	Committee Chair	Input on an assets freeze exemption request	9-Nov-2016
82	Turkey	Visit	16-Nov-2016
83	Qatar	Visit	16-Nov-2016
84	Tunisia	Visit	30-Nov-2016
85	Committee Chair	IAN 4 update	1-Dec-2016
86	Egypt	Visit	2-Dec-2016
87	Mr. Erik Goaied	Assets Freeze	2-Dec-2016
88	Sam Serj	Assets Freeze	2-Dec-2016
89	Niger	Visit	8-Dec-2016
90	Libya	Renewal of visas	15-Dec-2016
91	Chad	Visit	22-Dec-2016
92	Committee Chair	Input on an assets freeze exemption request	19-Dec-2016
93	Russian Federation	Arms Embargo	21-Dec-2016
94	Moldova	Arms Embargo	22-Dec-2016
95	United Kingdom	Assets Freeze	29-Dec-2016
2017			
1	Sudan	Visit	4-Jan-2017
2	Latvia	Arms Embargo	6-Jan-2017
3	United Kingdom	Arms Embargo	6-Jan-2017
4	Tunisia	Visit	9-Jan-2017
5	Russian Federation	Visit	12-Jan-2017

OC no.	Addressee	About	Date
6	Turkey	Visit	20-Jan-2017
7	Qatar	Visit	30-Jan-2017
8	Sudan	Visit	1-Feb-2017
9	Ghana	Assets Freeze	1-Feb-2017
10	Egypt	Visit	2-Feb-2017
11	Kenya	Assets Freeze	2-Feb-2017
12	Italy	Arms Embargo	3-Feb-2017
13	Italy	Arms Embargo	3-Feb-2017
14	United States	Visit	3-Feb-2017
15	Qatar	Visit	8-Feb-2017
16	Tunisia	Visit	10-Feb-2017
17	Montenegro	Arms Embargo	10-Feb-2017
18	Sweden	Arms Embargo	10-Feb-2017
19	Turkey	Arms Embargo	10-Feb-2017
20	United States	Arms Embargo	10-Feb-2017
21	Brazil	Arms Embargo	10-Feb-2017
22	Burkina Faso	Assets Freeze	17-Feb-2017
23	Ecuador	Arms Embargo	17-Feb-2017
24	France	Assets Freeze	17-Feb-2017
25	Qatar	Arms Embargo	20-Feb-2017
26	EUNAVFOR	Arms Embargo	20-Feb-2017
27	Greece	Arms Embargo	22-Feb-2017
28	Marshall Islands	Arms Embargo	22-Feb-2017
29	Egypt	Arms Embargo	23-Feb-2017
30	United Arab Emirates	Arms Embargo	23-Feb-2017
31	South Africa	Assets Freeze	27-Feb-2017
32	Committee Chair	Vessel Siche S. Oil	28-Feb-2017
33	France	Arms Embargo	2-Mar-2017
34	Italy	Arms Embargo	28-Mar-2017
35	China	Arms Embargo	15-Mar-2017
36	Austria	Arms Embargo	21-Mar-2017
37	Tunisia	Visit	21-Mar-2017
38	Russian Federation	Arms Embargo	24-Mar-2017
39	France	Arms Embargo	24-Mar-2017
40	Committee Chair	Vessels update	3-Apr-2017
41	Bulgaria	Arms Embargo	3-Apr-2017
42	China	Arms Embargo	6-Apr-2017
43	France	Arms Embargo	6-Apr-2017
44	Italy	Assets Freeze	7-Apr-2017
45	Greece	Arms Embargo	7-Apr-2017
46	Tunisia	Assets Freeze	7-Apr-2017

Annexe 6 Table showing level of responsiveness by Member States or Organizations to requests for information and/or visit from the Panel sent from 25 January 2016 until 7 April 2017

Member State or Organization	Number of letters sent	Requested info fully supplied	Info partially supplied	No answer / information not supplied	Request for visit
Algeria	1			1	Pending
Austria	1	1			N/A
Brazil	1			1	N/A
Bulgaria	1			1 (recent letter)	N/A
Burkina Faso	1	1			N/A
Chad	4	4			Granted
China	2			2 (1 recent letter)	N/A
Czech Republic	1	1			N/A
Ecuador	2		1	1	N/A
Egypt	4	3	1		Granted
France	5	1	1	3	N/A
Germany	2	1	1		Granted
Ghana	2			2	N/A
Greece	3	3			N/A
Italy	4	2	2		N/A
Jordan	2	1	1		N/A
Kenya	1			1	N/A
Latvia	1	1			N/A
Lebanon	2		2		N/A
Libya	8	3		5	Granted
Malta	3	3			Granted
Marshall Islands	1			1	N/A
Moldova	1	1			N/A
Montenegro	1	1			N/A
Niger	2	2			Granted
Oman	1	1			N/A
Qatar	4	3		1	Granted
Russian Federation	3	2		1 (recent letter)	N/A
Saudi Arabia	1	1			N/A
South Africa	1			1	N/A
Spain	2	2			N/A
Sudan	4	4			Granted

Sweden	1			1	N/A
Syria	1			1	N/A
Tunisia	9	7	1	1	Granted
Turkey	3	3			Granted
United Arab Emirates	3	2		1	Granted
United Kingdom	3		1	2	N/A
United States	4	1	1	2	N/A

Annexe 7 Umar al-Aswad criticizing the PC and the CBL

1. For the LPA's first anniversary, Umar al-Aswad, a boycotting member of the Presidency Council, drafted an open letter in which he asserts that the PC is weak and paralysed. He points out a lack of transparency within the Libyan executive bodies and the financial institutions.
2. In addition, al-Aswad threatens to sue the Governor of the CBL in Tripoli, Sadiq al-Kebir, because of his alleged use of frozen assets from the Libyan Investment Authority. He also calls on the President of the Audit Bureau to issue an order to stop the members of the GNA from using public funds as they have not been endorsed by the HoR.

المجلس الرئاسي



دولة ليبيا

أن تعيشوا وهم الشرعية الخارجية لا يفيد ، إنما الشرعية تأتي من الداخل . ألم تسألوا أنفسكم ماذا قدم المجلس الرئاسي للشعب الليبي طوال عام كامل ؟ وماذا قدمت هذه الحكومة المفوضة - على حد تعبيركم - ، و الحديث يطول في هذا المجال فلا تضيعوا البلد وتضيعوا أنفسكم .

لقد عقدنا اجتماعا على هامش اجتماع لجنة الحوار يوم 2016/9/6 بتونس ، بعد رفض مجلس النواب الحكومة في جلسته يوم 2016/8/22 ولم يستمر سوا ساعتين ، ولم تعقد اجتماعا إلا بعد 31 يوما استغرقت في السفر خارج ليبيا أي في يوم 2016/10/7 ، اتفقتنا فيه على أن تعرض القرارات المتخذة للإطلاع عليها ، كما طلبنا الإطلاع على المصروفات المالية للمجلس ، وعلى أن أستطلع كل من مدينتي جادو وغدامس ليختار المجلس المدينة الأنسب لاحتضان مشاورات تشكيل الحكومة الثالثة ونفذت ما طلب مني ، إلا أن القرارات و المصروفات لم تعرض علينا حتى يومنا هذا .

يبدو أنكم استحسنتم هذا الوضع لكن نتائجه القانونية بالتأكيد ستكون وخيمة عليكم عاجلاً أم أجلاً منتعافى ليبيا بأذن الله وميسال كل شخص عن أفعاله.

2- السادة الذين يتصرفون باسم وزراء كل فيما يخصه ، إنما يقوم بذلك انتحالاً للشخصية دون سند من القانون (أي دون اعتماد من مجلس النواب ، ودون حلف اليمين) الأمر الذي يجعل من تصرفاتكم معدومة فضلا عن التهم الجنائية المترتبة على الأفعال المسندة إليكم .

3- السادة رئيس و أعضاء المجلس الأعلى للقضاء سند العدالة وجوهرها (إن التأخير في الفصل في القضايا التي تتعلق بمصير الأمة و ثرواتها لا يُرضى الله إذا تأخر لحين فوات الأوان ، وقد اتفق شراح القانون على أن العدل البطيء هو نوع من الظلم ، مع تقديرنا الكامل لجهازنا القضائي .

4- السيد محافظ مصرف ليبيا المركزي بحكم عملك ومركزك القانوني وتاريخك الوظيفي ، أنت أول من يعلم ماهو صندوق الاستثمار الليبي ، وماهي الأموال المجمدة ، وأن سماحك باستخدامها أو الوصول إليها أمر بالغ الخطورة ومسئول عنه لا محاله عاجلاً أم أجلاً ، ولن ينفعك أحد إذا تهاونت وفي التاريخ الحديث عبرة لمن يعتبر ، فقد سبق إلى المحاكمة رؤساء دول و أركان حكم ، وهذا الأمر بلا شك ينطبق على الجميع .

5- السيد رئيس ديوان المحاسبة : تحمل مسئوليتك القانونية و الرقابية فيما يخص المساس بالأموال المجمدة وصندوق الاستثمار ، ولن يغفر التاريخ ولا القانون لك أو لغيرك من الجهات ذات العلاقة السكوت عن هذا الخطر الماحق . لا تسمح لحكومة لم تنل ثقة السلطة التشريعية وهو البرلمان ولم تؤدي القسم أن تتصرف في أي مبلغ كان ، إن الصرف يجب أن يكون من خلال ميزانية معتمدة و الصرف من خارج الميزانية أمر مجرم ، سيكون المتاح و المتلقي كلاهما



2016 / 12 / 18

خطاب مفتوح

إلى السادة : الجهات الداخلية والخارجية الميمنة في هذا الخطاب .

بات من اللازم و الضروري أمام تصاعد حمى العيث بمستقبل ليبيا و المساس بكيانها ومستقبلها، وأمام هذا الكم الهائل من الظلم والظلال و الجهالات ، مساساً بسيادة ليبيا وتصرفاً عشوائياً بأموالها الثابتة والمنقولة تصرفاً معيباً وباطلاً ومشوهاً في أن ، بات لزاماً أن أتوجه بها الخطاب المفتوح إلى جهات داخل ليبيا و أخرى خارجها لكي يتبين في حقيها تماماً عنصري العلم و الإرادة وهي تقوم بهذه التصرفات ، و أنها إنما تقوم بها عن سابق تصور وتصميم ، تحقيقاً لمصالحها الخاصة و استغلالاً لوظيفتها بالنسبة للجهات في الداخل ، وبالنسبة للجهات في الخارج إنما تعمل لمصالح شركاتها ومؤسساتها ، ضاربين جميعاً بعرض الحائط سيادة ليبيا على أموالها وحق الشعب الليبي في صون أمواله و مندراته من الأموال المجددة بموجب قرارات مجلس الأمن ذات العلاقة التي اتخذت في العام 2011 ، وواقع الحال أن الشعب الليبي أوحج اليوم قبل أي وقت مضى لاستمرار الإبقاء على تجميدها حيث الأوضاع الداخلية ليست بخافية على أحد متدهورة للغاية.

وإنما ننقل هذا بكل وضوح إلى هذه الجهات التي سيرد ذكرها ، حتى نؤسس لمقاضاتها بأفضل بناء قانوني ، إن لزم الأمر .

أولاً : الجهات الداخلية :

1- السادة الزملاء رئيس و أعضاء المجلس الرئاسي .

القرارات التي تصدرونها تأتي بالمخالفة للاتفاق السياسي وبنوده ، وبالتالي فجميع قراراتكم باطلة . وجود أعضاء خارج المجلس الرئاسي لم يوقعوا على هذه القرارات ، هو فيتو على هذه القرارات يبطلها ، حكومتكم غير شرعية لم توقع عليها ، لأنها تمت بالمخالفة للاتفاق السياسي م1 ف2 ، من ان يتم اختيار مجلس الوزراء على أساس الكفاءة ومبدأ تكافؤ الفرص ، و الجميع يعلم كيف تم اختيار الحكومة عندما أوضحنا ذلك للشعب الليبي تحت قبة البرلمان بحضوركم وبأدلة لا تقبل اثبات العكس ، لا يصح وضع الحكومة قانوناً أضافة كلمة المفوض على الإطلاق ، وضعها منعدم وقراراتها معدومة قانوناً بلا أدنى شك ، دليل ذلك إلغاء قرارات صدرت عنكم بأحكام من القضاء وأول الغيث قطرة . الحكومة لم تعتمد من مجلس النواب ولم تؤدى اليمين القانونية ، وبالتالي لا شرعية لها وهذا الأمر من البديهيات .

اللجنة المالية أيضا غير قانونية بالمطلق ، وقد صدر حكم قضائي أيضا بعدم شرعيتها ، وكل مشارك في هذه الأفعال سيكون مسؤول أمام القانون . الهروب الى الامام لا يفيد في شيء ،



مسئول عن هذا الفعل ، وكذلك من يقف متفرجاً متى كان واقع على كاهله رفض ومنع هذه التجاوزات .

لا ينكر أحد أنك أصدرت تقارير ومراسلات تتعلق ببعض الموضوعات و التجاوزات المالية وهو أمر جيد ، لكنني أصارحك بأنه المعنى كثيراً أن أراك تجلس خارج ليبيا تتناقش أموراً المالية و السيادية ومصروفاتها و أموالاً تمثل جزءاً من ميزانيتها و أنت رئيساً لجهاز رقابي في سابقة هي الأولى عبر التاريخ القديم و الحديث. لكن موقفك الذي يجب أن يكون في موضوع الأموال المجمدة و التهاقت في السيطرة على صندوق الاستثمار أمر ملح وحيوي و هام ، فأنت عين الرقابة و أدواتها.

6- السيد النائب العام ؛ أنتم ممثل الدعوى العمومية في المجتمع و النائب عنه في مباشرة الدعوى بحسب القانون ، اضطلعوا بدوركم في حماية الشعب الليبي من الأفعال التي تهدد مصالحه القومية و الاقتصادية لأن المساس بها تهديد لأمنه القومي . الصندوق السيادي الليبي رابع أكبر صندوق استثماري في العالم ، رصيد الأجيال القادمة ، لا تسمحوا لأحد أن يتلاعب به و اللاعيون أكثر . لا تتفرجوا على جرائم مالية ترتكب ، افتحوا تحقيقات موسعة و استفاجون و تصنمون بما يجري .

7- السادة الموظفون السامون العاملون بصندوق الاستثمار و محفظة ليبيا و شركات الاستثمار الداخلية و الخارجية و المصارف الداخلية و الخارجية التي لديها أموال ليبية بجميع مسمياتها و دائع أو أسهم أو سندات أو قروض دائنة . تحسسوا مواقعكم و مراكزكم القانونية ، فإن أي مساس بالأموال أو ما شابهها من أموال ليبيا و الليبيين ستمسكون عنها ولن تمر دون عقاب . ولن ينفع أحد منكم من يستقوى بالخارج ، اعلّموا أن ليس هناك دولة واحدة تضحي بمصالحها مع دولة أخرى من أجل شخص باع وطنه و شعبه و ضميره و مساهم في خراب اقتصاد بلده ، فلا احترام لمن باعوا مصالح أوطانهم بأي ثمن .

ثانياً: الجهات الخارجية :

- السيد معالي الأمين العام للأمم المتحدة .
- السيد الممثل الخاص للأمين العام للأمم المتحدة رئيس بعثة الدعم في ليبيا .
- السادة سفراء الدول دائمة العضوية في مجلس الأمن .
- السيد معالي الأمين العام في الجامعة العربية .
- السيد معالي الأمين العام للاتحاد الأفريقي .
- السيدة ممثل الإدعاء بمحكمة الجنايات الدولية .
- السادة لجنة العقوبات .
- السادة سفراء الإتحاد الأوربي .

Annexe 8 Abdullah al-Thinni accuses the PC of being protected by Italian Special Forces deployed in Libya and handing the country to foreign powers (10 January 2017)

ديوان رئاسة الوزراء



الحكومة الليبية المؤقتة

بيان الحكومة الليبية المؤقتة رقم (2) لسنة 2017 بشأن تواجد القوات الإيطالية فوق الأراضي الليبية

تمر ليبيا هذه الفترة الزمنية من تاريخها بمرحلة حالكة السواد في ظل هذا الانقسام السياسي الحاد وتدخل الغرباء وتربص الأعداء وخيانة من أرضعتهم من ثديها وأعتبرتهم أبناء حيث الوضع الإنساني الذي أقل ما يوصف بأنه مأساوي والأنفلات الأمني وانتشار السلاح والوضع الصحي المنهار مع نقص السيولة الذي يوشك أن يوقع الجميع في كارثة لا تبقى ولا تدر وذلك كله بفعل أمواء ومصالح ثلثة من الذين يعتقدون بأنهم يمثلون الشعب الليبي وحريصون على مصلحة ليبيا وكرامتها وبعد أن تحولت ليبيا إلى مسرحاً للعبث السياسي وحلبة لتصارع القوى الكبرى التي لا يهمها سوى مصالحها رغم أذعانها المتكرر بأنها حريصة على وحدة التراب الليبي ولم شمل الليبيين بينما لم تتوقف حكومات تلك القوى على صب الزيت على النار وإذكاء الفتنة بين أبناء الشعب الليبي والعمل على إطالة أمد الأزمة بالرغم من مطالبة جموع الليبيين على ضرورة أن يكون الحل متمثلاً في حواراً وطنياً وليس سياسياً ومصالحية مجتمعية وفي الوقت الذي يخوض فيه الجيش الليبي رغم قلة العدد والعتاد حرباً ضروساً ومقدسة على الإرهاب ومحاولة البرلمان الدؤوبة في إقناع الأطراف الدولية على تبني طرح حل الحوار الليبي الليبي والمجهودات التي تبذلها الحكومة المؤقتة على الرغم من عدم وجود موارد تغطي المشاريع الخدمية المزمع تنفيذها لصالح المواطن نتفاجأ بنزول وحدات من القوات الإيطالية بالعاصمة طرابلس وبمعلومات أخرى تشير إلى وجود أكثر من ألف جندي أمريكي دخلوا خلصة وتمركزين بإحدى ضواحي العاصمة الأمر الذي يعكس عدم رغبة المجتمع الدولي في إيجاد تسوية للأزمة الليبية بل أصبح ماض وبشكل شبه مؤكد على أستنساخ التجربة العراقية في ليبيا وإدخال ليبيا والليبيين في جحيم لا يخفف من وطأته سوى عمل الشرفاء من الوطنيين ودعاء الصالحين وبناءاً على ذلك .. فإن الحكومة الليبية المؤقتة تعتبر تلك الخطوة تدخلاً سافراً في الشأن الداخلي بل تعده احتلالاً صريحاً سوف يجابه بالرفض والمقاومة من كافة الليبيين أبناء وأحفاد المجاهدين في حقبة إيطاليا الفاشية.

ديوان رئاسة الوزراء



الحكومة الليبية المؤقتة

وتدعو الحكومة الليبية المؤقتة الحكومة الإيطالية إلى احترام المعاهدات والمواثيق والقوانين الدولية وسيادة ليبيا العضو بالجامعة العربية والأمم المتحدة وتحمل الحكومة الليبية الحكومة الإيطالية المسؤولية الكاملة جراء تواجد هذه القوات وما سوف ينجم عنه من ردود فعل شعبية يكون ضحيتها جنود شباب زج بهم في أتون حرب مع شعب ضاق الامرين من ايطاليا وهزمها وسيهزمها بإذن الله لأنه يدافع عن شرفه وأرضه.



حفظ الله ليبيا وشعبها
الحكومة الليبية المؤقتة

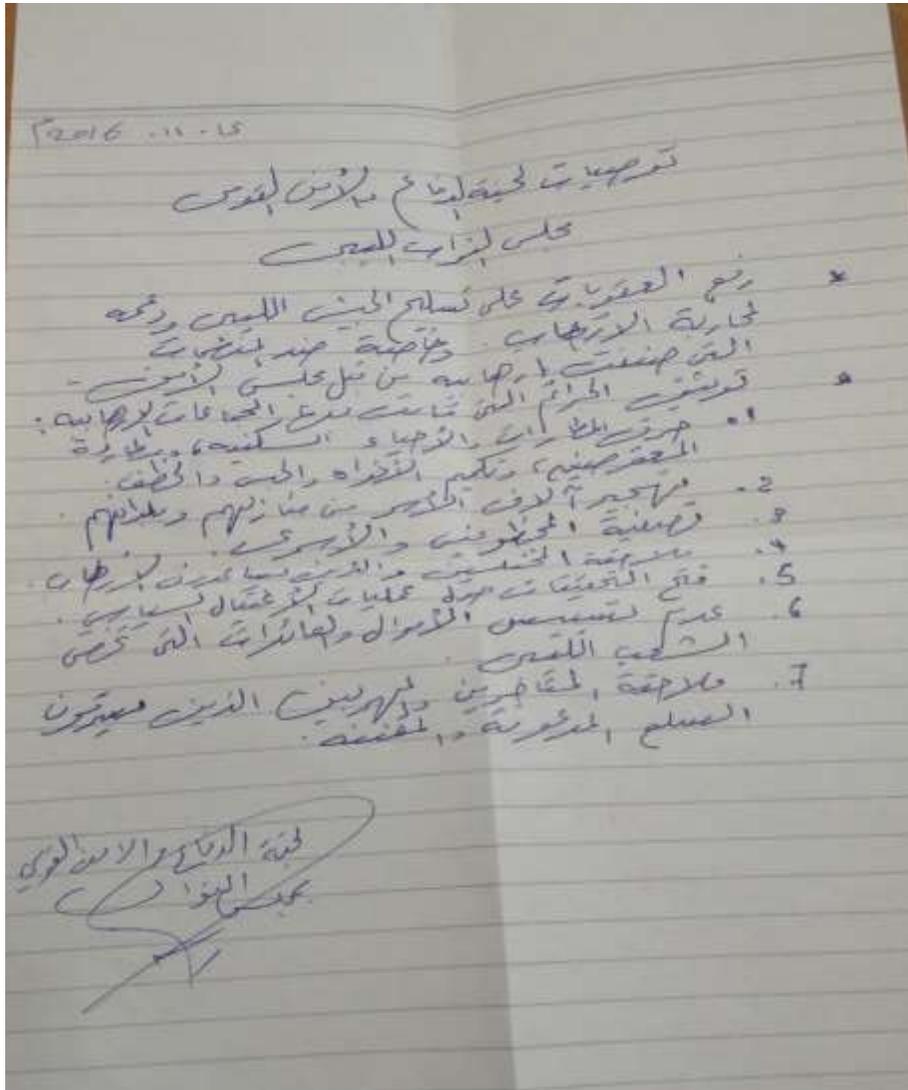
صدر في البيضاء يوم الثلاثاء الثاني عشر من شهر ربيع الثاني 1438 هجرية الموافق 2017/01/10

www.pm-ly.com +218 69 462 0602 +218 69 462 0601 البيضاء - المجمع الإداري

Source: Internet²

²<https://www.facebook.com/GovernmentLY/photos/pcb.239021459870658/239021413203996/?type=3&theater>

Annexe 9 Handwritten and signed letter from the HoR's Defence and Security Committee to the Panel, 15 November 2016



Source: House of Representatives, Defence and Security Committee

Unofficial Translation:

15/11/2016

Recommendations from the
Defence and Security Committee of the HoR

*To lift the embargo imposed on the Libyan National Army. To support the LNA's struggle against terrorism especially against groups classified as terrorist by the Security Council;

* To document the crimes committed by terrorist groups such as:

1/ Burning airports and built-up areas. Persecuting political opponents (detention, kidnappings);

2/Displacing thousands of families from their homes;

3/ Executing kidnapped people and prisoners;

4/ Bribing and supporting terrorist groups

5/ Political assassinations;

6/ Embezzlement of funds and income belonging to the Libyan people;

7/ Profiting from the trade in subsidized products.

Defence and Security Committee

Annexe 10 Military Rule of the LNA

1. Security clearance documents are signed and delivered by the General Investigations Apparatus (referred to as the Internal Security – *al Amn al Dakhili*) in eastern Libya. The process of obtaining such clearance is imposed on all Libyans wanting to travel abroad through al-Labraq. The Internal Security - Benghazi was involved in several cases of torture, kidnapping and arbitrary detention.

Mandatory security clearance form delivered by the General Investigations Apparatus, delivered in Benghazi, on 26 March 2017



Source: Confidential

Annexe 11 List of Salafi Ulemas vetted by Usama al Utaibi in 2014 and authorized to teach Salafi-Madkhali creed in eastern Libya

Salem al Wissari (Abu al-Abbass)
Hamad ben Issa (Abu Ays)
Adel al Qwarsha (Abu Hamza)
Faraj al Maliki (Abu al Abbass)
Al Mabrouk al-Qadi (Abu Jaber)
Mas'oud al Nadhuri (Abu al Rabi)
Ezzeddine Mouhammad (Abu Munir)

Source: Internet³

³ <http://bayenahsalaf.com/vb/showthread.php?t=22097>.

Annexe 12 ISIL organization

1. The documents below have been found by the al-Bunyan al-Marsous (ABAM) Operation in the aftermath of their capture of Sirte in January 2017.
2. The first document shows an identity card. On the last line, as a part of ISIL's careful arms management, appears the fighter's weapon type and serial number.

Identity card of an ISIL foreign fighter

الكنية : طاهر الكنتوش	
البلد الأصلي : غانا	العمر : 30
الولاية : طرابلس	المدينة : سرت
المركز : ديوان الجند	الوظيفة : جندي
لون الوجه : أسود	لون العينين : أسود
لون الشعر : أسود	فصيلة الدم : O+
نوع السلاح : كلاشنكوف	رقم السلاح : 5943

Source: ABAM

Name: Tahar al-Kantush

Governorate: Tripoli

City: Sirte

Nationality: Ghana

Age: 30

Based: Soldiers Barracks

Position: soldier

Face color: black

Eyes color: black

Hair color: black

Blood group: O+

Weapon type: Kalashnikov

Serial number: 5943

3. The main source of financing for ISIL came from a system of taxation based on monthly 'alms' (religious contributions or *Zakat*) withheld from the soldiers' salaries.

Voucher handed out to a soldier, Ahmed al-Niran Al-Warfalli, after he paid his monthly tax

ديوان الزكاة والصدقات
ولاية طرابلس / مركز سرت
التاريخ: 1437/7/11 هـ
الموافق: 2016/4/19 م
بطاقة المركزي
الاسم: أحمد أبو النيران علي الوارفالي الكود: 22-858
الشهر الذي تم فيه الزكاة: ديسمبر الثاني
العنوان: الشعبية
نوع الزكاة: مروض تجارة

الذاتية
الاستراتيجية
مركز الزكاة والصدقات
بإدارة النيابة مركز الزكاة والصدقات
ولاية طرابلس

Source: ABAM

Annexe 13 Brigade ABAM securing Sirte

Brigade Bunyan al-Marsous securing 20 bombs previously abandoned by ISIL



Source : Internet⁴

⁴ <http://www.libya-al-mostakbal.org/88/15451/طيران-صاروخ-20-على-عثرنا-المرصوص-البنيان-سرت-جنوب.html>

Annexe 14 Libyan Iron and Steel Company (LISCO) plant in Misrata (December 2016)

1. The plant is in close proximity of the company's port terminal. The imagery below shows a square "military zone", in which arms and ammunition are stored. It is also a gathering and starting point for the fighters joining armed groups in Benghazi.

Aerial view of the distance from the Military compound to the LISCO port



Source: Google Earth, unknown date (left) and Digital Globe, World View 3, 19 December 2016 (right)

LISCO plant



Source: Google Earth

2. According to several contacts in Misrata, the LISCO plant is a key hub for the military support provided to the BRSC.
3. The same sources report that one of the BRSC supply routes from Misrata to Benghazi originates from the Hun arms storage (Juffra region). The ammunition is transported by land from Hun to the LISCO plant in Misrata. The equipment is then stored in containers in the LISCO military compound.
4. From there, arms and ammunition are loaded onto a trawler or a fishing vessel at the LISCO port terminal. The trawlers sail to Benghazi, remaining most of the time inside territorial waters. Sometimes, while underway, shipments are loaded on a Misrata coast guard speedboat to continue the journey to Benghazi. Lately, many such speedboats have been intercepted by LNA airstrikes. On their way back to Misrata, the speedboats transport injured fighters.

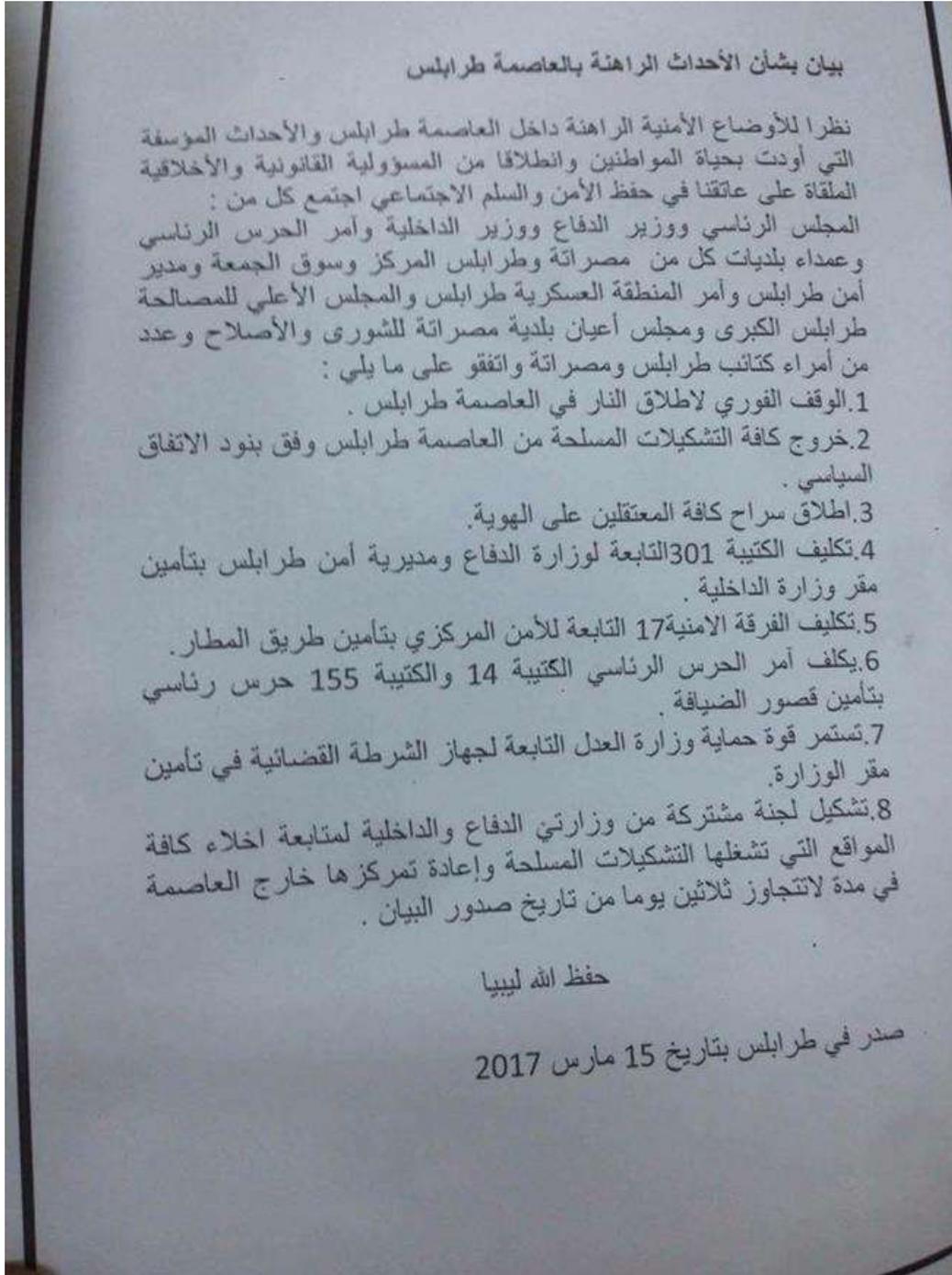
Annexe 15 List of armed groups that supported Khalifa al-Ghweil

1. The National Guard (created in February 2017) is mostly composed of Misratan brigades. It also includes a number of Ex-LIFG and militant Islamist groups in Tripoli. Its composition seems to be different from the National Guard created in 2013, under the leadership of Khaled al-Sharif and deployed in al-Hadba. Either way, both groups support the NSG.

Armed Group	Location	Commander
Al-Ihsan Brigade (Ex-LIFG)	Ghabat al-Nasr	Tareq al-Gadban
Al-Marsa al-Kubra Brigade (Misrata)	Tripoli International Airport / Qasr Ben Ghashir	Salem al-Zufri
Mobile National Forces (Amazigh)	Janzur and Seraj (Previously Ghot al-Shaal and Seyahiya)	
Suhadaa Qaswara/ al-Haraka (Misrata)	Tripoli International Airport / Qasr Ben Ghashir	Salah Badi
Presidential Security (Misrata)	Tripoli International Airport/ (Previously al-Qusur)	Mohammad Salem Dimona
Usud al-Wadi (Misrata)		Hassan Said
Jamal al-Ghazawi Brigade	Old City Tripoli	
Salah al-Burki (Misrata)	Salaheddine (Previously Abu Selim)	
Brigade Bashir al-Baqra - (Islamist Militancy)	Tajura	Bashir al-Baqra
Abu Azam Brigade - 12 th Security Unit - (Islamist Militancy)	Al-Madina al-Riyadiya	Abdallah al-Buseyfi
Baeyo Brigade (Misrata)	Qasr Ben Ghashir	Mohammad Baeyo (alias Sherikhan)
Ahmad al-Khoja Brigade (Tripoli)	Tariq al-Seqa	Ahmad al-Khoja
National Guard (Ex-LIFG)	Al-Hadba	Khaled al-Sharif
Libya Revolutionaries Operation Room – 11 Cie (Zawiya)		Ahmad Ben Naji

Source: Panel interviews with various sources from Tripoli

Annexe 16 Tripoli agreement signed on 15 March 2017



Source: Social Media

Annexe 17 Links between armed groups, criminal groups and the Coast guard in Zawiya

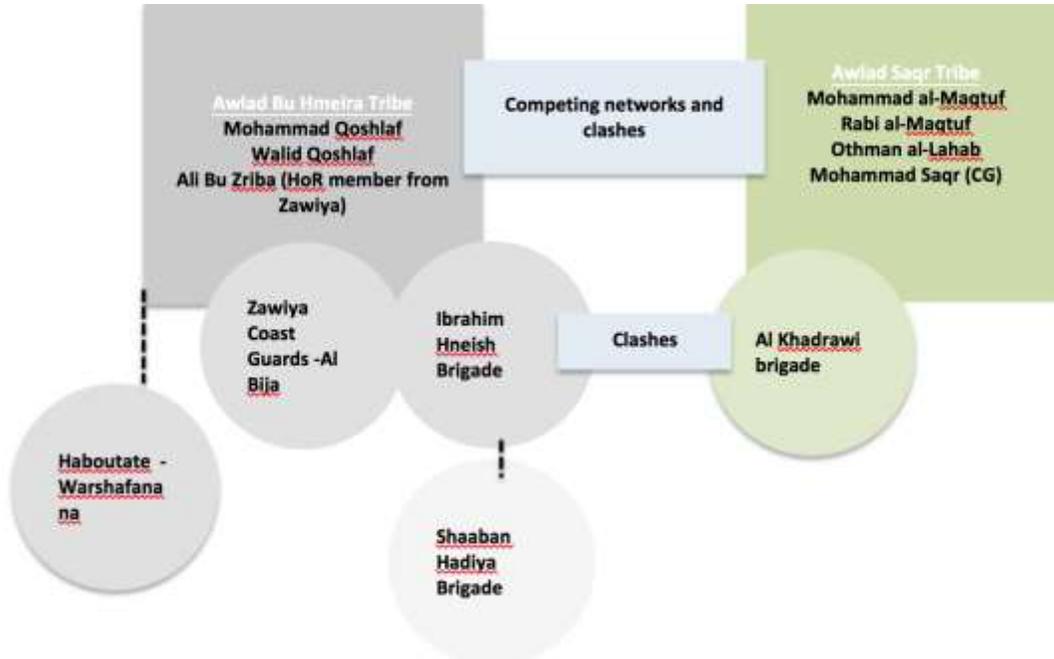
1. Sources provided the Panel with a detailed description of the modus operandi of smuggling networks in Zawiya.
2. Competition over the control of the fuel smuggling business in Zawiya has deepened historic tribal divisions between Awlad Bu Hmeira and Awlad Saqr in Zawiya. Since 2012, the Nasr Brigade, under the command of Mohammad Koshlaf from the Awlad Bu Hmeira tribe, has been in control of the Zawiya refinery. Koshlaf's monopoly over the refinery has since been disputed by Awlad Saqr and the allied armed groups of Othman al-Lahab and al-Khadrawi.
3. In late 2014, the expansion of the migrant smuggling and human trafficking business in Zawiya further increased the competition. The commander of the al-Nasr brigade opened a detention centre in Zawiya. The Panel received information that the detention centre, commanded by a former army Colonel, Fathi al-Far, is used to 'sell' migrants to other smugglers. Meanwhile, Koshlaf also became active in migrant smuggling.
4. Since 2014, Koshlaf's network gained influence over the coast guard operations in Zawiya, notably through the officer Abd al-Rahman Milad (also from the Awlad Bu Hmeira tribe). In 2015, The Zawiya coast guard's patrol boat (see photograph below), operated by Abd al-Rahman Milad (alias al-Bija), was involved in intercepting migrants and transferring them to the al-Nasr detention centre. An armed group from Awlad Saqr, also involved in the migrant smuggling business, attempted to take over control of the boat in March 2016.
5. Repeated violent clashes in Zawiya in 2016 and 2017, between armed groups controlled by Ibrahim Hneish and Mohammad Koshlaf on one side and al-Khadrawi and al-Lahab on the other, show how strong the competition over the criminal business is.
6. According to several sources, competing groups have regularly targeted migrants under the custody of their rivals, provoking death and injury of several migrants.
7. Shaaban Hadiya's armed group involvement in the smuggling business, if any, is unclear. However, a commander of Hadiya's group was seen by Panel's sources fighting alongside Ibrahim Hneish, which might indicate links between Shaaban Hadiya and the Koshlaf clan.
8. Koshlaf's al-Nasr brigade in Zawiya collaborates with the al-Haboutate brigade of Warshafana, in organizing the migrant smuggling. Reportedly, this has led to the opening of the coastal road between Zawiya and Tripoli over the last few weeks.

Coast guard's patrol boat in Zawiya. This is the only patrol boat of this size operating between Tripoli and the Tunisian border



Source: Confidential

Links between armed groups, criminal networks and the coast guard in Zawiya



Source: Panel of Experts interviews

Annexe 18 Communiqué by Municipality of Sabratha issued on 27 March

The Sabratha Municipal Council denounces fuel smuggling networks and fuel shortages caused by the smuggling. It also denounces the lack of means at its disposal to deal with these networks.

Logo of Sabratha Municipal Council: المجلس البلدي صبراتة / Sabratha Municipal Council

Logo of the Ministry of the Interior: وزارة الحكم المحلي

Logo of Sabratha Municipality: بلدية صبراتة / SABRATHA MUNICIPALITY

تاريخ: 27 / 3 / 2017 م

إشاري ب/ص / 2017/4

الموافق: / /

بيان المجلس البلدي صبراتة رقم (4) لسنة 2017 م
بشأن عمليات تهريب الوقود (البنزين والناظفة)

يعرب المجلس البلدي صبراتة عن استيائه الشديد من كثرة عمليات تهريب الوقود (البنزين والناظفة) وعبورها من بلدية صبراتة وانتشارها بشكل كبير خلال الفترة الأخيرة إلى أن أصبحت تجارة رانجة يمارسها تجار الأزمت والمهربين بشكل يومي .

وفي الوقت الذي اتخذ فيه المجلس كافة التدابير والاجراءات التي من شأنها مكافحة ومحاربة هذه الظاهرة في نطاق صلاحياته وبحسب الامكانيات المتاحة لديه إلا أنها لم تفي بالغرض ولم تساهم في إيقاف هذه الظاهرة التي أثقلت كاهل الاقتصاد الليبي وتسببت في نقص وانقطاع الوقود بأنواعه وغلاء سعره في بلدية صبراتة و تسببت أيضا في غلق أغلب محطات الوقود الرسمية في البلدية وكثيرة طوابير السيارات على المحطات التي تعمل بصورة متقطعة .

وفي ذات السياق فقد لوحظ ازدياد هذه العمليات في الأونة الأخيرة وخاصة في الفترة الليلية وفي الصباح الباكر وبمحاكاة من مجموعات مسلحة في ظل عجز الجهات الأمنية على مكافحتها ومحاسبة ومعاينة المتورطين فيها .

و إذ نقدم هذا البيان لنعلم الجميع أسفين عن عجزنا وعدم قدرتنا على إيجاد حل لإيقاف عمليات تهريب الوقود خصوصا وأنها تمس قوت المواطن اليومي وما استطعنا علاجه من توفير أسطوانات الغاز وتوزيعها بشكل عادل بين المواطنين وغيرها من الخدمات الأخرى هو من صميم عملنا ولن نقصر في ما استطعنا عليه خدمة للمواطن .

وأخيرا ندعو كافة الجهات الأمنية في المدينة والمنطقة بشكل عام لوضع حل جذري لهذه الظاهرة ومعالجتها من مصدرها الرئيسي كما ندعو أولياء الأمور والفاعلين في المنطقة لمناصحة أبنائهم وحثهم على الابتعاد عن إهدار مقدرات البلد وسرقة أموال الليبيين .

دولة ليبيا
المجلس البلدي صبراتة

218 233 62 2333

صبراتة - الطريق الساحلي الشرقي

www.sabratha.gov.ly
info@sabratha.gov.ly

Source: Social Media

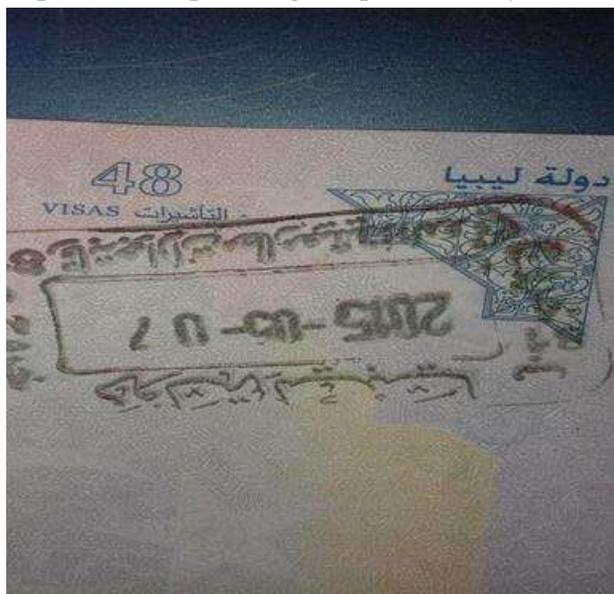
Annexe 19 Illegally issued passports delivered in Misrata in May 2015

1. Civil Register Agency sources confirmed to the Panel that they do not have a Libyan national under the same name figuring in the passport below and born in Benghazi on 1 January 1987 in their register. They also confirmed that the passport was issued illegally in Misrata. The beneficiary of the passport (a Sudanese national) used this passport to travel to Turkey between May and September 2015. This is not an isolated incident. In January 2015, AAS Sirte had taken control of the Passport Administration in order to facilitate international travels of its foreign fighters. In Benghazi, AAS Benghazi had also taken control of the Passport Administration before they lost it to the LNA in 2015.

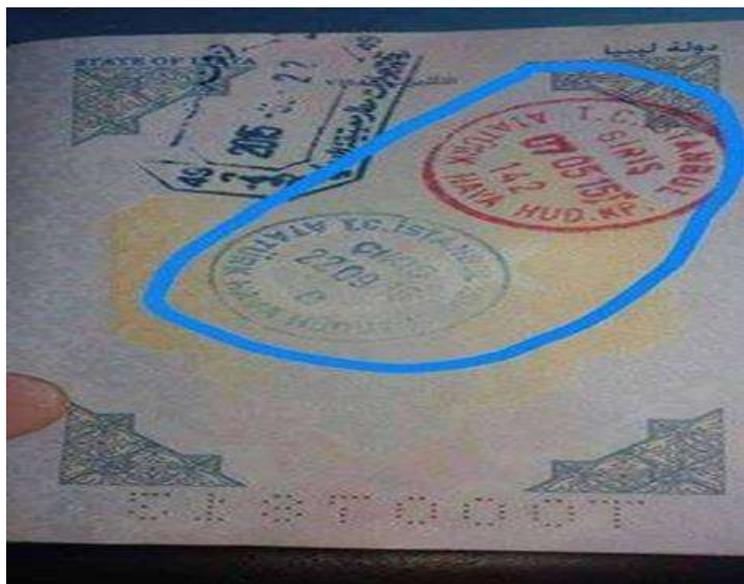
Photo of an illegally issued passport



Departure Stamp at Mitiga Airport on 7 May 2015



Arrival and departure stamps at Istanbul Ataturk Airport on 7 May 2015 and 22 September 2015. Entrance stamp in Mitiga on 22 September 2015



Source: Confidential

Annexe 20 PC-affiliated Minister of Defense orders the Air Force to deter and destroy any warplane attacking Tamanhint Air Base, 6 April 2017



Source: Social Media

Annexe 21 Third Force, BDB and the South Shield Coalition, links with the BRSC and listed organizations

Head of the Misrata Military Council Ibrahim Ben Rajab, accompanied by members of the Misrata Military Council and elements of the BDB in al-Jufra (unknown date).



Source: BDB Media Center

Ahmad al-Tajuri from the BDB, Ahmad al-Hasnawi commander of the South Shield and Ismail al-Sallabi from the BRSC in Tamanhint, in April 2017



Source: Social Media

Ahmad al-Hasnawi at Misrata Military Academy posing in front of an L-39 aircraft

Source: Social Media

Ahmad al-Hasnawi links with al-Qaida affiliated movements and ISIL

1. Ahmad al-Hasnawi is known for providing logistical support to Jihadist networks operating in the Sahel region, including AQIM (QDe.014), al-Mourabitoun and Ansar al-Dine (QDe.135), as confirmed by several sources, including amongst his allies in the south. The Panel also received reports of business links between al-Hasnawi and ISIL. During the BDB offensive against oil terminals in March 2017, the presence of al-Hasnawi in al-Nowfliya, where ISIL elements are still active according to the ministry of Defence sources in Tripoli, raises a number of questions concerning the extent of his relations with ISIL.

Potential links between the BDB, AAS Benghazi and ISIL elements in Sirte

2. In 2015, ISIL and the BRSC (including AAS Benghazi), had been fighting side by side in several locations in Benghazi, including al-Saberi and al-Qwarsha. By early 2016, the BRSC and ISIL in Benghazi stopped jointefforts. Both movements made their disagreements public. During the same period, a series of victories by the LNA forced many BRSC commanders, including Ismail al-Sallabi, Ziad Balam and Wissam Bin Hmeid to move to Misrata.

3. However, relations have continued between some BRSC commanders (who later founded the BDB) and some ISIL figures in Sirte. Several sources in Misrata indicated that Wissam Bin Hmeid tried to mediate for the safety of some of ISIL's leaders in Sirte in 2015, in spite of repeated attacks against Misrata-controlled checkpoints. The sense of a common cause, and in certain cases, family and tribal links, play a role in preserving those alliances. In May 2016, during preparations to launch

ABAM operation, Wissam Bin Hmeid was put under house arrest due to his suspected links with ISIL elements in Sirte.

4. Moreover, the launching of Operation ABAM has further divided Misrata, between those who are suspicious of BRSC commanders based in Misrata, and those who are 'ready to tolerate the BDB's undesirable links with ISIL and AAS Benghazi for the sake of the cause'. Military sources in Misrata emphasized that 'the leadership of the BDB has no links with listed organizations, but some commanders from Benghazi have links with AAS Benghazi'. During Operation ABAM, the BDB was not part of the attacking forces in Sirte. However, they were put in charge of guarding of the strategic al-Lud checkpoint between Bu Njeim and Wadan, a region that has witnessed extremist activity since 2015. Reports indicated that some ISIL leaders in Sirte were allowed to pass through this checkpoint, shortly before and during Operation ABAM. The BDB was also put in charge of protecting the southern flank of Misratan forces from the LNA position in Zela.

Annexe 22 List of arms transfers from Libyans brokers to ISIL

Usama Jadhran, brother of Ibrahim Jadhran, sold weapons to Abu Usama al-Tunsi, an ISIL figurehead in Sirte, for an amount of 130,000 LYD

شراء السلاح من اعمارته سرت وولاية طرابلس
• سلاح ابو هادي سلاح 23 مقلد وعدد 2 وشكاه وعدد 2 - 14.5
وغيره وقاتر بيد ابو خالد القذافي (السامي) بقمه منه وعشرون الف
ثم تسليما لفتح ابواسلام بعلم ابو عبيدة الاحمدي والى طرابلس
• سلاح 5 بقمه سلاح بقمه 9000 منتوخ
سلاح بقمه 110000 د. بيد ابو الفضل الغرياني
• 5 بقمه ثم شراء السلاح بعد الاستياء
• طلال اتميرة المهراني سلاح بقمه 17000 د. ثقيل ومتحرك وضيق
قطع غيار ودفاتر
بنادق نوع كلاشكوف وعدد 2 FN بقمه 12300 د
بيد ابو حارث الانصاري «الكرام»
• ملغوه « ثم الشراء بعد الاستياء من مكان ابراهيم الانصاري
• محمد زرقان رقم 2 دفاتر بقمه 3000 د.
بقمه 41450 د. ثلاث بنادق كلاشكوف
بيد الالف ابو عامر اللبيبي الرضا
• سلاح بن قنزي 3 بنادق كلاشكوف
ابندقيه FN بيد الغرياني لم يتم دفع كل المبلغ لادته
مرقد
• البصير سلاح 12.5
5 بنادق كلاشكوف
دخيرة 14.5 - 12.5 بيد ابو يوسف المهراني
• محمد اشكال سلاح 14.5
20 هسرت و خيره

عدد 5 سيارت بنديتة .
 1900 د . وعدد
 2 مسرت قنلة بوقع بيد عاطف الكرام
 6800 دينار
 بعد الفرض المستير المعلق
 قامة امكايه سودار اللق ميار
 سيار ليل عدد 1
 كلاس كون عدد 2 ببارق
 عدد 240 سياره قناله
 ليل الفرضي عدد 3 ببارق
 عدد 1 دفيره سونيا بقمه 5500 د .
 بوعضلة الحداد
 بيد عاطف الكرام
 1640 د .
 رلايو بقمه ابو عبد الرحمن المزمي 4 سلالع دشكه 5 ببارق كلاس
 بقمه الفرضي 17300 د بقمه سترعه بقمه 17300 د بيد على
 امه المزمي سلالع سترع بقمه 130000 د بيد على
 سلالع بن موار استلمه ابو اسامه التوفسي
 سلالع السدافي عدد ثلاث سيارت دفع ربايح ما 50000
 سلالع اعصاب استلمه اللع عبد العزيز البرقاري
 الجو الى الاملا الهيا
 ليل الفرضي ليل ان ال ساراك

Source: Confidential

A list of marriage contracts of ISIL showing the name of Usama al-Tunsi again

عقود النكاح

الرقم	اسم الزوج	اسم الزوجة	الصدقات المعجل	القدر المؤجل
١	أبو أحمد السويسي	أم آدم الفرنسية	ساعة يدوية	لا شيء
٢	أبو أسامة التونسي	أم آدم الفرنسية	ساعة يدوية	لا شيء
٣	أبو إسراء العرسي	مساء	خاتم ذهب	لا شيء
٤	أبو الدرداء الأمريكي	أم خير	٥٠٠ دينار ليبي	لا شيء
٥	أبو النور التونسي	بيان محمد	لا شيء	مصحف و بنديقة كلاشكوف
٦	أبو أمير السوداني	رحمة الله النيجيرية	لا شيء	لا شيء
٧	أبو أنور المهاجر	زهرة	١٠٠٠ دينار ليبي	لا شيء
٨	أبو حمزة الكفاني	جازية	١٠٠٠ دينار ليبي	لا شيء
٩	أبو سعيد المالي	فاطمة النيجيرية	لا شيء	بنديقة كلاشكوف
١٠	أبو صهيب المصري	مريم	لا شيء	٥٠٠ دينار ليبي
١١	أبو عبد الرحمن	ليلة	١٠٠٠ دينار ليبي	٢٠٠ دينار ليبي
١٢	أبو عبيدة السنغالي	براندي سخنة	لا شيء	قراءة تفسير سورتي التوبة و الأنفال
١٣	أبو علاء التونسي	فتحية	٢٠٠ دينار ليبي	لا شيء
١٤	أبو مالك الكفاني	أم خديجة	١٠٠٠ دينار ليبي بعد إعطائه المنحة	لا شيء
١٥	أبو منصور التونسي	مريم النيجيرية	لا شيء	حزام ناسف
١٦	أبو يحيى السوداني	عائشة	٥٠٠ دينار ليبي	لا شيء
١٧	أبو يحيى الصومالي	أم شنز	جلاكسي S4	لا شيء
١٨	الأمين زيني ولد حمدان (أبو عمر المالي)	مباركة بابا حبيب	٢٠٠٠ دينار ليبي	٥٠ جراماً من الذهب
١٩	جيريل عبد الله محمد	سالمة ونيس	١٠٠٠ دينار ليبي	٢٠٠ جرام ذهب
٢٠	زكريا الفلبيني	ليلي	لا شيء	لا شيء
٢١	صلاح فرج	حنان محمد	١٠٠٠ دينار ليبي	١٠ أوقيات ذهب
٢٢	عبد الرحمن الفرنسي	رحمة	٢٠٠ دينار ليبي	لا شيء
٢٣	عمر عيسى محمد	خديجة أبوبكر	٥٠٠٠ دينار ليبي	لا شيء
٢٤	مسكين	أم طلحة	١٠٠٠ دينار ليبي	لا شيء





Source: Confidential

Annexe 23 Presence of foreign armed groups in Libya since 2013

Sudanese Groups

Sudanese Liberation Army/ Minni Minawi (SLA/MM)

1. The deployment of Sudanese armed groups, with the approval of their hierarchy, started in March 2015, notably with the presence of SLA/MM in Ubari, al-Waw and al-Wig areas. At first, SLA/MM fighters joined Tebu-led brigades in the South of Libya, and in later phases in Benghazi. By March 2016, they had gained autonomy and played a key role in the capture and protection of oil installations by the LNA.
2. In early 2017, according to internal sources, some SLA/MM field commanders decided to withdraw from Libya due to insufficient levels of remuneration and fears of political repercussions. In fact, they blamed the movement's leaders for 'keeping the money for themselves'. A field commander interviewed by the Panel in February 2017 confirmed that mid-ranking commanders and the rank and file had been looking to go back to Sudan. He added that he himself was waiting to gather enough fuel and money to leave Libya.

Sudanese Liberation Army/ Al-Nur and and Ex-JEM commanders

3. In addition to SLA/MM forces, SLA/Al-Nur is engaged in Libya, alongside the LNA. According to sources within the movement, they had 1,500 fighters in Libya by mid-2016. They had been approached by Arab intermediaries to facilitate their contacts with the LNA.
4. Ex-JEM commanders have also joined the Libyan armed conflicts. Abdallah Jana is such an Ex-JEM commander. He entered Libya with 13 vehicles in 2016, but increased his assets to 70 vehicles by February 2017. He is reported to visit Sudan every two to three months to recruit new fighters.
5. Abdallah Banda, an Ex-JEM commander and Justice and Liberation Movement's deputy chief, is familiar with Libya's former regime networks. According to Justice and Liberation Movement (JLM) sources, he facilitated contacts between Libyan and Darfuri armed group commanders. He regularly moves between Libya and Darfur.

Justice and Equality Movement

6. JEM officials interviewed in 2016 confirmed that the JEM had been approached by several Libyan parties, including Islamist figures and the LNA, but they denied any actual involvement in Libya. However, interviews with JEM and Ex-JEM officials revealed that there was at least one attempt to join Libya from South Sudan, in late 2015. Yehya Omda, Artillery Chief of Staff of the movement, was able to leave South Sudan and deployed along the Chadian-Libyan border. Ex-JEM sources also reported that Omda is recruiting amongst Sudanese refugees in the region of Um Nabaq in Chad.

Chadian groups

Le Front pour l'alternance et la concorde au Tchad (FACT)

7. The FACT was founded in April 2016 by Mahamat Nuri and Mahdi Ali Mahamat. The two men broke ties and Mahdi is now heading the movement and coordinating its activities in Libya. The presence of Chadian groups in the Fezzan dates back to late 2014. They were unable to operate on the Chadian side of the Libyan-Chadian border and were hosted in Sabha by the Third Force on the condition of ceasing their military actions against the Chadian regime, according to Third Force sources. However, the security developments in Libya and the spread of fighting to Sirte, Sabha, al-Jufra and Braq al-Shate' led to FACT's recruitment by Misrata-allied forces. They are deployed at the al-Hjara al Sawda base in al-Jufra and in Sabha. According to FACT sources, they had 700 fighters deployed in Libya by the end of 2016. However, other sources mentioned a force composed of 1,000 to 1,500 fighters.

Conseil de Commandement Militaire Pour le Salut de la Republique (CCMSR)

8. Created in July 2016 by former UFDD spokesperson, Mahamat Hassan Boulemaye, the CCMSR has split from the FACT. On 14 April 2016, a CCMSR base in Doualki, near Sabha, was bombed by LNA forces resulting in six dead. This was confirmed by Boulemaye who blamed President Deby for the attack.

Rassemblement des forces democratiques (RFC)

9. The group had started operating in the southeast of Libya by the end of 2015. It was allegedly involved in attacks against convoys of drug traffickers. Allegedly, it was deployed in the Oil Crescent, alongside the LNA. The Panel could not reach out to sources within the movement. Two of the checkpoints (between Rebiana and Sabha) run by the group were allegedly attacked by ISIL cells early 2016.

Mahdi Ali Mahamat visiting the FACT base in Sabha in October 2016



Source: Confidential

French decrees of January 2017 imposing financial sanctions against Mahamat Nuri and Mahdi Ali Mahamat

JORF n°0016 du 19 janvier 2017
texte n° 10

**Arrêté du 18 janvier 2017 portant application des articles
L. 562-1, L. 562-3 et suivants du code monétaire et
financier**

NOR: ECFT1701040A

ELI: <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrrete/2017/1/18/ECFT1701040A/ta/texte>

Par arrêté du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'intérieur en date du 18 janvier 2017, vu le [code monétaire et financier](#), notamment ses articles L. 562-1, L. 562-3 et suivants, sont gelés les fonds, instruments financiers et ressources économiques qui appartiennent à M. Mahamat MAHADI ALI, alias Mahadi Ali MAHAMAT, alias Mhadi Ali MAHAMAT, alias Mahadi Issa Gorane, né le 9 juin 1969 à Moussoro Kanem (Tchad), de nationalité tchadienne, pour une durée de six mois.

Les mouvements ou transferts de fonds, instruments financiers et ressources économiques au bénéfice de cette personne sont interdits pour une durée de six mois.

Le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la mise en œuvre du présent arrêté, qui entre en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel de la République française.

Notification des voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois à compter de sa notification :

- par recours gracieux adressé au ministre de l'intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques, place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08, ou au ministre de l'économie et des finances, 139, rue de Bercy, 75572 Paris Cedex 12, télédod 233, liste-nationale@service-eco.fr ;
- ou par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Paris, 7, rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 04, téléphone : [01-44-59-44-00](tel:01-44-59-44-00), télécopie : [01-44-59-46-46](tel:01-44-59-46-46), urgences télécopie référés : [01-44-59-44-99](tel:01-44-59-44-99), greffe.ta-paris@juradm.fr.

JORF n°0016 du 19 janvier 2017
texte n° 11

**Arrêté du 18 janvier 2017 portant application des articles
L. 562-1, L. 562-3 et suivants du code monétaire et
financier**

NOR: ECFT1701041A

ELI: <https://www.legifrance.gouv.fr/eli/arrete/2017/1/18/ECFT1701041A/jo/texte>

Par arrêté du ministre de l'économie et des finances et du ministre de l'intérieur en date du 18 janvier 2017, vu le [code monétaire et financier](#), notamment ses articles L. 562-1, L. 562-3 et suivants, sont gelés les fonds, instruments financiers et ressources économiques qui appartiennent à M. Mahamat NOURI, alias Nouri Allatchi MAHAMAT, alias Mahamat NOURI ALLATCHI, alias Mahamat ALLATCHI NOURI, alias Mahamat NOURI ALLATCHIMI, né en 1947 à Faya-Largeau (Tchad), de nationalité tchadienne, pour une durée de six mois. Les mouvements ou transferts de fonds, instruments financiers et ressources économiques au bénéfice de cette personne sont interdits pour une durée de six mois. Le ministre de l'économie et des finances et le ministre de l'intérieur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de la mise en œuvre du présent arrêté, qui entre en vigueur à la date de sa publication au Journal officiel de la République française.

Notification des voies et délais de recours

Le présent arrêté peut être contesté dans les deux mois à compter de sa notification :

- par recours gracieux adressé au ministre de l'intérieur, direction des libertés publiques et des affaires juridiques, place Beauvau, 75800 Paris Cedex 08, ou au ministre de l'économie et des finances, 139, rue de Bercy, 75572 Paris Cedex 12, télédéc 233, liste-nationale@service-eco.fr ;
- ou par recours contentieux auprès du tribunal administratif de Paris, 7, rue de Jouy, 75181 Paris Cedex 04, téléphone : [01-44-59-44-00](tel:01-44-59-44-00), télécopie : [01-44-59-46-46](tel:01-44-59-46-46), urgences télécopie référés : [01-44-59-44-99](tel:01-44-59-44-99), greffe.ta-paris@juradm.fr.

Source: [Legifrance.gouv.fr](http://legifrance.gouv.fr)

Annexe 24 Letters of appointment issued by Abd al-Razak al-Nadhuri

Letter of appointment by Abd al-Razzak al-Nadhuri for Munir Bulaz to secure Gernada prison

القوات المسلحة العربية الليبية
القيادة العامة
رئاسة الأركان العامة

ع.س. ك.ك.ف.
م.ج.د. 20/6/16
م.س.م.ع. 1046/167



السيد // م/أول / منير عبدالرازق سعد بلعز

يكلف الضابط المذكور أعلاه بأمرة المجموعة بالكشف العرفق للحماية وحراسة
سجن الشرطة العسكرية فرندة والتبع التي رئاسة الأركان العامة

أجراءكم بالخصوص



السيد // م/أول / منير عبدالرازق سعد بلعز
رئيس الأركان العامة للجيش الليبي

م.س.م.ع. 1046/167

م.س.م.ع. 1046/167

Source: Confidential

Letter by Abd al-Razzak al-Nadhuri extending the mandate of Colonel Idriss al-Seati as the head of the General Investigations Department in Benghazi

الموضوع: بشأن الاستمرار في العمل
الموافق: 02 02 17/ 20 م
الرقم الاشاري: ج - ع / 167

127

مجلس النواب الليبي
الحاكم العسكري
د. د. د. بن جواد

عقيد / ادريس محمد المصيبي
مدير مكتب جهاز المباحث العامة / بنغازي

اشارة الي كتابكم المرقم ص 485 بتاريخ 2017.1.31م بشأن ماتتطلبه المرحلة وحساسية الموقف الامني داخل بلدنا وخاصة مدينة بنغازي والتي شارف اعلان تحريرها من الدواعش والارهابيين ولمقتضيات المصلحة العامة .

عليه /
يطلب منكم الاستمرار في عملكم كمدير لمكتب جهاز المباحث العامة / بنغازي
والسلام عليكم ..

لسواء /
عبدالرازق حسين جمعة الناظوري
الحاكم العسكري درنة بن جواد

صوره منه الي /

- سيدي القائد العام للقوات المسلحة / للعلم
- رئيس الوزراء بالحكومة المؤقتة / للعلم
- رئيس جهاز المباحث العامة / للعلم
- مدير مكاتب جهاز المباحث العامة بالمنطقة الشرقية / للعلم والتنفيذ
- الملف الدوري العام / للحفاظ

Source: social media

Annexe 25 The list of al-Hadba prison supervisors involved in torture and other abuses against prisoners

1. Some of the al-Hadba personnel were selected from among relatives of victims from the Abu Selim prison massacre, committed by Qadhafi's security services and resulting in the death of more than 1,200 prisoners. Armed groups in Libya have often recruited relatives of victims of the former regime, some of whom have sought vengeance. The prison manager Saleh al-Deaiki, who was seen in a video footage beating Saadi al-Qadhafi, is a former prisoner of Abu Selim.

List of al-Hadba supervisors

Saleh al-Deaiki – Prison supervisor
Abd al-Basset Abd al-Salam Ben Naji
Khaled al-Tamzini
Walid al-Qamudi
Najmi al-Rheibi
Ali Mashlit

Annexe 26 Presidential Security

1. The ‘Presidential Security’ is run by the Dimona clan (Mohammad, Bassem and Ali Dimona). It has been involved in attacks against individuals and commercial entities, including banks, in Hay al-Andalus in Tripoli in March 2017. The clan has also been involved in several kidnappings, as reported by former detainees interviewed by the Panel. Until recently, the ‘Presidential Security’ was in control of the al-Felah Department to Counter Illegal Migration (DCIM) centre, which was also used as an informal detention centre for Libyans. The Dimona clan also organised other informal detention facilities, including at Tripoli International Airport, to where it retreated following its ousting from al-Felah and al-Qusur areas in March 2017.
2. A document signed by Sergeant Mohammad Salem Dimona, in charge of the ‘Presidential Security’, denying his responsibility in attacking the HSC. However, according to several sources, Dimona’s group was indeed responsible for the attack.

Communiqué by the Presidential Security denying its responsibility in the attack against the HSC president on 20 February 2017



Source: Social Media

Annexe 27 Tripoli Revolutionaries Brigade

The case of Mohammad Imheisen (March 2016)

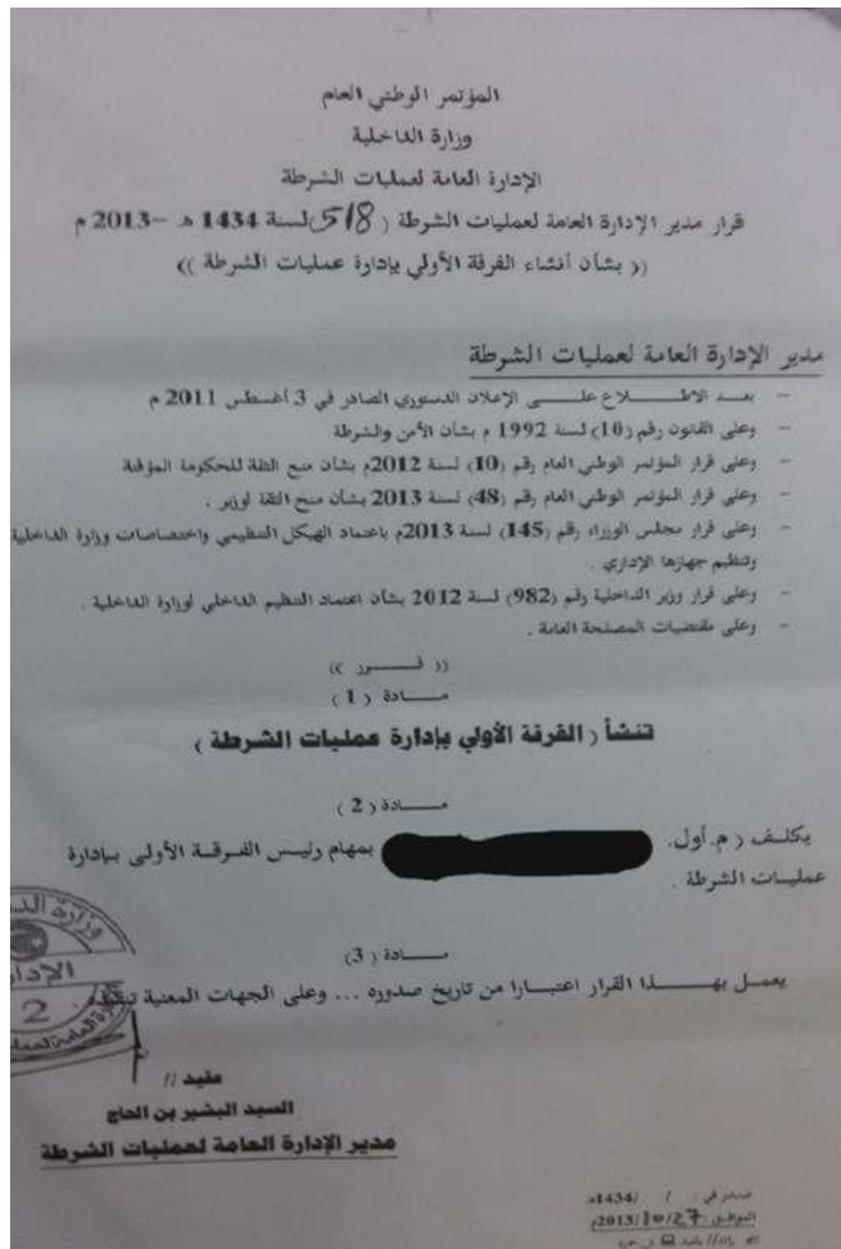
1. Misratan journalist Mohammad Imheisen was kidnapped at a checkpoint where al-Tajuri was present, in central Tripoli on 30 March 2016. Imheisen was detained and tortured in a prison in Mitiga, controlled by al-Tajuri, before being transferred to another prison under the control of Abd al-Ghani al-Kikli. Al-Tajuri and al-Kikli were reported to be present during at least one of the torture sessions.

The case of Jamal Zubia, former NSG Media Office Director (August-December 2016)

2. Jamal Zubia was kidnapped during a rally on 29 July 2016 held on Martyrs' Square in Tripoli. He was first kidnapped by a group affiliated with the ASB of Abd al-Ghani al-Kikli, before being handed over to Haytham al-Tajuri personally. Zubia and other detainees were later transferred to a detention facility in Mitiga base, under the control of al-Tajuri. On 9 October 2016, following the ousting of Haytham al-Tajuri from Mitiga, Zubia was transferred to a detention center under the nominal control of the Diplomatic Police. Zubia reported scenes of torture in that detention facility. He was finally released in December 2016, as a result of tribal mediation.

Annexe 28 Official documents on the establishment and mandates of the First Security Division (*al-Ferqa al-Amniya al-Oula*), under the command of Haytham al-Tajuri

Decree to establish the First Security Division in 2013.



Source: social media

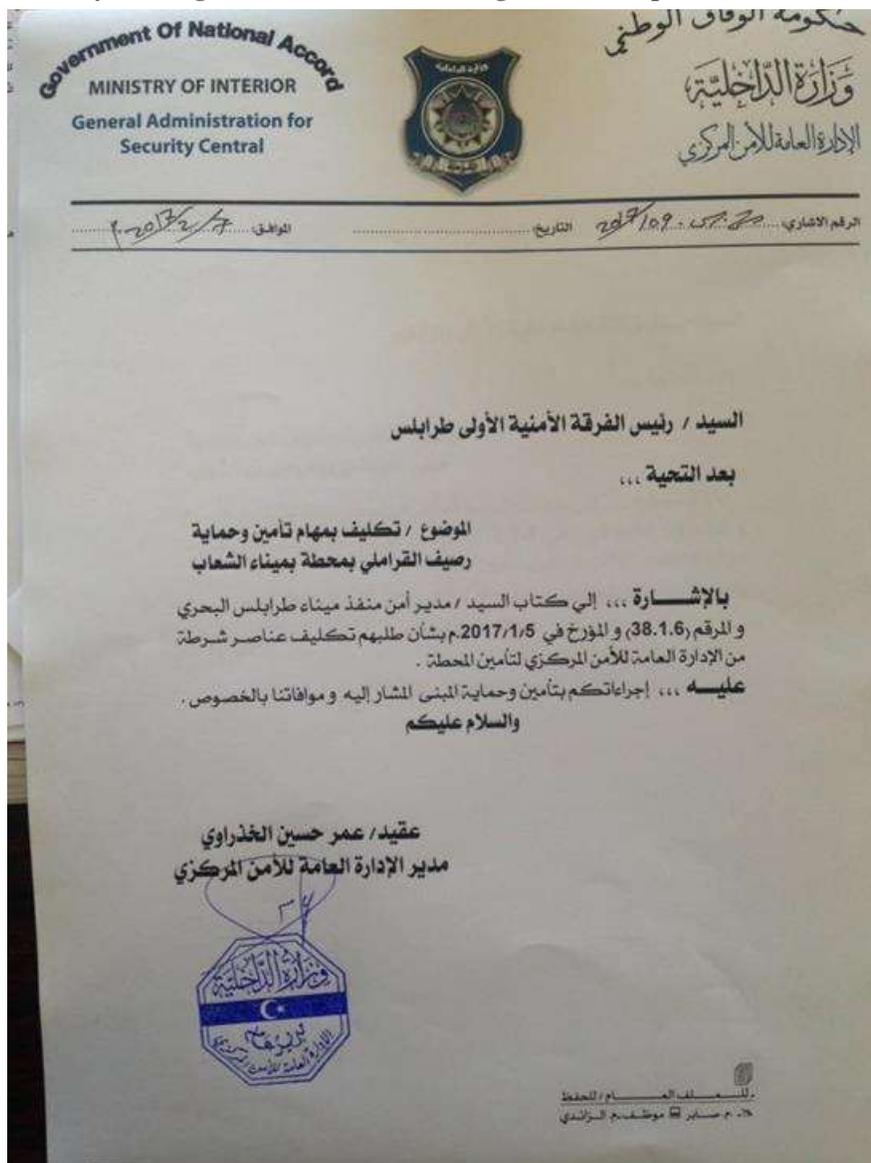
1. The First Security Division under al-Tajuri is in charge of providing security for diplomatic representations established in or visiting Tripoli. It has much more resources at its disposal than the 'normal' diplomatic police forces.

Letter of introduction signed by the Commander of the Diplomatic Police and addressed to the Commander of the First Division.



Source: social media

Letter by the Director of the Central Security Administration, Omar al-Khadrawi, mandating the First Security Division to protect the port of Tripoli on 7 February 2017, in spite of al-Tajuri's involvement in currency exchange schemes and related illegal or fake importations



Source: social media

Letter dated 7 February 2017 by the Director of the Central Security Administration, Omar al-Khadrawi, mandating the First Security Division to protect the Commercial Bank branch of Tripoli port. This mandate is issued in spite of the involvement of al-Tajuri in attacks against bank employees in order to obtain authorizations for letters of credits



Source: Social media

Annexe 29 Fronts Commander of the Special Forces

Military order signed by Mahmud al-Warfalli on 9 April 2017, after the LNA had reported to the Panel in a meeting on 24 March that he had been imprisoned



Source: Confidential

Photos believed to be taken in January and February 2017 showing Mahmud al-Warfalli executing several unidentified individuals



Source: Social Media



Source: Confidential



Source: Confidential

Mahmud al-Warfalli (left) in a photo next to the exhumed body of Jalal al-Makhzoum, a BRSC military commander



Source: Social Media

Annexe 30 Human rights violations against migrants in Zawiya

1. Abd al-Rahman Milad (alias al-Bija) is the head of the Zawiya branch of the coast guard. He obtained this position thanks to the support of Mohammad Koshlaf and Walid Koshlaf. Both had leverage over the coast guard hierarchy, according to internal sources in the coast guard.
2. Fathi al-Far, a former army colonel, is the head of al-Nasr detention centre. The centre is under the de facto control of al-Nasr Brigade of Mohammad Koshlaf. The Panel collected testimonies of the inhumane detention conditions at al-Nasr, which is not suitably equipped to hold migrants. Women and children live in critical conditions.
3. In addition, many migrants are frequently beaten, while others, notably women from sub-Saharan countries and Morocco, were sold on the local market as 'sex slaves'.
4. Tareq al-Hengari is also a member of the coast guard. He shot at migrants' boats at sea, causing the death of an unknown number of migrants, in an attempt to undermine the smuggling business of Koshlaf's competitors.

Annexe 31 Migrant detention centres

'Al-Felah' detention centre in Tripoli – March 2017

1. The following photographs, showing inhumane conditions of detention in the al-Felah detention centres, were taken following the ousting of the Presidential Security from al-Felah and al-Qusur areas in Tripoli.





Source: Confidential

The al-Krarim detention center in Misrata – March 2017

2. Conditions are marginally better from other centres but remain extremely poor and inhumane, according to human rights activists who visited the prison.



Source: Confidential

Detention centre in Zliten– March 2017



Source: Confidential

Annexe 32 Marc Turi

Case 2:14-cr-00191-DGC Document 438 Filed 10/03/16 Page 1 of 4

1 JOHN S. LEONARDO
 United States Attorney
 2
 3 JULIE A. EDELSTEIN
 Trial Attorney
 Counterintelligence and Export Control Section
 4 National Security Division
 U.S. Department of Justice
 5
 District of Arizona
 6 DAVID A. PIMSNER
 KRISTEN BROOK
 7 Assistant U.S. Attorneys
 Arizona State Bar No. 007480
 8 Arizona State Bar No. 023121
 Two Renaissance Square
 9 40 North Central Avenue, Suite 1200
 Phoenix, Arizona 85004-4408
 10 Telephone (602) 514-7500
 David.pimsner@usdoj.gov
 11 Kristen.brook@usdoj.gov
 Attorneys for plaintiff

12
 13 IN THE UNITED STATES DISTRICT COURT
 14 FOR THE DISTRICT OF ARIZONA

15 United States of America,
 16 Plaintiff,
 17 vs.
 18 1. Marc Turi, and
 19 2. Turi Defense Group,
 20 Defendants.

CR-14-00191-PHX-DGC

**JOINT MOTION TO DISMISS WITH
 PREJUDICE**

21 The United States of America, by and through undersigned counsel, and Marc Turi
 22 and Turi Defense Group, by and through their respective counsel, move this Court under
 23 Rule 48(a) of the Federal Rules of Criminal Procedure for an order dismissing all counts
 24 with prejudice in the above-captioned matter for the reasons stated herein.

MEMORANDUM OF POINTS AND AUTHORITIES

26 The issue of discovery has been extensively litigated in this matter. On October 3,
 27 2014, Defendants filed a motion seeking in part "documents or other evidence relating to
 28 instances in which the United States assisted or considered assisting in the covert

1 transportation, provision, acquisition, transfer, or transport of 'Defense Articles' to or
2 from any person, entity, group of people, quasi-governmental entity, or government within
3 the territory of Libya from 2010 to the date of the request." (Dkt. No. 63 at 3) (citing Dkt.
4 No. 55 at 5).

5 On October 22, 2014, the Court found Defendants' request was "overly broad" and
6 required the government to produce "a narrower category of information: documents which
7 relate to efforts by the United States to arrange for arms brokers to arrange covert transfers
8 of weapons to the NTC in Libya between the beginning of 2010 and the end of 2011"
9 ("Category 2 documents"). (Dkt. No. 63 at 4).

10 The government searched for records as required by the October 22, 2014 order.
11 The government apprised the Court of the results of its search for such documents through
12 a motion under Section 4 of the Classified Information Procedures Act, 18 U.S.C. App. 3 §
13 4. Subsequently, the Government apprised counsel for Defendant Turi of the results in a
14 classified document.

15 On June 16, 2015, Defendants filed a motion seeking an order requiring the
16 government to show cause why it should not be sanctioned for failing to produce Category
17 2 documents relating to the Court's October 22, 2014 Order. (Dkt. No. 171). The motion
18 was briefed and the Court conducted a status conference on August 11, 2015, during which
19 there was an extensive discussion of the meaning of the terms "efforts" versus
20 "contemplation," and that the government's disclosure obligations were limited to "efforts."
21 During the hearing, the Court noted that, by its October 22, 2014 Order, it intended to order
22 the disclosure of a document "if it relates to an effort to arm rebels, something that actually
23 occurred, then it should be disclosed," but it also pointed out that "there is a difference
24 between actively contemplating and doing it." (RT 8/11/15 at 7, 9). On October 2, 2015,
25 the Court denied the Defendants' motion and again reiterated that "Category 2 does not call
26 for documents relating to 'possible efforts' or 'contemplated efforts' to arm Libyan rebels."
27 (Dkt. No. 249 at 4).

28 Defendants again filed a motion seeking to compel additional information. On
March 25, 2016, the Court issued an order reversing its prior rulings and ordered more

1 extensive discovery. As a result, government counsel consulted various government entities
2 in accordance with the order.

3 While the latest discovery order was pending, Defendants negotiated with the
4 Directorate of Defense Trade Controls ("DDTC").¹ Defendants and DDTC have now
5 reached an administrative settlement that is memorialized in a signed consent agreement
6 between DDTC and the Defendants (Attached as sealed Exhibit A).

7 In light of the Court's discovery rulings, the administrative resolution between
8 DDTC and the defendant, and other factors, the government seeks leave of the Court to
9 dismiss the criminal matter with prejudice pursuant to Rule 48(a). Dismissal is appropriate
10 under Rule 48(a) in these circumstances. *See, e.g., United States v. Gonzales*, 58 F.3d 459,
11 461 (9th Cir. 1995) (reversing denial of prosecution's motion to dismiss charges with
12 prejudice, made with consent of defendant, and noting that "in the category of cases in which
13 the defendant consents to the prosecution's request, there is a question as to whether a
14 district court may ever deny an uncontested Rule 48(a) motion").

15 While the parties disagree on the facts of this case and the defendants' deny any
16 criminal conduct, the defendants' acknowledge that the charges obtained in this case were

17 ///

18
19 ///

20
21 ///

22
23
24 ///

25 _____

26
27 ¹ DDTC is the regulatory body responsible for enforcing compliance with the
28 International Traffic in Arms Regulations ("ITAR"), 22 C.F.R. Chapter I, Subchapter M,
Parts 120 - 130.

1 based in fact. Undersigned counsel avows that counsel for Turi and Turi Defense Group
2 join in this motion and the relief requested herein.

3 Respectfully submitted this ____ day of October, 2016.

4 JOHN S. LEONARDO
5 United States Attorney|
6 District of Arizona

PERKINS COIE LLP

7 /s/ Kristen Brook
8 KRISTEN BROOK
9 DAVID A. PIMSNER
10 Assistant U.S. Attorneys

/s/ Jean-Jacques "J" Cabou
JEAN-JACQUES "J" CABOU
Counsel for Marc Turi

/s/ Thomas D. Ryerson
THOMAS D. RYERSON
/s/ Alexis E. Danneman
ALEXIS E. DANNEMAN
Pro bono Counsel for
Turi Defense Group

11
12
13
14
15 **CERTIFICATE OF SERVICE**

16 I hereby certify that on or about October 3, 2016, I electronically transmitted the attached
17 document to the Clerk's office using the CM/ECF System and sent a copy of the attached
18 document to the following CM/ECF registrants:

19 Jean-Jacques Cabou, Attorney for Defendant Turi, and
20 Thomas Ryerson and Alexis Danneman, Attorneys for Turi Defense Group

21 KB/nh
22
23
24
25
26
27
28

Annexe 33 Zastava M93 on the black market

1. Monitoring of social media by the Panel indicates that arms dealers within Libya continue to use online markets to sell and/or acquire material such as rocket propelled grenade (RPG) launchers, recoilless rifles, anti-tank guided missile systems, heavy machine guns (12.7mm and 14.5mm), and man-portable air-defence systems (MANPADS).⁵ Among the weapons for sale on a Libyan Facebook page were two Zastava Arms M-93 'Black Arrow' anti-materiel rifles.⁶ In 2015, Serbia had already confirmed to the Panel the delivery of 25 M93 to the Libyan Ministry of Defence for the amount of USD 126,250 (see delivery certificate below), after a successful exemption notification to the Committee. In all likelihood, they were diverted. In April 2016, Facebook closed six accounts that had been used for arms sales in Libya.⁷

⁵ see C.J. Chivers, "Facebook Groups Act as Weapons Bazaars for Militias", New York Times, 6 April 2016, http://www.nytimes.com/2016/04/07/world/middleeast/facebook-weapons-syria-libya-iraq.html?_r=0;

Michael Smallwood, "9K32M MANPADS components offered for sale in Libya via social media", Armament Research Services, 6 March 2015, <http://armamentresearch.com/9k32m-manpads-components-offered-for-sale-in-libya-via-social-media/>.

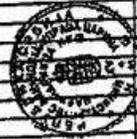
⁶ N. R. Jenzen-Jones and Graeme Rice, "The Online Trade of Light Weapons in Libya", Security Assessment in North Africa Dispatch No. 6, April 2016, p.7. <http://www.smallarmssurvey.org/sana/publications/listed-in-chronological-order/dispatches/sana-dispatch-6.html>.

⁷ Internet links can obviously not be provided, but were documented in the reports cited below.

ICAO Annex 9
APPENDIX 3

CARGO MANIFEST

Operator: RSB		Agent:																												
Marks of Nationality and registration:		RUBY STAR																												
Flight number: RSB		Date: 23.maj																												
DEPARTURE FROM: NIS <small>(Place and country)</small>		ARRIVAL AT: TRIPOLI <small>(Place and country)</small>																												
Point of loading: NIS		Point of unloading: TIP																												
Air Waybill Number	Number of packages	KG	PALLETS																											
000 0000 4878	800	37000																												
<table border="1" style="width: 100%; border-collapse: collapse;"> <thead> <tr> <th>Nature of goods</th> <th>For use by operator only</th> <th>For official use only</th> </tr> </thead> <tbody> <tr> <td colspan="3">1. ROCKET 60MM HEAT M-78A FOR HRL M-78 - 3,000 PCS</td> </tr> <tr> <td colspan="3">2. HAND ROCKET LAUNCHER 60MM M-78 - 40 PCS</td> </tr> <tr> <td colspan="3">3. PISTOL, EXTERNA CZ-809 - 200 PCS</td> </tr> <tr> <td colspan="3">4. SUBMACHINE GUN 7,62X39MM M02 - 500 PCS</td> </tr> <tr> <td colspan="3">5. MACHINE GUN 7,62X54MM 1894 PKM - 200 PCS</td> </tr> <tr> <td colspan="3">6. MACHINE GUN 12,7X108MM M-07 COYOTE - 10 PCS</td> </tr> <tr> <td colspan="3">7. LONG RANGE RIFLE 12,7X108MM M-05 - 20 PCS</td> </tr> <tr> <td colspan="3">PCA AIRPORT NIS (INCOTERMS 2010)</td> </tr> </tbody> </table>				Nature of goods	For use by operator only	For official use only	1. ROCKET 60MM HEAT M-78A FOR HRL M-78 - 3,000 PCS			2. HAND ROCKET LAUNCHER 60MM M-78 - 40 PCS			3. PISTOL, EXTERNA CZ-809 - 200 PCS			4. SUBMACHINE GUN 7,62X39MM M02 - 500 PCS			5. MACHINE GUN 7,62X54MM 1894 PKM - 200 PCS			6. MACHINE GUN 12,7X108MM M-07 COYOTE - 10 PCS			7. LONG RANGE RIFLE 12,7X108MM M-05 - 20 PCS			PCA AIRPORT NIS (INCOTERMS 2010)		
Nature of goods	For use by operator only	For official use only																												
1. ROCKET 60MM HEAT M-78A FOR HRL M-78 - 3,000 PCS																														
2. HAND ROCKET LAUNCHER 60MM M-78 - 40 PCS																														
3. PISTOL, EXTERNA CZ-809 - 200 PCS																														
4. SUBMACHINE GUN 7,62X39MM M02 - 500 PCS																														
5. MACHINE GUN 7,62X54MM 1894 PKM - 200 PCS																														
6. MACHINE GUN 12,7X108MM M-07 COYOTE - 10 PCS																														
7. LONG RANGE RIFLE 12,7X108MM M-05 - 20 PCS																														
PCA AIRPORT NIS (INCOTERMS 2010)																														
MANIFEST TOTAL		800	37000																											



*** To be completed only when required by the State.

Prepared by
P. Opaskovic
23.05.14

Source: Republic of Serbia

رقم الترخيص
2000
رقم الوثيقة
6.686-60
رقم الترخيص
2000



Ministry of Defense

رئاسة مجلس الوزراء
وزارة الدفاع
ديوان الوزارة

DELIVERY VERIFICATION CERTIFICATE

We, Ministry of Defense of Libya confirm receiving the item hereunder, delivered from Republic of Serbia, according to the following End User Certificates:

- End User Certificate No. 7208-60/01 dated 19. 05. 2013. and
- End User Certificate No. 7208-60/03 dated 19. 05. 2013.,

from the seller company "Charso Limited", address: 210 Makariou III Avenue, Eli Court, 3030 Limassol, Cyprus.

Specification of the delivered goods:

No.	Description of the goods	Quantity/ Pcs
1.	Hand Rocket Launcher 90mm M-79	40
2.	Rocket 90mm HEAT M-79 for HRL M-79	2.000
3.	Submachine gun 7,62x39mm M-92	500
4.	Machine gun 7,62x54mm M-84 PKM	200
5.	Machine gun 12,7x108mm M02 Coyote	15
6.	Long range sniper rifle 12,7mm M93	25
7.	Pistol 9mm CZ999 Scorpion	200

We undersigned confirmed that all of the facts contained in this certificate are true and correct to the best of its knowledge and belief.

For and behalf of
Ministry of Defense of Libya
Col - Kaled Omar



Tel. - Fax : +218 21 481 2555, +218 21 481 1214
www.defense.gov.ly

Source: Republic of Serbia

Annexe 34 Unmanned Aerial Vehicles (UAVs)

Wing Loong and Schiebel Camcopters

1. As the satellite imagery in the arms embargo section of the report shows, two Wing Loong UAVs have been operating from al-Khadim airbase since June 2016. In September 2016, the Benghazi Revolutionaries' Shura Council (BRSC) claimed that the United Arab Emirates and Italy were operating MQ 9 Reaper, Predator, and Schiebel Camcopter S 100 UAVs over Benghazi. However, BRSC mistakenly identified the Wing Loong UAV as a MQ 9 Reaper. Later BRSC claimed that the Wing Loong UAVs used missiles to hit specific targets in BRSC-controlled areas in Benghazi.

Picture: Wing Loong UAV, the description "MQ-9 Reaper" is false. The Wing Loong has a dihedral (upward) V-tails in contrast to the Reapers anhedral (downward) V-tails.



Source: BRSC information channel reposted on social media⁸

2. The Wing Loong must be operated by a foreign country, most probably the United Arab Emirates from al-Khadim airbase. The UAV was developed by the Chengdu Aircraft Industry Group in the People's Republic of China and the Panel can confirm that the United Arab Emirates was one

⁸ <https://twitter.com/oded121351/status/793842662407335936>; Twitter account Menastream, posted on 26 December 2016, <https://twitter.com/menastream/status/813427624605339648>.

of the first foreign customers. Saudi Arabia and later Egypt are the two other countries in the region to have purchased first generation Wing Loong, which have only one pod for guided weaponry with a maximum load of 100kg.

3. The Khamis Brigade had purchased four Schiebel Camcopter S 100 in 2009⁹ and armed groups have been operating at least two of them. One was shot down by *Fajr Libya* in 2015 near the al-Watya airbase in the west of Libya.¹⁰

4. It is possible that a foreign country is operating these UAVs over Benghazi. The Camcopter was developed by the Austrian company Schiebel in cooperation with the United Arab Emirates's Abu Dhabi Autonomous Systems Investments Company (ADASI).¹¹

Picture: Schiebel Camcopter



Source: BRSC information channel reposted on social media¹²

⁹“Rot-weiß-rote Drohnen in Gaddafis Diensten”, Der Standard, 1 March 2011, <http://derstandard.at/1297819293825/Austro-Kriegsmaterial-Rot-weiss-rote-Drohnen-in-Gaddafis-Diensten>.

¹⁰ “Austrian-made UAV Schiebel Camcopter S-100 Shot Down in Libya”, defence-blog.com, 15 January 2015, <http://defence-blog.com/news/austrian-made-uav-schiebel-camcopter-s-100-shot-down-in-libya.html>.

¹¹ <http://www.adasi.ae/al-sabr-system.aspx>.

¹² Twitter account Oded Berkowitz, posted on 2 November 2016, <https://twitter.com/oded121351/status/793842662407335936>.

Photograph: Schiebel Camcopter shot down in the vicinity of al-Watya airbase in January 2015



Source: defence-blog.com¹³

¹³ “Austrian-made UAV Schiebel Camcopter S100 Shot Down in Libya”, op.cit.

Annexe 35 Transport aircraft at al-Khadim airbase

1 On 27 June 2016 satellite imagery analysed by IHS¹⁴ captured next to the two Wing Loong two Il-76 cargo planes and an Il-18 turboprop airliner. The presence of these specific aircraft provides evidence for the Panel's assessment that a series of Il-76TD and one IL-18D owned by a network of Moldovan companies, are operating in Libya, with at least two of them operated without registration. The Panel has received information that the planes are chartered by Haftar's LNA and the United Arab Emirates to transport personnel, equipment and cash.

2. The HIS's analysis identified the Il-18 on 27 June 2016 noting that "the only known operators of the type are North Korea's air force and Air Koyo airline and the Russian aerospace research and development company NPP Mir." Only three Il-18 are still registered world-wide. However, the Panel's investigation on a series of Moldovan aircraft operating regularly in Libya shows that one IL-18 with tail number ER-ICS is flying although it is not registered. The same Il-18 as well as an Il-76 was documented on satellite imagery on 30 December 2016.

Picture: Il-18, al-Khadim air base, 30 December 2016



Source: Digital Globe, WorldView 3, 30 December 2016

¹⁴ IHS, "Analysis: UAE's forward operating base in Libya revealed", Jane's Defence Weekly, 27 October 2016.

Picture: IL-76, al-Khadim air base, 30 December 2016

Source: Digital Globe, WorldView 3, 30 December 2016

IL-18D

3. Recent reports have highlighted that several airlines registered in Moldova were sighted transporting officers and commanders of armed groups allied to Haftar's LNA. The Il-18D with tail-number ER-ICS was documented on 15 September 2016 at the Zintan airport (see photograph). According to information received by the Panel, the plane was chartered by an United Arab Emirates-based entity to fly tribal elders from the east to a reconciliation conference in Nalut in the Nafusa mountains. The Panel had further received information that the same plane was regularly chartered to transport cash and military equipment to forces allied to Haftar's LNA.¹⁵ The plane was also documented in Benina on 25 November 2016, unloading materiel for the LNA, and in Zintan on 1 January 2017, with military officers allegedly returning from their graduation in another Member State.¹⁶ As mentioned above, the Panel documented through satellite imagery an IL-18 on 30 December 2016 and HIS on 27 June 2016 on the al-Khadim air base mentioned above.

¹⁵ Similar information were obtained by the think tank Africa Intelligence, see 'Ghilan Family Gives Khalifa Haftar Air Support', Maghreb Confidential n°1232, Paris, 19 January 2017, p.1.

¹⁶ Arnauld Delalande, "Erik Prince's Mercenaries Are Bombing Libya. For-profit combat pilots fly Emirati Air Tractorshttp", War is Boring, 14 January 2017, //warisboring.com/erik-princes-mauercenaries-are-bombing-libya/

Photograph: IL-18D in Zintan on 15 September 2016



Source: Confidential

Pictures: the same IL-18D in Benina on 25 November 2016 being unloaded by LNA soldiers



Source: Social media¹⁷

¹⁷ Twitter account of Arnaud Delalande, 26 November 2016
https://twitter.com/Arn_Del/status/802565205372768256

The same IL-18D registered with Moldovan company Grixona, Chisinau 30 September 2013. The unique colour scheme has remained unchanged.



Source: Russianplanes.net¹⁸

4. The IL-18D was owned by Grixona since 2007. The company was renamed Sky Prim Air in 2013. The Panel requested the log information for the flights mentioned above, but the Moldovan authorities explained that the airplane has been de-registered from their Aviation register since 8 July 2015. It has not been re-registered since in any other country, i.e. this plane currently operates in Libya without proper registration and thus with no aviation authority to report to.

Registration history of IL-18d with tail number ER-ICS:

<u>ER-ICS</u>	<u>IL-18D</u>	<u>187009903</u>	<u>Grixona</u>	<u>ex UR-CEO @ Sevastopol-Avia</u>	<u>2007</u>	<u>2013</u>	<u>to Sky Prim Air @ Sky Prim Air</u>
<u>ER-ICS</u>	<u>IL-18D</u>	<u>187009903</u>	<u>Sky Prim Air</u>		<u>2013</u>	<u>2015</u>	<u>Libya unregistered</u>

Source Aerotransport.org data bank and Moldovan Aviation Registry

5. Grixona and Sky Prim Air are private companies owned by Griogore Ghilian. Based on flight data the Panel has received from Libyan airport administration, Sky Prim Air has been operating

¹⁸ Photo by Aleksei Grichkov, photo ID 159938, 20 September 2013, <http://russianplanes.net/id159938>

four IL-76TD cargo planes in Libya in 2014-15. Flights were regularly conducted from the United Arab Emirates and from Sudan.

6. Sky Prim Air was flying four different IL-76TDs:

- 1) ER-IAM
- 2) ER-IAH
- 3) ER-IAK
- 4) ER-IAN

7. The planes have since been re-registered with other Moldovan companies. Two (ER-IAM and ER-IAH) are registered under ER-IBI and ER-IBU with Air Stork, a company that has the same address as Aerotranscargo (the Panel has reported on suspicious flights from Ostend, Belgium, to Libya (see S/2015/128, paragraphs 130 and 174). Aerotranscargo aircraft have previously been chartered by the Libyan company Global Aviation and Services Group (GASG) owned by Libyan businessman Abd al-Salam Aradi. Aerotranscargo had operated cargo flights for GASG in the same time period.

8. Another Il-76TD (ER-IAK) is now registered under ER-IAZ with Oscar Jet – a Moldovan company allegedly owned by Valdimir Ghilan, the son of Griogore Ghilian.¹⁹ It was previously purchased by Grixona/Sky Prim Air purchased in March 2013 from Veteran Avia, an Armenian company that figured prominently in previous Panel reports in connection with arms transfers (see S/2015/128, paragraph 173 and S/2016/209, paragraph 141).

Registration history ER-IAK now owned by Oscar Jet as ER-IAZ:

<u>EK-76401</u>	<u>Il-76TD</u>	<u>1023412399</u>	<u>Veteran Airline</u>	<u>ex RA-76401 @ Moscow Airline</u>	<u>12.07.2011</u>	<u>Mrz 13</u>	<u>to ER-IAK @ Grixona</u>
<u>ER-IAK</u>	<u>Il-76TD</u>	<u>1023412399</u>	<u>Grixona</u>	<u>ex EK-76401 @ Veteran Airline</u>	<u>Mrz 13</u>	<u>2013</u>	<u>to Sky Prim Air @ Sky Prim Air</u>
<u>ER-IAK</u>	<u>Il-76TD</u>	<u>1023412399</u>	<u>Sky Prim Air</u>	<u>ex EK-76401 @ Veteran Airline</u>	<u>2013</u>	<u>Dez 15</u>	<u>to ER-IAZ @ Oscar Jet</u>
<u>ER-IAZ</u>	<u>Il-76TD</u>	<u>1023412399</u>	<u>Oscar Jet</u>	<u>ex ER-IAK @ Sky Prim Air</u>	<u>Dez 15</u>		<u>Active</u>

Source: Aerotransport.org data bank

9. Further, the IL-76TD with tail number ER-IAN was documented as being operated by Sky Prim Air on 22 February 2015 from Khartoum to al-Hamada airstrip and on 8 February from Sharjah, United Arab Emirates, to Tobruk. Yet, according to aircraft databases, this plane was registered with Aerotranscargo until 23 December 2014. Again, the Moldovan authorities confirmed that the plane

¹⁹ see 'Ghilan Family Gives Khalifa Haftar Air Support', Maghreb Confidential n°1232, Paris, 19 January 2017, p.1.

was definitively de-registered. The aircraft has since not been registered with any other aviation authority.

10. Finally, as mentioned above the Panel has noted several flights conducted in Libya by the IL-76TD cargo plane with the tail number ER-AIX owned by Oscar Jet.

Registration history of ER-IAX

<u>ER-IAR</u>	<u>IL-76TD</u>	<u>63470088</u>	<u>Sky Prim Air</u>	<u>ex EY-701 @ Khatlon Air</u>	<u>Jun 2015</u>	<u>Feb 2016</u>	<u>to ER-IAX @ Oscar Jet</u>
<u>ER-IAR</u>	<u>IL-76TD</u>	<u>63470088</u>	<u>Buraq Air Transport</u>	<u>leased from Sky Prim Air</u>	<u>08.08.2015</u>	<u>2015</u>	<u>Leased & Returned</u>
<u>ER-IAX</u>	<u>IL-76TD</u>	<u>63470088</u>	<u>Oscar Jet</u>	<u>ex ER-IAR @ Buraq Air Transport</u>	<u>Feb 2016</u>		<u>Active</u>

Source: Aerotransport.org data bank

11. On 11 December 2016, a few days after the 12th Brigade allied to the LNA had taken the Brak al-Shati military air base, Brig. Gen. Mohammed Bin Nayel flew on board of an IL-76TD cargo airplane with the tail number ER-IAX operated by OscarJet.²⁰

Picture: IL-76TD wit tail number ER-IAX on 11 December in Brak al-Shati



Source: Social media²¹

²⁰ Arnaud Delalande, op.cit.



Source: Video, n.a.

²¹ Twitter account of Oded Berkowitz, 12 December 2016,
<https://twitter.com/oded121351/status/808194311904985088>

Annexe 36 Build-up of Rotary Wing assets – Labraq

Satellite imagery 14: Labraq airfield, central apron, March 2014



Source: Digital Globe, GeoEye 1, 05 March 2014

Satellite imagery 15: Labraq airfield, central apron, March 2017



Source: Digital Globe, World View 2, 06 March 2017

1. Rotary wing assets have increased at Labraq airbase since 2014 with two probable Mi-24/35 attack helicopters and a support helicopter.

Annexe 37 Zintan airbase

Satellite imagery 16: Zintan airbase, May 2014 (left) and September 2016 (right)



Source: Digital Globe, WorldView 2, 04 May 2014 and GeoEye 1, 15 September 2016

1. The images show the extension of the runway at Zintan from 2,000 meters in 2014 to 2,778 meters in 2016. The only aircraft identified at the airfield are rotary wing, including two attack helicopters and a support helicopter, assessed as Mi-24 and an Mi-8, shown below, which were not present in 2014.

Satellite imagery 17: Zintan airbase apron



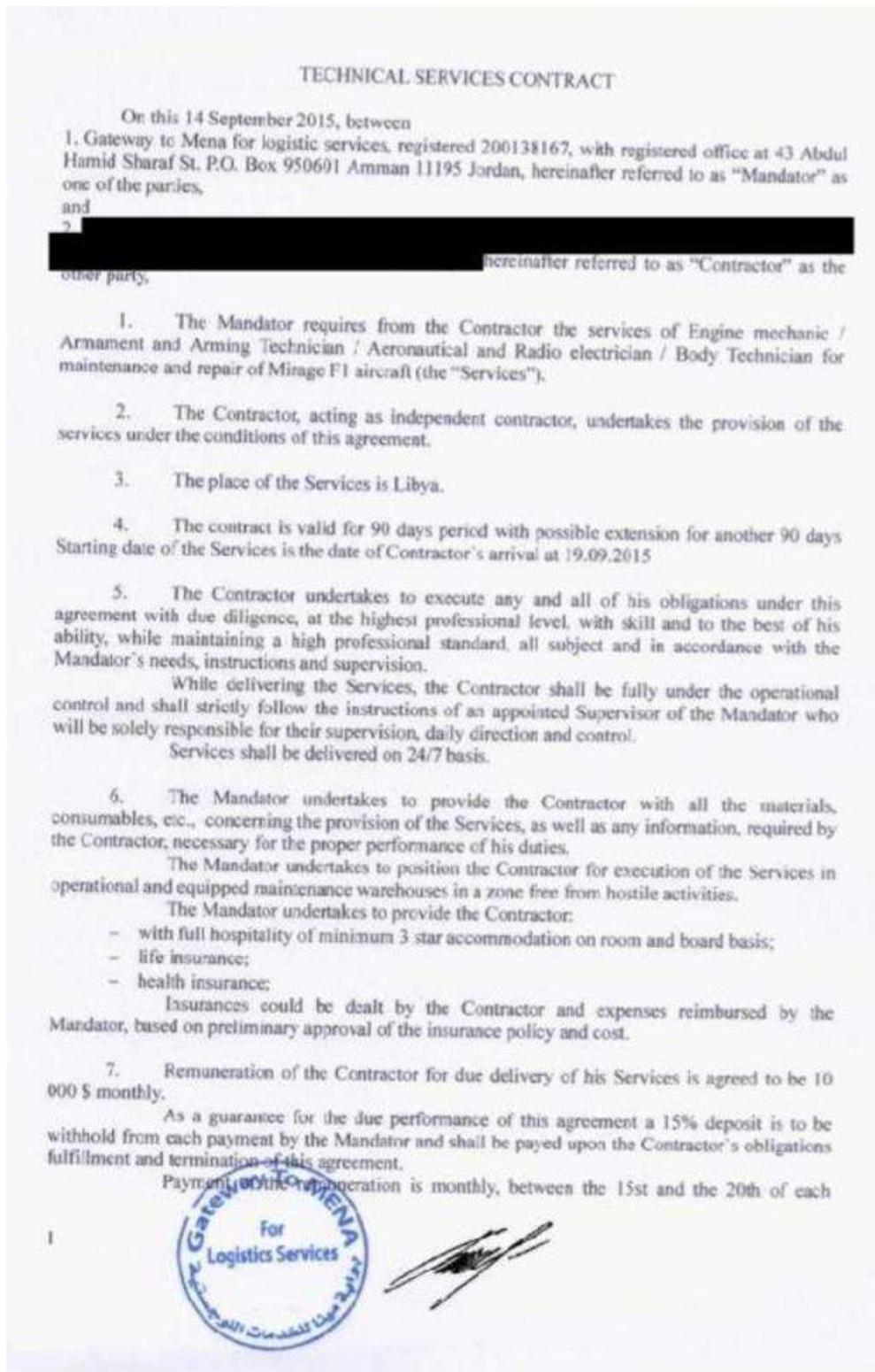
Source: Digital Globe, WorldView, 15 September 2016

Annexe 38 Czech Mi-24v

1. After receiving information on a potential re-transfer of Mi-24v rotary wing aircraft sold by the Czech state-owned company LOM Praha s.p. to the United Arab Emirates, the Panel contacted the Czech authorities, who confirmed that seven Mi-24v were sold to the United Arab Emirates and the export license granted in September 2015. The contract contained, according to the Czech authorities, a standard anti-retransfer clause. As of October 2016 the overhauled airframes and gearboxes had been delivered to the United Arab Emirates, yet not the engines and auxiliary units.
2. By the end of January 2017, the Panel received a confidential copy of a contract signed by Gen. Saqr Jerushi, the head of the LNA's Air Force for the purchase of eleven Mi-24v helicopters as well as armament to be fitted, such as 9K114 anti-tank guided missiles, GSH-23L twin-barrel auto-cannon with their container, 12.7mm machine guns, PKM machine guns (7.62x54mm), self-loading rifles (7.62x39mm), and 9mm handguns with suppressors. The technical descriptions of seven of the eleven helicopters as well as serial numbers are identical to the information provided to the Panel by the Czech authorities. Pending the progress of ongoing investigations by national law enforcement agencies, the Panel should be able to provide more details its next report.

Annexe 39 Crews of Mirage F1 in Misrata

Contract signed by Gateway to MENA For Logistics Services (GTM)



month in cash against receipt or by wire transfer to the following bank account: [REDACTED]

Each party shall be responsible for its own taxes, social security payments and/or banking charges, etc., in relation to this agreement.

8. The Contractor fully indemnifies the Mandator for any and all damages to health, life, profits, equipment and personal belongings, given the life and health insurance policies are validly issued and paid for. This indemnification stretches to the heirs of the Contractor. In case the heirs claim against the Mandator any payments for compensation, damage etc., the Mandator is entitled to a compensation lump sum against the Contractor's property/inheritance to the amount of the claims.

9. Independent Contractor: Contractor acknowledges that he shall perform his obligations hereunder as an independent contractor and not as an employee nor agent of the Mandator. Contractor further acknowledge that he is not on Mandator's payroll and social security or tax withholding rolls.

- 10. This contract is terminated:
 - upon its term expiration;
 - by unilateral notification by the Mandator in case the Contractor fails to provide the required quality of Services – in such case the performance deposit of the Contractor serves as a compensation to the Mandator.

11. All disputes that may arise in connection with the performance of the present contract shall be settled in the way of agreement. If this proves impossible all disputes and disagreements shall be governed by and construed in accordance with Serbian Law by the courts in Belgrade.

This Agreement has been signed in two uniform copies, for each of the Parties.

For and on behalf of the Mandator:

Contractor:

Name: Banari Sergiu

Signature:



[REDACTED]

Signature:

For and on behalf of the Mandator:

Contractor:



1. The relation between Rami Ghanem and Sergiu Banari is also confirmed through the analysis of their respective Facebook accounts, adding to the information provided by a Member State. Both individuals are related through their Facebook, as well as their wives.

2. The money transfers from accounts at *Latvijas Pasta Bank* (Latvia) lead to a number of Ecuadorian citizens linked to the Ecuadorian Air Force (although their current relation with this institution is unknown). The transfers detected happened between June 2015 and December 2015. It is to be noted that Ghanem was arrested in December 2015. The companies ordering the transfers are also identified in the following table.

DATE	BENEFICIARY	CONCEPT	AMOUNT	FM	TO
18/06/2015	Individual 1	Payment for it services	9,900.00	IREWORK TRADING LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
18/06/2015	Individual 2	Payment for it services	9,900.00	IREWORK TRADING LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
15/07/2015	Individual 3	Payment for law services	9,887.00	DEAL LOGIC DOX LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
15/07/2015	Individual 4	Payment for law services	9,887.00	DEAL LOGIC DOX LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
15/07/2015	Individual 5	Payment for law services	9,887.00	DEAL LOGIC DOX LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
15/07/2015	Individual 1	Payment for it services	9,887.00	IREWORK TRADING LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
15/07/2015	Individual 2	Payment for it services	9,887.00	IREWORK TRADING LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
27/07/2015	Individual 6	Payment for law services	9,858.00	DEAL LOGIC DOX LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
15/09/2015	Individual 7	Payment for it services	9,857.00	IREWORK TRADING LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
15/09/2015	Individual 8	Payment for it services	9,857.00	IREWORK TRADING LP	BANCO PICHINCHA
21/09/2015	Individual 1	Payment for it services	10,175.00	IREWORK TRADING LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
22/09/2015	Individual 9	Payment for it services	19,826.00	IREWORK TRADING LP	BANK OF AMERICA
29/09/2015	Individual 2	Payment for law services	9,856.00	DEAL LOGIC DOX LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
05/10/2015	Individual 6	Payment for law services	9,857.00	DEAL LOGIC DOX LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.

26/10/2015	Individual 1	Payment for it services	9,858.00	IREWORK TRADING LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
26/10/2015	Individual 9	Payment for it services	19,993.00	IREWORK TRADING LP	BANK OF AMERICA
06/11/2015	Individual 7	Payment for it services	9,857.00	IREWORK TRADING LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
06/11/2015	Individual 8	Payment for law services	9,857.00	DEAL LOGIC DOX LP	BANCO PICHINCHA
10/11/2015	Individual 6	Payment for law services	9,860.00	DEAL LOGIC DOX LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
13/11/2015	Individual 2	Payment for it services	9,860.00	IREWORK TRADING LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
11/12/2015	Individual 7	Payment for it services	9,808.00	IREWORK TRADING LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
14/12/2015	Individual 1	Payment for it services	9,808.00	IREWORK TRADING LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
16/12/2015	Individual 2	Payment for it services	15,690.00	IREWORK TRADING LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.
22/12/2015	Individual 6	Payment for law services	9,870.00	DEAL LOGIC DOX LP	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.

3. There are nine different individuals involved. The amounts transferred indicate that the pilots received almost USD 20,000 per month and the engineers USD 10,000. The discontinuous payments suggest that other salaries were paid from and deposited to different accounts. All of the destination accounts but one (Individual 9, actually one pilot), belong to Ecuadorian banks.

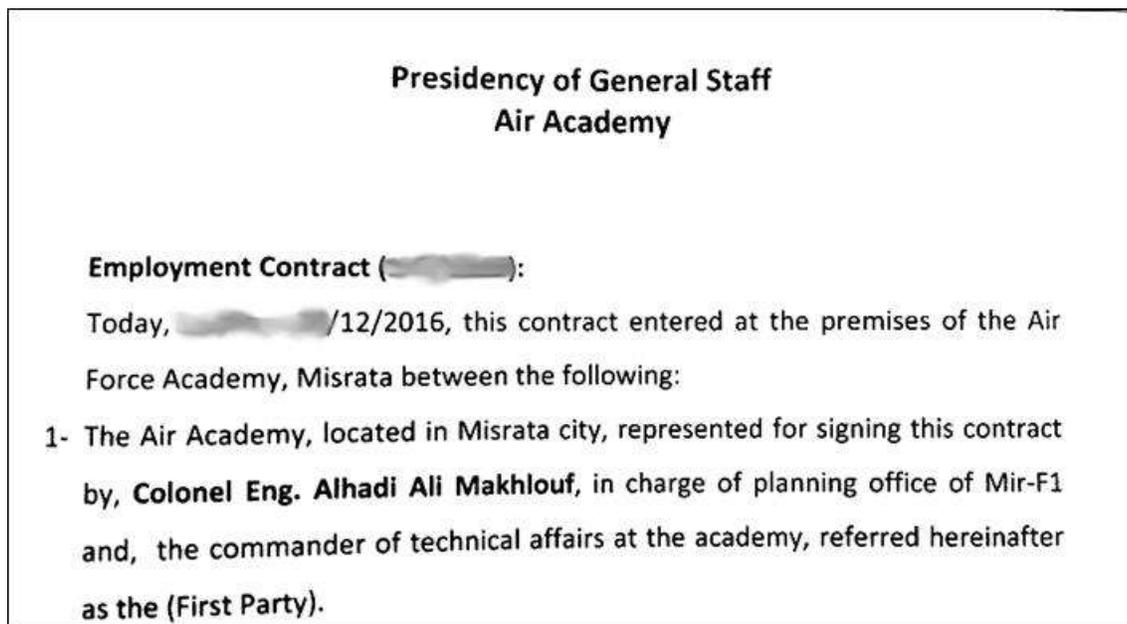
BENEFICIARY	BANCO GENERAL RUMINAHUI S.A.	BANCO PICHINCHA	BANK OF AMERICA
Individual 9			2
Individual 1	5		
Individual 7	3		
Individual 5	1		
Individual 3	1		
Individual 2	5		
Individual 8		2	
Individual 6	4		
Individual 4	1		
Total	20	2	2

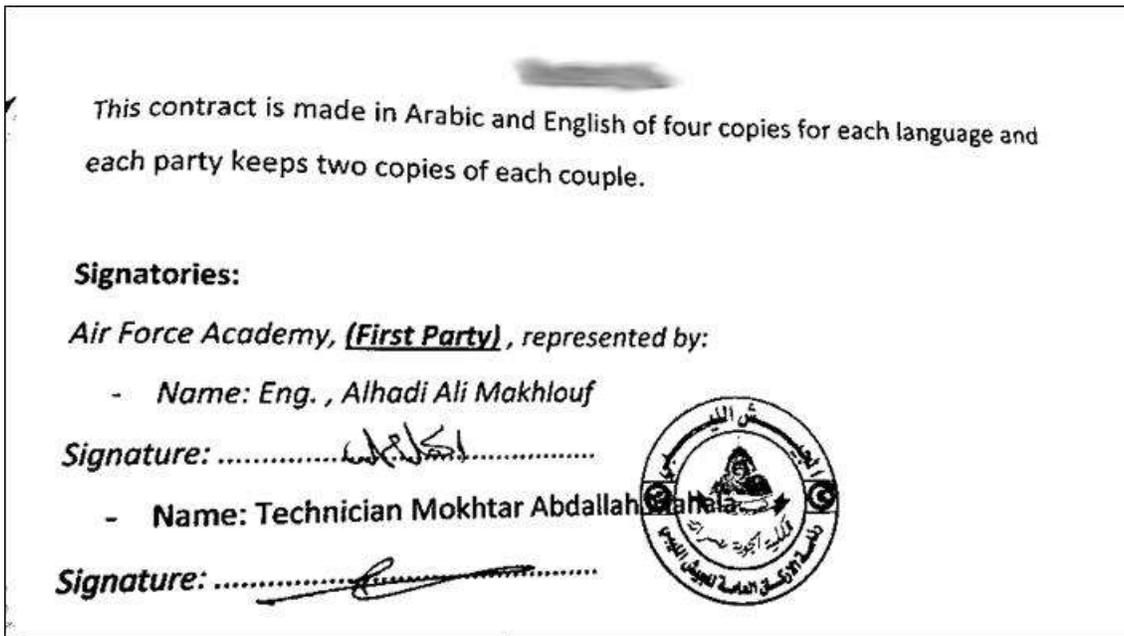
4. The Panel is currently investigating the business network behind the two ordering customers (United Kingdom registered). This network of companies goes through the Marshall Islands back to the United Kingdom. Both ordering companies are registered at the same address in Scotland.

COMPANY	COMPANY NUMBER	ADDRESS
Deal Logic Dox LP	SL015607	12 South Bridge, Suite 1, Edinburgh, Scotland, EH1 1DD
Irework Trading LP	SL011876	12 South Bridge, Suite 1, Edinburgh, Scotland, EH1 1DD

Source: UK Companies House

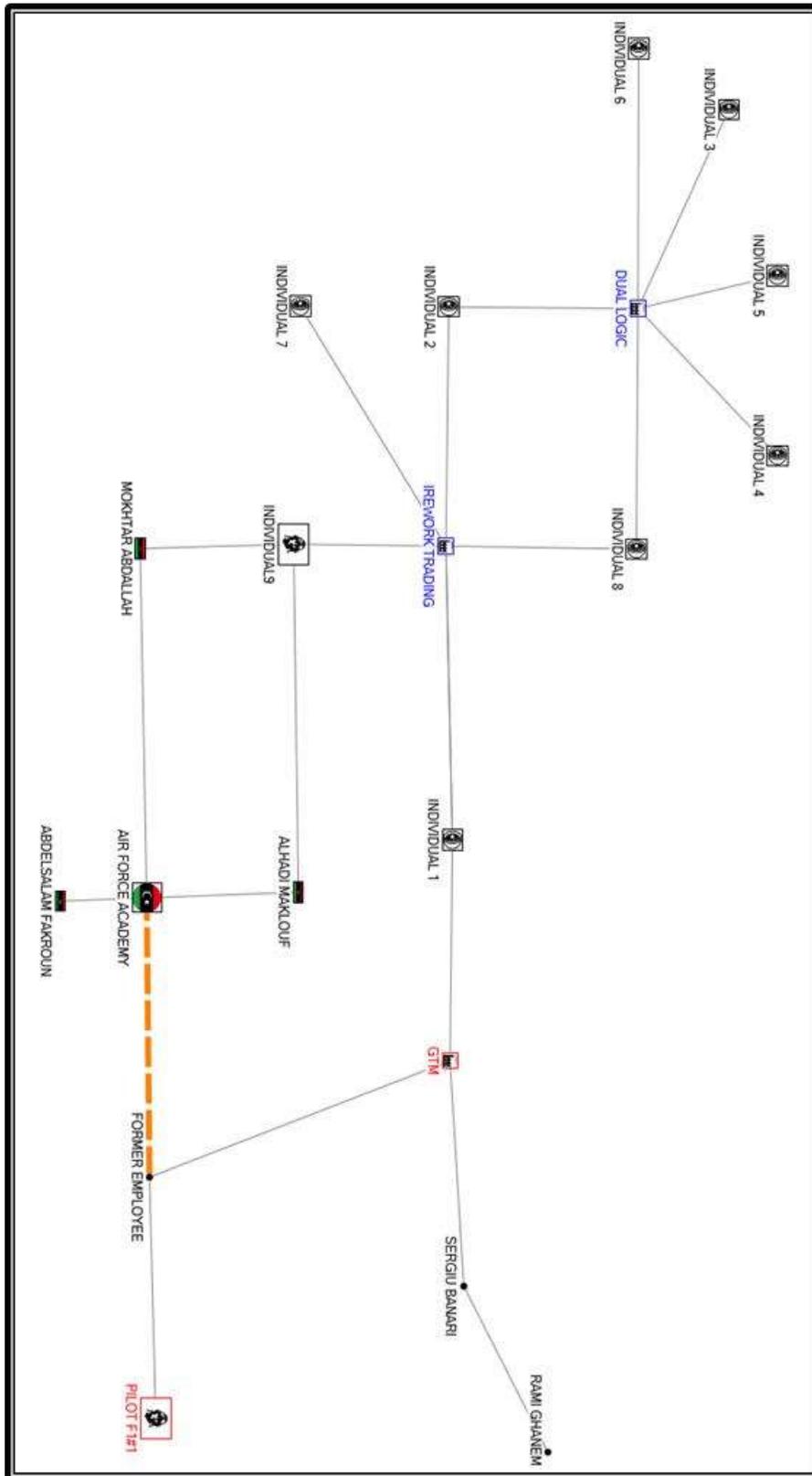
5. After the arrest of Rami Ghanem, some Libyan military officers at the air force academy in Misrata have taken the lead in contracting at least one of these Ecuadorian citizens, as shown in the excerpts below:





Source: Confidential

6. The following graph explains the connections. Individual 1 is the engineer mentioned in the contract arranged by GTM, shown at the beginning of this Annex. Individual 9 is the individual contracted by GTM with whom it has an altercation.



Annexe 40 Armoured vehicles transferred to Libya

Panthera armoured vehicles with turrets (ready to be equipped with weapon systems)



Source: Libyan Observer, 24 April 2016



This is the position of the vessel BAHRO ABHA while docked in Tobruk (AIS data):

32°04.403'N, 023°58.948'E

Bill of lading of the vessel 'Bahri Abha' (IMO 9620944) delivering APCs:

BILL OF LADING FOR COMBINED TRANSPORT AND PORT TO PORT SHIPMENT		THE NATIONAL SHIPPING COMPANY OF SAUDI ARABIA (BAHRI) - FMC CRG. NO. 004197			
SHIPPER/EXPORTER (1) NEW IDEAL TRADING EST. JEDDAH SAUDI ARABIA		DOCUMENT NO (4) NSAUBA010JELK001			
CONSIGNEE (2) (NOT NEGOTIABLE UNLESS CONSIGNED TO ORDER) (NAME, ADDR., PHONE) LIBYA CAPITAL FOR IMPORTING OF ARAB AND PARTS. Tel: 00218918598665 TOBRUK-LIBYA.		EXPORT REFERENCES (3)			
NOTIFY PARTY (3) (COMPLETE NAME, ADDRESS AND TELEPHONE NO.) SAME AS CONSIGNEE		FORWARDING AGENT - REFERENCES - NAME, ADDRESS & TELEPHONE NO. (6) NEW IDEAL TRADING EST. JEDDAH SAUDI ARABIA			
PRE-CARRIAGE BY (9*)		PLACE OF RECEIPT (9A*)		ONWARD INLAND ROUTING (14*)	
PORT OF DISCHARGE FROM VESSEL (12) TOBRUK-LIBYA		PORT OF LOADING (10) JEDDAH, SAUDI ARABIA		PLACE OF DELIVERY (15*)	
CARRIER'S RECEIPT MARKS AND NUMBERS (16)		PARTICULARS FURNISHED BY SHIPPER - CARRIER NOT RESPONSIBLE (SEE SUB-CLAUSE 5 (d))			
NO. OF PKGS. (17) 195		DESCRIPTION OF GOODS (18) 195 UNITS TOYOTA LAND CRUISER PICKUP SINGLE CAB, 4.0LTRS, V6, 2016YM. CARRIER NOT RESPONSIBLE FOR ANY SCRATCHES OR MINOR DENTS FREIGHT PREPAID LINER IN FREE OUT		GROSS WEIGHT (19) 428000	
AS ADRS ROFO SHIPMENT.				MEASUREMENT (20) 3705.000	
<p><small>RECEIVED in apparent good order and condition unless otherwise stated herein for carriage from the port of loading named herein or a place of receipt (Box 9A above), if mentioned herein, to the port of discharge named herein or at the place of delivery (Box 15 above), if mentioned herein. Such carriage being always subject to the terms, rights, duties, provisions, conditions, exceptions, limitations and liberties contained on the reverse side hereof numbered 1-25 and those terms and conditions contained in the carrier's applicable tariff. The Merchant's attention is drawn in particular to the carrier's liberties in respect of on-deck stowage (see Clause 10) and potential routes and stoppages (see Clause 9). In completing this Bill of Lading, the Merchant agrees to be bound by all terms and conditions stated herein whether written, printed, stamped or incorporated on the face or reverse side hereof.</small></p>					
IN WITNESS WHEREOF, three (3) original Bills of Lading, all of like tenor, have been executed on behalf of the Carrier National Shipping Company of Saudi Arabia (hereinafter Bahri), ONE of which being accomplished the others shall stand void.		FREIGHT DETAILS, CHARGES ETC. (See Clauses 9 and 15)			
By: _____ As Agents for the Carrier Bahri		COPY-NOT NEGOTIABLE FREIGHT AS ARRANGED			
BILL of Lading No. NSAUBA010JELK001		Declared Value \$ _____			
Date: JEDDAH - 07/04/2016		IF Merchant enters actual value of the Goods and pays the applicable AD VALOREM tariff rate, the Carrier's Package Limitation shall not apply.			
Place of Issue:		(CONTINUED ON REVERSE SIDE)			

Letter from the former Libyan Minister of Interior dated 18 December 2014 asking the Libyan Ambassador to the United Arab Emirates to intervene in the blockage of the transfer of 100 armoured vehicles and coordinate with the United Arab Emirates Ministries of Defence and Foreign Affairs.



Source: MSPV, 2015

Annexe 41 Vehicles Delivered to Tobruk for LNA Affiliated Armed Groups

1. The Panel received from several sources information on a delivery of over 300 Toyota pickups and armoured Landcruisers to Tobruk on 16 January 2017. A verification of maritime data showed that the only vessel appropriate to carrying vehicles and docked in Tobruk is the SHAM 1.
2. The SHAM 1 (IMO 7920857) is a vehicle carrier. It called at Tobruk port on 16 Jan 2017, mooring for 36 hours.

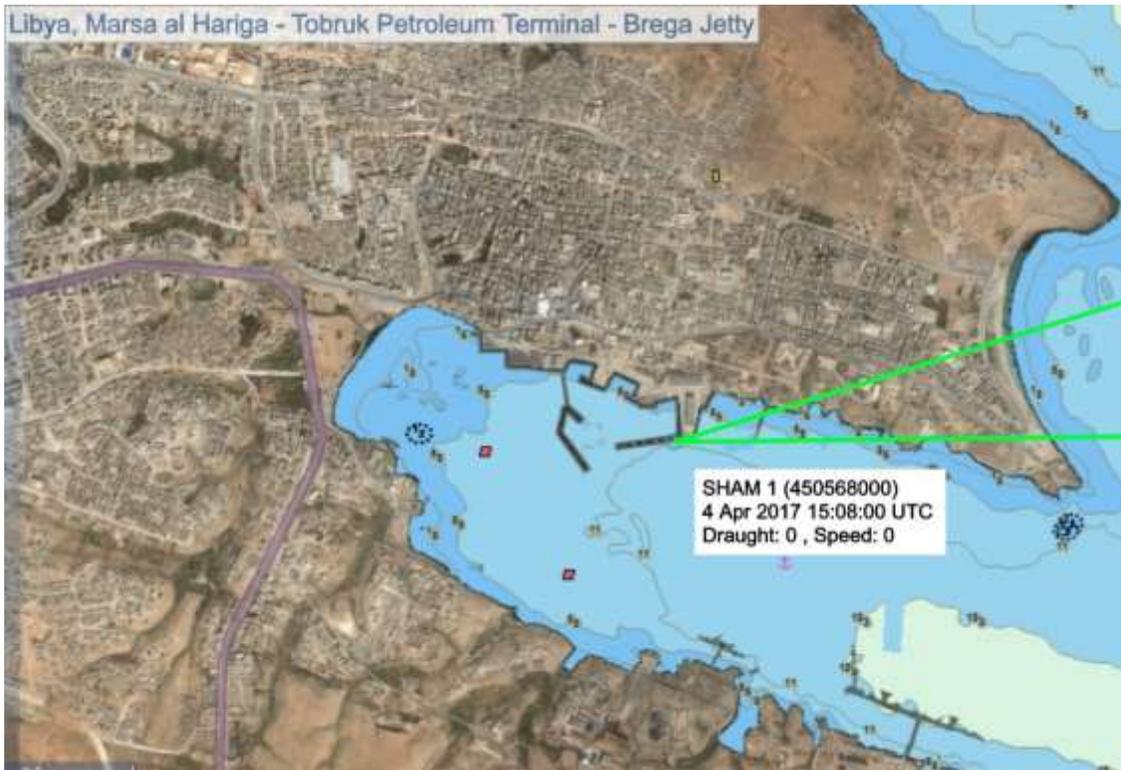
7920857	Tobruk	Libya	15-Jan-17 07:11	2017- 01-16	SHAM 1	VEHICLES CARRIER	Med Wave Shipping SA
7920857	Tobruk	Libya	19-Dec-16 19:51	2016- 12-21	SHAM 1	VEHICLES CARRIER	Med Wave Shipping SA
7920857	Tobruk	Libya	07-Nov-16 10:05	2016- 11-07	SHAM 1	VEHICLES CARRIER	Med Wave Shipping SA
7920857	Tobruk	Libya	23-Oct-15 22:44	2015- 10-23	SHAM 1	VEHICLES CARRIER	Med Wave Shipping SA

Source: HIS Seaweb

3. The vessel's details are:

Ship Name	SHAM 1	Shiptype	Vehicles Carrier
LR/IMO No.	7920857	Gross	9,367
Call Sign	ODWM	Deadweight	4,401
MMSI No.	450568000	Year of Build	1980
Flag	Lebanon	Status	In Service/Commission
Operator	Med Wave Shipping SA	Shipbuilder	Usuki Iron Works - Usuki





Source: HIS Seaweb

The SHAM 1 arrived from Port Said (Egypt) to Tobruk and then to Iskanderun (Turkey).



Source: HIS Seaweb

5. The owner of the SHAM 1, Med Wave Shipping SA, is registered in Amman, Jordan. The Panel continues to investigate who chartered the vessel. However, the HIS data also shows that the vessel is listed by the Office of Foreign Assets Control (OFAC) of the U.S. Department of Finance since January 2015, when it was still registered under the name of CITY OF MISURATA. The listing seems to be linked to the former owner of the vessel, Merhi Ali Abou Merhi, a Lebanese businessman linked to Hizbollah through a ring of companies (money laundering according to the OFAC).²² Abou Merhi led the *Joumaa* criminal organization.²³ It should be noted that the SHAM 1 still flies the Lebanese flag and that the ownership of the vessel changed to a new company at the moment the vessel was listed.

Company Detail

Short Name	Med Wave Shipping SA
Full Company Name	Med Wave Shipping SA
Nationality of Registration	Honduras
Status	Existing
Founded	2015

Relationships

Addresses

No.	01
Address	Office 511, 5th Floor, Baraka Building, Dauwar al-Waha, Amman, Jordan.
Telephone	+962 6 554 0308

Source: HIS Seaweb

²² <https://www.treasury.gov/resource-center/sanctions/OFAC-Enforcement/Pages/20151001.aspx>.

²³ <http://yalibnan.com/2016/03/09/us-denies-lebanese-businessman-merhi-abou-merhi-was-cleared-over-links-with-hezbollah/>.

Details:

Type:	Vessel	List:	SDN
Vessel Name:	CITY OF MISURATA	Program:	SDNTK
Call Sign:	3EMY5	Vessel Flag:	Panama
Tonnage:		Vessel Type:	
Gross Registered Tonnage:		Vessel Owner:	
		Remarks:	(Linked To: MERHI, Merhi Ali Abou; Linked To: ABOU-MERHI LINES SAL)

Identifications:

Type	ID#	Country	Issue Date	Expire Date
Vessel Registration Identification	IMO 7920857			
MMSI	354134000			

Source: OFAC

Photograph: Toyotas HZJ 79 delivered to Tobruk



Source: Confidential

Annexe 42 Interception equipment

Page 1 of a letter of complaint by LPTIC Chairman to ZTE



الشركة الليبية للبريد والاتصالات وتقنية المعلومات القابضة
Libyan Post, Telecommunication & IT Holding Company

ZTE Corporation
ZTE Plaza
Keji Road South
Hi-Tech Industrial Park
Nashan District
Shenzhen
People's Republic of China

التاريخ :
الإشاري :

CC:

- (1) The Minister of Foreign Affairs for Libya
- (2) H.E. Mr Usama Siala, the President of Libya's General Telecommunications and Informatics Authority
- (3) Libya's President of Administrative Control Authority.

30 September 2015

URGENT EXPLANATION REQUIRED FROM ZTE CORPORATION

ZTE CORPORATION IS DIRECTLY INVOLVED IN THE ILLEGAL AND UNLAWFUL SUPPLY AND INSTALLATION OF INTERCEPTION EQUIPMENT ON THE LIBYANA TELEPHONE NETWORK IN LIBYA

I write to you in my capacity as Chairman of the Libya Post and Telecommunications, Information Technology Company ("LPTIC"). As you will be aware, LPTIC is the owner of all mobile and other telecommunications assets in Libya. LPTIC is owned and controlled by the State of Libya, reporting directly to the Government of Libya and its Prime Minister, H.E. Abdulla al-Thani.

I have very recently been made aware of some very disturbing news involving ZTE. I have been informed that ZTE has illegally and unlawfully supplied and installed cellular interception equipment on the mobile network of Libyana in Libya. The equipment is designed to intercept and record telephone conversations made on the Libyana network. Neither LPTIC nor its management team in Libyana has commissioned ZTE to install this equipment. It would seem that ZTE has installed the relevant equipment in collusion with rogue militia acting outside of the legal framework of LPTIC and the authority of the recognised Government of Libya. Given the political context of Libya, ZTE would seem to be directly involving itself in supporting illegal and non-state participants acting to undermine the legitimate and internationally recognised Government of Libya and its efforts to bring peace and stability to Libya.

Source: LPTIC

Annexe 43 Private Security Company Activity

RSB

1. The Russian RSB-group has confirmed that it was contracted to clear an industrial facility from mines and IEDs in Benghazi.²⁴ Oleg Krinistyn, founder, of RSB-group, had already mentioned in an interview on 28 September 2016 that 86 of his employees were involved in demining, but did not disclose the contractor's name.²⁵ A commander of the Libyan Air Force denied that Libya had contracted any private military company and later the spokesman of the LNA, Col. Al-Mesmari, insisted that the RSB-group had been contracted by the Libyan Cement Company.²⁶

²⁴ "Russia's RSB-Group Demined Plant in Libya on Country's Official Request – CEO", Sputnik News, 13 March 2017, <https://sputniknews.com/middleeast/201703131051530014-rsb-libya-demining-request/>.

²⁵ Pierre Avril, "Les mercenaires russes sortent de l'ombre en Syrie", Le Figaro, Paris 28 September 2016, p.14.

²⁶ "Russian Private Company in Benghazi Hired by Cement Company, Not Armed Forces", Sputnik News, 13 March 2017, <https://sputniknews.com/middleeast/201703131051522699-russia-benghazi-libya-military-company/>.

Annexe 44 Tunisian seizures of materiel from Libya

AK-47 Type (AKM) self-loading rifle				
	Serial number			
	Year	Number	Country of Production	Factory/Producer
1	1977	976652	Russia	Tula Arsenal
2	1977	406296	Russia	Tula Arsenal
3	1975	865780	Russia	Tula Arsenal
4	1975	866165	Russia	Tula Arsenal
5	89	11693	Egypt	
6	1975	585307	Russia	Tula Arsenal
7	1963	EC2080	Russia	Tula Arsenal
8	1977	945342	Russia	Tula Arsenal
9	1977	954558	Russia	Tula Arsenal
10	1977	932306	Russia	Tula Arsenal
11	1977	918703	Russia	Tula Arsenal
12	1971	KU 6657	Russia	Izhevsk
13	1976	256460	Russia	Izhevsk
14	82	KV 7061	East Germany	
15	1975	840826	Russia	Tula Arsenal
16	1975	819477	Russia	Tula Arsenal
17	1978	RW 1740	Romania	Romania
18	1985	PM 0001	Romania	Romania
19	1985	2770	Romania	Romania

AKM (folding stock) self-loading rifle				
	Serial number			
	Year	Number	Country	Factory
3	1977	PP07939	Poland	Poland
4	1986	301863	Yougoslavia	Zastava

Type 56-1 self-loading rifle			
	Serial number	Country	Factory
1	18012173	China	Norinco
2	846797	China	313

AK-103 2 self-loading rifle			

	Serial number				
	Year	Number		Country	Factory
1	2005	051453705		Russia	Izhevsk
2	2006	061384485		Russia	Izhevsk
3	2007	071410072		Russia	Izhevsk
4	2007	071495587		Russia	Izhevsk
5	2005	051443114		Russia	Izhevsk
6	2005	051485721		Russia	Izhevsk
7	2008	081430812		Russia	Izhevsk
8	2008	081363184		Russia	Izhevsk
9	2007	071405819		Russia	Izhevsk
10	2005	051463138		Russia	Izhevsk
11	2007	071492017		Russia	Izhevsk
12	2005	051364737		Russia	Izhevsk
13	2007	071420705		Russia	Izhevsk
14	2007	071421333		Russia	Izhevsk
15	2007	071458363		Russia	Izhevsk
16	2007	071376559		Russia	Izhevsk
17	2007	071496377		Russia	Izhevsk
18	2007	071448896		Russia	Izhevsk

Torun over-under shotgun					
	Serial number				
	Year	Number		Country	
1	2015	0027		Turkey	Torun Silah Sanayi
2	2015	0031		Turkey	Torun Silah Sanayi
3	2015	0035		Turkey	Torun Silah Sanayi
4	2015	0043		Turkey	Torun Silah Sanayi
5	2015	0048		Turkey	Torun Silah Sanayi
6	2015	0051		Turkey	Torun Silah Sanayi
7	2015	0052		Turkey	Torun Silah Sanayi
8	2015	0275		Turkey	Torun Silah Sanayi
9	2015	0415		Turkey	Torun Silah Sanayi
10	2015	0431		Turkey	Torun Silah Sanayi

1. Seized material also included:

6 FN-FAL self-loading rifles

4 PKM machine guns

1 FN Herstal MAG machine gun

2 Dragunov SVD designated marksman rifles

2 DShK 12.7mm heavy infantry machine guns

Over 240 7.62×39mm box magazines (steel and plastic)

AK 103-2

2. In previous years, the Panel regularly documented AK 103-2 seized from terrorist groups in Tunisia (see S/2013/99 para 122) and other neighbouring countries (S/2014/106 para 118 and 138). Those were usually limited to two to three rifles and in most cases, the Russian Federation could confirm their deliveries to Libya between 2005 and 2008. The Tunisian authorities secured at least ten AK 103-2 during or in the aftermath of the Ben Guerdane attack. The Panel continues to observe AK 103-2 originating from Libya used in neighbouring countries by extremist groups. Libya remains an important source of armament for extremist armed groups in the region.

Photograph: AK 103-2 self-loading rifles produced between 2005 and 2008





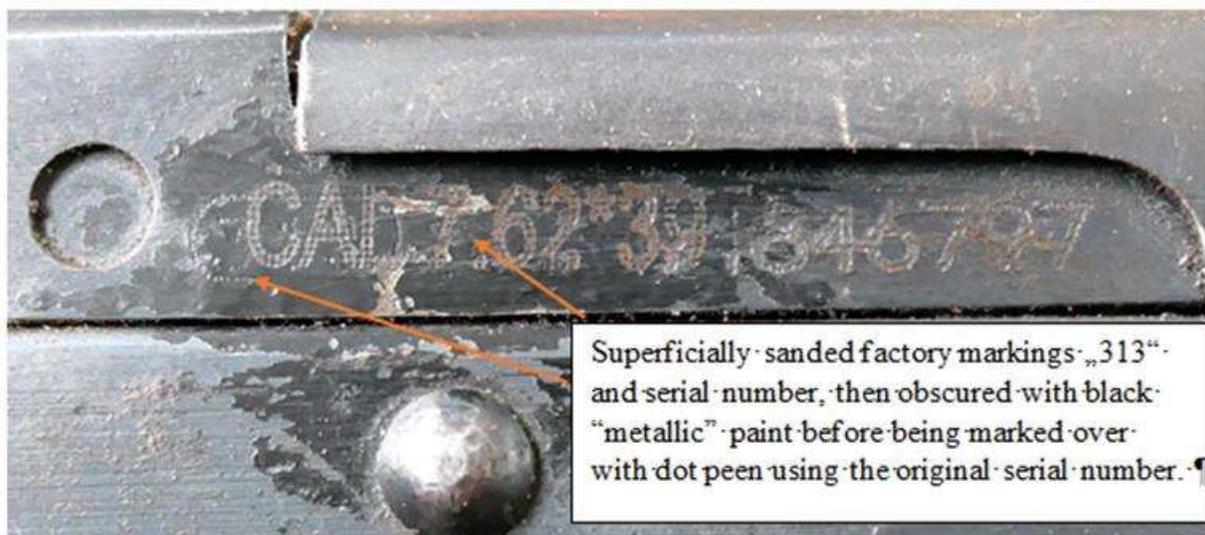
Source: Panel of Experts, Tunis, January 2016

Type 56-1

3. The Panel noticed that one of the Type 56-1 rifles used during the attack by ISIL elements showed peculiar signs of an attempt to obscure the original factory markings. The technique applied seems superficial and odd as it does not remove the serial number.

Photograph: Type 56-1 self-loading rifle 1 with Serial Number 4846797, Factory 313, sanded and blackened markings





Source: Panel of Experts, Tunis, January 2016

4. The Panel’s investigations highlighted that a similar technique was applied to other Type 56-1 rifles previously documented in the wider region (Group of Experts on Côte d’Ivoire, S/2016/254, Annexes 13c and 13d; S/2013/228, Annex 16). In April 2011 the Small Arms Survey documented in South Sudan a Type 56-1 rifle seized by the SLPA from Athor’s SSDM/A.²⁷ The Panel continues to investigate the source of these modified markings of rifles.

Photograph: Type 56-1 with Serial Number 48126446, Factory 313:



Source: Small Arms Survey

²⁷ Jonah Leff and Emile LeBrun, ‘Following the Thread: Arms and Ammunition Tracing in Sudan and South Sudan’, Working Paper 32, Small Arms Survey, Geneva, p.47. <http://www.smallarmssurveysudan.org/fileadmin/docs/working-papers/HSBA-WP32-Arms-Tracing.pdf>.



Source: Small Arms Survey, Jongelei, South Sudan, April 2011

Detonators

5. The detonator/blasting cap shown below is an example of one of 137 such items.

Photograph: Hercules Powder Company detonator



Source: Panel of Experts, January 2017

6. The blasting caps are manufactured by the Hercules Powder Company of Wilmington, Delaware. Panel research has shown that Hercules Powder Company was merged with Ashland Inc. in 2008, however it is not clear if the Hercules brand name is still used.

Baretta MOD. 70

Photograph: Beretta MOD. 70 7.65mm, Serial Number A81171, which has a screw fitting at the front of the barrel for the attachment of an accompanying suppressor.



Source: Panel of Experts, January 2017

7. This pistol was manufactured on 9 October 1964. It was not registered with the police and there is no further information available on the date or destination of its export from Italy.

Taurus PT-92

8. The Taurus PT-92 9mm Para. Serial Number B27792 also has a screw fitting for the attachment of the suppressor. The Panel has received no response to enquiries to identify the supply route of this weapon.

Photograph: Tuarus PT-92 Pistol



Source: Panel of Experts, January 2017

Annexe 45 Egyptian seizures of materiel from Libya

عدد الأسلحة والذخائر المضبوطة من قبل السلطات المصرية أثناء تهريبها من ليبيا
في الفترة من ٢٠١٦/١/١ حتى ٢٠١٦/١١/١١

نخيرة	طليجة	بنديقة ضغط هواء	رشاش كلاشينكوف	بنديقة خرطوش	بنديقة قناصة	بنديقة آتية عيار ٣٩٠٧, ٢٦
٢٩٣ طلقة مختلفة الأعيرة	٥	١	١	١٣٩٥	٦	١٢

Weapons and ammunition seized by the Egyptian authorities in the course of being smuggled
from Libya between 1 January 2016 and 11 November 2016

7.26x39 automatic rifles	Sniper rifles	Shotguns	Kalashnikov machine guns	Air pressure rifles	Pistols	Ammunition
12	6	1395	1	1	5	293 rounds of assorted calibres

Source: Egyptian Ministry of Foreign Affairs

Annexe 46 Transfers to Niger

1. Nigerien officials informed the Panel that overall they had seen a reduction in the scale of arms trafficking from Libya with a number of smaller seizures having been identified as having occurred in 2017. This is also confirmed by two recent studies by Conflict Armament Research and the Small Arms Survey.²⁸

2. The first of these, termed the Abalak Seizure, saw the attempted movement of weapons from Libya to West African gangs. Two migrants being used as ‘mules’ to transport weapons were intercepted and a quantity of munitions recovered. Most of the arms recovered were modified blank firing pistols with the ammunition consisting of blank rounds converted to fire steel ball bearings.

Photographs of materiel seized by Niger; source for all photographs unless stated otherwise: Panel of Experts

Photograph: Retay Baron HK Blank Pistol



²⁸ “Investigating Cross-Border Weapon Transfers in the Sahel”, Conflict Armament Research, London, November 2016; and Savannah de Tessières, “Measuring Illicit Arms Flow: Niger”, Briefing Paper n°1, March 2017, Small Arms Survey, Geneva.

Photograph: Retay Baron HK Blank Pistol



Photograph: Blow F92 Blank Pistol



Photograph: Converted blank ammunition in packaging



Photograph: Converted blank ammunition in packaging



Photograph: Converted blank ammunition, loose.



3. 369 cartridges were seized between Agadez and Zender on 27 February 2017 in the possession of Ahmed Ali Sallah, a Tebu from Chad. Sallah was hired by his community in Libya to transport the ammunition. The Nigerien authorities commented that some Tebu groups are a link between ISIL and Boko Haram, controlling most of the supply route to Diffa.

Photograph: Ammunition seized in possession of Ahmed Ali Sallah



Source: Nigerien Authorities

Photograph: Ammunition seized in possession of Ahmed Ali Sallah



4. Nigerien Gendarmerie provided additional reporting detailing seizures of small arms, predominantly assault rifles, and ammunition. The Panel is continuing to follow up on specific serial numbers of weapons seized.

Annexe 47 Weapons seized in Algeria allegedly from Libya

1. The Algerian Ministry of Defence provides regular news and general figures on arms seizures and counter-terrorist operations.²⁹ The likelihood that some of the material seized was smuggled from Libya is high and would offer options to trace the material's origin. Below some example of such seizures:



²⁹ See, for example, 'Lutte contre le terrorisme et le crime organisé: bilan, janvier-mai 2016', La revue El-Djeich, n° 635, Algiers June 2016, pp. 48-49.



Source: Internet³⁰

³⁰ http://www.mdn.dz/site_principal/index.php?L=fr#undefined.

A further example of material seized at the border between Algeria, Niger and Libya:



Material seized in the region of In Amenas:



Material seized in Tamanrasset:



Source of all the pictures above: Website of the Algerian Ministry of National Defence, under Actualités and Communiqués³¹

³¹ http://www.mdn.dz/site_principal/index.php?L=fr#undefined.

2. The Algerian MoD has published in its monthly magazine an overview on material seized in Algeria in 2016. It is probable that a large share were smuggled from Libya in violation of the embargo.

Munitions

- (17) roquettes 57 mm hélicoptère.
- (24) charges propulsives pour RPG-7
- (338) roquettes pour RPG-7
- (04) roquettes pour RPG-2
- (24) roquettes de confection artisanale
- (640) obus de mortier de différents calibres, (261) charges pour mortier et (317) fusées pour mortier, (138) cartouches de mortier.
- (28) obus de fabrication artisanale
- (03) obus pour FLG
- (24 470) cartouches pour fusils de chasse
- (107) crosses pour kalachnikov
- (10) ceintures explosives
- (100) seringues prêtes à exploser
- (189362) balles de différents calibres
- (1244) chargeurs de munitions
- (18) chaînes de munitions pour fusil mitrailleur de type FMPK
- (31) kilogrammes de TNT
- (735) kilogrammes de substances explosives
- (03) demi bombonnes de gaz prêtes à exploser
- (380,1 kg) de poudre noire
- (57) détonateurs.
- (01) panier de lancement de roquettes pour hélicoptères.
- (653 kg) de dynamite.
- (50 kg) de nitrate d'amoniac
- (02) coffres de munitions pour mitrailleuse RPK.

Armes	
Fusils automatiques Kalashnikov	668
Fusils mitrailleurs FMPK	48
Mortiers	37
Fusils de chasse	82
Fusils semi-automatiques dotés de lunette de précision	35
Fusils à pompe	26
Fusils semi-automatiques Simonov	64
Lance-roquettes RPG-7	18
Fusils mitrailleurs de type RPK	16
Mitrailleuses de type 12,7 mm	13
Mitrailleuses de type 14,5 mm	07
Fusils à répétition	36
Mitrailleuses de type PKT	09
Mitrailleuses de type PSH	02
Mitrailleuses de type Dictariov	05
Mitrailleuse de type M16	01
Mitrailleuses de type MAT44	04
Lance-missiles à 3 canons	01
Lance-missiles de type Strela	01
Lance-roquettes RPG-5	05
Lance-missiles de RPG-2	02
Missiles anti-aériens	06
Fusils de confection artisanale	56
Pistolets automatiques de différents types	35
Mitrailleuse de type RPD	01
Pistolet mitrailleur de type MAT-49	01
Fusils de type MAS 36	03
Grenades	792

Source: El Djeich, Revue mensuelle de l'armée nationale populaire, n°641, Avril 2016³²

³² http://www.mdn.dz/site_principal/sommaire/revue/images/EldjeichDec2016Fr.pdf.

The Algerian MoD has also published the figures for the first quarter of the year 2017:

Armes	
Fusils automatiques de type Kalachnikov	56
Mitrailleuse lourde, de calibre 14,5 mm	01
Mitrailleuses lourdes de type FMPK	04
Lance-roquettes de type RPG-7	01
Fusil semi-automatique de type Simonov	01
Fusils de chasse	03
Pistolets automatiques	04
Canons de confection artisanale	02
Bombes de confection artisanale	14
Mines de confection artisanale	10
Grenades	30
Grenades fumigènes	09
Produits chimiques servant dans la fabrication d'explosifs	1004 Kg
Acide nitrique	150 L

Munitions	Autres objets
- (08) obus de type RPG-2	- (83) détecteurs de métaux
- (02) roquettes pour RPG7	- (83) marteaux piqueurs.
- (79) chargeurs pour pistolet mitrailleur de type Kalachnikov	- (110) groupes électrogènes.
- (3523) balles de différents calibres.	- (15) paires de jumelles
	- (08) téléphones satellitaires

EI-Djeich N° 645 Avril 2017

Source: Revue mensuelle de l'Armée nationale populaire, n°645, Avril 2017,³³

³³ http://www.mdn.dz/site_principal/sommaire/revue/images/EldjeichAvril2017Fr.pdf.

Annexe 48 Distya Ameya

1. On 18 April 2016, the eastern NOC delivered the following order to AGOCO, with the intention of loading a vessel between 21-23 April in Marsa al-Hariga:



Source: Confidential

2. The 'Distya Ameya' (IMO 9077343) approached Libyan territorial waters from the Suez Canal. The western NOC sent an e-mail on 21 April 2016 to the operator of the vessel among others when they had verified its intentions, in the following terms:

Sent: Thursday, April 21, 2016 12:25 PM

*To: 'maritime.managers@griffin.li'; 'maritimepacific@aol.com';
'roger.green@marinecon.net'; 'maritime-mutualnz@xtra.co.nz';
'maritimemutualnz@aol.com'*

Subject : Extremely Important /URGENT

Importance: High

Dear Sir/Ma'am

Good Morning

With reference to the series of clear resolutions and statements of the United Nations, including UN Security Council Resolution 2259, that it strongly opposes activities which could damage integrity and unity of the NOC, UNSCR 2213 which implement sanctions against individuals or entities that support criminal networks through the illicit exploitation of crude oil or any other natural resources in Libya.

Moreover, it came to our attention that a vessel called "Distya Ameya" is illegally nominated to load from Libya, and your respectful club is the P & I club for this vessel.

Therefore, you're kindly requested to interfere and stop this illegal nomination, to prevent any kind of unwanted legal action and/or subsequences that may damage the vessel.

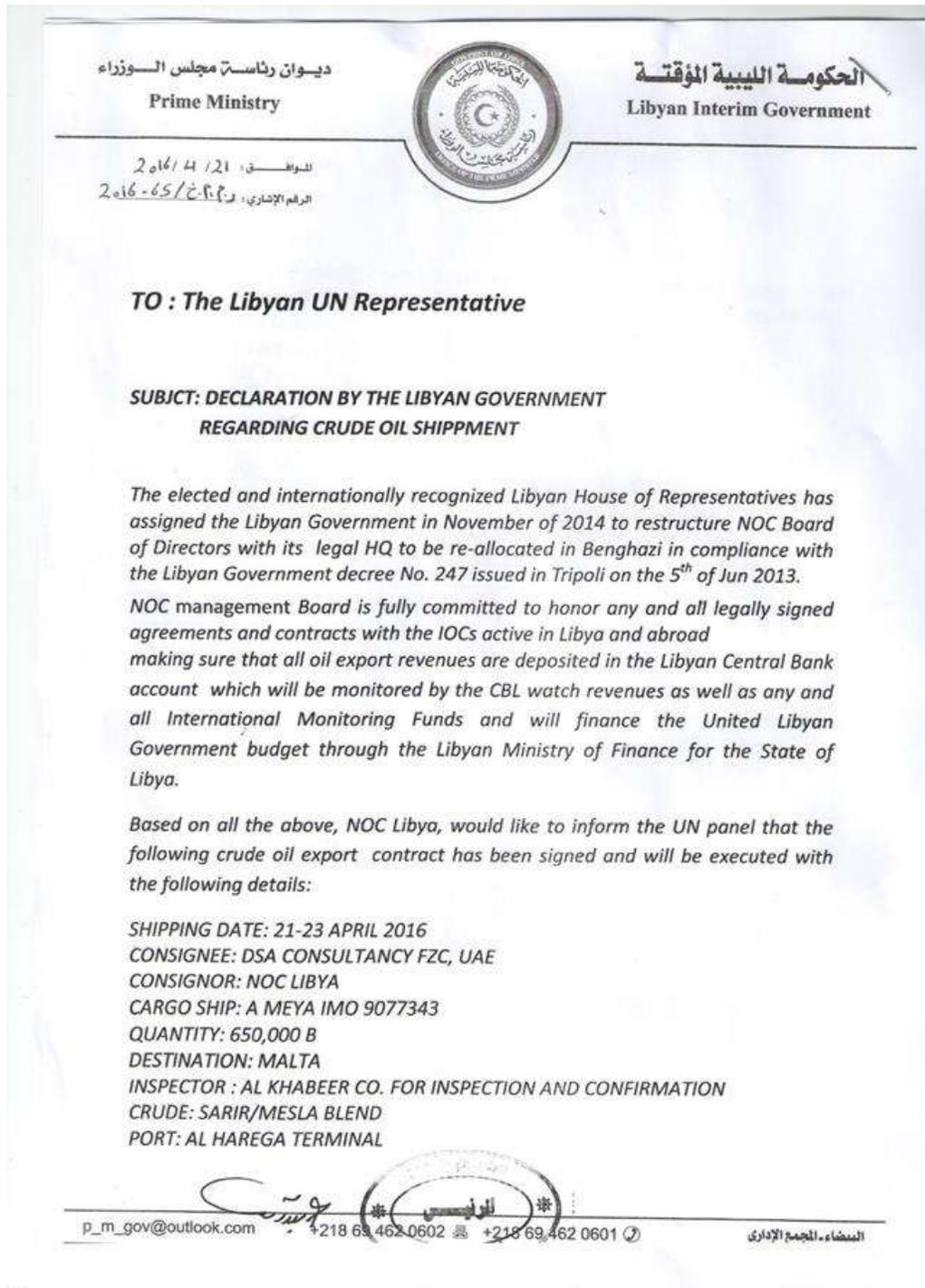
*On behalf of Mr. Ahmed Shawki , General Manager of International Marketing
Department-NOC Libya*

3. The details of the vessel are:

IMO_Ship_No.	Name_of_Ship	Callsign	Deadweight	Flag
9077343	DISTYA AMEYA	AWPM	95420	India

4. The owner of the crude oil to be loaded in Tobruk is the company DSA Consultancy FZE, based in the United Arab Emirates.

5. The western NOC informed the PC about the case on 21 April 2016, while a letter signed by Abdallah al-Thinni was sent to the Permanent Representative of Libya to the UN:





Source: Confidential

6. On 21 April, the Permanent Representative of Libya to the United Nations requested the Committee to take action under resolution 2146 (2014). According to public data, the tanker was

heading to Limassol (Cyprus), but on 22 April 2016 was in the vicinity of Tobruk. However, the vessel did not enter port immediately. The eastern NOC board of directors held discussions about the loading. Finally, the board took the decision to load the vessel, although the decision was not unanimous. The vessel started to load on 24 April 2016 at 20:00 hours (local time).

7. On 23 April 2016, the western NOC sent a deterrent e-mail to the captain of the tanker:

To: distyaameya@amosconnect.com

Dear sir

Please be informed that The seller of the cargo you are planning to load is not the internationally recognized government of Libya. Loading the cargo will contravene UN Security Council resolutions 2146, 2259 and 2278 and may result in your vessel being impounded.

The Libyan government has notified the United Nations Security Council of your intention to load Libyan oil illicitly and the council is taking measures. We request that you weigh anchor and leave Libyan waters immediately.

8. The ship set sail in the early hours of 26 April 2016, heading to Malta. The Automatic



Identification System (AIS) was interrupted several times during the journey.

The AIS was on for a period of time while the vessel sailed by Derna on 26 April 2016

Source: IHS Seaweb

9. The Panel is aware of discussions within the PC, which focused on the payment system that had been reported in al-Thinni's letter (see above paragraph 5).

10. In the meantime, the Maltese authorities warned the ship not to enter Maltese territorial waters. Therefore, the vessel remained adrift 50 nautical miles off Malta, waiting for instructions.
11. On 27 April 2016, the Committee added the vessel to the Libya Sanctions List.
12. The western NOC told the 'Distya Ameya' to head to Zawiya, to discharge the crude oil in the refinery. The ship docked on 30 April 2016. Due to bad weather conditions, the vessel departed on that same day and remained in the vicinity until it could dock again on 5 May 2016, finalising the operation on 6 May 2016, leaving Zawiya.
13. Upon request from India and non-objection by Libya, the vessel was delisted on 16 May 2016.

Annexe 49 Unknown vessel

1. On 4 November 2016, Abdallah Ateiga sent the following communication to the Permanent Mission of Libya, with copy to the Panel, which was then forwarded to Committee:

Dear Sir,

I am the focal point assigned by the Presidency Council of the Government of National Accord pursuant to UNSCR 2259.

I am concerned we may be on the brink of a new oil export crisis in Libya. Despite, signing an agreement to unify NOC earlier this year, the former NOC East chairman Nagi el-Moghrabi issued yesterday instructions to AGOCO, an NOC subsidiary, to load oil to be exported to Egypt (2 million barrels) outside the legal authority of NOC in Tripoli.

El-Moghrabi claims that he has been ordered to organize the shipment by the President of House of Representatives H.E. Mr. Aguilu Saleh, based on a pre-existing memorandum signed by Mr. Saleh. We have yet to see this memorandum, but we contest its legitimacy since it contradicts the Libyan law and the sole authority over oil exports of the GNA under UNSCR 2259.

In this situation, given that Libya and Egypt share a maritime border, the mechanism for interdicting illegal shipments under UNSCRs 2146 (2014) and 2278 (2016), as used in the recent case of the Distya Ameya, may be inadequate. In the case of shipment to Egypt, if a ship docks to load illegally there will probably be no opportunity for interdiction. Our focus, therefore, needs to be on prevention.

I would appreciate any thoughts you may have about how we could prevent such an illegal loading from taking place.

Also Eastern NOC is trying to activate contracts signed by them and all of it with unqualified companies as per NOC criteria and the commercial terms of those contracts not in the interest of Libyan people

Yours sincerely

2. The eastern NOC took care not to mention the name of a vessel³⁴, as can be seen in the following excerpt of one of the compulsory documents that are exchanged among the different entities involved in this kind of operation:

³⁴ In the excerpt it might appear that the name of the vessel is TBN. However, TBN is an abbreviation that means "To Be Named".

INTERTANKO'S STANDARD TANKER CHARTERING QUESTIONNAIRE 88 (Q88)		Version 3
1.	VESSEL DESCRIPTION	
1.1	Date updated:	28.08.2016
1.2	Vessel's name:	TBN
1.3	IMO number:	
1.4	Vessel's previous name(s) and date(s) of change:	
1.5	Date delivered:	Sep 06, 1995
1.6	Builder (where built):	SAMSUNG HEAVY INDUSTRIES, GEOJE, S. KOREA
1.7	Flag:	Panama
1.8	Port of Registry:	Panama
1.9	Call sign:	
1.10	Vessel's satcom phone number:	
	Vessel's fax number:	
	Vessel's telex number:	
	Vessel's email address:	
1.11	Type of vessel:	Oil Tanker
1.12	Type of hull:	Double Hull

Source: Confidential

3. The Panel was able to filter the data and determine the vessel involved in the alleged shipment. However, the vessel never entered the Mediterranean Sea at the time when the shipment was due to take place.

Annexe 50 Contract with eastern NOC

التاريخ: 14 / 1 / 1435 هجري
الموافق: 2016/01/13 ميلادي
الرقم الاشاري: ت د 2016/69



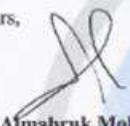
الحكومة الليبية المؤقتة
المؤسسة الوطنية للنفط
National Oil Corporation

To: Whom it may concern

This is to certify that **EUROPA SHIPPING SA** is registered within our list of companies with International Marketing Dept. in National Oil Corporation (Registration No.2015-C-075).

Best Regards,

Yours,



Dr. Almabruk Mohamed
General Manager, International Marketing



cc:IM, C031, File

الإدارة الرئيسية رأس لانوف
المؤسسة الوطنية للنفط



المؤسسة الوطنية للنفط
NATIONAL OIL CORPORATION

التاريخ : 2016/10/13
الموافق :

الإشاري : ١٥.١٦٦/د.٣
المستند :

To : EUROPA SHIPPING SA
Attention : Mr. Konstantinos Tsakiroglou.
Reference No. : IM. 166
Subject : Allocation Certificate

Allocation Certificate No 10/2016

National Oil Corporation of Libya (NOC) has the pleasure to allocate to **EUROPA SHIPPING SA** in our call, 3,000,000 bbls of Sarir/Messla blend crude oil loading Marsa El Hariga On FOB (2015-C-075) port (Marsa El Hariga), to be loaded between 25th of November 2016 to 30th of November 2016, as per contract No. (EUROPA SHIPPING SA -02-2016) (2015-C-075). And we will accommodate your nominated vessel accordingly.

Yours Sincerely,

Emad Mohamed

Emad Mohamed
International Marketing
Coordinator

cc:

- NOC Chairman
- Crude Dept.
- Company



بنغازي - البريقة (00218)614782560 - (00218)614782561
info@libya-noc.org <https://m.facebook.com/NOCL.LIBYA/>

This Agreement
Contract for the sale and purchase of
Libyan Crude Oil
FOB
اتفاقية بيع النفط الخام

No (EUROPA SHIPPING SA-02-2016)
(2015-C-075)

Page 1 of 15



A handwritten signature in black ink, consisting of several vertical and diagonal strokes.

SELLER AND BUYER'S ACKNOWLEDGEMENT:

Paragraph (9)

We, as Seller, hereby with full corporate responsibility and with the power vested in its Officer, accept, confirm and agree to abide by this Contract. The Seller has all rights to revoke the entire Contract if Buyer failed to meet terms of this Contract.

date:

Prepared By:

Name : Dr. Almabruk Sultan

Position: National Oil Corporation- International Marketing.

Signed by:

SELLERS NAME: National Oil Corporation

Address: 1st Round Road, NOC Bulding, El Bidaa Libya

Representative: Dr. Nagi Elmagrabi

Position: Chairman



And

We, as Buyer, hereby with full corporate responsibility and with the power vested in its Officer, accept, confirm and agree to abide by this Contract.

date: 12-Feb.-2016.

Signed by:

BUYERS NAME: EUROPA SHIPPING SA

Representative: Konstantinos Tsakiroglou

Position: CEO



Appendix (A) of crude oil type specification

ملحق (A) مواصفات النفط الخام

Crude	API Gravity	Sulfur Content	Loading Port
Abu Attifel	41.5	0.3	Zueitina
Amna	36	0.2	Ras Lanuf
Brega	39.8	0.2	Marsa al-Brega
Es Sider	37	0.4	Es Sider
Messla	-	-	Marsa al-Hariga / Tobruk
Sarir	37.1	0.2	Marsa al-Hariga / Tobruk
Sirtica	42.2	0.4	Ras Lanuf
Zueitina	43.4	0.1	Zueitina



Page 15 of 15



Handwritten signature or initials.

Source: Confidential

Annexe 51 Statement of eastern NOC entitlement

ديوان رئاسة مجلس الوزراء

الموافق 2017/3/27
الرقم الإداري:

الحكومة الليبية المؤقتة



Sirs

Chairmen of the board of directors of
Libyan own companies
International companies operate in Libya
Companies owned by international and Libyan Companies
Companies has interest in Libyan market and deals with the NOC

Dear Sirs

In the past days unauthorized bodies had issued some decree related to oil sector including signing contracts. We would like to inform all concerned that these bodies are illegitimate and has no legal status, and therefore, any deals concluded with it considered illegal act, and those who are involved shall face legal action in Libya and abroad.

Therefore, we argue everybody concerned not to deal with these bodies nor to invite them to your offices any action might get you on facing legal claim by the national Oil Corporation, we would like to emphasis that the national Oil corporation NOC. Is located in Benghazi since the decree No (247) issued on the year 2013.

Sincerely yours

Elbadri - A
Dr. Abdussalam M. Elbadri

Deputy Prime Minister for Services Affairs
The Head of Oil & gas committee



www.pmi-ly.com +219 69 462 0625 +218 69 462 0621 البيضاء - المجمع الإداري

Source: Confidential

Annexe 52 The Vienna Agreement

Translation into English of the Vienna Agreement:
Translated from Arabic

In the name of God the Merciful, the Compassionate

The State of Libya

Principles for the agreement to integrate and consolidate the oil sector

On 15 May 2016, with the country's best interests in mind, Naji Husayn al-Maghribi and Mustafa Abdullah San'ullah held their fourth meeting on the situation in the Libyan oil sector.

The participants reviewed with some concern the disturbing ramifications of the current situation in the oil sector. They focused on the importance of reinforcing and consolidating efforts to alleviate the suffering of Libyan citizens as a result of the impact on their livelihoods of the political conflict that has been going on in the country for more than two years. Production levels in the State of Libya, which is a member of the Organization of Petroleum Exporting Countries (OPEC) and has the largest reserves in Africa, are not even adequate for domestic demand.

The crisis does not end there. The country has been forced to use up a significant portion of the Central Bank's reserves in order to increase foreign fuel imports just to keep vital State facilities running. At the same time, the suspension of exports has led to an acute drain of Libyan assets that has had a negative impact on the value of the Libyan dinar and on citizens' quality of life.

It has become more urgent than ever to stop the bleeding, move beyond the painful past, face up to the many challenges, and overcome obstacles on the basis of a thorough understanding of the crisis, keeping in mind the country's best interests and the importance of using oil revenues to achieve genuine and balanced development across all regions of Libya without exception.

That being said, it goes without saying that the agreement should give priority to Benghazi. That city will be the lynchpin of the agreement, both because of the extent of the destruction there and because it has the potential to be an attractive environment. However, that can only happen if we build a strong economy by working together in the oil sector to revive production quickly and restore oil exports to normal levels.

In that spirit, and especially at this important juncture, as the State of Libya faces the most acute crisis in its modern history, these meetings are a test of our resolve and capacity to be on the right side of history. We, the decision-makers in the oil sector, have made a strategic choice to begin integrating and consolidating the National Oil Corporation in the country's best interests. Such a choice requires a deep appreciation for the nature of the crisis. At previous meetings, we discussed the ramifications for the country's present and future of the very real challenges faced by the oil sector. First and foremost, the participants engaged in a conscientious discussion of all pending issues, and laid out solutions for managing and overcoming them, with a view to initiating implementation as soon as the Presidency Council adopts the general framework agreement.

The attendees stressed that, mindful of the regulations in force in the State of Libya and the spirit and letter of the law, the agreement should incorporate, inter alia, the following points that came up during the meeting:

I. Chapter 1

The participants at the meeting agreed that Chapter 1 should address expenditures and salaries during the crisis in accordance with procedures followed by the oil sector in decades past.

II. Chapters 2 and 3

Mustafa Abdullah San‘ullah stressed that Chapter 2, which covers current expenditures for operations, maintenance and production operations, and Chapter 3, which covers new projects and investments, should be consistent with guidelines, rules and regulations in force in the oil sector, with the law, and with properly documented data in the Corporation's books.

Naji Husayn al-Maghribi stressed that no new commitments should be undertaken in that regard, with a view to avoiding duplication and protecting the sector from fragmentation.

III. The participants discussed the following in some detail:

The participants appreciated the importance of supporting operating companies with adequate operating budgets to ensure uninterrupted production, and of maintaining exports to ensure the uninterrupted flow of hard currency revenues into the State of Libya.

Summary

In the light of the preceding, the participants agreed that sound legal principles should be adhered to rigorously, out of their conviction that such strict adherence would advance the interests of the homeland and its citizens.

In keeping with our awareness of the uniqueness of this stage, we agreed to hold a meeting within the next few days, with everyone involved undertaking to do their part to mitigate the risks to the oil sector, in particular, and also to the country's vital facilities. The goal will be the following:

Making clear to all the national forces in the State of Libya the dimensions and implications of the suspension of exports from the port of Hariqah, including the negative impact on the State's hard currency revenues; the importance of ensuring that all Libyans benefit from oil revenues; and the implications of the disruption of the regular operation of vital State facilities, including, inter alia, the following:

- Regular operation of electricity plants;
- Regular operation of water purification plants;
- Regular operation of strategic factories;
- Regular operation of hospitals and laboratories;
- Regular distribution of petrol for cars and trucks.

Annexe 53 Western NOC efforts to prevent deals

Letter from the western NOC to the International Association of Independent Tanker Owners (INTERTANKO), warning them of the attempts of the eastern NOC:

Date: 3/2/2016

Ref: 59

To: KATHARINA STANZEL -Managing Director Intertanko

STATEMENT TO SHIPPING MARKETS BY THE NATIONAL OIL CORPORATION OF LIBYA

Dear Ms. Stanzel,

The National Oil Corporation of Libya wishes to notify ship-owners that it is aware of attempts by unauthorized individuals to sell Libyan oil. On the basis of contracts signed with these individuals, several companies are looking for vessels to lift oil from Marsa el-Hariga port in eastern Libya in the first half of February.

The companies include:

DSA Consultancy FZC, of Sharjah

Netoil (with offices in Dubai and registered in Panama, variously known as Netoil Inc, Net Oil Enterprises Inc, Netoil Singapore)

Loyd Capital Partners, of Delaware, aka Loyd Capital Limited

Shipping market participants are advised that these contracts and the individuals who signed them have no legal standing. The Libyan individuals involved are the same group behind the theft of oil from Libya in March 2014. In this incident, the tanker on which the oil was stolen, the "Morning Glory", was boarded by US forces off Cyprus and turned over to NOC in Tripoli because of concerns that the sale proceeds would be used to finance terrorist groups.

The United Nations has made very clear in a series of resolutions and statements, including most recently UN Security Council Resolution 2259, that it strongly opposes activities which could damage the integrity and unity of the NOC. UNSCR 2213 provides for sanctions against individuals or entities that support criminal networks through the illicit exploitation of crude oil or any other natural resources in Libya.

Source: Confidential



ؤسسة الوطنية للنفط
NATIONAL OIL CORPORAT

signed by the general manager for international marketing, Ahmad Shawki. NOC is recognized as the sole and proper oil contracting authority by the international community and by mainstream oil companies. Should you be in any doubt as to the status of the entities and individuals with which you are dealing, please contact NOC in Tripoli at the address below, or your own ministry of foreign affairs?

Contact Details:

Ahmed Shawki Mansur

General Manager Marketing

National Oil Corporation

Phone: +218214446834

Email: ashawki@noc.ly

You're sincerely,

Ahmed Shawki Mansur

General Manager Marketing



Cc: Charmian of the Board - National Oil Corporation

Source: Confidential

On 15 March 2016, the western NOC sent the following letter to the owners of the tanker 'Baltic Captain I'. The vessel was heading to Tobruk to load a shipment of crude oil. The owners relented and the ship turned away.



المؤسسة الوطنية للنفط
NATIONAL OIL CORPORATION

Date: 15th March -2016
Ref No: 109

TO: UNITED PRODUCT TANKERS
Att: Managing Director – Germany
Att: General Manager – Cyprus

Dear Sirs,

We hereby inform you that National Oil Corporation of Libya (NOC), with its official headquarter at Bashir Sadawi St. – Tripoli, is the sole owner of title related to all Libyan hydrocarbons and we're entitled to sell all crude oil , petroleum products and petrochemicals in Libya.

We're historically responsible for concluding all contracts and we're proud to be partner with major international companies.

What so called "Endofa ,Netoil, DSA Consultancy FZC, OPI Participation BV, and Loyed Capital Partners" are not our partners nor our customers, and we have no contractual obligation with them whatsoever. we're responsible for our country's assets , thus , we won't deal with shady minor companies.

Your respected entity has been appointed by us and our customers in many occasions, and we want to continue doing so.

Therefore, you're kindly requested to ignore all chartering requests from those companies and/or any newly formed disputed parallel entity .

Yours sincerely

Ahmed Shawki

General Manager of International Marketing Department- NOC



CC: Mustafa Sanallah – Chairman of the Board of Directors.
CC: General Manager of Legal Department

شارع بشير السعداوي _ (ميدان جلة العريف) طرابلس / ليبيا - هاتف : 09 - 218 21 334 5700 / 44 - 218 21 333 7141
Bashir Sadawi str . P.o.Box : 2655 - 5335 Tripoli - Libya Tel : + 218 21 334 5700 - 09 / + 218 21 333 7141 _ 44

Source: Confidential

Annexe 54 Reluctance against the Vienna Agreement

Letter by the President of the HoR raising the need to review the contract that the western NOC had signed with Glencore, signed on 9 June 2016:

State Of Libya
Libyan House of Representatives
Office of the President



دولة ليبيا
مجلس النواب الليبي
مكتب الرئيس

Date : 06 .09 .2016 م التاريخ

Ref : 049 .2016 م الإشراف

السادة المحترمون :

لجنة العقوبات

التابعة للأمم المتحدة

تحية طيبة وبعد ،،،

يطيب لنا في البداية تحيتكم والأشادة بمجهوداتكم لحماية الامن و السلام العالمي ، ونشدد بهذه المناسبة على التزامنا بالتعاون معكم التابع من ايماننا بأهمية لجننتكم الموقرة واحترامنا لقرارات الشرعية الدولية .

السادة اعضاء اللجنة الموقرة ، ان مجلس النواب الليبي هو سلطة شرعية جاءت بانتخابات نزيهه شهد لها المجتمع الدولي بالإضافة للحكومة المؤقتة المنبثقة عنه وهما الممثل الشرعي الوحيد للشعب الليبي .

وبالنظر للمسئوليات الملقاة على عاتقنا تجاه شعبنا ، وبالنظر لاحتياجاته العاجلة من المواد والمستلزمات الاساسية والتزامنا بالوفاء لتلك الاحتياجات ، قمنا بمنح الاذن للحكومة المؤقتة بتصدير النفط عبر قنواتها الرسمية ، وهي المؤسسة الوطنية للنفط ومقرها مدينة بنغازي برئاسة السيد/ الناجي المغربي .

وقد قامت الحكومة بدورها وبشكل متكرر بمحاولة التواصل للحصول على الاذن المطلوب ، إلا ان مندوبنا لدى الامم المتحدة السيد/ ابراهيم الدباشي ، وللأسف الشديد لم يقم بدوره بإخطار لجننتكم الموقرة بطلباتنا ، بل وقام بتقديم

After the Istanbul agreement was signed on 2 July 2016, the eastern NOC board of directors seems to remain operational at some level, issuing sporadic statements, such as the following, signed on 25 July 2016. It shows some resistance to dissolving:



المؤسسة الوطنية للنفط
NATIONAL OIL CORPORATION

National Oil Corporation
Declaration (No. 10/2016)

The National Oil Corporation acting on behalf of the legitimate and internationally recognized interim Government of the State of Libya formed under the Libyan House of Representatives. Accordingly the National Oil Corporation is seeking the unity of its corporation and to preserve the fortune of the Libyan People according to the Legal procedures, guidelines and the existing legislations as for most the prime minister resolution (No .247/2013) that states the reestablishment of the National Oil Corporation in Benghazi.

The National Oil Corporation confirms that the lift of the *force majeure* on the Oil fields and the Oil ports is the obligation of the National Oil Corporation and will not be executed only under the formed procedures.

The National Oil Corporation denies the activities that is carried out by any institution foreign or domestic by far the visit of Mr. Cobbler to Mr. El Jadran, as they are not legally liable, this conflicts with the guidelines and the existing legislations towards the oil sector.

The National Oil Corporation confirms its responsibility and commitment to the contractual agreements, and this responsibility is only ensured under the rules, regulations and legal legislations that are governed to solve such matters.

The National Oil Corporation determinedly seeks the institutions associated recommence exporting of the crude oil, increasing the productivity and lifting the *force majeure* that will guarantee the Libyan human rights, and the welfare of the country.

The Board of Directors of NOC



COPY FOR:
 CHAIRMAN OF THE NOC
 VICE CHAIRMAN OF THE NOC
 ARCHIVE
 BANGHADI

بنغازي - البركة (00218)614782560 - (00218)614782561
 info@libya-noc.org https://m.facebook.com/NOCL.LIBYA/

Source: Confidential

Annexe 55 Repeal of the Vienna Agreement



المؤسسة الوطنية للنفط
NATIONAL OIL CORPORATION

بيان رقم (4) لسنة 2017م
بشأن حل اتفاق توحيد المؤسسة الوطنية للنفط

بناء على اجتماع مجلس إدارة المؤسسة الوطنية للنفط بنغازي يوم الخميس الموافق 2017/2/23م لمناقشته أسباب عدم تفعيل بنود الاتفاق المبرم بشأن توحيد المؤسسة الوطنية للنفط .

وبناء على جلسة مجلس النواب للاستماع إلى الدكتور : ناجي حسين المغربي رئيس المؤسسة الوطنية للنفط لتوضيح أعمال المؤسسة وأنشطتها.

و بناء على غياب السيد : مصطفى صنع الله عن جلسة مجلس النواب بشأن تفعيل بنود الاتفاق المبرم بشأن توحيد المؤسسة الوطنية للنفط. وأهم هذه البنود تنفيذ قرار مجلس الوزراء رقم (247) لسنة 2013م بشأن عودة المؤسسة الوطنية للنفط إلى مقرها الرئيسي في بنغازي.

فإن المؤسسة الوطنية للنفط التابعة للحكومة الليبية المؤقتة المنبثقة عن مجلس النواب تعلن عن عدم التزامها ببنود الاتفاق المبرم في 2016/7/3م بشأن توحيد المؤسسة الوطنية للنفط : لعدم التزام السيد : مصطفى صنع الله بالاتفاق ، واستيفاء بنودها فضلا عن عدم تنفيذ قرار مجلس الوزراء رقم (247) لسنة 2013م بشأن عودة المؤسسة الوطنية للنفط إلى مقرها الرئيسي في بنغازي.


 الدكتور ناجي حسين المغربي
 رئيس مجلس إدارة المؤسسة الوطنية للنفط

صدر في بنغازي يوم الاثنين الموافق 2017/3/13



بنغازي - البريقة (00218)614782561 - (00218)614782560
 info@libya-noc.org https://m.facebook.com/NOCL.LIBYA/

Source: Social media

Annexe 56 Eastern vs. western banknotes

1. This Annex contains a simplified summary of a comparative analysis provided by a banknote printing specialist of samples collected by the Panel. The analysis shows that significant efforts were made to make a copy of the LYD 20 banknote that stays as true as possible to the original note. However, some printer specific features were changed.
2. The CBL in Tripoli has refused to distribute the eastern sourced cash. It reported to the Panel that the new notes were not safe enough because 40% of the security features were sacrificed. This appears to be only partially true. Whereas the original LYD 20 note is assessed by experts to be indeed superior in terms of security features, as reflected in the analysis below, the difference is not great. The cash ordered by the eastern CBL is in fact considered to have good counterfeit resistance as well.
3. It would therefore appear that the CBL in Tripoli's decision to block the distribution of the alternative cash is motivated by other reasons. On the one hand, the distribution of different banknotes is generally considered to be undesirable. On the other hand, the CBL in Tripoli has systematically refused to make any concessions to its eastern rival.

Specialist comparison and analysis

4. The analysis below focuses on the differences between the banknotes. Security features that are very similar, such as the watermarks, are not discussed.



Photograph 1: Front view of banknotes –alternative banknote (top) and original banknote (bottom)

5. Both banknotes are very similar in appearance. The quality of the ‘paper’ (ia cotton-based substrate) is also the same. The printing of both notes is generally of a very high quality and includes intaglio printed features.
6. However, the level 1 and level 2 security features are clearly different:
 - The original note has a more secure demetallised holographic stripe (removal of part of diffractive foil on both edges of the stripe).
 - The original note uses expanding numbering, whereas the new note does not.

- Around the crescent symbol, the original note uses De La Rue's SPARK technology, a high security, overt (public) verification feature using magnetic colour shift ink. In the same area the new note features a latent image that can only be viewed in bright light at an acute angle. This is probably the most significant difference between the two notes.



Photograph 2: front side, oblique angle - alternative banknote (top) and original banknote (bottom)

- On the reverse side, the thread in the original note is a colour shift thread, while the thread on the alternative note is Goznak's Mobile thread in which the alternate '20' numerals, move from right to left and left to right when the note is tilted. Both threads offer good security but the thread in the original note does not have the uniqueness of the new one.



Photo 4: Reverse side of notes showing threads - alternative (top) and original (bottom)

- Under UV light a few differences show. The new note shows an additional orange fluorescent feature whereas on the original note the red UV fibres shine more brightly. However, overall, the UV features offer similar security on the two notes.

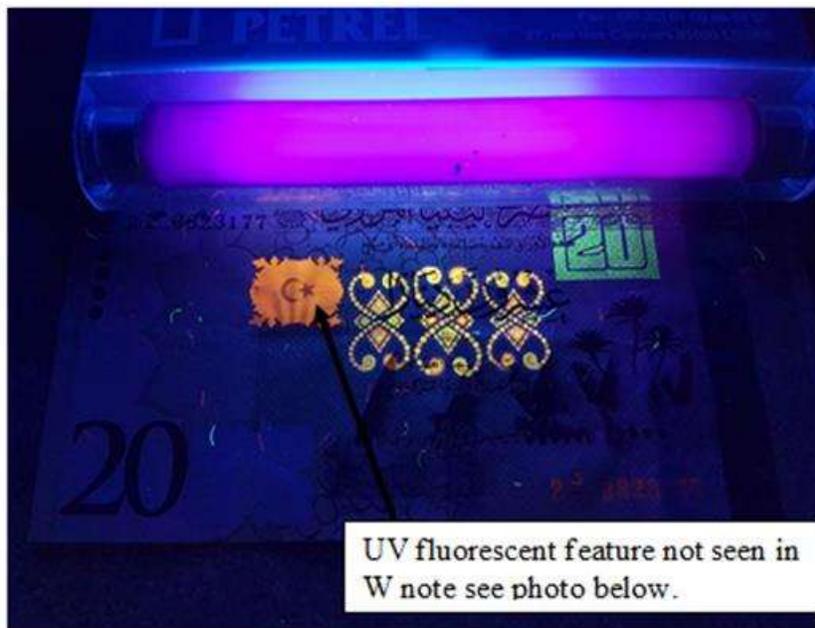


Photo 5: UV features on front of alternative banknote

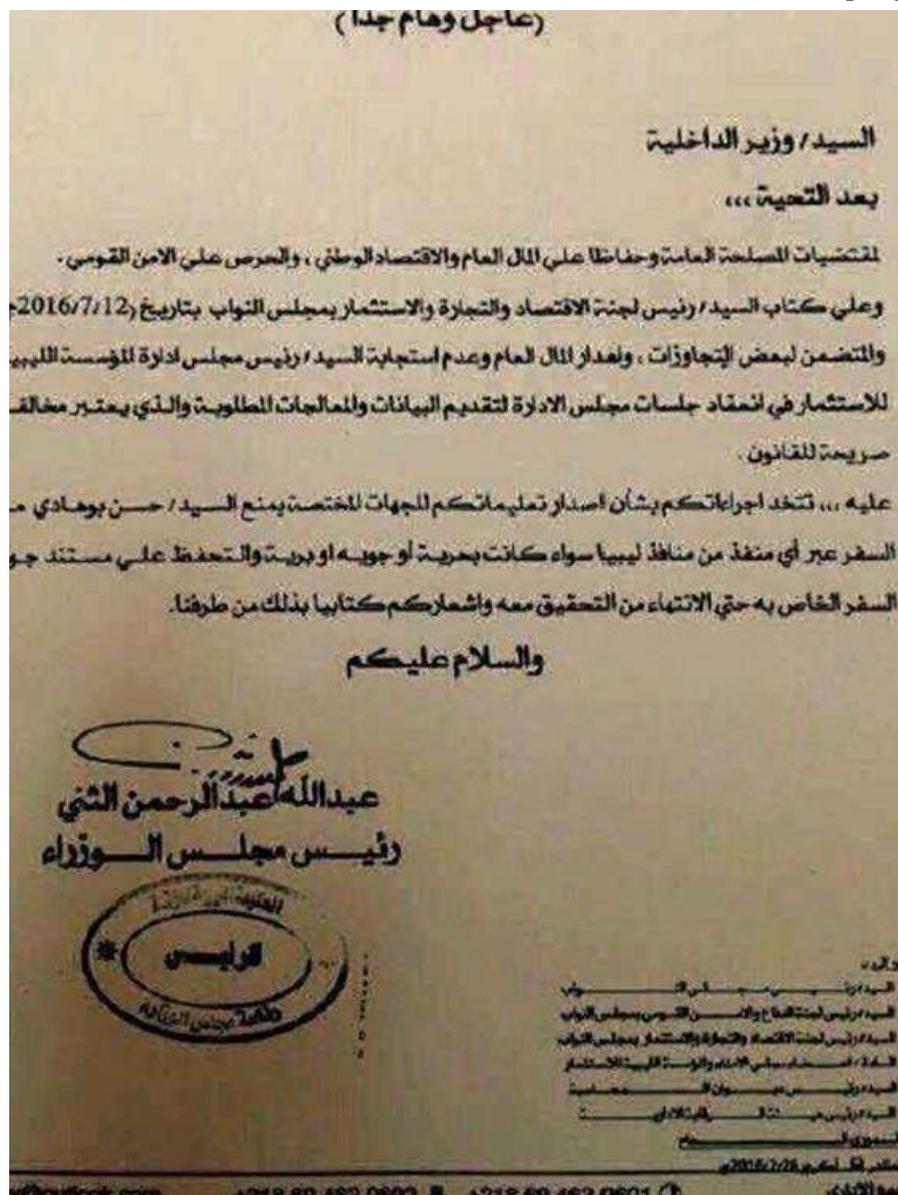


Photo 6: Covert features on front of original banknote

- An infrared analysis of both notes did not immediately reveal significant differences.
- The level 3 security features were not tested. The method of authentication for these features is usually exclusive to Central Banks.

Annexe 57 Letter from Abdallah al-Thinni to his 'Minister of Interior'

Al-Thinni asks to restrict the movements of Hassan Bouhadi and seize his passport.



Source: LIA, Malta office

Annexe 58 Letter by al-Qatrani

The letter states that the current board of trustees, composed of ministers from the al-Thinni government, appointed after the signing of the LPA, is the only legitimate authority to supervise the LIA while GNA approval by the HoR is awaited.

The Presidential Council of The Government of National Accord

المجلس الرئاسي
حكومة الوفاق الوطني

التاريخ: 4 / 7 / 2016

الرقم الإشاري: ن.ر.أ. 22. 0/6

ثالثاً: إن انعقاد اجتماعات مجالس الأمناء والجمعيات العمومية هي استحقاقات قانونية يترتب علي تعطيل انعقادها في مواعيد المجددة عواقب قانونية ومالية خصوصاً تلك الشركات والجهات المسجلة والعاملة بالخارج، وبالتالي لا يجوز ولأسباب لا نعتقد أنه من المناسب الآن الخوض فيها أن يتم تعطيل انعقاد اجتماعات مجالس الأمناء والجمعيات.

رابعاً: نطالبكم بضرورة الالتزام الكامل بقرارات ومطالبات مجلس إدارة المؤسسة الليبية للاستثمار والاستجابة لما يحدث عليه مجلس الأمناء لكم وللمجلس الإدارة بضرورة عقد اجتماع لمجلس الإدارة لتناول ومعالجة مواضيع وقضايا هامة وعاجلة متعددة تم إحالتها لكم وفي الختام إن محاولات تعطيل دور واختصاصات مجلس الأمناء ومجلس إدارة المؤسسة الليبية للاستثمار وما لذلك من تبعات مالية وقانونية يعد جريمة يعاقب عليها القانون وعليه فإننا نندعو مجلسي أمناء وإدارة المؤسسة الليبية للاستثمار الي ممارسة مهامهم المسندة إليهم قانوناً واتخاذ ما يلزم من اجراءات للحفاظ علي المؤسسة والجهات التابعة لها وصد المحاولات التي تستهدف نهب استثمارات وأموال المؤسسة وعدم الاعتداد بأية مكاتبات او اجراءات من جهات غير ذات اختصاص وعدم المراهنة علي خيارات خاسرة ومصالح شخصية تتعارض مع المصالح الوطنية والقيم والاخلاق المهنية.

للاهمية يطلب التقيد والتنفيذ والالتزام بما جاء في كتابنا هذا.

والسلام عليكم

علي القطراني

نائب رئيس المجلس الرئاسي

ورئيس لجنة الاقتصاد والتجارة والاستثمار بمجلس النواب

صورة إلى

- رئيس مجلس أمناء المؤسسة الليبية للاستثمار

- الدوري العام للحفاظ + الصادر

101

Source: LIA, Malta office

Annexe 59 PC letter to LPTIC subsidiaries concerning position of CEO

The Presidency Council Of The Government Of National Accord

المجلس الرئاسي
لحكومة الوفاق الوطني

الموضوع:
اشاري: حم.د. 834/3
التاريخ: 3-13-2017م

السيد / رؤساء مجالس الادارات للشركات التابعة للشركة الليبية
للبريد والاتصالات وتقنية المعلومات القابضة

تحية طيبة وبعد،،،

حرصا على استقرار المؤسسات العامة بما يمكنها من القيام بمهامها خدمة
للمصلحة العامة . ونظرا لأهمية الشركة الليبية للبريد والاتصالات وتقنية المعلومات
القابضة .
عليه،،، يقتصر التعامل باسم الشركة الليبية للبريد والاتصالات وتقنية
المعلومات القابضة مع الممثل القانوني الوحيد للشركة السيد / د. فيصل قرقاب - رئيس
مجلس الادارة وفقا للسجل التجاري ، وعدم التعامل مع أية جهة أخرى تقديراً للصالح العام.

والسلام عليكم ،،،

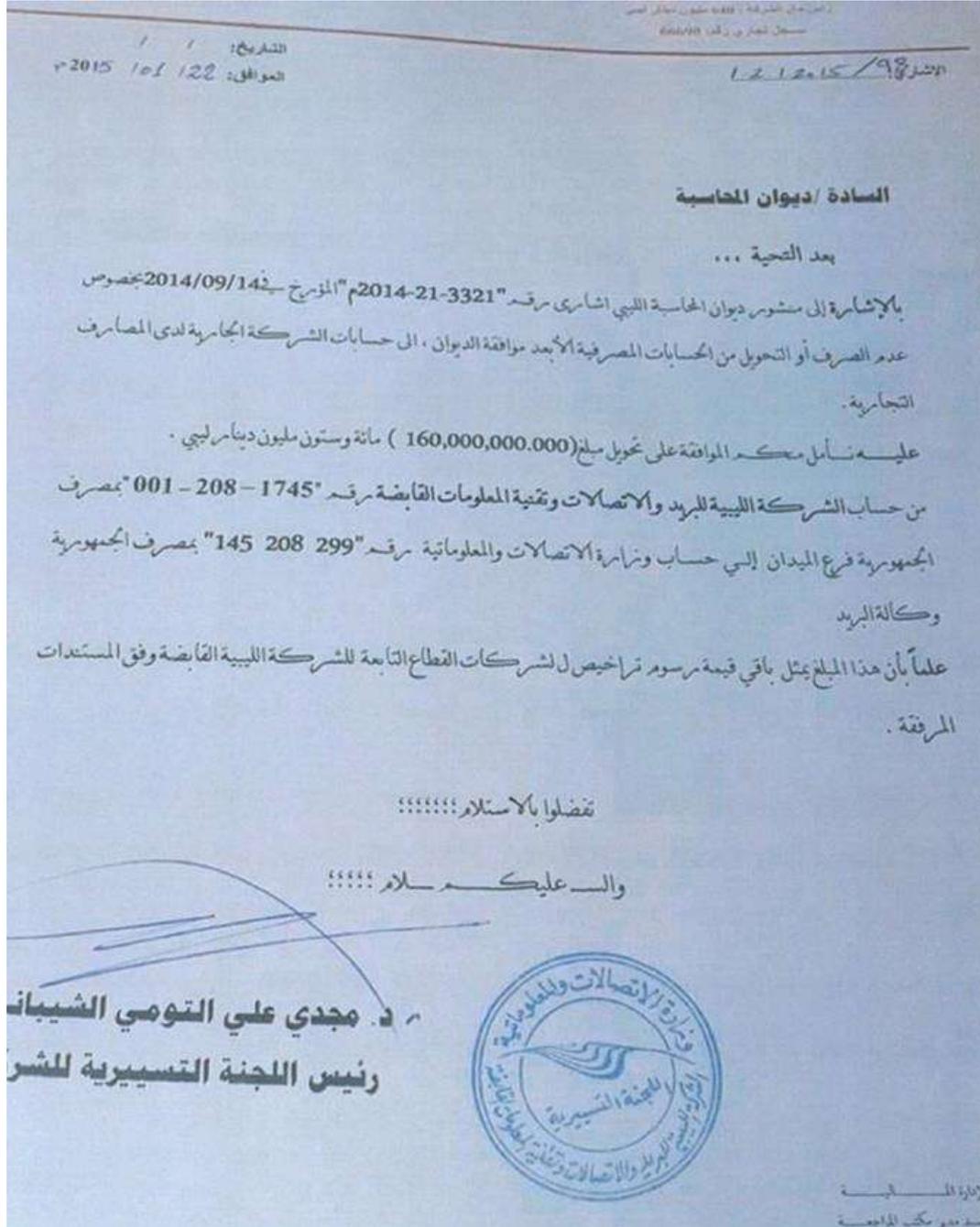
المجلس الرئاسي لحكومة الوفاق الوطني

مسورته إلى :-
أعضاء المجلس الرئاسي .
الدوري العام

Source: LPTIC

Annexe 60 Documentation indicating that LPTIC company funds were transferred to the Ministry of Telecommunication

One of the documents received appears to be a January 2015 request by al-Fantazi to the Audit Bureau to transfer LYD 160 million from a LPTIC account directly into an account of the Ministry of Telecommunication, thereby bypassing the Ministry of Finance.



Source: LPTIC

Another document from September 2016 shows that the Almadar Aljadeded company, a mobile phone operator and subsidiary of LPTIC, was requested by LPTIC to pay USD 70 million directly into the account of the Ministry of Telecommunication for the use of electromagnetic spectrum.

الرقم الإداري: 1.1.3.2016/106
 التاريخ: 1/1/2016 الموافق: 12/8/2016

السيد / مدير الإدارة المالية

بعد التحية

بالإشارة إلى العقود المبرمة بين شركة المدمار الجديد وبين الهيئة العامة للاتصالات بخصوص مرسوم تراخيص استخدام الفضاء وبالإشارة إلى المبلغ الذي تم تحويله من شركة المدمار لصالح الشركة القابضة مقابل تراخيص الفضاء عن الجيل الثاني لسنة 2015م والبالغ "70,000,000.000 د.ل." فقط سبعون مليون دينار لا غير .

عليه .. يطلب منكم اتخاذ إجراءات تحويل القيمة لصالح الهيئة العامة للاتصالات "حساب الأيراد العام رقمه "145208299" بمصرف الجمهورية وكالة البريد .

تفضلوا بالاستلام
 والسلام عليكم

أ. عادل رجب مركوس
 رئيس مجلس الإدارة بالشركة

صورة من -
 السيد مدير مكتب المراجعة المتكفل
 السيد مدير الشؤون المالية
 السيد عادل ك. وند

Source: LPTIC

Annexe 61 Armed group interference at the LAIP

1. In November and December 2014, the ‘Desert brigade’ from Misrata, led by Wesam Shagloof, reportedly assisted a rival Chairman of the LAIP, Abd al-Rahman Ayad, and his CEO Mohsen Derregia, to take control of the LAIP office in Tripoli. They were subsequently rewarded with contracts and salaries.

Picture showing Shagloof in a Desert brigade vehicle



Source: Social media

Request by the Third force to LAIP subsidiary (Oilbya) to provide armed group members, including Shagloof, with keys, subsistence and salaries for securing their offices.

الموضوع: تكليف أفراد لخدمة
التاريخ: 1 / 1 / 2014 هـ
الموافق: 2014/12/30
إشاري: 751 / 167

الجيش الليبي
رئاسة الأركان العامة
قوات درع ليبيا
القوة الثالثة

التصريح أو الإشتهاد

إلى / مدير شركة ليبيا للنفط

بناء على التكليف الصادر من رئيس الأركان العامة إلى القوة الثالثة رقم (ر.أ.ع. 1462/59) والخاص بتأمين الجنوب الليبي بالتعاون والتنسيق مع أمر المنطقة العسكرية سبها .

وبالإشادة على التكليف الصادر من القائد الأعلى للجيش الليبي المشار إليه بالرقم (308/167) بتاريخ 2014/11/6 م والخاص بتأمين حقل الشراة النفطي وباقي الحقول المجاورة بمنطقة أوباري والتنسيق مع المجلس الأعلى لثوار أوباري .

عليه فقد تم تكليف عدد (36) فرد بالحراسة والتأمين بالشركة ابتداء من 2014/12/1 والكشف يبدأ من السيد /وسام احمد شقلوف وينتهي بالسيد/ سالم مفتاح القنيدي على أن يتم التنسيق مع اللجنة المكلفة بخصوص الإعاشة والتجهيز وكل ما يخص إجراءات التأمين والحراسة

وفق الله الجميم لما فيه خير الوطن والمواطن
والسلام عليكم ورحمة الله وبركاته

مقدم /
جمال علي صالح التريكي
أمر القوة الثالثة لقوات درع ليبيا

لا مانع من تكليف العسكريين
من نفسة مما هو وابتداء ما يليج
فلا بد ان يطلعهم
12/30
2014

صورة منه :
اللف الليبي الحفظ
45 / 45





الموضوع: مذكرات أفراد المراسمة
التاريخ: 1 / 1 / 14 هـ
الموافق: 29 / 12 / 2014 م
إشاري: 167 / 751



الجيش الليبي
رئاسة الأركان العامة
قوات درع ليبيا
القوة الثالثة

المرأ أو الإستشهاد

ملاحظات	الاسم	ر.ب.ق
	وسام أحمد شقوف	1
	محمد ابراهيم الحشاش	2
	شقوف عبدالله شقوف	3
	ابراهيم محمد فرقوم	4
	بشير حسين البوسفي	5
	حافظ احمد شقوف	6
	محمد سالم غربية	7
	عبدالله ابراهيم شقوف	8
	محمد عبدالله شقوف	9
	محمد كمال السنوسي	10
	حسين محمد فرقوم	11
	محمد عبدالحكيم الفلاح	12
	عبدالفتاح عبدالله شقوف	13
	شقوف احمد شقوف	14
	عبدالحميد عبدالله مراد	15
	محمد عبدالله شقوف	16
	شقوف محمد شقوف	17
	خالد عبدالله مسعود	18
	مختار علي الجهيمي	19
	يوسف عبدالقادر الجهيمي	20
	اسامة ميلاد الشيباني	21
	عبدالرؤف ابراهيم الحشاش	22
	عبدالملك عبدالحكيم فلاح	23
	ابراهيم محمد الحشاش	24
	محمد بشير امريص	25
	محمد ابراهيم شقوف	26
	محمد عبدالله صفار	27
	بلقاسم عمر احمد البركي	28
	مجدي يوسف البشير	29
	عبدالباسط عمر الصغير الاعوج	30
	صفوت حسين سالم كعبه	31
	محمد احمد شقوف	32
	طارق مفتاح حسين القنيدى	33
	مهند بشير ابراهيم ماني	34
	وليد عمران علي	35
	سالم مفتاح القنيدى	36



Source: confidential

2. In 2016, it was reported that Ayad tried to appoint Libyan political dialogue member Muhammad Ibrahim al-Darrat as CEO of LAIP. He relied on support by armed group leader Abd al-Gadir Rweyati aka 'Asfoor' from the Bab al Aziziya/Hay Andalus area, who would later 'host' the Steering Committee of the LIA under Ali Mahmoud.

3. In 2017, Ayad appointed himself as CEO of LAIP. Several sources reported that Ayad, who is originally from the Suq al-Juma area, is well-connected to the SDF, the armed group to date in control of Tripoli tower. He reportedly employed several SDF members at the LAIP.

4. Around the same time, the PC-appointed Steering Committee of the LIA appointed a new board for the LAIP, which allegedly included individuals affiliated to Rweyati and the Nawasi armed group. That decision was later revoked and Rweyati withdrew from the area.

Appointment of associate Rweyati on LIA board and cancellation thereof

Libyan Investment Authority  المؤسسة الليبية للاستثمار

قرار لجنة الإدارة المؤقتة للمؤسسة الليبية للاستثمار رقم (3) لسنة 2017م
بشأن إعادة تشكيل مجلس إدارة محافظة ليبيا أفريقيا للاستثمار

لجنة الإدارة

- بعد الاطلاع على الإعلان الدستوري الصادر بتاريخ 3 أغسطس 2011م، وتعديلاته.
- وعلى الاتفاق السياسي الذي الموقع بتاريخ 17 ديسمبر 2015م.
- وعلى القانون رقم (13) لسنة 2010م بشأن التنظيم الإداري للمؤسسة الليبية للاستثمار.
- وعلى القانون رقم (12) لسنة 2010م بشأن علاقات العمل ولائحته التنفيذية.
- وعلى قرار اللجنة الشعبية العامة سابقاً رقم (197)م، باعتماد النظام الأساسي لمحافظة ليبيا أفريقيا للاستثمار.
- وعلى قرار المجلس الرئاسي لحكومة الوفاق الوطني رقم (29) لسنة 2017م، بشأن تشكيل لجنة إدارة مؤقتة وتكليف مهام.
- وعلى قرار مجلس إدارة المؤسسة الليبية للاستثمار رقم (08) لسنة 2014م، بإعادة تشكيل اللجنة التسييرية لمحافظة ليبيا أفريقيا للاستثمار.
- وعلى قرار مجلس إدارة المؤسسة الليبية للاستثمار رقم (2) لسنة 2015م، بشأن تشكيل مجلس إدارة محافظة ليبيا أفريقيا للاستثمار.
- وعلى كتاب رئيس اللجنة التسييرية للمؤسسة رقم (م/ 28) لسنة 2016م الموجه إلى رئيس المجلس الرئاسي لحكومة الوفاق الوطني.
- وعلى ماخضمت إليه لجنة الإدارة المؤقتة للمؤسسة الليبية للاستثمار في اجتماعها الأول لسنة 2017م المنعقد بتاريخ 21 يناير 2017م.

قـرـر

مادة (1)

يعاد تشكيل مجلس إدارة محافظة ليبيا أفريقيا للاستثمار على النحو التالي:

1. السيد / إسماعيل إبراهيم أحمد جورة	رئيساً للمجلس
2. السيد / عيسى المهدي خير الله السنوسي	عضواً / المدير العام
3. السيد / د. أحمد بالقاسم التواتي	عضواً
4. السيد / د. حسين عبد الحميد حمد عبد ربه	عضواً
5. السيد / د. عبد المنصف محمود صالح	عضواً
6. السيد / إبراهيم سالم تاكنه	عضواً
7. السيد / خليفة عبد الله الشيباني	عضواً

مادة (2)

يعمل بهذا القرار من تاريخ صدوره، وعلى كل حكم يخالف أحكامه. وعلى الجهات المعنية تنفيذه حسب الاختصاص.

عبد الله
لجنة الإدارة المؤقتة للمؤسسة الليبية للاستثمار



صدر بتاريخ: 09 / 03 / 2017 ميلادي

برج طرابلس
Tripoli Tower - Floor 14
+218 21 336 2089 / 336 2213 - 14 ☎ +218 21 336 2212 - 336 2215 / 336 2085 - 8 📠
موقع إلكتروني: www.lia.ly 🌐 93099 طرابلس - ليبيا

Libyan Investment Authority  المؤسسة الليبية للاستثمار

قرار لجنة الإدارة المؤقتة للمؤسسة الليبية للاستثمار رقم (4) لسنة 2017م
بشأن سحب قرار رقم (3) لسنة 2017م

لجنة الإدارة

- بعد الإطلاع على الإعلان الدستوري الصادر بتاريخ 3 أغسطس 2011م و تعديلاته .
- وعلى الاتفاق السياسي الليبي الموقع بتاريخ 17 ديسمبر 2015م
- وعلى القانون رقم (13) لسنة 2010م بشأن التنظيم الإداري للمؤسسة الليبية للاستثمار .
- وعلى القانون رقم (12) لسنة 2010م بشأن علاقات العمل و لائحته التنفيذية .
- وعلى قرار اللجنة التنفيذية العامة سابقاً رقم (197)م ، بإعادة النظام الأساسي لمحافظة ليبيا لليبيا للاستثمار .
- وعلى قرار المجلس الرئاسي لحكومة الوفاق الوطني رقم (29) لسنة 2017م ، بشأن تشكيل لجنة إدارة مؤقتة للكرد، والكرد، بمرافق .
- وعلى قرار مجلس إدارة المؤسسة الليبية للاستثمار رقم (08) لسنة 2014م بإعادة تشكيل اللجنة التنفيذية لمحافظة ليبيا لليبيا للاستثمار .
- وعلى قرار مجلس إدارة المؤسسة الليبية للاستثمار رقم (2) لسنة 2015م ، بشأن تشكيل مجلس إدارة محافظة ليبيا لليبيا للاستثمار .
- وعلى كتاب رئيس اللجنة التنفيذية للمؤسسة رقم (28)م لسنة 2016م الموجه إلى رئيس المجلس الرئاسي لحكومة الوفاق الوطني .
- وعلى ما خلصت إليه لجنة الإدارة المؤقتة للمؤسسة الليبية للاستثمار في إجتماعها الثاني لسنة 2017م المنعقد بتاريخ 16 مارس 2017م .

أصدر

مسألة (1)

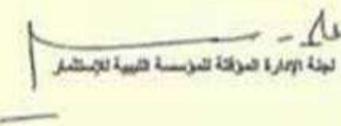
سحب قرار لجنة الإدارة المؤقتة للمؤسسة الليبية للاستثمار رقم (3) لسنة 2017م بشأن إعادة تشكيل مجلس إدارة محافظة ليبيا لليبيا للاستثمار .

مسألة (2)

مكافئة المجلس الرئاسي لحكومة الوفاق بالاسماح للجنة إدارة المؤسسة بممارسة صلاحياته المقررة بموجب المادة (11) من القانون رقم (13) لسنة 2010م بشأن التنظيم الإداري للمؤسسة الليبية للاستثمار .

مسألة (3)

يجعل بهذا القرار من تاريخ صدوره ، وينسئ كل حكم يتخذ أمثاله . وعلى الجهات المعنية تنفيذ ما حسب الاختصاص .

 لجنة الإدارة المؤقتة للمؤسسة الليبية للاستثمار

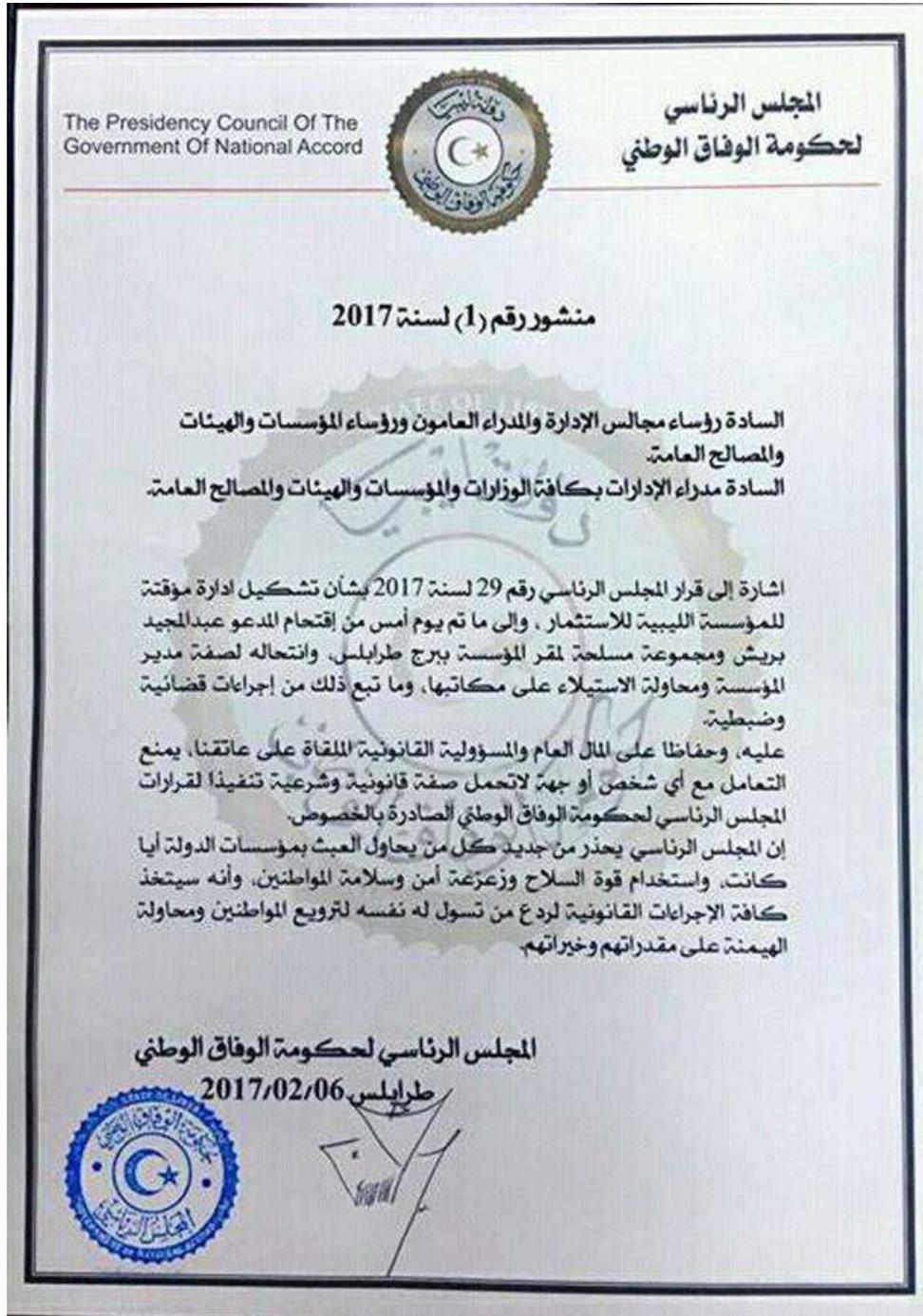
 صدر بتاريخ : 16 / 03 / 2017 م

برج طرابلس - الدور 22 Tripoli Tower - Floor 22
☎ 21821 336 2089 / 336 2213 - 14 ☎ +218 21 336 2012 - 336 2215 / 336 2085 - 8

Source: Confidential

5. The Panel also received an allegation that Kashadah has been trying to increase his control over a LAIP subsidiary through another armed group.

Annexe 62 PC letter to high-ranking civil servants on the management of the LIA



Source: LIA

Annexe 63 Impounded vessels

A. Captain Khayyam

1. The vessel was impounded on 13 February 2016 by the Libyan coast guard and taken to Tripoli. One million litres of fuel were loaded on board. Details of the vessel are:

IMO number :	8927814	
Name of ship :	CAPTAIN KHAYYAM	(since 01/07/2014)
Call Sign :	9LU2023	
MMSI :	667001220	
Gross tonnage :	893	(during 2000)
DWT :	599	
Type of ship :	Bunkering Tanker	(during 1975)
Year of build :	1975	
Flag :	Sierra leone 	(since 01/07/2014)
Status of ship :	In Service/Commission	(during 09/2014)
Last update :	16/12/2015	

Source: Equasis

Details regarding the ownership of the ship:

IMO number	Role	Name of company	Address	Date of effect	Details
5471610	Ship manager/Commercial manager	REGARD SHIPPING SA	Majuro MH Marshall Islands.	during 07/2014	
5471623	Beneficial Owner	SAYGI DENIZCILIK VE ELEKTRIK	Tersaneleer Bolgesi, Gemdok Sanayi Sitesi, G-50 Sokak 11, Aydıntepe Mah, Tuzla, Istanbul, Turkey.	during 07/2014	
5471610	Registered owner	REGARD SHIPPING SA	Majuro MH Marshall Islands.	during 07/2014	
9991001	ISM Manager	UNKNOWN		since 01/11/1997	

Source: Equasis

2. The owner, Saygi Denizcilik Ve Elektrik, constructs and mounts electric and electronic equipment on board vessels. The company admitted that the vessel had been transporting marine gasoil but the company stated that it was backed by a bill of lading and a cargo manifest issued by a legitimate company (although none of those documents were shared with the Panel). The following is an excerpt of the e-mail received from the owner:

“It is correct that our vessel was in that area Libya territorial waters and as you know, our vessel all time cooperated by giving you all the information necessary, even helping you giving assistance in rescuing people from sea. All our cargo that we transport (Marine Gasoil 0.1 mx sulphur) is backed by a bill of lading and manifest that is from a legitimate company.”

3. The company condemned the action taken by the Libyan coast guard because the vessel had been in international waters at the time of the impounding. It also condemned the way the impounding had taken place because, according to the company, it had been violent and had prevented the crew from reporting to the owners.

4. The crew was made up of citizens from Ukraine (5), Azerbaijan (3) and Turkey (1).
5. According to the NOC, an analysis of the fuel showed that it had been refined outside of Libya (imported fuel).
6. According to AIS data, the vessel approached Zwara on the following dates since December 2015: 13 December 2015, 1 January, 12 January and 12 February 2016. In addition, the Panel has seen a document found on board which stated the following loadings:

DATE	AMOUNT
31/10/2015	1.631.499 l.
12/02/2016	1.661.499 l.

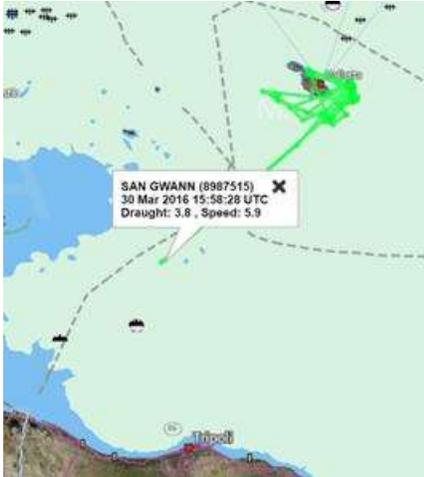
B. San Gwann

7. The vessel was impounded on 10 May 2016 by the Libyan coast guard at 4.3 nautical miles from Abu Kamash. It was seized with 85,000 litres of fuel. The vessel was taken to Tripoli. Details of the vessel are:

IMO number :	8987515	
Name of ship :	SAN GWANN	(since 01/04/2015)
Call Sign :	5VDJE	
MMSI :	671600000	
Gross tonnage :	282	(before 2004)
DWT :	340	
Type of ship :	Bunkering Tanker	(during 1963)
Year of build :	1963	
Flag :	Togo 	(since 01/04/2015)
Status of ship :	In Service/Commission	(during 1963)
Last update :	12/01/2016	

Source: Equasis

8. The vessel turned off its AIS tracking on 5 May 2016. Since the beginning of 2015, one approach to Zwara was detected on 30 March 2016, heading to Malta where it appeared again on 1 May 2016.



Source: IHS Seaweb

9. The owners remain unknown, according to databases. The crew was made up of citizens from Syria (1) and Egypt (2).

IMO number	Role	Name of company	Address	Date of effect	Details
9991942	Ship manager/Commercial manager	RPTD SOLD UNDISCLOSED INTEREST	Unknown.	during 04/2015	
9991942	Registered owner	RPTD SOLD UNDISCLOSED INTEREST	Unknown.	during 04/2015	
9991001	Beneficial Owner	UNKNOWN		since 16/03/2005	
9991001	ISM Manager	UNKNOWN		since 01/11/1997	

Source: Equasis

C. Temeteron

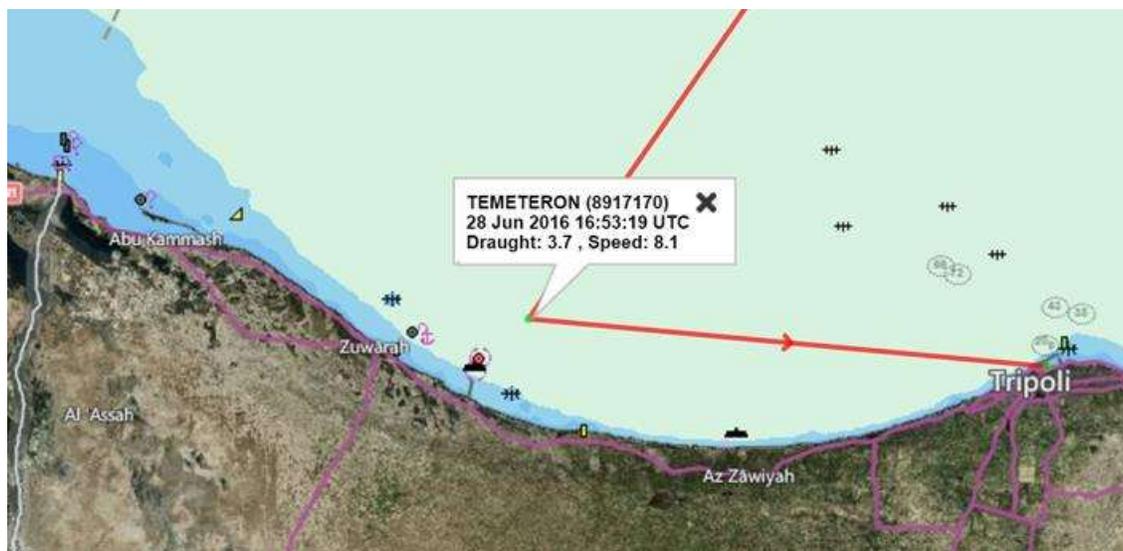
10. The vessel was impounded on 28 June 2016 by the Libyan coast guard in the vicinity of Zwara. It was taken to Tripoli where it was moored on 29 June 2016. Nine persons were found on board: Three Russians, five Ukrainians and one Greek. It was transporting 5,227 Mts of fuel. The details of the vessel are as follows:

IMO number :	8917170	
Name of ship :	TEMETERON	(since 01/09/2014)
Call Sign :	V3TI7	
MMSI :	312275000	
Gross tonnage :	2544	(since 01/06/2014)
DWT :	4686	
Type of ship :	Chemical/Oil Products Tanker	(during 1991)
Year of build :	1991	
Flag :	Belize	(since 01/09/2014)
Status of ship :	In Service/Commission	(since 06/12/1997)
Last update :	12/01/2016	

Source: Equasis

11. The vessel had been sailing near Malta since February 2016, showing suspicious behaviour due to its erratic AIS signal.

Movement of the Temeteron before and after the impounding



Source: HIS Seaweb

12. The ultimate beneficiary of the loading is hidden behind several other companies with contractual links. The official owners are:

IMO number	Role	Name of company	Address	Date of effect	Details
5813783	Ship manager/Commercial manager	THALASSA SHIPTRADE LTD	14, Oniru Street, Apapa, Lagos, Nigeria.	since 29/09/2014	
5803402	Registered owner	CONTRASTO SHIPPING LTD	Care of Thalassa Shiptrade Ltd , 14, Oniru Street, Apapa, Lagos, Nigeria.	since 29/09/2014	
5667639	ISM Manager	PANOMAR SHIPMANAGEMENT SA	31, Filosofon Street, Kifisia, 145 64 Athens, Greece.	since 29/09/2014	
9991001	Beneficial Owner	UNKNOWN		during 09/2012	

Source: equasis

13. According to the information provided by Panomar Ship Management, the Nigerian company, Thalassa Ship Trade Ltd., had subcontracted the vessel to a charterer. Panomar never disclosed the name of the charterer.

14. However, a Greek inspection³⁵ prior to the vessel being impounded in Libya, showed that the beneficial owner of the vessel was the company Petro Plus Limited, registered in Malta. This company was already mentioned in a previous report by the Panel (see S/2016/209, paragraphs 6-13 of Annex 44).

³⁵ It took place in Thessaloniki (Greece) on 1 April 2016.

Port state control info	
PSC Organisation	Paris MoU
Authority	Greece
Port of inspection	Thessaloniki
Type of inspection	Expanded inspection
Date of report	01/04/2016
Detention	No
Number of deficiencies	9

Charterers		
Charterer	Type of charterer	Address
PETROPLUS Ltd	Voyage charterer	Valley Road Msida Malta Malta

Source: Equasis

15. Petro Plus Limited has been involved on several occasions in fuel smuggling with the following vessels:

MV RUTA	2014
MECHANIK CHEBOTAREV	2015
TEMETERON	2016

16. The 'Ruta' was investigated by the Panel in 2014 due to its involvement in fuel smuggling from Zwara.³⁶ Its links to another impounded vessel in 2015, the 'Mechanik Chebotarev' (IMO 8858697) and to the 'Inzhener Valchuk' (IMO 8711825), also involved in fuel smuggling, were highlighted in the Panel's 2016 report S/2016/209, in Annex 44.

17. The crew of the vessel was released on 2 March 2017,³⁷ while al-Serraj was visiting the Russian Federation.

³⁶ The Libyan focal point reported to the Panel on 6 August 2014 that an oil tanker, the Ruta, (IMO 8711899), sailing under a Ukrainian flag, had been apprehended near Malta for smuggling crude oil from Libya. The vessel had not been carrying crude oil but fuel. Maltese authorities denied that the vessel had been apprehended by them.

³⁷ "Russian and Ukrainian sailors accused of smuggling released in Tripoli", Libya Herald, 3 March 2017, <https://www.libyaherald.com/2017/03/03/russian-and-ukrainian-sailors-accused-of-smuggling-released-in-tripoli>.

Annexe 64 Vessels of interest

A. Sukran C

1. Selay Group³⁸ owns the `Sukran-C' (IMO 9280196):

IMO number :	9280196	
Name of ship :	SUKRAN-C	(since 01/03/2004)
Call Sign :	TCCS7	
MMSI :	271000746	
Gross tonnage :	2798	(during 2003)
DWT :	3900	
Type of ship :	Chemical/Oil Products Tanker	(during 2003)
Year of build :	2004	
Flag :	Turkey 	(during 2003)
Status of ship :	In Service/Commission	(since 30/11/2015)
Last update :	31/05/2016	

Source: Equasis

IMO number	Role	Name of company	Address	Date of effect
5156509	ISM Manager	SELAY ULUSLARARASI DENIZ	Billur Sokak 27, Aydıntepe Mah, Tuzla, 34947 Istanbul, Turkey.	since 07/01/2016
1573892	Beneficial Owner	SELAY DENIZCILIK SANAYI	Billur Sokak 27, Aydıntepe Mah, Tuzla, 34947 Istanbul, Turkey.	since 01/03/2004
1573892	Ship manager/Commercial manager	SELAY DENIZCILIK SANAYI	Billur Sokak 27, Aydıntepe Mah, Tuzla, 34947 Istanbul, Turkey.	since 01/03/2004
5156509	Registered owner	SELAY ULUSLARARASI DENIZ	Billur Sokak 27, Aydıntepe Mah, Tuzla, 34947 Istanbul, Turkey.	since 01/03/2004

Source: Equasis

LRNO	Ship Name	Flag	Formula Dwt	Ship Type	Built	P&I Club	Class	Hull Type	Casualty
9449235	KADRIYE ANA	Belize	2,208	Chemical/Products Tanker	2010-01	American C...	BV	Double Hul...	
Mediterranean, UK - Continent - Baltic, West Africa, East Coast South America									
9489584	REKON	Malta	6,338	Chemical/Products Tanker	2013-06	SKULD - Oslo	BV	Double Hul...	
Mediterranean, Australasia, Gulf - Red Sea - India, Far East, South East Asia									
8870865	SELAY	Turkey	2,372	Products Tanker	1993-04	Standard S...	BV		
Mediterranean									
9280196	SUKRAN-C	Turkey	4,444	Chemical/Products Tanker	2004-03	Standard S...	BV	Double Hul...	Y
Mediterranean, UK - Continent - Baltic									

Source: IHS Seaweb

³⁸ see <http://www.selaydenizcilik.com>.

2. The 'Sukran-C' remained in an undisclosed location during the period between 24 April and 10 May 2016. Between those dates, the vessel approached Zwara to load fuel. The loading took place on 8 May 2016, as indicated in the following document:



Al.Fadeel Company
Services & Commitments Ration



شركة الفضيل
للخدمات والتعهدات التموينية

Date: 08/05/2016
No: FC.225

التاريخ : 2016/05/08
رقم : FC.225

Certificate of Origin
شهادة المنشأ

Al.Fadeel Company declares that the entire quantity of Gasoil 0.1 loaded on **MT SUKRAN C** is the product of Zawiya Oil Refinery Laboratory location : Tank No.320

شركة الفضيل
تعن ان كمية كاملة من زيت الغاز 0.1 تحميلها على المنتج الزاوية مصفاة النفط مختبر الموقع : 320

Metric Tons	3985.541	طن متري
Litres	4701.377	لتر

Secretary General & Chief Executive





الزاوية – ليبيا نقال : 00218.91.1029999 Mobile (Libya) Zawiya

Source: Confidential

3. The owner of the company Al Fadeel has been mentioned by several sources as the business partner of Rodrick Grech, a Maltese citizen who is related to the company Petro Plus Limited (see S/2016/209, paragraphs 6-13 of Annex 44). Therefore, the charterer of the Sukran C (IMO 9280196)

appears to be Petro Plus. Moreover, Petro Plus is also involved in the impounded vessel Temeteron (IMO 8917170) (see Annex 63).

4. The fuel was analysed on 10 May 2016 in Malta and the results were delivered on 15 May 2016:

SGS	Oil, Gas & Chemicals
------------	---------------------------------

CERTIFICATE of QUANTITY	
--------------------------------	--

SGS Reference	:	OGC 0510/16
Subject	:	M/T 'SUKRAN C'
Designated Product	:	Gasoil
Location	:	Malta/ Off Port Limits
Date	:	10/05/2016

This is to certify that we have calculated the following parcel loaded on board the above mentioned vessel :

Metric Tons Air	:	3,939.284
Metric Tons Vac	:	3,944.455
Cubic Meters at 15°C	:	4,701.377
US Barrels at 60°F	:	29,585.27
Long Tons	:	3,877.067
Cargo Density at 15°C	:	0.8390 kg/l

The above mentioned quantity was ascertained on basis :

- quantity measured and quantified on board upon arrival (refer to Ullage Report)
- stated density tested at SGS laboratory on volumetric ship's tanks composite sample.

The present inspection has been carried out to the best of our knowledge and ability, and our responsibility is limited to the exercise of reasonable care.



Jesmar Pace

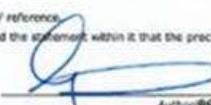


 SGS Italia S.p.A. - Malta Branch

This document is issued by the Company under its General Conditions of Service accessible at http://www.sgs.com/terms_and_conditions.htm.
 Attention is drawn to the limitation of liability, indemnification and jurisdiction issues defined therein.
 Any other holder of this document is advised that information contained herein reflects the Company's findings at the time of its intervention only and within the limits of Client's instructions, if any.
 The Company's sole responsibility is to its Client and this document does not exonerate parties to a transaction from exercising all their rights and obligations under the transaction documents.
 Any unauthorized alteration, forgery or falsification of the content or appearance of this document is unlawful and offenders may be prosecuted to the fullest extent of the law.

SGS Italia S.p.A. Malta Branch - Andre' Ezzave Industrial Park, Birzebbugia B80 3047 Malta t +356 21660600 f +356 21650600 www.sgs.com
 Member of the SGS Group (Società Generale di Sorveglianza)
 Sede Legale Milano via D. Dato, 1/A Cap. Soc. € 2.800.000 I.v. C.F. 04704070969 Reg. Imp. Di Milano 04112980378 P. IVA n. 11370520164
 RISA 04 n. 1483706 C.C. Mecc. N. 03223913 Società unipersonale a capitalizzazione e direzione e coordinamento di SGS Subholding BV

Source: Confidential

SGS	Oil, Gas & Chemicals			
CERTIFICATE of QUALITY				
SGS Ref. : OGC 0532/16	Date: 15/05/2016			
Sample of : Gasoil				
Customer : SMEC Trading S.A.				
Operation : SUKRAN C				
Drawn on : 10/05/2016				
Completed on : 15/05/2016				
Test Report : 366/16				
Sample Conditions : Contained in glass bottle labelled SGS Italia S.p.A.				
Label Description : Sukran C volumetric composite sample representing cargo stowed in cargo tanks 1, 2, 3, 4, 5, 6 P/S drawn upon arrival.				
Test	Method	Unit	Result	Specification
				Min Max
Density at 15°C	ISO 12185	kg/m3	839.0	
Viscosity at 40°C	ISO 3104	mm2/s	3.017	
Cetane Index (Procedure A)	ISO 4264		54.4	
Sulphur	ISO 8754	% wt	0.061	
Flash point (closed cup) procedure A	ISO 2719	°C	67.0	
Hydrogen Sulphide	IP 570	ppm	Below 0.40 (Below detection limits)	
Acid number	ASTM D664	mgKOH/g	0.02	
Oxidation Stability	ISO 12205	g/m3	9	
Carbon Residue on 10% bottoms	ISO 10370	mass %	Below 0.10 (0.01)	
Pour Point	ISO 3016	°C	-18	
Appearance	Visual		Clear & Bright (*)	
Ash	ISO 6245	mass %	Below 0.001	
Lubricity	ISO 12156-1	µm	370	
Remarks:				
(*) Clear & bright, free from impurities & free water at 20°C				
The result reported in () is outside the scope of the test method and cited at the client's request / reference.				
With respect to the UDP methods listed in the report above the user is referred to the method and the statement within it that the precision statements were determined using UDP Method 999.				
 SGS Author: SGS Italia S.p.A. - Malta Branch				
<p>The results shown in this test report specifically refer to the sample(s) tested as received unless otherwise stated.</p> <p>All tests have been performed using the latest revision of the methods indicated, unless specifically marked otherwise on the report.</p> <p>Precision parameters apply at the determination of the above results. Users of the data shown on this report should refer to the latest published revisions of ASTM D3244, IP 367 and ISO 4259 and when utilising the test data to determine conformance with any specification or process requirement.</p> <p>This Test Report is issued under the Company's General Conditions of Service (copy available upon request or on the company website at http://www.sgs.com/terms_and_conditions.htm).</p> <p>Attention is drawn to the limitations of liability, indemnification and jurisdictional issues defined therein.</p> <p>This report shall not be reproduced except in full, without the written approval of the laboratory.</p>				

Source: Confidential

B. Selay

1. Selay Group also owns the 'Selay' (IMO 8870865):

IMO number :	8870865	
Name of ship :	SELAY	(during 1993)
Call Sign :	TCBG6	
MMSI :	271002100	
Gross tonnage :	1584	(during 1993)
DWT :	2878	
Type of ship :	Oil Products Tanker	(during 1993)
Year of build :	1993	
Flag :	Turkey 	(during 1993)
Status of ship :	In Service/Commission	(during 1993)
Last update :	02/03/2016	

Source: Equasis

LRNO	Ship Name	Flag	Formula Dwt	Ship Type	Built	P&I Club	Class	Hull Type	Casualty
9449235	KADRIYE ANA	Belize	2,208	Chemical/Products Tanker	2010-01	American C...	BV	Double Hul...	
Mediterranean, UK - Continent - Baltic, West Africa, East Coast South America									
9489584	REKON	Malta	6,338	Chemical/Products Tanker	2013-06	SKULD - Oslo	BV	Double Hul...	
Mediterranean, Australasia, Gulf - Red Sea - India, Far East, South East Asia									
8870865	SELAY	Turkey	2,372	Products Tanker	1993-04	Standard S...	BV		
Mediterranean									
9280196	SUKRAN-C	Turkey	4,444	Chemical/Products Tanker	2004-03	Standard S...	BV	Double Hul...	Y
Mediterranean, UK - Continent - Baltic									

Source: HIS Seaweb

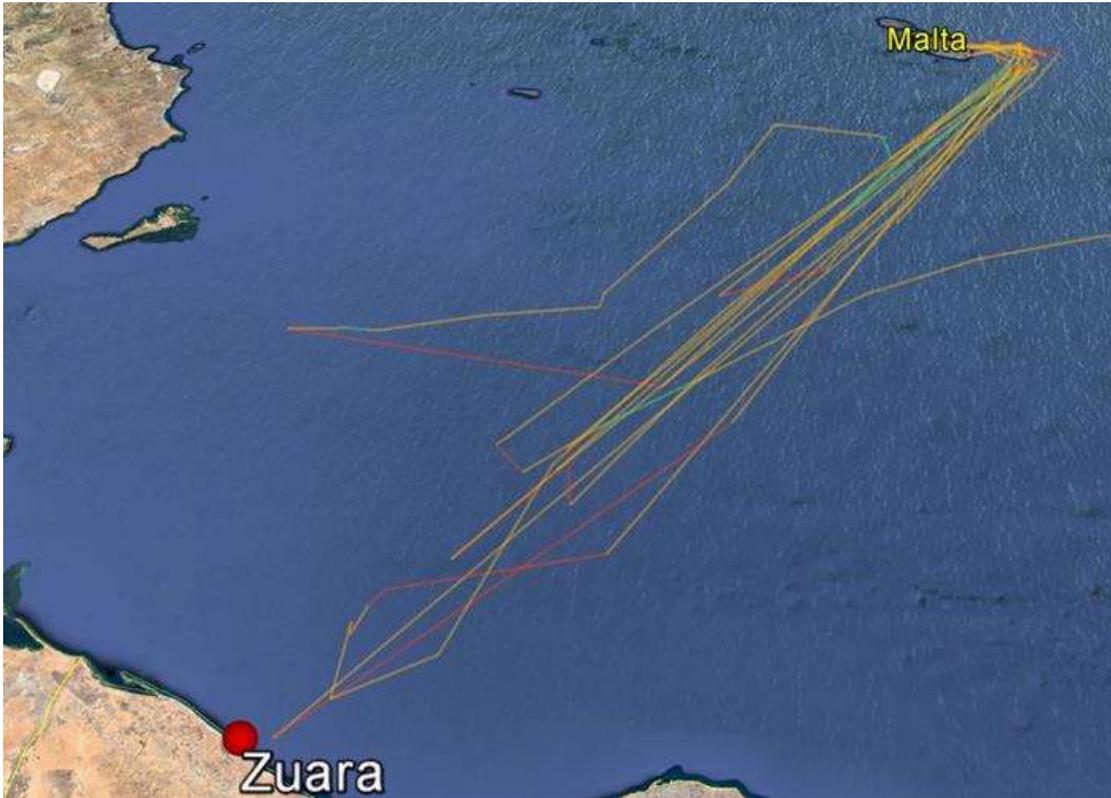
2. The 'Selay' is located on a regular basis alongside vessels mentioned in the Panel's last report (S/2016/209, paragraphs 9,10 and 13 of Annex 44) related to fuel smuggling, such as the 'Ruta':

FROM	TO	LAT	LONG	NAM E	DISTANCE (meters)
12/02/2016 9:59	12/02/2016 11:27	35,85111	14,84	Ruta	
12/02/2016 9:59	12/02/2016 12:56	35,85083	14,83944	Selay	59,2623886
19/02/2016 16:29	20/02/2016 6:39	35,85528	14,84889	Selay	
19/02/2016 17:59	19/02/2016 23:01	35,85528	14,84883	Ruta	50,4350873

3. The table above shows that both vessels were alongside (at a distance less than the sum of their lengths) on 12 February and 19 February 2016.

4. The vessel has been travelling between Malta and Zwara at least since 2015. The following image depicts the movements of the vessel from January to September 2015. The red lines show

periods of time when the AIS was shut down. However, the captain of the vessel did not always turn it off:



Source: AIS (Lloyd's)

5. The principals of the Selay Group, owners of the ‘Selay’ and the ‘Sukran-C’ are:

PRINCIPALS
Ahmet Bilgin company manager Representative Of Bilgin Gemi Insaat Nakliyat Yatirim Anonim Sirketi
Suphi Colak company manager
Fuat Colak company manager

Source: E-Infirma

6. The charterer of the Selay is Petro Plus Limited (see paragraph 3 under above section A), also involved in the vessel Ruta (see S/2016/209, paragraphs 9-13 of Annex 44).

7. Petro Plus Ltd (C50905) was registered on 15 October 2010. The shareholders of Petro Plus are Gordon Debono and a company, The Business Centre Ltd (C17918), of which Debono is the sole shareholder.

Company Registration Number	C 50905
Company Name	PETROPLUS LTD
Registration Date	Oct 15, 2010
Registered Office	THE BUSINESS CENTRE VALLEY ROAD,
City/Locality	MSIDA MSD 9060
Country	MALTA

Directors(1)

Involved Party	Address	Nationality
GORDON DEBONO 234574M	18, DRIVE 41, TUMAS GALEA STREET, TA' PARIS, BIRKIRKARA MALTA	MALTESE

Company Registration Number	C 17918
Company Name	THE BUSINESS CENTRE LTD
Registration Date	Mar 02, 1995
Registered Office	THE BUSINESS CENTRE, VALLEY ROAD,
City/Locality	MSIDA MSD 9060
Country	MALTA

Directors(1)

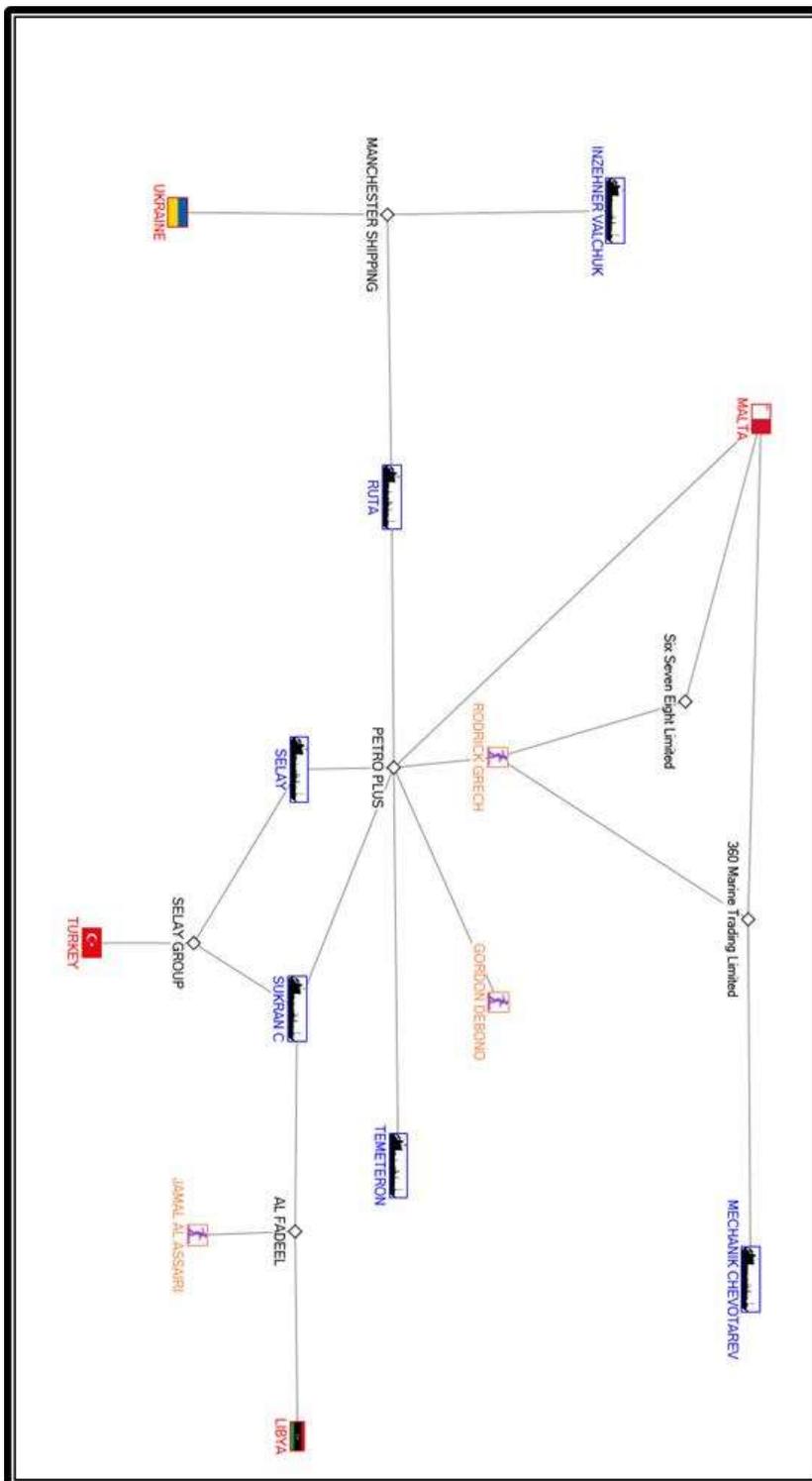
Involved Party	Address	Nationality
----------------	---------	-------------

GORDON DEBONO
234574M

18, DRIVE 14,
TUMAS GALEA STREET, TA'
PARIS,
BIRKIRKARA
MALTA

MALTESE

8. Taking into account the data gathered during the Panel's last two mandates, the following graphic describes the fuel smuggling network:



C. Hacı Telli

1. This vessel has also been located while alongside the 'Selay' (IMO 8870865), for instance on 28 March 2016 in the vicinity of Malta:



1. Its details are:

IMO number :	9353163	
Name of ship :	HACI TELLI	(since 01/05/2006)
Call Sign :	TCPL4	
MMSI :	271000879	
Gross tonnage :	1949	(since 01/05/2010)
DWT :	2818	
Type of ship :	Oil Products Tanker	(since 01/05/2006)
Year of build :	2006	
Flag :	Turkey 	(since 01/05/2006)
Status of ship :	In Service/Commission	(since 01/05/2006)
Last update :	27/01/2016	

Source: Equasis

The vessel is part of the fleet of Transpasifik Denizcilik Turizm ve Ticaret AS³⁹. According to their webpage, the registered owner, Pasifik Deniz Nakliyat Ltd Sti, is also part of the Transpasifik Company group.

The vessel was seen in Zwara on 24 February 2017, when it was boarded by armed men, allegedly because the charterers of the vessel owed money to local smugglers.⁴⁰ The owner was contacted by the Panel but has not replied.

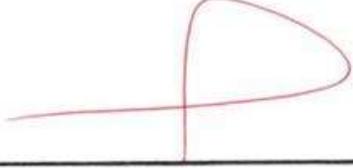
³⁹ <http://transpasifik.com/index.html>

⁴⁰ "Turkish oil tanker seized in western Libya while buying smuggled fuel", Libya Observer, 2 March 2017, <https://www.libyaobserver.ly/news/turkish-oil-tanker-seized-western-libya-while-buying-smuggled-fuel>.

D. Hulin

1. The vessel was officially accused by the NOC of being involved in smuggling operations from Zwara, as stated in the following letter, addressed to various Libyan authorities, such as the PC or the Attorney General.





دولة ليبيا
المؤسسة الوطنية للنفط

التاريخ: ٢٠١٦-٠٩-١٣
الموافق: ١٣-٠٩-٢٠١٦

التسجيل: 2966
الملف: 9-1-25

السيد/ النائب العام_ المحترم

بعد التحية...

إحفاً لمراسلتنا السابقة بشأن الطرق التي تُتبع في تهريب الوقود إلى خارج ليبيا منها ما هو مرفق بالصور التي توضح عمليات التهريب على متن نواقل مختلفة منتهكة بذلك السيادة الليبية ، وقد تم إبلاغ عنها لدى الأجهزة الأمنية بمختلف تخصصاتها التي لم تعالج هذه الظاهرة السلبية إلى غاية الآن ولاتزال محاولات التهريب متواصلة ، حيث وردت إلينا صورة من مراسلة السيد / رئيس مصلحة الموانئ والنقل البحري التي تعيد بإبلاغ السيد / مدير عام ميناء زوارة البحري بتاريخ 2016.9.29م بعدم السماح بدخول سفينة إلا بعد أخذ موافقة المؤسسة الوطنية للنفط بعد أن وردت معلومات حول وصول سفينة وكذلك برفية وصول للناقلة المسماة (هولان_ HULIN) أحرف النداء (9HRW9) جنسيتها (مالطية) IMO (9447043) الواصلة لمنطقة المخطاف بتاريخ 2016.9.25م ووكيلها الملاحي شركة سلامبو طرابلس للتوكيلات الملاحية والقادمة لغرض شحن (10250 طن وقود).

بالتالي ... فإن مثل هذا التصرفات تنعكس سلباً على الإقتصاد الوطني نظراً لأن التهريب من العوامل السلبية التي لها تأثير على الدخل القومي والعبث بمقدرات الدولة خاصة وأن الوقود من السلع المدعومة من خزينة الدولة وأن الإتجار فيه أو تهريبه بعد من الجرائم التي يعاقب عليها

لم



دولة ليبيا

المؤسسة الوطنية للمقطا

التاريخ :

الموقع :

التسجيل :

الشف :

القانون، الأمر الذي يتحتم معه معرفة الأطراف المتعاونة في ذلك والعمل على معالجة هذه الظاهرة التي تهدد الاقتصاد الوطني والقضاء عليها بالتعاون مع الجهات الأمنية والفضائية في الدولة.

وإن تقدر جهودكم المبذولة فلننا نحيل إليكم هذا البلاغ لمتخا الإجراءات القانونية في هذا الشأن ومخاطبة الجهات المختصة من أجل التفتيش على التقاتين بهذا العمل وتقديمهم إلى القضاء لمحاكمتهم، وبحث سبل القضاء على ظاهرة التهريب واتخاذ الإجراءات العاجلة التي تكفل عدم تكرار مثل هذه الأحوال مستغلاً بما يكفل تحقيق الأمن والإستقرار والحفاظ على مقدرات الشعب الليبي (مرفق صورة من المراسلة الواردة بهذا الخصوص).

والسلام عليكم 111

M
11.10.2016

مصطفى عبدالله صنع لله
رئيس مجلس الإدارة

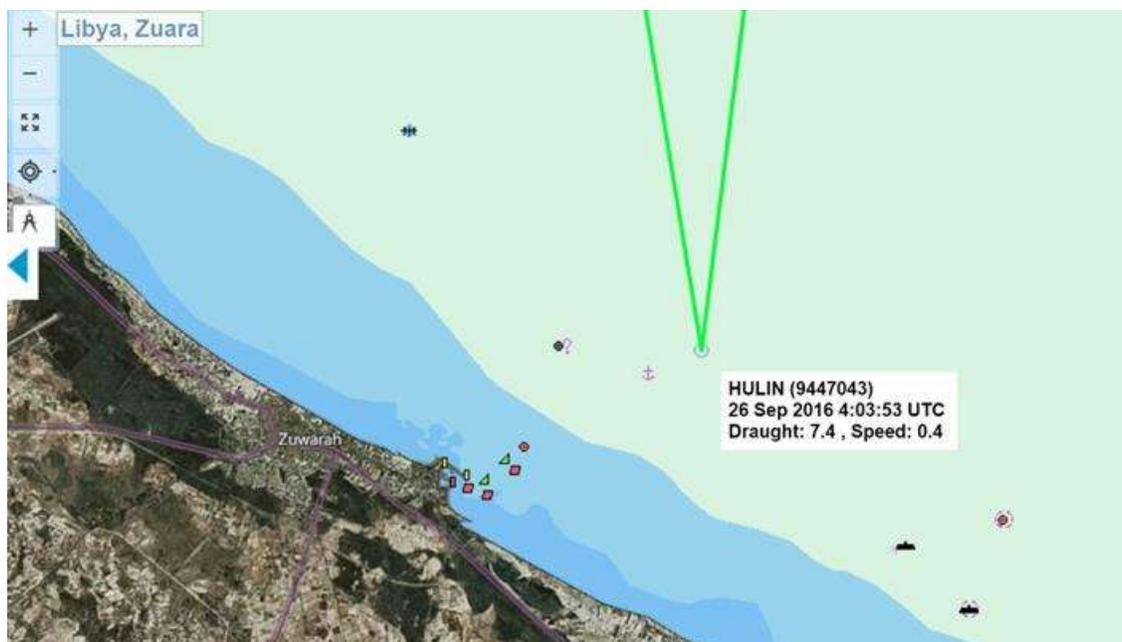


مورا ساندرا لسانا ماضي 11/10/2016
مورا ساندرا لسانا ماضي
مورا ساندرا لسانا ماضي

شارع بشر السعداوي (ميدان جة العريف) طرابلس - ليبيا - س. ب. 2666 - 5838 - هاتف : 709 - 218.21.3348700 - 44 / + 218.21.3337141

Source: Confidential

2. According to AIS data, the 'Hulin' (IMO 9447043) approached Zwara on 26 September 2016. It was detected less than 3.5 nautical miles from the port of the town.



Source: HIS

Its details are:

IMO number :	9447043	
Name of ship :	HULIN	(since 01/09/2008)
Call Sign :	9HRW9	
MMSI :	249437000	
Gross tonnage :	7260	(since 01/09/2008)
DWT :	10745	
Type of ship :	Chemical/Oil Products Tanker	(since 01/09/2008)
Year of build :	2008	
Flag :	Malta 	(since 01/09/2008)
Status of ship :	In Service/Commission	(since 12/09/2008)
Last update :	20/12/2016	

Source: Equasis

Ownership?

Group Owner	Unknown	Address Location	
Shipmanager	Tune Chemical Tankers BV	Address Location	Netherlands
Operator	Tune Chemical Tankers BV	Address Location	Netherlands
DOC Company	Tersan Deniz Isletmeciligi	Address Location	Turkey
Registered Owner	Hulin Shipping Ltd	Address Location	Netherlands
Technical Manager	Tersan Deniz Isletmeciligi	Address Location	Turkey

Source: HIS

3. Before heading to Turkey, the vessel remained in front of the Libyan coast (70 nm off) until 22 October 2017.



Source: HIS

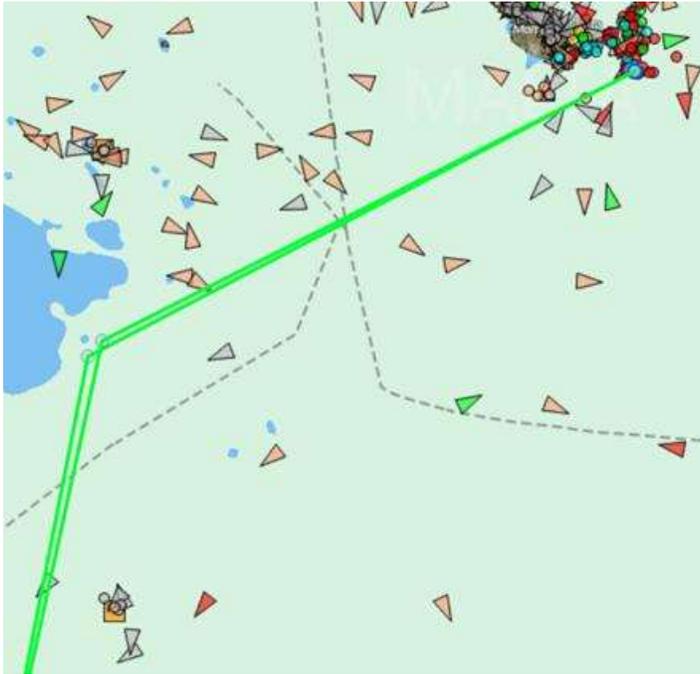
E. Transnav Hazel

1. On 29 May 2016 the vessel 'Yamuna' (IMO 9452268), subsequently named 'Transnav Hazel', and to date 'Stena', was detected in the coastal waters in front of Zwara.



Source: IHS Seaweb

2. According to sources, this shipment was carried out by the Maltese company Patron Group Limited (see S/2016/209, paragraphs 4-6 of Annex 44). This seems accurate, given that one of its officially owned vessels, the 'Sea Patron', accompanied the Transnav Hazel all the way to Malta, sailing less than six nautical miles apart from each other. On 9 June 2016, both vessels remained alongside each other.



Source: HIS

F. Aqasia

1. In November 2016 the vessel 'Aqasia' (IMO 9556753) approached Zwara to load fuel. It headed to Cyprus, calling at Limassol on 12 December 2016. The details of the vessel are:

Ship Detail

Ship Name	AQASIA	Shiptype	Chemical/Products Tanker
LR/IMO No.	9556753	Gross	2,141
Call Sign	9HA2634	Deadweight	2,845
MMSI No.	215085000	Year of Build	2011
Flag	Malta	Status	In Service/Commission
Operator	Burtrans Denizcilik	Shipbuilder	Umo Gemi

Ownership?

Group Owner	Burtrans Denizcilik	Address Location	Turkey
Shipmanager	Burtrans Denizcilik	Address Location	Turkey
Operator	Burtrans Denizcilik	Address Location	Turkey
DOC Company	Kelebek Denizcilik Insaat	Address Location	Turkey
Registered Owner	SGB Shipping	Address Location	Turkey
Technical Manager	Kelebek Denizcilik Insaat	Address Location	Turkey
Bareboat Owner		Address Location	

Source: IHS Seaweb

2. Between 11 and 18 November 2016 the vessel switched its AIS off.

G. Bukhara

1. The western NOC received information from its sources in Zwara about an important loading of fuel on board the vessel 'Bukhara' (IMO 9015345) on 2 February 2017. Sources reported to the NOC that a group of armed men were on board, securing the loading.
2. The vessel Bukhara has remained for long periods of time with its AIS tracking switched off. Before its approach to Zwara the vessel had remained out of reach for the previous 13 days, remaining missing until 21 February 2017, when it was located off the southern coast of Crete. Afterwards, its AIS was switched off:

IMO number :	9015345	
Name of ship :	BUKHARA	(since 01/10/2015)
Call Sign :	T8A2197	
MMSI :	511238000	
Gross tonnage :	25880	(since 01/06/2011)
DWT :	45691	
Type of ship :	Crude Oil Tanker	(during 1992)
Year of build :	1992	
Flag :	Palau (Republic of) 	(since 01/10/2015)
Status of ship :	In Service/Commission	(since 14/04/1992)
Last update :	20/12/2016	

Source: Equasis

Company Detail

Short Name	Delta Ships Ltd	Company No.	5882215
Full Company Name	Delta Ships Ltd		
Nationality of Registration	Liberia	Nationality of Control	
Status	Existing	Company Type	Manager
Founded	2015		

Relationships

Terra Shipping SA Has an Address care of & Has a 3rd Party Manager:-Delta Ships Ltd

Addresses

No.	01
Address	PO Box 49822, Sharjah, United Arab Emirates.

Source: HIS Seaweb

3. The Panel gathered the following documents regarding some of the individuals behind the company Delta Ships Ltd.:

	<h1>The Republic of Palau</h1>	
DECLARATION OF COMPANY SECURITY OFFICER (ISPS)		
Among the provisions of Chapter XI-2 of SOLAS 1974, which incorporates the special measures to enhance maritime security, owners of ship to which the provisions of Chapter XI-2 of SOLAS 1974 applies, are required to designate a Company Security Officer(s) (CSO) for one or more ships managed by them. A person designated as the CSO may act as the CSO for one or more ships and the Company may designate more than one CSO for its ships provided it is clearly identified for which ships the CSO(s) are responsible for. The undersigned affirms that		
Name of the Company Security Officer STELIOS STAFANIDIS Mobile or 24hr Phone Number: +306975563275 Name of Alternative Company Security Officer STELIOS STAFANIDIS Mobile or 24hr Phone Number: +306975563275		
Has/have been assigned pursuant to Chapter XI-2, Regulation 4, of SOLAS, 1974, as amended, and the ISPS Code as the CSO(s) for the following vessel(s) registered under the Republic of Palau Flag.		
Ship Name: BUKHARA Call Sign: T8A2197	IMO No: 9015345	
Ship Name: Call Sign:	IMO No:	
Full Address of the Company Security Officer to which correspondence (including in the event of a ship security Alert) may be sent:		
Company Name: DELTA SHIPS LTD Address: 14, FYROGENI STREET, 14123, LIKOVRI, ATHENS, GREECE Telephone: +306975563527 Mobile Phone: +306975563527 Facsimile: Email: stelios@deltaships.net		
The undersigned further understands that any change in "Designated Person(s)" must be made in writing by electronic mail or by hand to the Administration within three working days.		
 Name and Signature of CSO Date: 2/10/2015		 Name and Signature of Director of the "Company" Date: 2/10/2015

Source: Confidential

- 4. The Panel contacted Mr. Stefanidis, the company security officer, but has not received a reply. The domain deltaships.net is only used for e-mail purposes and has no website. Mr. Stefanidis also appears as the owner of the domain.
- 5. The following document demonstrates that the main activity carried out by the 'Bukhara' is related to the shipment of gasoline and gas oil:



Source: Confidential

6. According to the sources of the NOC, the alleged destination of the cargo was either Malta or Turkey. However, the erratic operation of the AIS of the vessel hindered the Panel from confirming this information.
7. Finally, on 7 March 2017, the vessel switched on its AIS, while located off the southern coast of



Crete.

Movements of the 'Bukhara' between 7 -9 March 2017

Source: HIS

H. Sichem Singapore

1. The Panel received an alert on 25 February 2017 of an alleged illicit shipment of heavy oil from Marsa al-Hariga. This alert was provided by the western NOC and Abdallah Ateiga.
2. The vessel 'Sichem Singapore' (IMO 9322061) was loading heavy oil in Marsa al-Hariga (Brega berth) on 25 February 2017. The tanker was expected to call at Marsa al-Hariga on 23 February 2017, according to the port records.
3. Details of the tanker 'Sichem Singapore' (IMO 9322061):

Ship Name	SICHEM SINGAPORE	Shiptype	Chemical/Products Tanker
LR/IMO No.	9322061	Gross	8,562
Call Sign	9HA4414	Deadweight	13,141
MMSI No.	249880000	Year of Build	2006
Flag	Malta	Status	In Service/Commission

Source: IHS Seaweb

4. The vessel is owned by the group Team Tankers International Ltd (registered in Bermuda) and managed by one of its subsidiaries, Team Tankers Management A/S (Third floor, Strandvejen 58, 2900 Hellerup, Denmark).
5. The Danish company has always cooperated with the western NOC. Since the company was aware of the problematic shipment, it complied with the instructions given by the Maltese authorities.

6. According to the information gathered, the buyer of the heavy oil is the company Vadoil Holdings S.A., registered in Panama. In the following document it is stated that the seller is the Libyan company Al Shera Company, Services and Commitments Ration which is a catering company. In the document it is clearly stated that the heavy oil was sold by the eastern NOC and that two shipments were expected to carry the amount of 20,000 metric tons of heavy oil. The shipment on board the 'Sichem Singapore' amounts to 11,500 metric tons of heavy oil:

AL SHERA COMPANY
Services and commitments ration



شركة الشراع
للخدمات والتعهدات التموينية

التاريخ: 2017/02/22 م
الإشاري: 2017/102

To whom it may concern

We hereby confirm that Vadoil Holdings S.A. - Panama - is the exclusive carrier of the first shipment (20,000) twenty thousand tons of heavy oil purchased from National Oil Corporation which will be loaded from El Hariga Terminal (Brega berth) on 22nd February 2017.

The vessel nominated is mv SICHEM SINGAPORE (IMO 9322061) and has been fully accepted to load the part of the first cargo of about 11,500 tons.

ALSHERA CO



Email: tobri طبرق. ليبيا

Source: Confidential

7. In order to demonstrate a clear implication of the eastern NOC in this shipment, the Panel shows the following e-mail, sent by the General Manager for International Marketing, Almabruk Sultan, to a Greek broker, on 18 February 2017, referring to a contract allegedly signed in 2016:

From: Al Mabruk Sultan [mailto:almabruk@gmail.com]
Sent: Σάββατο, 18 Φεβρουαρίου 2017 13:18
To: Panos Doukas
Subject: Re: 20,000mts HFO NOC/Al Hariga Terminal

Dear Panos,
West African Marines S. A.

With regard to the attached letter dated 29.07.2016, the cargo approved, and would be loaded by Brega Marketing Company to El Shera'a for service and catering company provided that all regulations and rules are applied.

Thank you.

Source: Confidential

8. The western NOC contacted Ateiga, the owners of the tanker and the Maltese authorities in order to prevent the shipment from happening. The owners of the vessel explained that they always believed that the supplier of the heavy oil was the NOC.

9. The loading was finalised in the late hours of 25 February 2017.

10. The captain of the vessel was instructed by the Maltese authorities to remain in port until further notice. Later, the NOC decided that the ship should head to Zawiya to unload the heavy oil. Finally, the captain was given the green light to set sail and on 26 February 2017 the tanker headed to Zawiya where it was expected to proceed to unload.

11. The following document, addressed to the owners of the vessel, includes the instruction to sail to Zawiya and unload there.



المؤسسة الوطنية للنفط NATIONAL OIL CORPORATION

26th of Feb/2017
Ref No: 124

TEAM TANKERS- THE OWNERS OF MT SICHEM SINGAPORE,

Dear Sir/Ma'am,

With reference to the series of clear resolutions and statements of the United Nations, including UN Security Council Resolution 2278, regarding the prevention of illicit oil exports, and UNSCR 2259, and UNSCR 2213 which implement sanctions against individuals or entities that support criminal networks through the illicit exploitation of crude oil or any other natural resources in Libya.

We hereby inform you that National Oil Corporation of Libya (NOC), with its official headquarter at Bashir Sadawi St. – Tripoli, is the sole owner of title related to all Libyan hydrocarbons and we're solely entitled to sell all crude oil, petroleum products and petrochemicals in Libya.

Moreover, we hereby confirm that the quantity on board of your vessel "Sichem Singapore (9322061)" is owned by NOC, this quantity is contractually committed to be exported to VITOL - (VITOL Bahrain 27th floor west tower flat 271 building 1b Isa al kabeer avenue Manama centre 316 Bahrain).

Therefore, to avoid further complications, please proceed to **Zawia terminal**, to be added to a larger cargo and be given to the rightful contractual party.

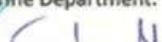
Yours sincerely


SOUAD ELSANOUSI

Petroleum & Petrochemicals Products Marketing Department Acting Manager.


MILUD ELHALAL

Manager of Marine Department.


S. A. BAIYOU

Financial Department Acting Manager.

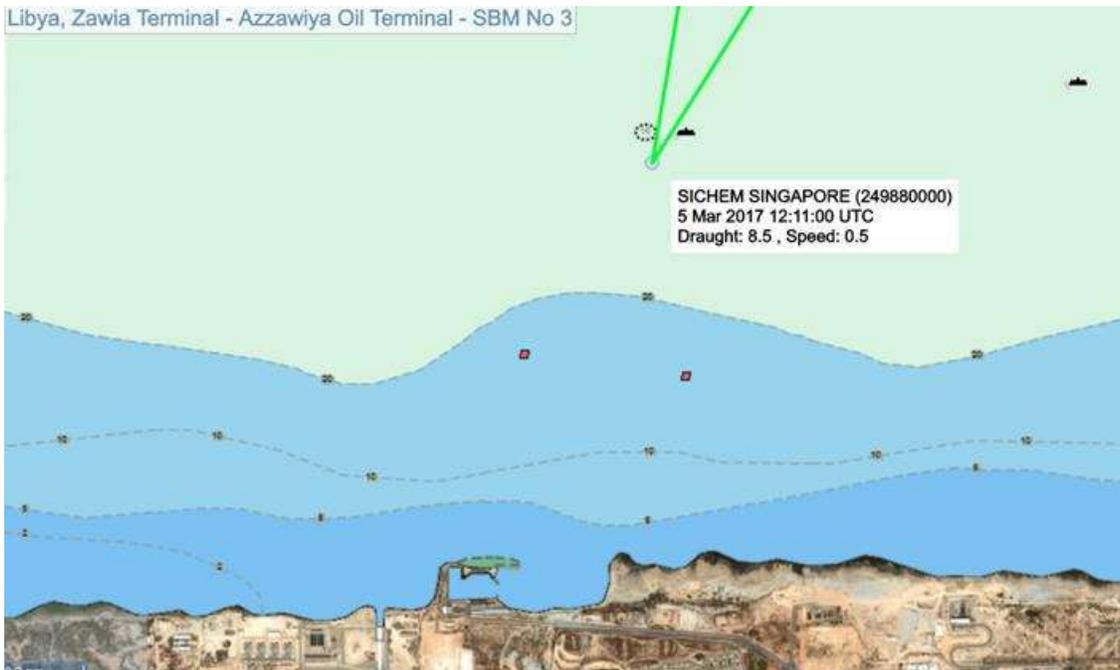
CC: Mustafa Khalil, Chairman of the Board of Directors- NOC

شارع بشير السعدوي _ ص. ب : 2655 - 5335 طرابلس - ليبيا - هاتف : +218.21.4446190 - 90 / +218.21.3337141 - 45
BASHIR SADWI STR - P.O BOX: 2655 - 5335 - TRIPOLI - LIBYA - TEL : + 218.21.444 61 80 - 90 / + 218.21.3337141 - 45

Source: Western NOC

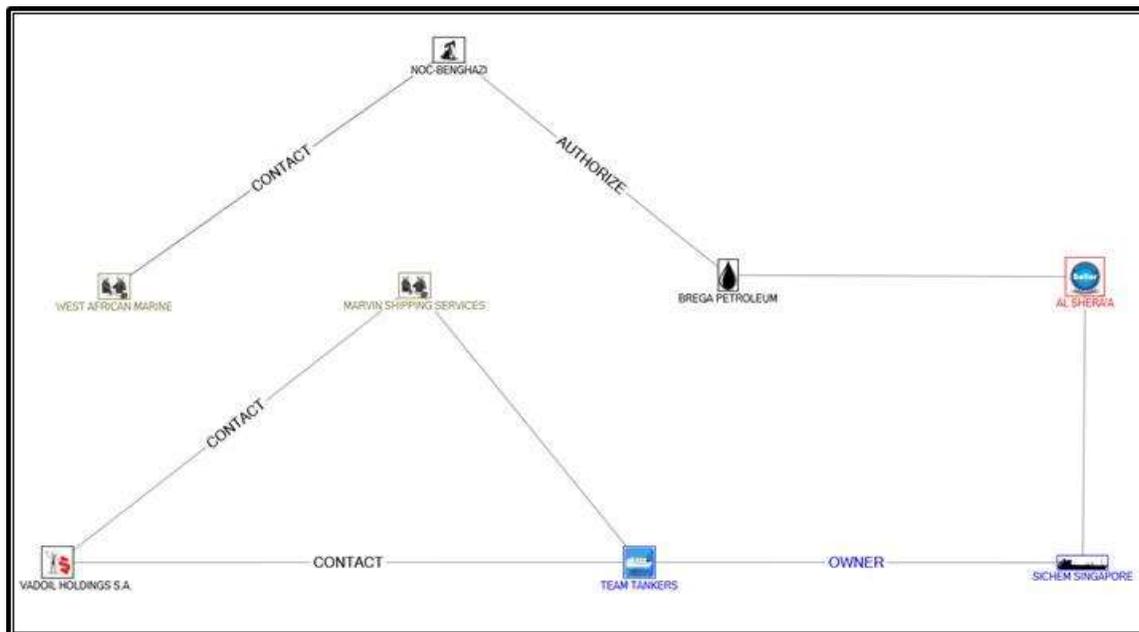
12. The Panel contacted the eastern NOC in order to request information on the shipment. The contacted individuals included Almabruk Sultan, General Manager for International Marketing of the eastern NOC. All of them denied any involvement or knowledge of the shipment.

13. The tanker, after receiving instructions from Malta and after resolving some differences with the charterer, Vadoil Holdings S.A., discharged the fuel in Zawiya on 5 March 2017, heading to Malta on 6 March 2017.



Sichem Singapore unloading in Zawiya (Source: HIS)

14. The following graph explains the relations between the entities involved in the sale of the heavy oil:



Source: Panel research

Annexe 65 HoR statement

On 17 July 2016, the Economy, Trade and Investment Committee at the House of Representatives reiterated to the Maltese authorities that subsidized products cannot be exported:

State Of Libya
Libyan House of Representatives
House of Representatives Diwan

دولة ليبيا
مجلس النواب الليبي
ديوان مجلس النواب

Date 2016.7.17
Ref 0/6.1.1

السيد المحترم / سفير دولة ليبيا لدي جمهورية مالطا

بعد التحية ،،
بالإشارة الي بعض الأنشطة التي تمتهنا بعض الشركات المحلية بتهريب
الوقود ومشتقاته الي مالطا وتستخدم في ذلك تراخيص مزاوله مهنة الخدمات
النفطية .
عليه .. ونظراً لاختصاص لجنة الاقتصاد والتجارة والاستثمار في مجلس
النواب نود التأكيد علي ان هذه الأنشطة مخالفة للقانون ومضرة بالاقتصاد
الوطني ، ناهيك عن أثر استبدال هذه السلع بالمخدرات والخمور من قبل
المهربين الي بلادنا في أمر يمس ويؤثر علي الأمن والنظام العام .
وكون أن استيراد الوقود ومشتقاته محدد قانوناً علي سبيل الحصر للمؤسسة
الليببية للسقط ، وكذلك تسويقه في السوق المحلي كونها سلعه مدعومة
ومخصص لها بند بالميزانية العامة سنوياً .
لذلك ... نطلب منكم احالة مذكرتنا هذه للسلطات المالطية لإيضاح الصورة
وكبح جماح المهربين في استخدام مستندات او أدونات عمل وتراخيص
محلية في محاولة الإيحاء بقانونية وسلامة وصحة عمليات التهريب التي
تحدث ، ومدنا بما يفيد بذلك .
وتفضلوا بقبول فائق تقديرنا واحترامنا
و السلام عليكم

علي الفطراحي
رئيس لجنة الاقتصاد و التجارة
و الاستثمار بمجلس النواب

صورة اثر:
رئيس مجلس النواب
رئيس ديوان المحاسبة
رئيس ديوان الرقابة الادارية
القوري العام + المسنن

Source: Confidential

Annexe 66 NOC letter to the Libyan Ministry of Foreign Affairs

1. The NOC addressed a letter to the Libyan Ministry of Foreign Affairs requesting it to send reminders to its counterparts in the neighbouring countries that the National Oil Company is the sole entity that is authorized by law to import or export crude oil, petroleum products, petrochemical products and plastics.



دولة ليبيا

المؤسسة الوطنية للنفط

التاريخ: 24 فبراير 2016

الموافق: 25-10-2016

التسجيل: 3071

التمت: 25-1-11

السيد/ وزير الخارجية والتعاون الدولي

بعد التحية،،،

في ظل غياب مظاهر الامن في الدولة فقد تشكلت عصابات منظمة و مدعومة من ميليشيات مسلحة تقوم بتهريب الوقود المدعوم عبر المنافذ البرية و البحرية قرب الحدود متخذة من خزانات الوقود بمنطقة مصفاة الزاوية مصدر اساسي للتزود ليتم شحنه عبر ميناء الصيد بمدينة زوارة أو تهريبه بالشاحنات عبر المنافذ البرية مستخدمة أنابيب نقل وطرق تهريب غاية في الخطورة .

وقد تأكد لنا من مصادر موثوقة أن هذه العصابات تقوم بدراسة الشحن من موانئ أخرى وتوسيع نشاطها غير المشروع على حساب مصلحة الوطن والمواطن البسيط.

وفى هذا الإطار بذلت المؤسسة الوطنية للنفط وشركة البريقة لتسويق النفط جهوداً لمنع هذه الظاهرة وأبلغت كافة الجهات ذات العلاقة بما فيها مكتب النائب العام.

أيضاً تواصلت المؤسسة الوطنية للنفط مع لجنة العفويات بالأمم المتحدة في السابق ولازالت المساعي مستمرة بالرغم من أن ظاهرة التهريب من مسؤوليات جهات الاختصاص في الدولة إلا أننا نرى أن محاربة هذه الظاهرة مسئولية وطنية أكثر منها مهنية وبالتالي فإننا مستمرين دون كلل أو ملل.

وفى هذا الإطار فإننا رأينا أهمية إبلاغكم بهذا الأمر حفاظاً على مقدرات البلاد النفطية وبالتالي نأمل منكم اتخاذ كافة الترتيبات والإجراءات بمخاطبة السفارات الليبية بدول الجوار وخاصة مالطا، تونس، إيطاليا، تركيا، السودان، تشاد، النيجر من ان المؤسسة الوطنية للنفط الجهة الوحيدة المخولة قانوناً بتصدير أو توريد النفط الخام، المنتجات النفطية، المنتجات البتروكيماوية واللدائن وخلاف ذلك فإنه يُحظر على كافة الأطراف والجهات العامة والخاصة تصدير أو توريد النفط والغاز ومشتقاته .

/H

شارع بشير السعدوي (ميدان جنة العريف) طرابلس - ليبيا - هاتف: 218.21.3345700 - 709 / 44 - 218.21.3337141 +



دولة ليبيا المؤسسة الوطنية للنفط

التاريخ :

التسجيل :

الموافق :

المنفذ :

بمعنى آخر أن أي عمليات شحن أو تصدير تقوم بها شركات محلية أو خارجية تُعد مخالفة للقانون وجريمة يُعاقب عليها القانون الليبي لاعتبارات أن المنتجات النفطية مدعومة لصالح المواطنين الليبيين في الداخل. وفي الوقت الذي نُعول فيه على جهودكم في إبلاغ كافة حكومات دول الجوار بالتصدي الى هذه الظاهرة، نفيديكم بأن المؤسسة الوطنية للنفط مستمرة في بذل جهودها للتصدي لهذه وتدرس من خلال شركة البريقة اتخاذ مجموعة من الترتيبات والضوابط من ضمنها إدراج سفن في القائمة السوداء وخاصة تلك السفن التي تم ضبطها وهي تُقوم بالتهريب من ميناء زوارة أو المياه الإقليمية الليبية والمؤسسة لن تألوا جهداً في مكافحة هذه الظاهرة بشتى الطرق و الوسائل القانونية.

وتفضلوا بقبول فائق التقدير والاحترام

والسلام عليكم ورحمة الله وبركاته ...

2017-06-25

مصطفى عبد الله صنع الله

رئيس مجلس الإدارة



صورة لتسليم رئيس المجلس الرئاسي
صورة لتسليم مكتب النائب العام
صورة لتسليم رئيس ديوان المحاسبة
صورة لتسليم رئيس هيئة الرقابة الإدارية
صورة لتسليم أعضاء مجلس أمناء الإدارة
صورة لتسليم مدير عام الإدارة للقانونية
صورة / إيفاد التصدير
م ع ع ل ع جوى

Source: Confidential

Annexe 67 Brokering companies

1. The following are examples of messages of brokering companies seeking vessels to carry shipments of fuel from Libya:

- a) From: BAT bat@paco.net
 Sent: 14/07/2016 17:25:58
 Subject: 7/10000 mt Gasoil Libya/Yemen-Spot
 PLS YR BOFFER FOR FOLLFIRM CGO
 7/10000 MT GASOIL IN BULK
 ZUWARAH, LIBYA/HODEIDA, YEMEN
 L/C: SPOT
 LOAD/DISCH RATE 3 DAYS/ 2 DAYS
 COMMI 3,25% TTL
 BRGDS
 Bogdan

2. Explanation of the above: the company BAT (Ukraine) is looking for the best offer to ship an amount of gasoil (7,000-10,000 Metric Tons) from Zwara to Hodeida (Yemen). The loading would be in Zwara and would require three days, while the off-loading in Hodeida would necessitate two days. The company (BAT) takes a share of 3.25% of the offer agreed.

- b) Cargo : 5.000/6.500 mts Gasoil 0,1% Sulphur
 Load Port : Zuwara, Libya (12-15nm north abeam Zwara Port, Libya)
 Discharge Port : Will be nominated for each shipment as follows
 Opt. 1 – Trieste Port / Venice Port
 Opt. 2 – Genoa Port
 Opt. 3 – Napoli Port
 Opt. 4 – Mersin, Turkey
 L/can : Vsl's dates, even this week can load
 Load : 5 ttl wwdays
 Loading STS
 need 3" and 6" hoses to connect
 Minimum 6 measuring meters hoses capable of measuring qty in liters
 Fenders for STS ops
 Discharge : 36 hrs + 6hrs
 No any age / flag restriction.
 Charterer's agent both ends. (Free d/a at loading port)
 2.5pct pus

3. Explanation of the above: in this case the amount of gasoil is 5,000-6,500 Metric Tons and specifies that the loading will take place at sea, 12 or 15 nautical miles off the port of Zwara. The destination ports are Trieste or Venice, Genoa and Napoli in Italy and Mersin in Turkey.

4. The NOC (Tripoli) sends warnings to the brokering companies they detect and identify, as the following, including non-existent resolution references and a baseless reference to Interpol:



المؤسسة الوطنية للنفط
NATIONAL OIL CORPORATION

DATE: 31/01/2016
REF NO: 44

VOLONT SHIPPING AND TRADING SA.
Greetings Sir/Ma'am,,,

It came to our attention that you're quoting a cargo of 5.000/6.500 MTs Gasoil 0,1% Sulphur, to load from Zuwara region during the upcoming period.

With reference to the United Nations resolution NO 4238Y594 and related recent statements by UN's international Security Council permanent members.

We hereby inform you that knowingly smuggling of Libyan product will endanger the vessel to be confiscated by Interpol, and will expose your whole company to appropriate legal and criminalizing actions against all involved people to prevent those kind of illegal businesses.

Therefore, you're requested to refrain from quoting any cargo from Zuwara or elsewhere in Libya unless you have a prior permission from NOC.



Ahmed Shawki
General Manager of International Marketing Department- NOC

CC: Mustafa Sanallah – Chairman of the Board of Directors.

شارع بشير السعداوي _ (ميدان جنة العريف) طرابلس / ليبيا - هاتف : + 218 21 334 5700 - 09 / + 218 21 333 7141 - 44

Bashir Sadawi str. P.o Box : 2655 - 5335 Tripoli - Libya Tel : + 218 21 334 5700 - 709 / + 218 21 333 7141 _ 44

Source: Confidential

CONTRACT NO.

1. BUYER

.....

2. SELLER

.....

3. PRODUCT

GASOIL 0.1 PCT OF LIBYAN ORIGIN WITH SULPHUR MAX 0.1 PCT MEETING THE FOLLOWING GUARANTEED SPECIFICATIONS:

.....

4. QUANTITY

..... METRIC TON MONTHLY PER 1 YEAR.

5. DELIVERY

SHIP TO SHIP LIBYAN WATERS NEAR .ZUWARA ABOUT 5 MILES FROM THE LIBYAN COST IN TWO OR MORE CARGOES IN SELLER'S OPTION. THE FIRST TRANSSHIPMENT TO TAKE PLACE BY LATEST 20 DAYS AFTER CONTRACT'S SIGNATURE DATE.

6. PRICE

IN US DOLLARS PER METRIC TON ON LOADED QUANTITY TO BE THE MEAN QUOTATION PUBLISHED ON B/L DATE FOR GASOIL 0.1 PCT BY PLATT'S EUROPEAN MARKETSCAN UNDER THE HEADING "FOB MED BASIS ITALY" LESS A DISCOUNT OF %. IF NO QUOTATION ON B/L DATE, THEN THE IMMEDIATELY FOLLOWING PUBLISHED QUOTATION TO APPLY.

7. PAYMENT

THE PAYMENT WILL TAKE PLACE CAD (CASH AGAINST DOCUMENTS) WITHIN 5 WORKING DAYS FROM COMPLETION OF EACH CARGO BY SWIFT BANK TRANSFER AGAINST PRESENTATION "ON COLLECTION BASIS" TO THE BUYER'S BANK OF FOLLOWING ORIGINAL DULY SIGNED SHIPPING DOCUMENTS:

- COMMERCIAL INVOICE.
- FULL SET (3/3) NEGOTIABLE CLEAN OCEAN B/L ISSUED TO ORDER AND BLANK ENDORSED MARKED 'FREIGHT PAYABLE AS PER CHARTER PARTY'.
- CERTIFICATE OF ORIGIN ISSUED BY THE COMPETENT CHAMBER OF COMMERCE.
- REFINERY'S QUALITY CERTIFICATE.
- OWNERSHIP CERTIFICATE.

8. QUALITY/QUANTITY DETERMINATION

THE QUALITY OF THE PRODUCT TO BE ASCERTAINED BY BUYER ON BORD OF THE SELLER'S VESSEL BEFORE EACH TRANSSHIPMENT AND THE QUANTITY TO BE ASCERTAINED BY BOTH PARTIES AFTER TRANSSHIPMENT COMPLETION.

9. FORCE MAJEURE

AS PER ICC PARIS RULES AND REGULATIONS

10. GENERAL PROVISIONS

INCOTERMS 2010 FOR FOB DELIVERIES WITH LATEST AMENDMENTS TO APPLY.
CONTRACT TO BE RULED BY ENGLISH LAW UNDER THE EXCLUSIVE JURISDICTION OF THE LONDON ARBITRATION COURT.

DATE:

SIGNATURES: _____

Annexe 68 Fuel smuggling by land

1. This is a translation of the report drafted by the Oil and Oil Derivatives Oversight Committee (Brega Petroleum) after a field visit to Ras Ajdir:

Translated from Arabic

State of Libya

National Oil Corporation

Record: 2369

Date: 14 Dhu'lqa'dah A.H. 1437

File: 25-1-3

17 August A.D. 2016

Sir,

With this letter, we hereby inform you that we have received a report from the Chairman of the Board of Directors of the Brega Petroleum Marketing Company (No. 476/2016) dated 9 August 2016 regarding the field visit by members of the Oil and Oil Derivatives Oversight Committee to the Ra's Ajdir border post and the port of Zuwarah on 24 July 2016. The report sheds light on some of the ways that oil is smuggled out of Libya, and includes photographs showing tanker trucks in the port of Zuwarah smuggling oil in full view of everyone who works there, including the various security agencies.

Such activities have a negative impact on the national economy. Smuggling is one of the factors that adversely affects national income and wastes State resources. Oil is a commodity subsidized by the State budget, and trafficking and smuggling therein are crimes punishable by law. Anyone taking part in those crimes must therefore be identified. This trend poses a threat to the national economy and must be tackled and eliminated in cooperation with State security and judicial authorities.

We value your efforts and are forwarding this report to you for appropriate measures to be taken and the appropriate parties to be contacted with a view to apprehending and bringing to justice those who engage in this activity, finding ways to put an end to it, and taking urgent measures to prevent its recurrence in order to maintain security and stability and safeguard the resources of the Libyan people. (Please find photocopies of supporting documents attached.)

May peace be upon you.

(Signed on behalf of) Mustafa Abdullah **Sanalla**
Chairman of the Board of Directors
16 August 2016

[SEAL: State of Libya
National Oil Corporation]

Cc: Members of the Board of Directors
Khalid Mazughi, Director of Legal Affairs

[Illegible signatures]

President of the Presidency Council
Government of National Accord

[SEAL: State of Libya

[STAMP: National Oil Corporation

Government of National Accord]

Department of Legal Affairs

Incoming: 11 August 2016, No. 610]

State of Libya
Government of National Accord

Record: 154

Date: 5 June 2016

File: _____

Sir,

We value your efforts in the service of our beloved country during these trying times.

We hereby submit to you our report in the hope that it will be taken in the spirit of diligence and devotion to the national interest that unites us all.

The increase in oil smuggling that we found during our investigation – notably in the western and southern regions, but also elsewhere – is shocking and forces us to wonder about who is responsible for combating that trend.

In our capacity as a committee invested by the Ministry of Oil and Gas, we have monitored smuggling cases closely in conjunction with some of the security brigades. Some of the smuggled oil has been interdicted, seized and confiscated and some smugglers have been remanded to the judicial authorities.

However, the unfortunate fact is that smuggling continues unabated despite oversight at border points and occasional prosecutions. Smuggling has moved from land to sea. Trawlers and launches are always waiting just off the port of Zuwarah to be loaded with smuggled oil for transport to Malta, Italy, Greece, Turkey and elsewhere.

The following are some of the vessels seized in the act of smuggling oil from the port of Zuwarah:

1. *Mekhanik Chebotarev*

The vessel was seized 14 miles from the port of Zuwarah. The vessel was not flying a flag to identify itself. When they realized that they had been caught by the Libyan Coast Guard, they raised the Russian flag, according to the testimony of Umar Balras Ali, commander of the Libyan Coast Guard vessel. The name of the company that owns the Russian ship, which we believe is a government company, is Oil Marin Group. It had aboard a cargo of 4,250 tons of oil (4,250,000 litres). Its crew consisted of 10 men and one woman, all of them Russian nationals.

2. *Levante*

The vessel was seized on 4 April 2014 off the port of Zuwarah with a cargo of 400 tons. Its crew consisted of seven Egyptians and a Maltese. It is based in Malta but flies a Panamanian flag.

3. *Sun Oil 1*

The vessel was seized on 5 January 2015 off the coast of Zuwarah. It was flying a Maltese flag. Its crew consisted of five persons: two Bulgarians, two Ukrainians and a Romanian. It has been seized more than once.

4. *Santa Cruz*

The vessel was seized in August 2015 off the port of Zuwarah. Its crew consisted of four persons. Its owner is Maltese national, and it was flying a Tanzanian flag. It was escorted to the port of Misratah.

5. *Sovereign*

The vessel was seized on 24 August 2015 eight miles from the Mellitah area with a cargo of 600 tons of oil. Its crew consisted of two Egyptians, one Ukrainian, one Croatian and one Syrian. It flies a Togolese flag and belongs to the Maltese company Golden Group.

6. *Saint Jean*

The vessel was carrying a cargo of approximately 600,000 litres of diesel oil. It flies a Togolese flag.

7. *Captain Khayyam*

The vessel flies a Sierra Leonean flag. It was carrying a cargo of approximately 1,600,000 litres of diesel oil.

A number of vessels are still floating off the coast of Libya waiting to be loaded with oil for sale to neighbouring States and European States.

We offer you the following proposals for combating and eliminating smuggling:

1. The General Staff and the Ministry of the Interior should be charged with combating and eliminating smuggling.
2. Cooperation and consultation should be solicited from the National Oil Corporation, the Ministry of the Economy, the Brega Petroleum Marketing Company and all other relevant parties to find effective ways of combating smuggling.
3. The media should be used to raise citizen awareness of the dangers of this trend, given that these smuggled resources are Libyans' primary source of livelihood.

Please find annexed photographs from some of the smuggling cases that have been pursued. We look forward to taking part in finding solutions and deterrents to help put a final end to this trend, which has the potential to bring down the Libyan economy if it persists.

We trust that you will give this memorandum due consideration and take such steps as you deem appropriate.

Together for Libya! May God grant success.

May the peace, mercy and blessings of God be upon you.

(Signed) [Illegible]

Oil and Oil Derivative Distribution Oversight Committee

[SEAL: Government of National Accord
Ministry of Oil and Gas]

cc.

The Presidency Council

The Public Prosecutor

The Minister of Oil and Gas

The Ministry of the Interior

The Ministry of Defence

The Brega Petroleum Marketing Company

The Security and Safety Office

General Archive

[STAMP: National Oil Corporation
Office of Board of Directors Affairs

Incoming: 9 August 2016

Record: _____

Signature: _____]

Brega Petroleum Marketing Company
A company of the National Oil Corporation

Record: 476/2016

Date: _____

File: _____

9 August A.D. 2016

Sir,

We hereby submit to you a report on the field visit by members of the Oil and Oil Derivatives Oversight Committee to the Ra's Ajdir border post and the port of Zuwarah on 24 July 2016, with annexed photographs, that sheds light on some of the ways that oil is smuggled out of Libya. It is noteworthy that the photograph showing tanker trucks in the port of Zuwarah smuggling oil in full view of everyone who works there, including the various security agencies.

Oil smuggling is one of the destructive factors that are doing damage to the national economy, and consolidated and cooperative action by all agencies is needed to combat it. Oil is a commodity subsidized by the State budget, and trafficking or smuggling therein is a crime punishable under the laws in force in the State of Libya.

We therefore hope that you will give due consideration and coordinate with the relevant agencies to establish a mechanism to combat this phenomenon.

May peace be upon you.

(Signed) Faraj Albahlul **Shaban**

Chairman of the Board of Directors

[STAMP: National Oil Corporation
Petroleum Marketing

Department of Legal Affairs
11 August 2016
Incoming No. 609]

[STAMP: National Oil Corporation

Office of Board of Directors Affairs
10 August 2016
Record No. 2168]

[SEAL: Brega

Company

cc. The Members of the Board of Directors
The Director of the Follow-up Office
[Illegible]

Chairman of the Board of Directors
National Oil Corporation

[HANDWRITTEN: Forwarded to National Oil Corporation 9 August 2016 (*illegible signature*)]

State of Libya
Government of National Accord

Record: 107

Date: 24 July 2016

File: _____

Sir,

On Sunday, 24 July 2016, members of the Office of Security and Safety and members of the Oil and Oil Derivatives Oversight Committee conducted a field visit to the Ra's Ajdir border post to investigate the smuggling situation there.

The members visited the Jamal al-Gha'ib Brigade, which has been charged by the Ministry of the Interior with combating smuggling and other activities that have a negative impact on the Libyan economy.

In the course of the visit, it became clear that enormous efforts are being made to combat smuggling. On the very first day that the Brigade assumed its tasks at the post, some 60 vehicles were seized in the act of smuggling oil or oil derivatives, and fines have been imposed to curb the rampant smuggling of such products. (Please find annexed to this report several photographs that show the methods used by oil smugglers.) Their men are managing to be on the spot despite limited resources. In that connection, we thank the Brega Oil Marketing Company for providing a 40,000 litre tanker to retrieve the smuggled oil that was seized.

The members who took part in the visit are as follows:

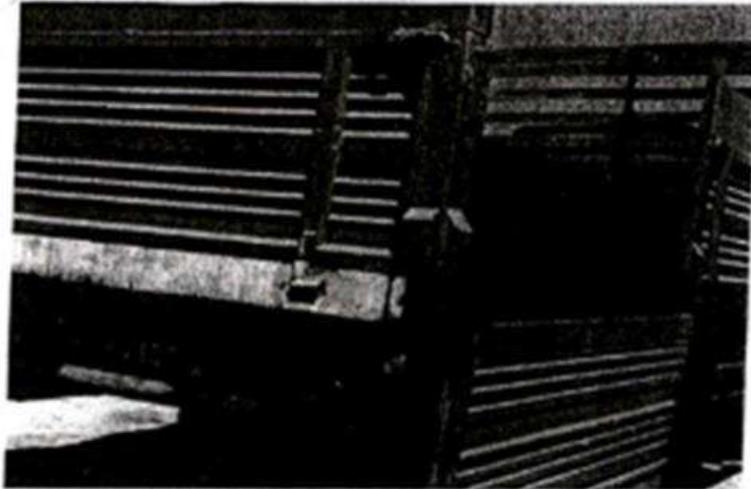
1. Nuri Umar Abu'isa Chairman of the Oil and Oil Derivatives Oversight Committee
2. Abdullah al-Nufathi Member of the Oil and Oil Derivatives Oversight Committee
3. Sami Ammar al-Shabshubi Member of the Oil and Oil Derivatives Oversight Committee

(Signed) [Illegible]
Oil and Oil Derivatives Oversight Committee

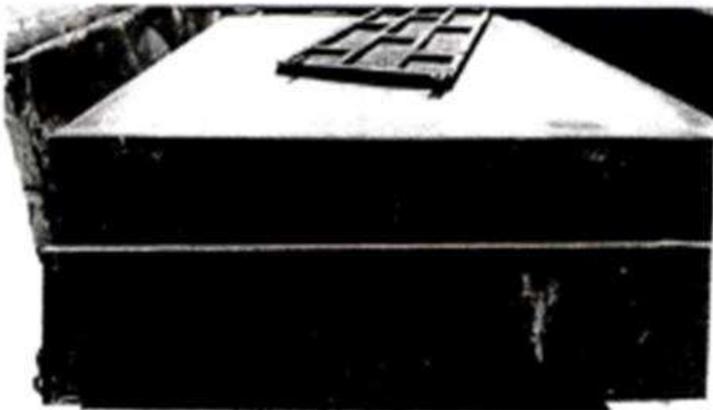
[SEAL: State of Libya
Government of National Accord
Ministry of Oil and Gas
Oil and Oil Derivatives Oversight Committee]

Chairman of the Board of Directors
Brega Oil Marketing Company

[PAGES 8-10 OF ORIGINAL CONSIST ENTIRELY OF PHOTOGRAPHS]







State of Libya
Government of National Accord

Record: 108

Date: 24 July 2016

File: _____

Sir,

On Sunday, 24 July 2016, members of the Office of Security and Safety and members of the Oil and Oil Derivatives Oversight Committee conducted a field visit to the western region to investigate how oil and oil derivatives are being distributed and how smuggling is being countered.

The members visited the port of Zuwarah. Here is a photograph from in front of the port that demonstrates the enormity of the oil-related economic disaster. It shows trucks carrying approximately 40,000 litres of diesel oil waiting to be smuggled via sea to European States.

[PHOTOGRAPH]



(Signed) [Illegible]

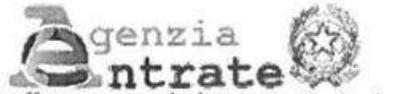
Oil and Oil Derivatives Oversight Committee

[SEAL: State of Libya
Government of National Accord
Ministry of Oil and Gas]

Chairman of the Board of Directors
Brega Oil Marketing Company

Annexe 69 Excerpt of a summary of a court case brought against the registered owner of the flat

The plaintiff states that the flat was paid for by Mutassim Qadhafi and that the transaction was an indirect gift from Mutassim to her.



Ufficio Provinciale di ROMA - Territorio
Servizio di Pubblicità Immobiliare di ROMA 1

Ispezione ipotecaria

Data 20/03/2014 Ora 10:01:50

Pag. 3 - Fine

Ispezione richiesta Protocollo di richiesta n. RM 219478 del 2014
Ispezione n. RM 219483/6 del 2014
Inizio ispezione 20/03/2014 09:59:34

Nota di trascrizione

Registro generale n. 62358

Registro particolare n. 46018

Presentazione n. 239 del 14/06/2012

Contro

Soggetto n. 1 In qualità di - **DEFENDANT**
Cognome BEINEIN Nome ALI AHMED A
Nato il 28/11/1965 a LIBIA (EE)
Sesso M. Codice fiscale BNN LMD 65528 Z326 L
Relativamente all'unità negoziale n. 1 Per il diritto di PROPRIETA'
Per la quota di -

Sezione D - Ulteriori informazioni

Altri aspetti che si ritiene utile indicare ai fini della pubblicità immobiliare

LA PRESENTE TRASCRIZIONE PER : 1) ACCERTATO CHE IL PREZZO NELL'AMBITO DELLE SEGUENTI COMPRAVENDITE: ATTO A ROGITO DEL NOTAIO ALESSANDRO MATTIANGELI REP. 117031 RACC. 46689 DEL 30/4/2010 CON IL QUALE LA SIG.RA DIANA FRANCESCA DE MARCO HA VENDUTO AL SIG. ALI AHMED A BEINEIN, SOCIO DI MAGGIORANZA DELLA DIAMOND VIP SERVICE SRL I SEGUENTI IMMOBILI: APPARTAMENTO SITO AL PIANO 4 INTERNO 4 SITO IN ROMA VIA ORSINI N. 25BIS-27 IDENTIFICATO AL NCEU AL FG. 405, PART. 120, SUB. 4 -LOCALE CANTINA IDENTIFICATO AL NCEU AL FG. 405, PART. 120, SUB. 18 -APPARTAMENTO SITO AL PIANO 5 INTERNO 5, SCALA C, SITO IN ROMA VIA ORSINI N. 25BIS-27 IDENTIFICATO IN NCEU AL FG. 405, PART. 120, SUB.13,-LOCALE CANTINA IDENTIFICATO AL NCEU AL FG. 405, PART. 120, SUB. 17 ATTO A ROGITO DEL NOTAIO ALESSANDRO MATTIANGELI CON ATTO REP. 117032 RACC. 46690 DEL 30/04/2010 CON IL QUALE IL SIG. GIANCARLO SANTALMASSI HA VENDUTO L'IMMOBILE AL SIG. ALI AHMED A BEINEIN IL SEGUENTE BENE IMMOBILE: - APPARTAMENTO SITO AL PIANO 5 E PIANO 6 INTERNO 5 SITO IN ROMA VIA ORSINI N. 25 BIS-27 IDENTIFICATO AL NCEU AL FG. 405, PART. 119, SUB. 501, STATO PAGATO DAL SIG. MOUTASSIM GHEDDAFI O COMUNQUE A QUEST'ULTIMO RICONDUCIBILE 2) ACCERTATO E DICHIARATO CHE TALE PAGAMENTO HA RAPPRESENTATO DONAZIONE INDIRETTA DEGLI STESSI IMMOBILI DA PARTE DEL SIG. MOUTASSIM GHEDDAFI NEI CONFRONTI DELLA EFFETTIVA BENEFICIARIA E CIOE' A DIRSI LA SIG.RA VANESSA ANNE HESSLER E CHE DUNQUE IL SIG. ALI AHMED A BEINEIN STATO FITIZIAMENTE INTERPOSTO EX ART. 1414 C.C. NELLA COMPRAVENDITA QUALE ACQUIRENTE 3) PER EFFETTO DICHIARARE CHE LA SIG.RA VANESSA ANNE HESSLER E' L'EFFETTIVA PROPRIETARIA DEI SEGUENTI BENI IMMOBILI: APPARTAMENTO SITO AL PIANO 4 INTERNO 4 SITO IN ROMA VIA ORSINI N. 25BIS-27 IDENTIFICATO AL NCEU AL FG. 405, PART. 120, SUB. 4 -LOCALE CANTINA IDENTIFICATO AL NCEU AL FG. 405, PART. 120, SUB. 18 -APPARTAMENTO SITO AL PIANO 5 INTERNO 5, SCALA C, SITO IN ROMA VIA ORSINI N. 25BIS-27 IDENTIFICATO IN NCEU AL FG. 405, PART. 120, SUB.13,-LOCALE CANTINA IDENTIFICATO AL NCEU AL FG. 405, PART. 120, SUB. 17 APPARTAMENTO SITO AL PIANO 5 E PIANO 6 INTERNO 5 SITO IN ROMA VIA ORSINI N. 25 BIS-27 IDENTIFICATO AL NCEU AL FG. 405, PART. 119, SUB. 501 4) CONSEGUENTEMENTE ORDINARE AL CONSERVATORE DELL'AGENZIA DEL TERRITORIO DI ROMA LA TRASCRIZIONE DELLA SENTENZA.

Source: Contractor of Libyan litigation department

Annexe 70 Excerpt of police report of complaint filed by Saadi Qadhafi

Saadi Qadhafi stated to the Gendarmerie that he had asked for and received large sums of money from acquaintances, but that his associate might have run off with two million USD.

=====EXPOSE DES FAITS=====

Courant mois de Juillet deux mil douze, le fils du défunt président de la révolution du Fatah le sieur Saadi Ghadafi en asile politique au Niger a demandé auprès de sa famille en Algérie une certaine somme d'argent pour surmonter les aléas de la vie. C'est ainsi que de cette sollicitude il reçut la somme de deux millions de dollars américain qu'il confia à son ami Saadou Boubacar qui en abuse de la confiance placée en lui pour dilapider l'argent à ses fins personnel. Désespéré, Monsieur Saadi Ghadafi alerte le commandant de Groupement de Niamey pour porter plainte.

=====TRANSPORT SUR LES LIEUX=====

Au reçu de cette information, nous nous sommes aussitôt rendus sur les lieux sise au quartier Bobiel d'où nous interpellons l'intéressé. Interrogé, il nie en bloque les faits qui lui sont reprochés

=====E N Q U E T E=====

Procédant à l'enquête relative aux faits et conformément à l'article 58 du code de procédure pénal. l'honorable BOUCAR SANI MALAM CHAIBOU député National nous sert d'interprète.

----- : VICTIME . -----

SAADI GHADAFI HOMME POLITIQUE DE LA LYBIE EN ASILE A NIAMEY:

qui nous déclare ce qui suit le 23/07/2012 à 15 heures 55 minutes. Il y a de cela six(06) mois, j'avais demandé à certaines de mes connaissances de m'envoyer de l'argent. A cet effet une première somme de un million six cent milles dollars(1M.600.000\$)m'a été expédiée. J'ai remis cette somme à Mr Saad Baboob pour les garder. Deux(02) mois, j'avais reçu un second envoi d'un montant de quatre cent mille dollars(400.000\$) que je confie une fois de plus à Mr Saad Baboob. Soit un total de deux millions de dollars(2.000.000\$).Ainsi, cela fait près d'un mois que je cours derrière Saad Baboob afin de récupérer cet argent sans suite. Il commande à ne plus décrocher mes appels.

S.I.R: Mr Saad Baboob demeure au Bobiel et change de numéro constamment.

S.I.R: Salal Hajini, ici présent connaît son domicile et est prêt à vous donner des indication.

S.I.R: Les numéros 99929568 et 99929521 sont sur lesquels je l'appelle.

S.I.R: Il est également un réfugié au Niger.

S.I.R: Je ne lui ai donné aucune consigne de défense sur cet argent.

S.I.R: C'est tout ce que j'ai à vous dire.

Le même jour 16 heures 09 minutes.

L'intéressé ne sachant ni lire ni écrire le Français, lecture de sa déclaration ci-dessus lui à été faites par nous en laquelle il persiste n'avoir rien à y changer, à y ajouter ou à y retrancher. A signer sur notre carnet de déclaration.

Source: Gendarmerie, Niamey

Annexe 71 Hannibal Qadhafi on the Board of Mariner for Maritime Transport


Mariner for Maritime Transportation Ltd
التاريخ : 2007.01.18
إشاري : M.A:15/07

Head Office (Nicosia - Cyprus)
Evagoros Ave - Evagoros Complex
27 Irini Building - 6th floor Office No. 6
Nicosia - Cyprus
Tel: 00 357 22 44 56 14
Fax: 00 357 22 44 56 12
E-mail: mariner@marinerltd.com
٥١٦٩ ٥٧٥ ٦٦ ٨ ٣٥٨

الإخوة/ مصرف شمال أفريقيا الدولي - تونس
إدارة العمليات المصرفية

بعد التحية ، ، ، ، ،

- نود في البداية أن نشيد بتعاونكم وبما نلقاه منكم من حسن معاملة وخدمات متميزة .
- بهذا الخطاب نرجو منكم العمل على تحويل مبلغ وقدره (\$10,000) فقط عشرة آلاف دولار أمريكي شهريا وبصفة مستمرة إلى حين إعلامكم بغير ذلك .
- من حسابنا لديكم رقم : 01 01 1868 001/0
- إلى الحساب رقم : 01 01 2207 001/0 بمصرفكم .
- وذلك بدلا من الحساب التالي :

Beneficiary's Name : Mr. Hanibal Gathafi
Beneficiary's Bank : Danske Bank
BANK ADDRESS : Holmens Kanal Afdeling . Holmens 2 - 1090
Kopenhagen K.
Account No : 4001 - 4001 81 89 88
Swift Code : DABADKKK

- وهذا المبلغ يمثل عضوية الأخ المذكور في مجلس إدارة الشركة .
- عليه يرجى منكم التقيد بذلك وعلى أن يتم إجراء التحويل يوم 27 من كل شهر ودون الحاجة إلى أمر تحويل من قبلنا .
- ولكم جزيل الشكر .

** والسلام عليكم **

طلال عربي
رئيس مجلس الإدارة


MARINER
FOR MARITIME
TRANSPORTATION Ltd.

Source: Confidential

Annexe 72 Stolen assets under the control of a listed individual and/or at risk of misappropriation

Physical assets in West Africa

1. The Panel is investigating independent reports on the involvement of a listed individual in storing large amounts of physical assets in several locations in West Africa. It is alleged that the operation to hide large amounts of cash and some gold in West African countries was organised by Abdallah al-Senussi (LYi.018) in 2011. Six sources have alerted the Panel that attempts are being made to move some of these assets back to Libya and to possibly make them available to some of Libya's competing political and military stakeholders.
2. In a first case, four independent sources reported to the Panel that USD 560 million, in USD 100 denomination, is kept by a group of Libyans in Ouagadougou, Burkina Faso. This group has attempted to transfer the assets to a third country through a local company: "Societe Transit Transport Convoi International (STTCI)".

Picture of the alleged assets with a Burkinabe daily



Source: Confidential

3. Several sources have explained to the Panel that they have travelled to Burkina Faso and inspected the cash, which is stored in metal chests. It is reported that authorities in Tripoli, al-Bayda and Tobruk have attempted to obtain the USD 560 million. Specifically, the involvement of NSG's prime minister al-Ghweil, Libyan 'Interim government' prime minister al-Thinni, HoR speaker Saleh and intelligence head Mustafa Nuh has been reported. Although the transfer of these assets has failed for now, the Panel has seen documentation showing that the logistical preparations were well-advanced. Groups involved in the negotiations expect to receive a commission of 10 or even 35 per cent.

Export license in preparation of the alleged transfer

BURKINA FASO

Nom et adresse du déclarant :
STTCI - URZINA CT 32, 1498 OUGA CT

Marchandises facturées ou expédiées en consignation à
(Nom et adresse complète)
LEHMANNO BARKI DUBOIS AL...
BOULEVARD DE LA LIBERATION 1001 OUGA
BOULEVARD DE LA LIBERATION 1001 OUGA

TITRE D'EXPORTATION

012/ 014203 *

012/ 014203 *

012/ 014203 *

I. DESIGNATION DES MARCHANDISES			
Numéro du tarif des douanes	Spécification de la marchandise telle qu'elle figure sur la déclaration d'exportation	Qualité requise (Poids nets)	Valeur déclarée en francs CFA
912	EN CAISSONS ALUMINIUMS VIDE	2 700	540 000 000

II. REGLEMENT FINANCIER DE L'EXPORTATION

Le montant de l'exportation des marchandises désignées ci-dessus d'une valeur fiscale de : 540 000 000 F CFA

En FCFA dans tous les cas

EN DEVIRES

Facture N° 021

FRANC DOUANE - MARCHANDISE

Sur la base d'un contrat (départ aéro, FOB, CFA etc...)

Elément de la facture (ou FCFA)

Valeur des marchandises (départ aéro)

Finances payées par le déclarant

Nature de l'exportation (2) : CENTRAL

Numéro de titre d'exportation : 912

(1) Nom et adresse complète l'exportateur responsable de l'exportation des douanes

(2) Indiquer, selon le cas : exportation en vente ferme sans titre d'exportation, exportation en vente ferme avec titre d'exportation, exportation en consignation ou exportation temporaire

Je soussigné certifie, vérifié et validé les mentions portées sur le présent document.

A. OUBALINGA B. ENFOURNA

Signature du déclarant

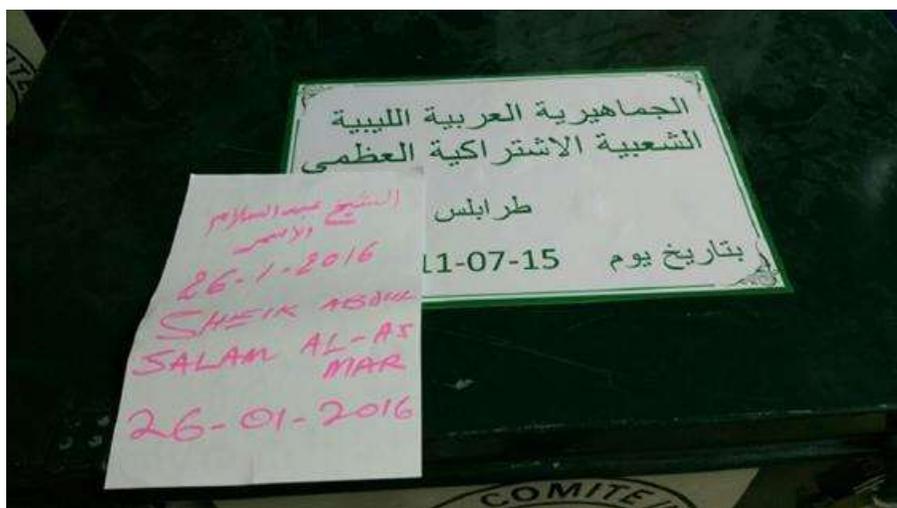
Source: Confidential

4. However, the Burkinabe authorities have reported to the Panel that no company by the name of STTCI is known at the company register or holds any bank accounts in Burkina Faso. They confirmed that the alleged STTCI post office box in Ouagadougou listed on the documents exists, but that it is owned by an individual. In addition, the box frequently receives mail for addressees unknown to the owner. These include a businessman with well-known links to Libya.⁴¹

5. In a second case, sources told the Panel that physical assets are being kept in Accra, Ghana. At least until February 2016, they were allegedly stored in boxes with an ICRC logo at the premises of an 'international human rights organization', Le Comité International pour la Protection des Droits de l'Homme (CIPDH). The Panel has contacted France where the organization has its headquarters. The Panel has seen a report on the matter filed with the Ghanaian police and has subsequently contacted Ghana to ask for clarification. The Panel's letter, and another reminder, have remained unanswered.

⁴¹ <http://www.ecodufaso.com/portrait-mahamadi-sawadogo-dit-kadhafi-pdg-du-groupe-smaf-international/>

Pictures of alleged assets at CIPDH office in Accra, Ghana



Source: Confidential

6. The Libyan in charge of the assets in Ghana is reported to be Mohamed Saleh al-Mahmoudi. It appears that agents reporting to the LNA have tried to ‘recover’ the assets. Unrelated to the LNA attempts, some of the assets were allegedly moved to another country.

7. Additional countries in the region have been mentioned in conversations with the Panel but no documentation or details were provided.

Assets in South Africa

8. Previously, the Panel investigated several pieces of documentation alleging that a large quantity of physical assets, potentially belonging to a listed individual, was stored in South Africa (see S/2015/128, Annex 36). However, at that time, the documentation was considered to be unreliable and the investigations could not confirm the allegations.

9. In 2016, the Panel received new information, including documentation. According to this documentation, an attempt was made in 2013 to use the alleged assets as payment for a multi-billion dollar arms deal between several South African defence industry companies and the “Libyan Air Force” and “Air Territory Defense Forces”. The volumes and types of the materiel requested by the Libyan party suggest that a large amount of money was indeed readily available and the negotiations appeared to be relatively advanced. The Panel has interviewed, separately, two people directly involved in the attempted deal. Both claim that the materiel was to be paid for by ‘hidden’ assets from the Qadhafi regime already present in South Africa.

10. In 2013, agents claiming to represent the Libyan government visited South Africa to discuss the delivery of a wide range of materiel including tanks and attack helicopters. Correspondence seen by the Panel shows frequent contacts between the brokers and managers from the Denel company and its subsidiaries.

Request by the Libyan Air Force and Air Territory Defense Forces

DENEL LIBYAN FIRST REQUEST AIR FORCE & THE AIR TERRITORY DEFENSE FORCES Feb-13					
		Initial Order	Final Order	Years to complete	Notes
1	Command centers				Study to be made
2	Ground Air Defense Systems				Study to be made
3	Rooivalk	14	84	4	
4	Oryx	10	40	4	If ZA product
5	A109	2	6	4	If ZA product
6	SA 330 Puma	20	30	4	
7	C130 upgrade	3			
8	Denel Aviation Academy				
	Military Students (per year)	400			
	Technicians (per year)	500			
9	UAV	15	?	4	
10	Ingwe launchers	500			Munitions 30.000
11	SS 5.56x45	2000	15000	4	Munitions 5 millions
12	SS 77 7.62x51	1000	3000	4	Munitions 1 millions
13	SS 77 Mk1 7.62x51	3500	15000	4	Munitions 4 millions
14	20 mm Rapid fire auto	1000	5000	4	Munitions 5 millions
15	NTW 20 20x82	4000	8000	4	Munitions 4 millions
16	NTW 20 20x110	500	3500	4	Munitions 800.000
17	Mortar M6 60	500	1800	4	Munitions 30.000
18	Mortar M8 81	500	1800	4	Munitions 30.000
19	Commando Mortar M4	500	2500	4	
20	AGL 40	600	2200	4	Munitions 600.000
21	Rooikat 76	150			Munitions 5.000
22	Rooikat 105	300			Munitions 18.000
23	Towed 105	120			
24	LAV III/T7 105	64			
25	T5 52 155	18	36	4	Munitions 30.000
26	G6 45 155	18	72	4	
27	G6 52 155	36	108	4	
28	Casspir MK5	75	180	4	
29	Munition 5.56	4 Millions			
30	Munition 9	10 Millions			
31	Munition 14.5	6 Millions			
32	Munition 23	3 Millions			

Source: Broker involved in the negotiations

11. It also appears that officials from the South African Ministry of Defence were informed of the ongoing negotiations. One of the brokers, Mohamed Belgacem Tag reportedly met with a senior military official, to discuss the Libyan military needs. The South African Ministry of Defence also expressed its support to the negotiations in writing on 13 March 2013.

Letter of support from Ministry of Defence

RESTRICTED



DS/R/311/1

MINISTRY OF DEFENCE & MILITARY VETERANS
REPUBLIC OF SOUTH AFRICA
Private Bag X 910, Pretoria, 0001, Tel: (012) 365 5521

13 March 2013

Mr. Mohamed About Kacem Tag
General Manager: Sidi Belal Company
Of International Trade
Tunisia

Dear Sir

**DENEL REQUEST OF THE 02-02-13: LIBYAN AIR FORCE & AIR
TERRITORY DEFENSE FORCES.**

Reference is hereby made to the meeting held in Johannesburg (South Africa) on
the 05 March 2013.

Firstly it is my greatest pleasure to present my warmest compliments to you and
wish you successes in the discharge of your noble duties.

I want to take this opportunity to acknowledge receipt of your request: DENEL
REQUEST OF THE 02-02-13: LIBYAN AIR FORCE & AIR TERRITORY
DEFENSE FORCES, presented in Arabic with an English translated version and
also wish to reiterate that South African Government is commitment towards the
stabilisation and reconstruction of Libya.

I sincerely wish to honour your request given the long standing relations that exist
and continue to mature between our countries

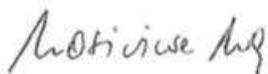
RESTRICTED

RESTRICTED

DENEL REQUEST OF THE 02-02-13: LIBYAN AIR FORCE & AIR TERRITORY
DEFENSE FORCES.

Please accept the assurance of my highest consideration and personal esteem.

Regards



N.N. MAPISA-NQAKULA
MINISTER OF DEFENCE AND MILITARY VETERANS

DATE: 17/03/2013

RESTRICTED

Source: Broker involved in the negotiations

12. The Panel wrote to South Africa to request further information regarding these negotiations and particularly details about the financial sources that would have allowed for such a large transaction. However, no reply was received.

13. The Panel has viewed additional documentation allegedly confirming the presence of Libyan assets in South Africa. None of these documents were convincing. For some documents, the Panel was not allowed to take copies for further investigation. Other documents that were shared contained insufficient information to verify their contents and did not prove the amount, origin or location of the alleged assets.

14. The Panel has reached out to South African officials mentioned in the new documentation to verify their contents. To date, none has responded to the Panel's outreach or requests for information.

15. The Panel has spoken to numerous Libyan politicians and civil servants who confirm that several 'official' delegations have travelled to South Africa to meet with the ANC leadership and discuss the issue of the return of Libyan assets.

Funds in Kenya

16. The Panel has obtained documentation indicating that two large transfers were possibly made in the second half of 2011 on behalf of the Libyan Africa Investment Portfolio (LYe.002, listed since 17 March 2011), between bank accounts in South Africa and Kenya. The total amount transferred to an account at a branch of the CFC Stanbic Bank branch in Kenya was USD 800,000,000. Documentation received by the Panel shows payment authorisation by Bashir Saleh al-Shrkawi from a branch of the Standard Bank South Africa.

17. The management of LAIP has explained to the Panel that it has no knowledge of the beneficiary account. It had received a similar report and conducted its own investigation in 2013, but could not confirm that such a transaction had taken place.

18. If the information in the documents is accurate, these transfers would show that hidden Libyan funds are indeed accessible to members of the former regime in South Africa. Bashir al-Shrkawi currently resides in, or at least frequents South Africa. He has been named by numerous public and private sources as the person who manages funds from the former regime hidden in South Africa and throughout the rest of the continent.⁴² Although he used to head the LAIP until 2009, he had no formal relationship with the fund in 2011.

19. The Panel has interviewed Bashir Saleh al-Shrkawi who denies any knowledge of any assets of the former regime in Africa, other than the ones officially on record at the LIA. He described reports on 'hidden Libyan assets' in Africa as "mirages".

20. The Panel has requested information from Kenya but its letter has remained unanswered.

⁴² see, for example, "Gaddafi aide holds key to missing Libya funds", Financial Times, 8 April 2012, <https://www.ft.com/content/d446ad68-816f-11e1-b39c-00144feab49a>.

Groups tracing 'stolen assets'

21. The Panel has met with two competing groups of brokers that try to recover 'stolen assets' in exchange for a fee or a percentage. Because they are profit-driven, they have not been forthcoming with information. Furthermore, both groups had previously provided the Panel with unreliable or false documentation.

22. Bearing in mind the current political division in Libya, and the need of both the PC and competing governments to obtain access to funds, such secrecy creates a risk for misappropriation. Clearly, the brokers report to various authorities, regardless of whether they support the PC, hoping they can further their case. Therefore, the Panel has urged both groups to share information that would allow it to monitor the issue.

23. Following the Panel's letters, information sharing by both groups has improved but still more transparency is needed. Furthermore, they have tried to increase their national and international legitimacy through interacting with the Panel. However, it is not in the Panel's mandate to confirm the mandate of any broker and certainly not at this stage of the political process.

24. Finally, it is possible that at least some of these cases are, in fact, scams. The Panel has received reports that some individuals have lost money while trying to obtain the alleged assets. Nevertheless, several other cases documented by the Panel show that former regime members still have access to relatively large amounts of funds, including cash.
